

Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMpte RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

5^e séance, mercredi 24 octobre 2007
6^e séance, jeudi 25 octobre 2007

► La génération «nouvelle Europe»

La Chambre a entamé ses entretiens avec les citoyens sur l'Europe par une audition de jeunes. Suite à l'accord sur le nouveau traité européen, les députés ont effectivement décidé de lancer le dialogue et de rencontrer le public afin de l'impliquer dans l'Europe élargie.

Les hasards du calendrier ont bien arrangé les choses: le 9 novembre, date de l'audition des jeunes, était le 18^e anniversaire de la chute du mur de Berlin et la soixantaine d'élèves des trois classes de deuxième présents à la Chambre ce 9 novembre étaient pour la plupart nés en 1989, année charnière de l'histoire européenne.

Les conséquences géopolitiques de l'ouverture vers l'Est sont une préoccupation majeure de ces jeunes qui ont bien intériorisé les premiers élargissements de l'Union, mais se posent beaucoup de questions sur les évolutions futures. Quelles sont les limites de l'Europe? Ne doit-on pas exiger que toutes les conditions d'adhésion soient remplies, sans exception aucune? La Turquie est-elle un pays européen, remplit-elle la condition de respect des droits de l'Homme? Sur ce dernier point, les avis étaient partagés, reflétant par ailleurs les mêmes dissensions que celles du débat politique. Les membres de la Commission des



Affaires étrangères et européennes ainsi que les députés européens présents face aux jeunes ont eu une approche pédagogique en rappelant des faits historiques tels que la perspective d'adhésion offerte en 1964 à la Turquie, ou en

core la détermination du Luxembourg d'adhérer à la communauté européenne, après l'anéantissement du pays par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

Les jeunes ont par ailleurs bien perçu les avantages que leur

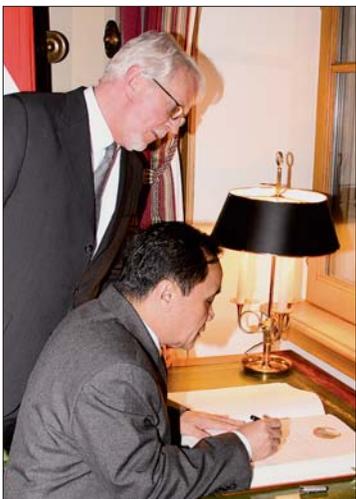
offrent la liberté de circulation et la reconnaissance de diplômes à l'étranger. Ils se sont cependant interrogés sur l'avenir des spécificités culturelles, les uns ayant peur de voir disparaître les cultures locales, les autres relevant par

DANS CE NUMÉRO

Traitements des fonctionnaires de l'État	p. 56
Éducation aux valeurs à l'école publique	p. 68
Risques de santé liés à la téléphonie mobile	p. 72
Rapport du Médiateur à la fin de ce numéro	

contre les avantages des échanges de plus en plus nombreux. Un souci exprimé concerne un possible nivellement vers le bas des salaires et des conditions de travail dans une Europe élargie. Réponse des politiques: la concurrence internationale existe indépendamment de l'Europe et c'est justement l'Europe qui permet de fixer des normes sociales, environnementales et autres dans les nouveaux pays membres. Et si quelques-uns ont craint qu'un trop grand nombre de membres dans l'Union européenne rendrait les décisions difficiles, voire impossibles, les députés ont eu la réponse facile: c'est précisément le nouveau traité, qui devra encore être signé par le Conseil européen et ratifié par tous les parlements de l'Union européenne, qui est destiné à simplifier les règles de fonctionnement de l'Union européenne.

► Le Président du Parlement du Laos à la Chambre des Députés



M. Thongsing Thammavong signe le Livre d'or de la Chambre des Députés.

«Un grand merci pour votre aide qui nous a été fort utile dans des secteurs tels que l'éducation ou la santé»: c'était le premier message du Président du Parlement du Laos, M. Thongsing Thammavong, lors de son entrevue le 9 novembre avec le Bureau et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés. Le Laos, pays du Sud-Est asiatique, est un pays-cible de la coopération luxembourgeoise depuis 1997. Il est classé parmi les pays les moins développés au monde

avec une espérance de vie ne dépassant pas les 57 ans. Une grande partie de la population vit dans la pauvreté et quelque 80% des habitants dépendent directement de l'agriculture. Le pays est sous un régime de parti unique, le «Lao People's Revolutionary Party».

«Nous sommes un pays agraire et voulons devenir un pays industrialisé»; le Président du Parlement laotien, M. Thammavong, a encore souligné la nécessité de bien éduquer les gens et de les former aux nouveaux emplois. Des contacts avec le monde bancaire du Luxembourg existent, mais devraient encore être élargis. Le Laos

veut devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce et espère que le Luxembourg sera un des pays à le soutenir dans cette démarche.

M. Som Ock Kingsada, médecin et membre de la délégation parlementaire du Laos, a évoqué la situation sanitaire du pays. Un manque cruel de médecins et de cliniques est un des problèmes essentiels. Dans ce contexte il y a lieu de relever que la mise en place d'un système hospitalier dans la province de Vientiane, un projet entamé il y a dix ans, reste au cœur du programme de coopération luxembourgeois.



La délégation laotienne accueillie par des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

► Parlamentspräsident empfängt neuen Präsidenten des Staatsrates



Nach seinem offiziellen Amtsantritt als Präsident des Staatsrates stattete Alain Meyer Kammerpräsident Lucien Weiler einen Besuch ab.

Bei dem Gespräch ging es vor allem um die Prioritäten der legisla-

tiven Arbeit sowie um die interinstitutionellen Beziehungen.

Lucien Weiler beglückwünschte den neuen Staatsratspräsidenten Alain Meyer zu seiner Nominierung und wünschte ihm viel Erfolg in seinem hohen Amt.

d'Chamber online op
www.chd.lu

► Plurilinguisme et flux migratoires

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Région Europe, s'est réunie à Skopje (ARY de Macédoine) du 22 au 26 octobre 2007. Les travaux ont porté sur les thèmes «La Francophonie et les dispositifs de promotion des langues européennes» et «Politiques migratoires dans l'espace francophone européen».

En répondant à l'invitation du Parlement de la République macédonienne, symbole de la coexistence de plusieurs cultures et langues sur un territoire, l'APF affirme une nouvelle fois sa vocation à défendre la diversité culturelle et le plurilinguisme, valeurs fondatrices de la Francophonie.

19 sections représentant 17 nations différentes ont participé aux débats, la Serbie ayant participé en tant qu'invitée spéciale. Le Luxembourg fut représenté par M. Jos Scheuer, Vice-président de la Chambre des Députés, et M. Michel Wolter, Député.

Les parlementaires ont reçu M. Ljubiša Georgievski, Président de l'Assemblée macédonienne, et



(de gauche à droite): M. Jos Scheuer, Vice-président de la Chambre des Députés, Trésorier international de l'APF, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, M. Michel Wolter, Député

ont auditionné, entre autres, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Im-

migration du Luxembourg. L'intervention du Ministre était intitulée «L'Union européenne et le défi

des politiques d'immigration et d'intégration. Comment améliorer la cohésion interne au niveau européen?»

Dans le cadre des discussions, M. Jos Scheuer a souligné les efforts du Grand-Duché de Luxembourg en matière de politique de coopération afin de maîtriser les flux migratoires vers notre pays. «(...) Notre politique de coopération comporte également différents projets en Europe du Sud-Est, projets qui sont dans l'intérêt de la stabilité dans la région. Elle s'intègre évidemment dans l'effort global consenti par la communauté internationale. (...) Nous mettons en œuvre une politique qui comporte, outre les aspects purement humanitaires, l'intention de 'contenir' le désir d'émigration dans les pays en voie de développement.(...)»

À l'issue des débats deux résolutions et une motion ont été adoptées. Les parlementaires invitent, entre autres, les gouvernements «à harmoniser les modalités d'obtention des visas des pays candidats à

L'Union européenne ou partie à sa politique européenne de voisinage et à prendre les dispositions nécessaires en vue d'assouplir et de libéraliser progressivement le régime des visas en relation avec l'évolution de l'économie et les besoins du marché du travail». Considérant les efforts que la République de Macédoine déploie pour son développement démocratique, économique et social, les délégués ont exprimé leur soutien au processus d'adhésion à l'Union européenne à travers une motion.

Lors du dîner officiel du mardi 23 octobre, il a été procédé à la remise des insignes de l'Ordre de la Pléiade, décorations honorifiques décernées en reconnaissance de mérites pour la Francophonie. À cette occasion, le Vice-président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, M. Jos Scheuer, a été fait Grand Officier.

Des informations complémentaires sont disponibles au site Internet de la Région Europe de l'APF: <http://apf.pcf.be/>

► Conférence annuelle du Conseil Nordique

La conférence annuelle du Conseil Nordique à laquelle l'Assemblée Balte et le Parlement Benelux ont été invités a eu lieu à Oslo du 30 octobre au 1^{er} novembre 2007. Le changement climatique et ses conséquences, l'enseignement supérieur et la recherche ainsi que la coopération étroite des pays nordiques en matière de sécurité se trouvaient dans le vif des débats.

Les résultats des travaux réalisés par le Groupe Intergouvernemental sur les Changements Climatiques (GICC), celui-ci recevant prochainement le «Prix Nobel de la Paix» dans cette même ville d'Oslo, prouvent clairement que les températures montent à l'échelle globale et dont les conséquences affecteront les régions de notre monde à degré différent. La plupart des interventions portaient sur ce sujet de portée globale; notamment les participants de l'Islande ont souligné la situation cruciale des peuples indigènes vivant dans le Grand Nord. La calotte blanche du Pôle Nord en voie de

disparition, étant plus rapide dans l'Arctique que partout ailleurs, suite au réchauffement ne permet plus de garantir la biodiversité. Avec le recul des glaces et de l'enneigement, la lumière solaire est moins réfléchiée et plus largement absorbée entraînant la fonte accélérée de la calotte glaciaire.

La consommation des énergies fossiles et en aval leurs émissions de gaz à effet de serre en croissance fulminante contribuent à l'augmentation de la température de notre globe. Une des conséquences dont personne ne connaît encore les suites consiste dans la création de nouveaux couloirs maritimes au nord de la Sibérie d'un côté et du Canada de l'autre. L'exploitation accrue des ressources naturelles et énergétiques pourrait changer l'architecture sécuritaire de ces régions et les peuples autochtones seraient les plus touchés. Face aux défis majeurs que représentent la dépendance énergétique croissante de l'Union européenne et des chan-

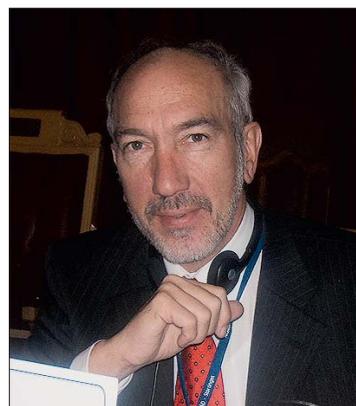
gements climatiques, les parlementaires ont exprimé leur espoir que les décisions prises lors du sommet européen en mars 2007 connaîtront le succès souhaité, voire l'accroissement de l'efficacité énergétique de 20% et l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 20%, et ceci jusqu'en 2020.

Le député M. Marcel Oberweis a souligné que les résultats des débats de la conférence à Bali sur le climat, organisée en décembre par les Nations Unies, devront avoir un effet positif dans la lutte contre les changements climatiques. Il faudra inciter les pays industrialisés à réduire leur consommation énergétique de façon exemplaire et inviter les pays émergents entre autres la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Indonésie ainsi que les pays en voie de développement à rejoindre la plateforme du processus de négociation visant un accord mondial sur les émissions des gaz à effet de serre pour la période d'après 2012.

Lors des discussions, il fut salué que le programme Nordplus en matière de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche ait été ouvert aussi aux pays baltes. À travers ce programme les universités

des pays du Conseil nordique ainsi que les centres de recherche sont interconnectés; un des programmes de portée scientifique en est la recherche dans le domaine des changements climatiques auxquels les peuples du Grand Nord sont très exposés.

Le dernier volet des discussions portait sur la coopération politique en matière de sécurité et de défense dans le Grand Nord. On évoquait que la Russie, grâce aux revenus qu'elle tire de ses exportations de gaz naturel et de pétrole, se retrouve sur le point de se profiler à nouveau comme une puissance significative sur la scène internationale. Force est de constater qu'avec la glace fondante, l'accès aux océans Pacifique et Atlantique sera modifié d'une manière stupéfiante pour les autres pays limitrophes. Afin de ne plus tomber dans la guerre froide d'antan, il faut procéder à la recherche de réponses adéquates et inviter la Russie à coopérer à la sécurité notamment sur le terrain énergétique.



M. Marcel Oberweis a représenté la Chambre des Députés à la Conférence annuelle du Conseil Nordique à Oslo.

► Interessante Bildungsreise nach Rumänien



Die Delegierten des Luxemburger Parlaments mit Schülern und Vertretern des Lehrpersonals des Bruckenthal-Gymnasiums in Hermannstadt.

Auf Einladung des rumänischen Senats verbrachte der Ausschuss für Kultur, Hochschulbildung und Forschung der Abgeordnetenversammlung die Woche vom 5. November 2007 in Hermannstadt/Sibiu. Diese Stadt ist, zeitgleich mit Luxemburg und der Großregion, Kulturhauptstadt Europas 2007.

Während zweier Unterredungen mit Mitgliedern des rumänischen Senats wurde die Wichtigkeit der wirtschaftlichen und kulturellen Zusammenarbeit unterstrichen. Des Weiteren wurde darauf hingewiesen, dass im vergangenen Jahr etwa 500 Luxemburger Unternehmen engere Kontakte mit rumänischen Betrieben geknüpft haben. Die Vertreter des rumänischen Senats sehen hierin eine Bestätigung für die Attraktivität des Standorts Rumänien, das innerhalb der Europäischen Union als Niedriglohndland gilt.

Während der fünftägigen Reise konnten sich die Mitglieder des Kulturausschusses von den positiven Auswirkungen des Kul-

turjahres für Sibiu und Transsylvanien überzeugen. Hermannstadt konnte 2007 dreimal mehr Touristen begrüßen als noch vor zwei Jahren. Der Bürgermeister Klaus Johannis vertritt die Meinung, dass die Zusammenarbeit mit Luxemburg für Sibiu neue Perspektiven eröffnet hat und hofft, dass die kulturelle Zusammenarbeit auch über 2007 hinaus weitergehen wird.

Die Delegierten des Luxemburger Parlaments hatten des Weiteren eine Unterredung mit Schülern und Vertretern des Lehrpersonals des Bruckenthal-Gymnasiums in Hermannstadt. Dieses Gymnasium hat während des Kulturjahres gemeinsam mit Schülern des Diekircher „Kolléisch“ ein Filmprojekt realisiert.

Die Luxemburger Delegation setzte sich wie folgt zusammen: Fred Sunnen (CSV), Ausschussvorsitzender, Martine Stein-Mergen (CSV), Marcel Oberweis (CSV), Marcel Sauber (CSV), Claude Adam (DÉI GRÉNG) und Robert Mehlen (ADR)

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Sommaire

- 1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière**
 - Exposé: M. Jean Huss
 - Débat: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- 2. 5775 - Projet de loi modifiant**
 - a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
 - b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Henri Grethen, M. Roland Schreiner, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler
 - Vote et dispense du second vote constitutionnel
- 3. Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz**
 - M. Camille Gira, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Romain Schneider
- 4. Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État**
 - Dépôt d'une motion au nom de la Commission des Travaux publics et exposé du contenu: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: Mme Anne Bresseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Camille Gira, M. Claude Wiseler
 - Vote (motion adoptée)
 - Dépôt d'une motion au nom de la Commission des Transports et exposé du contenu: M. Roland Schreiner
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Henri Grethen, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre des Transports
 - Vote (motion adoptée)
- 5. Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange**
 - Dépôt d'une motion et exposé du contenu: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Norbert Hauptert
 - Vote (motion adoptée)
- 6. Demandes en naturalisation**
 - Adoption en séance non publique de 70 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel
 - Adoption de six demandes de changement de nom et de prénom

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

*** **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Här Minister Mars Di Bartolomeo, huet d'Regierung eis eng Matdeelung ze maachen?

*** **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Neen, Här President.

*** **M. le Président.** - Da géif ech soen, wéi de Statsminister gëschter gesot huet: Mir sinn dat gewinnt.

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg steet fir d'éischt op eisem Ordre du jour eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Spidolswiesen, op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

Dir wësst, datt d'Riedezäit nom Artikel 84 vum Chamberreglement festgehalten ass an datt där Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, zéng Minutten zur Verfügung stinn, deenen anere Fraktiounen jeweils fénnef Minutten an der Sensibilitéit politiqe zwou Minutten. Et si bis elo ageschriwwen: den honorablen Här Meyers, den Här Wagner, d'Madame Mutsch an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Vertrieeder vum Grupp vun deene Gréngen, den honorablen Här Jean Huss. Här Huss.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière

*** **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann dobaussen, wann an der Bevëlkerung, wann an de Medien a Lieserbréiwer an den Zeitungen diskutéiert gëtt iwwert dat wat a Spideeler oder a geriatreschen Institutiounen...

(Coups de cloche de la Présidence)

*** **M. le Président.** - Ech géif em Är Opmierksamkeet fir den Här Huss bidden.

*** **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Ech fänken nach eng Kéier un. Wann dobaussen, wann an der Bevëlkerung, wann an de Medien a Lieserbréiwer an den Zeitungen diskutéiert gëtt iwwert dat wat a Spideeler oder a geriatreschen Institutiounen u Problemer rezent opgetaucht sinn, Stéchwierder: Neurochirurgie, Clostridien oder aner geféierlech Infektiounen an esou virun, da kann et an den Ae vun de Gréngen net sinn, datt dës Chamber zu dësen Evénementen guer näischt géif soen. Dat ëmsou méi, wou Begrëffer wéi Qualitéit an der Medezin a vun

de Servicer oder d'Rechter vun de Patienten an de vergaangene Joren ëmmer méi staark betount goufen, an dat och ëmsou méi, wou mer am Virfeld sti vun Diskussiounen iwwer en neie Spidolsplang.

Mir wëllen als Gréng an dësem Moment awer hei elo net an déi lafend Diskussioun a Polemik ronderem d'Neurochirurgie agräfen: Zum engen, well dozou d'Riedezäit am Kontext vun enger Heure d'actualité net géif duergoen, zum Zweeten, well do nach längst net all Kaarten um Dësch ze leie schéngen, an zum Drëtten, well mer der Meenung sinn, datt et iwwert d'Aktualitéit eraus drëm goe muss iwwert d'Qualitéit insgesamt am Secteur hospitalier ze schwätzen, well et eis schéngt, datt do nach esou munch Problemer ze léise bleiwen.

Méi detailléiert a méi déif gräifend Diskussiounen zu dëser Problematik kënnen a mussen mer féieren hei op der Tribün an an der Santéskommissioun am Kontext vun der Diskussioun em deen neie Plan hospitalier. Hei an dëser Heure d'actualité kënnen mer elo just, an dat ass mäin Zil, e puer Stéchwierder an déi Debatt erageheien.

Dir Dammen an Dir Hären, schon 1989 goufen an der deemoleger Regierungserklärung eng Évolution qualitative des services an d'Élaboration de profils de prestation gefuerdert. An och an der rezenter Regierungserklärung vum August 2004 gouf eng Évaluation systématique des services de santé festgeschriwwen.

Zënter 1989, dat sinn elo bal 20 Joer hier, ass villes geschitt. Et ass vill an nei Gebaier, nei Maschinnen an Infrastrukturen investéiert ginn, d'Ministere si komm an erëm gaangen oder gaange ginn, an zënter de vergaangene Jore si mer amgang vill iwwer noutwendeg national a regional Synergien ze diskutéieren, an dës Synergie müssen aus ville Grénn eraus esou schnell wéi méiglech kommen.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bevëlkerung dobaussen, d'Patienten an d'Assuréeën, déi iwwer hir Baiträg eisen net grad bëllege Spidols- a Santéssystem finanzéieren, froen ëmmer méi heefeg och no der inhaltlecher Qualitéit vun de medezinesche Prestatiounen a vun deem insgesamt wat an eise Spideeler a ronderem geschitt. Dat ass iwwerregens net nëmme hei esou, dat ass international praktesch iwwerall esou, an dat ass absolut berechtigt!

Wou also leien d'Problemer, wou dach gesot gëtt, datt eis Spideeler insgesamt géifen op engem gudden Niveau leien an net méi schlecht wiere wéi am Ausland? Firwat kënnen et da sporadesch ëmmer erëm zu Diskussiounen iwwer Dysfunktionnement, iwwer Feeler a Komplikatoune an Operatiounssäill, vu Galeblosenoperatiounen bis elo zur Neurochirurgie? Diskussiounen och iwwer latent oder konkret Risike vu geféierlechen Infektiounen mat Staphylokokken, Clostridien an esou virun? Firwat heefe sech an de vergaangene Joren d'Plainté vun de Patienten - vum öffentleche Sträit tëscht Spezialisten net emol ze schwätzen?

Eis schéngt et, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt an deene vergaangene Joren zwar vill iwwer Qualitéit, iwwert d'Evaluatioun an de Contrôle vu Qualitéit an eise Spideeler geschwat ginn ass, mä datt dës Evaluatioun an dese Contrôle héchstens an éischten Usätz an och nach net iwwerall ugelaft sinn, an datt do nach villes just de Charakter vun Alibi oder politesche Sonndesriede behält.

Dir Dammen an Dir Hären, dës haart Kritiken un der Evaluatioun, dat heescht Moosungen a Contrôle vu Qualitéit, sinn net vun eis Gréng just aus rengen Oppositionsgrénn erfongt ginn. Dës wäit an déif gehend Kritik sinn nozeliesen an offiziellen Dokumenter vum Santéministère selwer, zum Beispill an der rezenter Carte sanitaire, déi ech hei matbruecht hunn, e voluminöist Dokument, d'Carte sanitaire vun 1998 bis 2005.

An et muss een den Auteur vum dëser Carte sanitaire fir hir kritesch Approche zur Qualitätsproblematik absolut félicitéieren. An dës Kritik sinn och genausou berechtigt a schwach enthalen an deem Dokument, datt der Quadripartite de vergaangene 16. Oktober presentéiert gouf.

Aus Zäitgrénn kann ech aus dësen Dokumenter just e puer äusserst bedenklech Feststellungen a Kritik resüméieren.

Op der Säit 30 zum Beispill vun der Carte sanitaire ginn d'Basis an d'Funktionsweise

vun eise Santéssystem beschriwwen. Stéchwierder: libre circulation, Autorisation d'exercer, Conventionnement obligatoire, Agréments vun de Spideeler, d'Nomenclature vun den Akten an d'Statut vun de Krankeeseen, a schlieslech och den Artikel 7 vum Code de Déontologie, déi berühmte Liberté thérapeutique vum Dokter.

Esou wéi dat elo awer konkret fonctionnéiert, gëtt op Säit 30 gesot, mä och op der Säit 32 vun dëser Carte sanitaire, géif et, ech zitéieren, eng absolut Absence de contrôle à tous les niveaux ginn.

Et géife praktesch net emol Donnéeë ginn iwwert d'Natur an d'Heefegkeet vun diagnostizéierte Krankheete bei der Entrée an d'Spideeler, obschonn d'OMS dat ganz kloer fuerdert a wat och vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn ass. Et géife keng seriö Donnéeë ginn iwwert d'Resultater vun den Therapien, iwwer eventuell Besserung vun der Gesondheet, iwwert d'Satisfaktioun vun de Patienten. Et géif dozou iwwerhaupt keng systematesch Approche an Informatiounsauerwertung ginn, ausgehend vu seriöen a komplett geféierte Patientendossieren.

Et gëtt kritiséiert an der Carte sanitaire de mangelnden Informatiounen - an Datenaustausch tëscht den Dokter, tëscht den Dokter an der Direktioun an emgekéiert. D'Spidolsdirektore wéissen oft net wat vun hire Spidolsdoktere gemaach géif an et géif en oniwiersichtleche Pilotage à vue virherrsche mat alle Probleme vu Qualitéit oder eben och Netqualitéit, déi sech doraus logescherweis ergi missten, wouriwwer och oft Verwaltungsreit dann net genuch informéiert wieren. An esou Leit aus Verwaltungsreit ginn d'Problemer ganz oft gewuer esou wéi déi aner Leit dobaussen och a Lieserbréiwer an Zeitungen.

Dräi kleng Beispiller nëmme, fir ze illustréieren wéi wéineg eng seriö Qualitätskontroll ze funktionnéiere schéngt:

Am Gesetz vum Plan hospitalier vun 1998 ass ze liesen, datt Normen a Qualitätsstandard missten ausgeschafft ginn. Bis haut ass awer do net ganz vill geschitt a mir hopen, Här Gesondheitsminister, datt Der do esou schnell wéi méiglech elo endlech déi berühmten Neel mat Käpp wäert maachen.

Zweet Beispill, am Artikel 23 vum dësem Gesetz, also am Gesetz vum '98, sinn an de Spideeler sougenannte Comités de prévention des infections, de sécurité et d'évaluation du fonctionnement de la qualité virgesinn. De Bilan dovunner an der Carte sanitaire ass folgendend, Zitat: «Ces comités fonctionnent de façon très hétérogène d'un hôpital à l'autre respectivement pas du tout» an et wiere bis 2005 keng vun den Organismes gestionnaires certifiéiert, Rapports d'activités iwwerhaupt ginn. Gesäit esou eng seriö Qualitätskontroll aus?

Laut Artikel 46 vum Gesetz sinn d'Direktore vun de Spideeler gefuerdert, fir sech mat Doléancen oder Plainté vu Patienten ze befaassen an d'Direktioun vun der Santé muss deene Plainten noogen an d'Patienten duerno informéieren. Dat kléngt am Prinzip alles ganz schéin, mä entsprécht dat da wierklech ëmmer der Realitéit?

Et kéint ee vill aner Donnéeën a kritesch Analysen an däitlech Kritiken u mangelhafter Evaluatioun a Qualitätskontroll aus där Carte sanitaire hei zitéieren. Insgesamt, Här President, ass den Tableau vun den Zoustänn an eise Spideeler, wat d'Qualitéitsprozeduren, d'Qualitéitsevaluatioun an d'Qualitéitskontrolle betrëfft, alles anescht wéi brisant an dofir sinn de Gesondheitsministère, d'Regierung an d'Chamber gefuerdert:

Éischstens, fir d'Anhale vu gudden Dispositionen a Gesetzer, wa se schon emol do sinn, besser ze kontrolléieren an ze forcéieren, an zweetens, fir am Intérêt vun der Patientesécherheet an der Qualitéit vun de medezinesche Prestatiounen eng Partie vu Saache gesetzlech oder reglementaresch ze änneren oder ze verbesseren. Woubäi et keng falsch Tabuen an der Diskussioun vun engem qualitativ besseren neie Plan hospitalier däerf ginn. Op de Préifstand vu Qualitéit a Qualitätskontroll müssen dobäi an eisen Aen eng Rei vu Saache kommen: de Code de Déontologie vun den Dokter; d'Rechter, mä och d'Flichte vun den Dok-

teren, virun allem am Kontext vun hirer Aarbecht an de Spideeler; d'Konditiounen fir den Agrément fir speziell Servicer an de Spideeler; d'Organisatioun vun eise Spideeler; d'Hierarchie an d'Responsabilitéiten; méi kloer an d'Rollverdeelungen tëschent der Direktioun an den Dokterinnen an der Direktioun an de Verwaltungsreit, an d'Förderung vun Interdisziplinaritéit a vun Teamgescht zwëschen medezineschen Equipen.

Fir d'Dokteren d'Obligatioun - ech soen d'Obligatioun! - vu permanenter Weiterbildung, esou wéi dat zum Beispill am Beräich vun der Aviatioun dobaussen - vum Flugverkäier - längst de Fall ass, wou et konkret och ëm ganz grouss mënschlech Risiko geet bei där Aviatioun. Dat muss och am Spidolswesen, wann et zum Beispill ëm chirurgesch Operatiounen geet, de Fall sinn. Also dofir: d'Obligatioun vu permanenter Weiterbildung.

Op de Préifstand gehéieren zum Deel awer och eng Rei vun Dispositiounen aus der Nomenclature vun den Akten an a Bezuch op de Rôle vun de Krankeessen als Hauptfinanzier vum Spidolssystem. A finalement mussen endlech wierklech Neel mat Käpp gemaach ginn, wat d'Rechter vun de Kranken, vun de Patiente betrëfft, an d'Ernëstzung vun ONGen a Patientevertrieder, wou nach munches misst verbessert ginn.

D'Patientevertrieder hei am Land an am Ausland fuerderen zënter Joren net nëmme verbessert finanziell, infrastrukturell, medezinesch, sozialrechtlech a juristesche Méiglechkeeten, si fuerderen och schonn zënter Joren effikass Mediationsstrukturen, fir engerssäits d'Rechter vun de Patiente kënnen op eng seriö Aart a Weis ze verdeedegen, a fir anerersäits amerikanesch Zoustänn mat all deene Gerichtsprozesser kënnen ze verhinieren.

(Interruption par le Président)

Ech komme gläich zum Schluss.

Qualitéit, Evaluatioun a Kontroll vu Qualitéit, Dir Dammen an Dir Hären, sinn aus engem moderne Medezinwesen net méi ewechzedenken. Am Konfliktfall wier et sënnavoll, wa mer esou schnell wéi méiglech zu enger seriöer - och vun Dokteschsäit - wierklech akzeptierter Mediationskultur an zu seriöer Mediationsstrukturen géife kommen. Preventiounskultur, Evaluatiounskultur, Mediationskultur: Dat mussen endlech déi nei Schlagwierder vun engem qualitativ héichstehende Gesondheitsweise sinn. Den Handelsbedarf am Interessi vun de kranke Leit, Här Gesondheitsminister, ass grouss, ass urgent. Dir sidd gefuerdert, fir do e wéineg Drock ze maachen.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Meyers.

Débat

» **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Ukënnegung gelies huet vun där Aktualitéitsdebat vun haut, déi déi Gréng eraginn hunn, dann hätt ee kënnen mengen, et géif nëmme ëm d'Gestion hospitalière goen. Wann ee sech awer dann informéiert iwwert d'Gestion hospitalière, da stellt ee fest, dass et do eng ganz Rei Regele gëtt, déi besonnesch - an den Här Huss huet d'Gesetz zitéiert - am Gesetz vum 28. August 1998 enthalte sinn, déi de Spideeler d'Fräiheet loossen, déi Forme juridique ze wielen, déi hinne gutt schéngt, déi awer eng ganz Rei Regele festleeën iwwert d'Gestion vun de Kliniken, an déi och dem Minister eng ganz Rei Pouvoire ginn, fir an déi Gestion kënnen anzegräifen.

Ech si frou, dass den Här Huss eigentlech net op déi do Diskussioun agaan ass, mä dass hie seng Interventioun gesat huet am Hibleck op d'Qualitéit vun der Medezin, an dass hien een Acteur vun deene villen Acteuren am Spidolswesen an de Mëttelstand gestallt huet, deen och dohi gehéiert, an zwar de Patient. Wa mer hei Patient soen a wa mer vu Qualitéit schwätzen, stelle mer trotzdem fest, dass e bëssen och dobaussen, an et muss ee jo soen och bei den Dokteren, och bei villen anere Leit, nach d'Mee-

nung do ass, dass de Patient dee wär, deen nëmme eppes géif iwwer sech ergoe loosse, an deen dann déi Therapie misst akzeptéieren, déi hien zougedroe kritt. Ech mengen, dat wier awer falsch. D'Gesetz vun 1998 gëtt eis eng ganz Rei Dispositiounen, déi et och erlaben d'Qualitéit vun der Medezin wesentlech ze verbesseren, well schlieslech geet et ëm d'Qualitéit vun der Medezin.

D'Klinik ass u sech kee Selbstzweck. D'Klinik huet derfir ze suergen, dass déi - an ech gebrauchen hei ausdrécklech d'Wuert - „Clienten“, déi dohi kommen, och deee beschtméigleche Service kënnen kréien. Selbstverständlech kann een der Klinik keng Obligation de résultat imposéieren, mä et kann een awer eng Obligation de moyen opposéieren, an zwar déi beschtméigleche Moyenen unzewenden, fir zu deem Zil ze kommen, fir dat d'Klinik do ass.

Et sinn elo eng Rei Moyenen ervirgehewe ginn, wéi een déi Qualitéit ka verbesseren. Et sinn am Laf vun där Diskussioun, déi den Här Huss ugeknüpft huet, vun deene leschte Wochen awer e puer Punkten, déi ee mengen och misst ervirhiewen. Wat sinn déi Punkten?

Wann ee vu Qualitéit schwätzt, da muss een natierlech probéieren och déi Qualitéit ze moossen. Do geet et net nëmme duer, fir ze froen: Huet et lech hei gefall? Et muss een effektiv Standarden entwéckelen, déi et erméiglechen déi Qualitéit wierklech ze moossen, net nëmme zäitweilig, mä eigentlech definitiv an ëmmer bei alle Patienten, fir herno och kënnen déi Qualitéit ze verbesseren.

Et muss een dann dem Client - dem Patient - déi Informatioun ginn, déi him zousteet. An do stelle mer fest, dass déi Informatioun op ville Punkten hapert. De Patient weess net wat mat him geschitt. An hie gëtt och duerno oft net gewuer wat da wierklech lass war. De Patient huet awer ee Recht op d'Wourecht. Hien huet ee Recht dodrop gewuer ze gi wat mat him geschitt, wat ka gemaach ginn, an dass och déi beschtméiglechen Moyenen ugewannt si ginn.

Déi Kommunikatioun kann heiansdo net geschéien iwwer all déi Leit, déi an der Klinik schaffen. Dofir wier et och noutwendeg, dass d'Kliniken derfir géife suergen, dass och spezialiséiert Personal do wär, wat géif déi Kommunikatioun erméiglechen. Well et ass net jiddfreee gemaach fir déi Kommunikatioun hierzestellen. An ech mengen, do wier et fir d'Zukunft wichteg, dass och de Ministère géif intervenéieren an drop hiweise wéi déi Informatioun a wéi déi Kommunikatioun mam Patient ka geschéien.

Déi Kommunikatioun geschitt awer net nëmme mam Patient, well haut ass d'Gesellschaft mediatiséiert. Et muss een och probéieren déi Kommunikatioun a Richtung vun der Press ze organiséieren. Dofir ass et wichteg, dass Leit do sinn, déi déi Kommunikatioun och beherrschen.

En anere Punkt ass d'Mediatioun, well et sinn ëmmer erëm Fäll, wou Schwierigkeeten entstinn. Do ass et wichteg, dass eng neutral kompetent Mediation geschaf gëtt, entweder an de Kliniken oder awer um nationale Plang. An ech mengen, do ass och de Ministère gefuerdert, fir net opgrond vun enger kontraktueller, mä opgrond vun enger reglementarescher Basis eng Mediation ze schafen an där déi néideg qualifizéiert Persounen zouzeféieren.

Et si vill Acteuren, déi hei gefuerdert sinn. Net nëmme de Minister, mä och d'Dokteren an d'Personal vun de Kliniken. Et wär ze hoffen, dass am Dialog déi Mesuren, déi hei ugesprach gi sinn, och kéinte realiséiert ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass selbstverständlech schwierig an nëmme fënnf Minutten am Detail op dee ganze Froekatalog, deen den Här Huss opgeworf huet, anzegoen. Duerfir erlaabt mir, dass ech op där heiter Plaz méi generell iwwert d'Problematik vun der Gestion hospitalière wëll agoen.

Dës Heur d'actualité steet oni Zweifel am Kontext vun där sougenannter Affär CHL an de Reproché vun der Patientevertriederung un de Service de neurochirurgie. Ech soe bewosst „sougenannten Affär“, well esou wéi d'Resultater vun franséischen Expert et erginn hunn, war et jo eigentlech keng Affär, et war just en opgebauschtenen Akt. Et kéint een dee Moment selbstverständlech dat oniwuerluechtent Virgehen vun der sougenannter Patientevertriederung condemnéieren an där hir Legitimitéit seriö a Fro stellen. Et kann een dann awer och op den

Audit iwwert den CHL agoen an do e puer vun deene Recommandatiounen opgräifen.

Ons Spidolsdepartementer sinn horizontal hei zu Lëtzebuerg opgebaut, woubäi an anere Länner eng vertikal Hierarchie besteet. Esou e vertikale System huet als Virdeel, datt d'Täché kloer verdeelt sinn an d'Responsabilitéit och vu jiddferengem kloer definéiert ass. An deem aktuellen horizontale System hei zu Lëtzebuerg feelt et dem Chef de service ganz oft un där néideger Autoritéit, fir seng Vuen duerchzusetzen. Hien huet bis elo praktesch nëmme sougenannten administrativ Kompetenzen. A ville Fäll kann ee kaum vun Equipe médicale schwätzen, obschonn dass dat batter noutwendeg wär.

De franséischen Expert plädéiert dann och fir eng vertikal Hierarchie hei anzustellen, déi beispillsweis Kritäre wéi Erfahrung mat considéiert. De franséischen Expert ass och der Meenung déi enzel Spideeler sollte sech op e puer Aktivitéiten, dräi bis véier seet hien, spezialiséieren an net wëlle probéieren alles ze maachen.

Domadder wärem mer bei deene sougenannte Centres de référence, wéi mer se beispillsweis an der Häerzchirurgie am CHL hunn. An ech wollt den Här Minister froen, wéi d'Entwécklung an deene leschte Jore mat deene Centres de référence, mat anere Centres de référence ass.

An deem Kontext wëll ech dann nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun de Synergien hiweisen, déi onbedéngt musse weidergefördert ginn. Synergien erméiglechen et nämlech an deenen eenzelnen Etablissementer vill méi geziilt ze schaffen a sech d'Aarbecht opzedeelen. Do meng Fro un de Minister: Wéi ass et an Zwëschenzäit mat der Synergie CHL-Zithaklinik oder St-Louis Ettelbréck-Klinik vu Wolz?

Et ass vill an deene leschte Joren an d'Infrastrukturen investéiert ginn, den Här Huss huet et scho gesot, wat och wichteg a batter noutwendeg war. Et muss an Zukunft awer sécher nach vill méi an d'Leit investéiert ginn. Et geet net duer e puer renommiert Dokteren aus dem Ausland ze rekrutéieren déi, deemno vu wou dass se kommen, aus enger ganz anerer Spidolskultur kommen a Schwierigkeeten hunn, sech hei zu Lëtzebuerg an eisem System zrëckzufinden.

Et schéngt mer och wichteg, dass an Zukunft méi regelméisseg jonk Dokteren an eis Servicer integréiert ginn. Wéi an all Betrieb, esou ass och an engem Spidol, wann net nach méi, d'Aarbechtsklima enorm wichteg. Hei geet et net duer sech Iwwerleungen ze maachen, wéi mer d'Kompetenzopdeeleunge verschidde Servicer. Et muss och gekuckt ginn, dass déi enzel Servicer gutt genuch mat Personal ausstafféiert si fir Iwwerbelaaschtungen, déi sech negativ op d'Aarbechtsverhältnis kënnen auswierken, a Grenzen ze halen.

D'Aufgaben innerhalb vun deenen eenzelne Spideeler misste sécherlech esou kloer wéi méiglech definéiert ginn. Quitte dass all Etablissement selbstverständlech onbedéngt muss seng Autonomie behalen. D'Direktioun där net zu engem administrative Gremium verkommen an et där net esou wäit kommen, dass och haaptsächlech Economisten an der Direktioun sëtzen. Et ass äusserst wichteg, dass d'Medeziner e Wuert matschwätze wat d'Gestion vun de Spidolsdepartementer betrëfft, well si wëssen am beschte wat d'Besoiné sinn.

Grad esou wichteg, besonnesch an eisem Lëtzebuergesche Budgetsationssystem, ass awer och déi ekonomesch a finanziell Gestiou vun deem Spidol, wou mer jo nach ëmmer wëlle vermeiden, dass et net zu engem sougenannte Wettrüste kënt.

Da stelle sech selbstverständlech weider Froen, an den Här Huss huet dat schonn ugeschwat. Wéi sti mer zu regelméisseg Qualitéitskontrollen a Qualitéitsrankingen? Och do erwaarde mer eis eng kloer an daitlech Äntwert vun dem Minister.

Här President, vu dass meng Zäit ofgelaf ass, wëll ech ofschléissen. Ech mengen, allgemeng kéinte mer soen, dass eis Spideeler hei zu Lëtzebuerg exzellent sinn. Et bleiwe selbstverständlech nach Efforten ze maachen. Loosse mer also d'Saach upaken, dat am Interêt vun eise Patienten, well finalement sinn et eis Patienten, déi sollen am Mëttelpunkt vun all eisen Efforté stoen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Wagner. Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet elo d'Wuert.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer um Ufank vu menger Interventioun eng méi generell Fro opzwerfen, aus där sech a mengen Aen eng ganz Rei vu Konsequenzen erginn. Wéi erreche mer eng héich qualitativ Medezin fir eist ganz Land?

Duerch Spezialisierungen 100%eg. Centres de compétence, Synergien, do wou se Sënn maachen. Ganz nom Motto, complémentaire an net konkurrenzuel um medezinesche Plang, awer och a Beräicher wéi Logistik, Gestiou, Systèmes d'information médicaux oder „quality management“.

Et ass zu Lëtzebuerg leider net evident a scho guet net selbstverständlech, dass Zoustänngekeetsberäicher a Kompetenzopdeeleungen systemiwwergräifend funktionéieren. Ech zitieren an deem Zesammenhang de Professor Georges, an och mä Virriedner huet schonn drop higewisen: «Il existe au Luxembourg, et ce de façon très spécifique, car on ne le retrouve pratiquement dans aucun des pays de l'Europe, un système qui est qualifié d'horizontal par rapport au système vertical, c'est-à-dire hiérarchisé.» A méi spezifesch fir de Chef de service, wouriwwer jo vill diskutéiert ginn ass an deene leschte Wochen: «Il nous paraît qu'il y a là une contradiction entre ce que doit détenir un chef de service et les moyens qu'on lui donne. Tout repose en fait sur la bonne volonté des membres du groupe médical.» Eng ähnlech Feststellung gëllt och fir d'Direktioun vun engem Spidol. Heizou schreift hien a senger Konklusiounen: «Il me semble qu'une équipe doit s'organiser plus verticalement avec une hiérarchie entre le plus expérimenté et au moins deux niveaux générationnels sous-jacents. Cette hiérarchie doit s'imposer de fait, mais elle pourrait aussi être mieux affirmée dans les textes.»

Fest steet, dass d'Strukturen an eisem Spidolswesen net kloer genuch sinn. Dat geet, wéi de Professor Bernard Georges richtig seet, nëmme esou laang wéi all Mënsch gudder Wëlle weist. Um Beispill CHL hu mer leider gesi wéi et ass wann dee gudder Wëllen net do ass oder net duergeet. An dat gëllt net nëmme fir e Chef de service - e Poste fir deen et weder en Text, nach eng korrekt Approche gëtt -, mä dat gëllt och fir d'Relatioun tëschent den Dokteren an hirer Direktioun. Ausserdeem ginn d'Doktere vum Conseil d'administration agestallt, an net wéi de Rescht vun Personal vun der Direktioun, wat an der Praxis zu Tensiounen féiere kann an zu net praxisorientéierten Hierarchie-Modeller.

Och d'Nomenclature médicale ass keen Instrument, dat direkt un d'Gestion hospitalière gekoppelt ass. D'Rémunératiounen ginn exklusiv vun den Associatiounen vun den Doktere verhandelt, oni dass d'Spideeler agebonne sinn. Kee System deemno, deen et de Spideeler erlaabt no hirem Ermiessen hir Mission de santé publique ze definéieren a mat ze steieren; wat jo wichteg ass a wat um Beispill vun de Garden zu dramatesche Situatiounen um Terrain ka féieren.

Ausserdeem stellt sech d'Fro ob eist Land mat senger 460.000 Awunner net ze kleng ass fir zwee Systemer, respektiv zwee Statuten, vu finanziellen Ongläichgewichter tëschent de Regione emol guet net ze schwätzen. Den Dokteschstatut vun CHL, dat heescht de Médecin salarié an all déi aner.

Wéi ee System eegent sech dann elo am beschte fir eist Land a wat sinn d'Virdeeler vun deem enge System par rapport zu deem anere System? Wier et net emol vläicht un der Zäit fir e Bilan ze zéien? An zwar net nëmme mam Bléck op Gestiou, Fonctionnement a Wirtschaftlechkeet, mä och a virun allem aus dem Bléckwénkel vun dem Patient. An et ass jo hei scho gesot ginn, wéi eng Medezin a wéi eng Qualitéit vu medezinescher Betreiuung hien ugebuede kritt an zu wéi enge Konditiounen.

Wéi steet et mat engem Text iwwert de Statut vun Médecin hospitalier, also vum Dokter deen am Spidol schafft? D'Fro stellt sech och, ob et nach zäitgeméis ass, dass de Kontrakt vun engem liberalen Dokter am Spidol och an Zukunft bis u Liewensend muss goen, an dat ëmsou méi wou an eisem System keen Incident qualité besteet fir grad déi Acteuren, déi sech beméien no de Prinzipie vu Qualitéit a wirtschaftlecher Effizienz ze kucken, méi ze encouragéieren wéi déi aner, an dozou gehéiert och d'Nomenclature - den Interpellant huet schonn dorobber higewisen.

Zu der Diskussioun iwwert d'Strukture gehéiert awer och an onbedéngt d'Fro, ob et Sënn mécht, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg all Spidol grosso modo datselwecht mécht, zum Deel mat Distanze vun 200 Meter, zwee, fënnf oder 15 Kilometer

Mercredi,
24 octobre 2007

vuneneen ewech. D'Spill fir sech géigesäit-
teg déi bescht Dokterin ofzeluchen oder
d'Course fir ëmmer méi déiselwecht Zort
Equipementer ze froen, kann net de Modell
vun der Zukunft sinn.

Ech wëll awer ofschléissend an deem Ze-
summenhang net vergiessen, déi gutt Usätz
aus dem Koalitionsaccord ervirzesträ-
chen, déi enger ganzer Rei vun deenen do-
ten Ziler, déi ech scho genannt hunn an déi
och eng Rei vu Virgänger scho genannt
hunn, Rechnung droen. Ech zitieren: «Sur
base de plan hospitalier...»

» **M. le Président.** - Zitiert awer kuerz,
Madame Mutsch. Är Zäit ass ofgelaf.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - «...et
de la carte sanitaire.» - ech sinn direkt fäer-
deg, Här President - «le programme de mo-
dernisation des infrastructures hospitalières
sera poursuivi dans un esprit de complé-
mentarité et en évitant des situations de
double emploi.»

An an där Hinsicht géif ech mat op de Wee
ginn, dass eis Fraktioun de Minister an déi
ganz Regierung weider aktiv bei hiren Dé-
marché wäert ënnerstëtzen, fir déi bescht-
méiglech Gesondheetsversuergung fir
d'ganz Land ze errechen.

Ech soe Merci, Här President.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Madame
Mutsch, et war déi viregt Regierung, déi
d'Carte sanitaire ageféiert huet.

» **M. le Président.** - Merci, Madame
Mutsch. Fir d'Regierung huet elo den Här
Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo
d'Wuert.

(Interruption)

Ech ginn dervun aus.

(Hilarité et interruption)

Ech géif och bieden net ze vill heibannen ze
telefonieren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Wa méiglech guer
net!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här
President, Dir Dammen an Dir Hären, fir
d'éischt emol e Constat: Hei zu Lëtzebuerg
hu mer eigentlech all Viraussetzungen, fir
kënnen déi beschtméiglech Qualitéit an e-
sem Gesondheetswiesen allgemeng an in-
besondere och an de Spideeler ze garan-
tieren. Eis Infrastrukture sinn an deene
leschten zéng, 15 Joer op e Standard erop-
gehewe ginn, wou vill Leit am Ausland eis
drëm beneiden. An et geet weider an déi
dote Richtung. D'Infrastrukture gi weider
moderniséiert, ergänzt do, wou mer Infra-
strukture brauchen an do, wou se e Sënn
hei zu Lëtzebuerg erginn.

D'Moyenen, déi eisem Gesondheetswiesen
zur Verfügung stinn, sinn exzellent. An de
Pro-Kapp-Ausgabe rangéiere mer an Eu-
ropa un éischter Plaz; weltwäit un zweeter
Plaz. Dat ass eng Obligatioun fir an der
Qualitéit mat den Dépensé Schrëtt ze halen
a Spëtzeplazen anzehuelen.

Beim Personal kënnen mer op gutt ausgebil-
tend Personal a genügender Zuel zrëckgrä-
fen. An ech mengen, och do brauche mer
de Verglach mam Ausland net ze scheien.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et keng Kontingen-
téierung vun der Medezin, esou wéi se
streckeweis am Ausland agefouert ginn ass.
Hei zu Lëtzebuerg stinn déi Moyenen zur
Verfügung, fir kënnen jiddferen d'selwecht
ze behandelen ouni Ënnerscheed vu senger
finanzieller a sozialer Situatioun, wat och
laang net iwwerall am Ausland de Fall ass.
Den Zougang zur Medezin hei zu Lëtze-
buerg ass grouss op fir jiddferen.

Dat sinn d'Prinzipien, déi ee sech vläicht an
Erënnung soll rufen, a sech net der Ver-
suchung soll higinn, dass wann emol eenzel
Voleten an der Gesondheetspolitik zu Recht
Ulass zu Kritik ginn d'Impressioun entstoe
kéint, dass mer hei a Saache Gesondheets-
wiesen a Medezin, Kliniken an Entwéck-
lungsland wäeren. Dat ass sécher net de
Fall! An ech warnen all déi, déi liichtfankeg
mat där doter Diskussioun ëmginn, virum
Schued, dee kann entstoe wann een de Pa-
tient veronsécheret.

Ech mengen, dass een an der Diskussioun
d'Transparenz soll gëlle loosser an dass ee
soll op Fakten diskutieren, debattieren, an
dass een de Fakte soll eng Chance ginn.
Amalgamen am Gesondheetswiese si ge-
féierlech: Wann een alles an een Dëppen
eragehät a wann een op all eenzelt Gefill an
op all eenzelt Gerücht erageet, dann ass
dat kontraproduktiv. Wann ech gelift, kommt
mer diskutieren op Fakten. Där Fakte gëtt
et genuch. Och Fakte wou mer eis weider

kënnen verbesseren, gëtt et genuch am Ge-
sundheetswiesen. Mir brauchen net op den
Niveau vun engem Béierdëschgespréich
erofzegen an der Gesondheetsdiskus-
sion, well dat wär extrem schued. Ech
hunn och d'Impressioun de Mëtten net ge-
hat, dass mer esou eng Diskussioun géife
féieren.

Mir hunn e gemeinsam Zil, wat mer zesum-
men definéiert hunn - haut net fir d'éischt -,
dat a sämtleche Regierungsprogrammer
dran ass, dat sech a sämtleche Publika-
tiounen vun der Gesondheet ermëfent. Dat
ass e Maximum vu Qualitéit an eisem Ge-
sundheetswiesen ze sécheren an an de Spi-
deeler insbesondere.

Wéi erreche mer dat? Ma éischtens duerch
eng optimal Notzung vun de Moyenen. Do-
duerch, dass mer mat deene Moyenen de
Patienten déi beschtméiglech Continuité
des soins garantieren, an dass mer eis
eens gi wéi d'Filières de soin fir de Patient
sollen ausgesinn. Mir errechen eng maxi-
mal Qualitéit fir de Patient wa mer op d'Koo-
peratioun hei zu Lëtzebuerg setzen, wou
d'Spidolslandschaft esou gestallt ass an der
Zwëschenzäit, dass kee méi d'Konkurrenz
vun deem anere brauch ze fäerten, dass
mer op d'Kooperatioun setzen, amplaz op
Rivalitéit.

An Hand op d'Häerz, all déi, déi eng Res-
ponsabilitéit a Spideeler hunn oder mat a
Spideeler schaffen - an heibanne sinn der e
puer -: Maache mer dat wierklech? Oder
sinn dat net nëmme heiansdo Sonndesrie-
den, wou jiddferen datselwecht seet, a
wann hien herno mat muss decidieren -
Här Huss, Dir sëtzt och an engem Verwal-
tungsrot, et sinn der nach heibannen, déi a
Spideeler schaffen -, wann et drëm geet, fir
dat herno praktesch ze maachen, dass em-
mer d'Rivalitéit nach am Hannerkapp ass.
Mir brauchen déi Rivalitéit hei net.

Mir brauchen eng optimal Zesummenaar-
becht. Mir brauchen e Partage du travail an
der Gesondheet. Et gëtt genuch där Aar-
becht, fir dass mer eis dat kënnen opdee-
len, an dass mer jiddfer Zäit dem Patient
kënnen garantieren, dass deen, deen am
beschten an där doter Disziplin ass, déi de
Patient just brauch, dem Patient dat och
ubiit an net deen, deen Drëtt- oder Véiert-
oder Fënneftbeschten ass. Dat erreche
mer awer wierklech nëmme doduerch,
dass mer emol ufänken éierlech mateneen
ze schwätzen, an dass mer hei zu Lëtze-
buerg net esou maache wéi wa mer,
aneschters wéi am Ausland, alles kéinten.

Am Ausland ass et heiansdo méi kloer. Do
seet jiddferen: Mir kënnen eppes beson-
nesch gutt, aner Saache kënnen anerer
besser. Hei zu Lëtzebuerg hunn ech
heiansdo d'Gefill, dass, obwuel dass mer
am Ausland ausgebilt ginn, mer eis der Illu-
sion higinn, dass zu Lëtzebuerg jiddferen
alles optimal ka maachen. Domat beléie
mer eis wa mer dat dote soen. Et geet der-
mat duer, dass mer eis géigesäitig beléien.
Mir müssen éierlech matenee schwätzen
a mer mussen soen: Deen do kann dat besser
an deen do kann dat besser.

Da sinn ech bei der Spezialisierung. Ech si
bei de Kompetenzzentren. Ech si bei deem,
wat ech, zënter dass ech déi Missioun hei
iwwerholl hunn, ëmmer an ëmmer erëm
priedegen, dass mer eise Spideeler hei zu
Lëtzebuerg eng aner Visibilitéit ginn. Hei zu
Lëtzebuerg gesäit een net wat fir ee Spidol
fir wat steet. Mat eenzelnen Ausnahmen.
Deenen Ausnahmen, wou mer eis derzou
duerchgerongen hunn, fir als Spidolssec-
teur zesummen eppes ze maachen: INCCI,
Centre de radiothérapie, an an an. Et gëtt
där nach.

Do hu mer déi Visibilitéit. An do si mer esou
gutt - heiansdo besser - wéi d'Ausland. Iw-
werall do, wou mer eis net dozou duerch-
réngen, dass mer eng Aufgabendeelung
maachen, si mer net esou gutt. De Patient
weess méi fir wat dass d'auslännescht Spi-
dol steet wéi eist Spidol. Also: spezialisie-
ren, d'Visibilitéit vun deenen eenzelne Cen-
tré méi grouss maachen. An dat ass ewell
einfach. Déi Spideeler hu sech nei struktu-
réiert, déi hu sech nei organiséiert, déi hu
fusionéiert. An eenzelne Regiounen gëtt et
nach een Aacteur. An anere Regiounen gëtt
et der zwee oder dräi, déi Intérêt hu méi enk
zesummenzeréckelen.

An do kommen ech op d'Fro vum Carlo
Wagner. Den CHL an d'Zitha hunn hir Ge-
sprécher ënnerbrach. Dat ass e graffe Fee-
ler, dass se déi Diskussiounen ënnerbrie-
chen. Ech bréinge se erëm un den Dësch, a
si mussen matenee schwätzen. Si müssen al-
leguer matenee schwätzen. Do huet de Stat
een Drockmëttel: Dat ass d'Drockmëttel vun
den Investitiounen. Mir bezuelen 80% als
Stat bei den Investitiounen an d'Spideeler,
d'Krankekeesen de Rescht. Also kënnen
mer eng Rei vu Saache vun deene Spideeler
froen. Dat muss an déi Käpp eran! Ech
wäert dorop insistieren.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Och mam
Plan hospitalier.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ganz
richteg! Mä net alles. Mam Plan hospitalier
hu mer limitéiert Méiglechkeeten. De Plan
hospitalier ass en Exekutiounsreglement
vum Spidolsgesetz. Eenzel Saache kann
een an engem Exekutiounsreglement maa-
chen. Aner Saache muss een am Spidol-
gesetz maachen. Et muss een ofweien.

Ech wëll nach eng Kéier mat der Chamber
doriwwer schwätzen. Mir haten eng Diskus-
sion viru Joren, wou ee gesot huet: Et
muss alles an e Gesetz. De Règlement
grand-ducal, dee soll ersat ginn duerch ee
Gesetz. Ech mengen, dass mer sollen déi
Diskussioun hei zesumme féieren, um Ni-
veau vun der Gesondheetskommissioun,
um Niveau vun der Chamber, wat mer am
Spidolsgesetz maachen a wat mer am Rè-
glement d'exécution maachen.

Jiddefalls, an dofir engagieren ech mech,
wa mer iwwert de Plan hospitalier diskutie-
ren, dat war jo den Hauptproblem, dass déi
Diskussioun hei an d'Chamber gehéiert mat
enger Debatt, mat enger Aktualitéitsdebatt
oder mat enger Debatt tout court, an dass
dat net einfach ënnert den Teppech geet.
Mä meng déif lwwerzeegung ass, dass mer
eis d'Flexibilitéit vun engem Plan hospitalier
net sollen doduerch futti maachen, dass
mer och beim Plan hospitalier e Gesetz
maachen. D'Gesetz solle mer adaptéiere
wann et ze adaptéieren ass, an de Plan ho-
spitalier solle mer als Règlement d'exécution
huelen. Ech wäert déi Diskussioun och mat
der Chamberskommissioun a mat der
Chamber féieren, mä dat ass meng déif lwwer-
zeegung.

Dann, wa mer wëlle Qualitéit sichen, da
musse mer fir d'éischt emol ufänken d'Akti-
vitéit ze dokumentieren, an et kann net
sinn, dass ee Spidolsdirekter mir seet, dass
hien net weess wat a sengem Spidol ge-
schitt, dass en net gewuer gëtt wat seng
Doktere maachen. Dat kann net sinn! E Spi-
dol därerf keng Boîte noire sinn, an dofir
musse mer eis alleguer d'Moyene ginn, déi
mer brauchen, fir d'Aktivitéit ze dokumen-
tieren.

» **Une voix.** - Et ass iwwerall esou. Wou
ass dat do?

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Majo,
wësst Der...

(Interruption)

Ma mir hunn nach fënnef Spideeler, wa
mer...

» **M. Henri Grethen (DP).** - Name and
shame!

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ah, ma
dat ass a sämtleche Spideeler de Fall, dass
d'Aktivitéit, déi vum eenzelnen Dokter ge-
maach gëtt, net am Detail vum Direkter be-
kannt ass. Dat ass eng Hauptproblematik,
déi mer hunn, an ech muss lech soen...

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Dir
braucht een aneren Direkter.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Neen, do
läit Der falsch.

An ech muss lech soen, dass souwuel d'En-
tente des hôpitaux wéi d'AMMD unerken-
nen, dass et wichteg ass d'Qualitéit vun der
Aarbecht, déi an engem Spidol gemaach
gëtt, ze dokumentieren. Si sinn um gudd
Wee, si sinn an der Diskussioun an dat
Éischt wat erauskënnt, dat ass, dass an Zu-
kunft eng „peer review“ soll gemaach ginn
iwwert d'Qualitéit vun den Aktivitéiten, déi
gemaach ginn, dass dat weidergefuert gëtt
an enger seriöser Dokumentatioun vun den
Aktivitéiten an engem standardiséierte Pa-
tientendossier, deen och nozekucken ass a
wou een d'Aktivitéiten och kann novollzéien.

Déi ganz Diskussioun, déi mer an deene
leschte Wochen a Méint haten, huet eng Rei
vu positiven Elementer bruecht. Déi ver-
schidde Partner bouéieren.

Also, Aktivitéit eraassen, dokumentieren,
kodifizieren, d'selwecht kodifizieren, fir
datt déi eenzel Systemer och kënnen mat-
enee schwätzen.

Dann - wann de President mer nach déi eng
oder aner Minutt gëtt, well et awer e wich-
tegt Thema ass - ...

» **M. le Président.** - Jo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - ...héieren
ech ëmmer an ëmmer erëm, besonnesch
bei liberal agéierenden Dokterin am Spidol,

mä awer och bei Médecins salariés, dass se
soen: Liberté thérapeutique!

Jo, ech si ganz kloer fir d'Liberté thérapéu-
tique asoufieren an am Aklang ass mam
meilleur devenir vum Patient. An da muss
ech soen, Liberté thérapeutique hält bei
deem engen dann op, wann et en anere
gëtt, deen de Patient vill, vill besser trai-
tëiere kann, doduerch dass en eppes besser
beherrscht wéi deen aneren, an do ass
dann d'Liberté thérapeutique ganz staark
ze nuancieren.

A Liberté thérapeutique an aner Prioritéiten
am Gesondheetswiese sinn net onbedéngt
contraire a mussen net onbedéngt openee-
prallen. Déi kënnen duerchaus complémen-
taire sinn. Et ass keen, deen dem Dokter
wëllt drafunken, wann en amgaangen ass
dem Patient déi beschtméiglech Soenen ze
ginn, mä och den Dokter muss sech eens
ginn, wou seng Limité sinn, an och den Dok-
ter muss wëssen, dass wann en eng Kéier
ausgebilt ass, dass en dann net fir d'Liewen
ausgebilt ass, mä „lifelong learning“, dat
gëllt och fir d'Dokteren. Och si mussen dat
respektieren. Also, Liberté thérapeutique
op där enger Säit, awer nëmme esou wäit
wéi se déi optimal Versuergung vum Patient,
op där anerer Säit, garantéiert.

De Patient gehéiert kengem! Et ass jiddfer-
een am Déngscht vum Patient an et muss
deem zum Zuch kommen, dee sech am
beschten em de Patient këmmere kann.

D'Patientesécherheet, d'Patienteninformati-
on, d'Patientesuerge an esou weider si
Prioritéiten em déi mer eis méi wéi jee
musse këmmere, an de Paul-Henri Meyers
huet dat richteg gesot. Fréier ass ëmmer
gesot ginn, dass, wann ee „Client“ zum „Pa-
tient“ gesot huet, dat pejorativ wär. Ech fan-
nen dat guer net pejorativ. E Client an egal
wat fir engem anere Beräich, dee gëtt ho-
féiert. E Client gëtt ëmsuergt. Dat muss
ganz besonnesch och fir de Patient gëllen.

An hei ass et ganz kloer, dass d'Gesond-
heetswiese jo schliesslech opgebaut ginn
ass fir de Patient optimal ze versuerge, an
et ass richteg gesot, dass et kee Selbst-
zweck ass eist Gesondheetswiesen, also
muss och de Patient am Mëttelpunkt dovu
stoen. An et soll kee mer soen, awer wier-
klech kee mer soen, dass net elo scho vill
méiglech ass an dass mer all Gesetzer mus-
sen op d'Kopp geheien!

Et ass richteg, dass mer eng Rei vu gesetz-
lechen Adaptatiounen mussen maachen, wou
mer d'Roll vun Dokter mussen prezisieren
am Spidol. De Statut vum Dokter och kë-
nnen diskutieren a kënnen kucken, wat fir ee
System dann elo am beschten ass. Datt mer
de Statut vum Direkter a seng Corelatioun
mat den Dokterin mussen klären. Hei geet et
net drëm, fir am Spidol déi striktesten Hierar-
chieform, déi et gëtt, anzeféieren, mä et
muss ee Systemer fannen, wou déi ver-
schidden Décideuren zesumme wierken:
De Conseil d'administration mat sengem Di-
rekteur, den Direkter mat sengen Dokterin,
an net onofhängeg Unitéiten hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat muss alles zesumme wierken - Här Pre-
sident, ech si bal fäerdeg -, mä et ass
schon am Moment extrem vill méiglech,
och an der jëtzege Gesetzgebung. Keen
hënnert eis an engem Spidol fir mat engem
anere Spidol zesummen ze schaffen. Keen
hënnert eis an engem Spidol fir eng Aufga-
bendeelung ze maachen. Keen hënnert eis
an engem Spidol fir d'Aktivitéit ze dokumen-
tieren. Keen hënnert eis an engem Spidol
fir systematesch d'Patientesatisfaktioun ze
moossen, net mat engem Alibi-Formular,
wou 5% se ausfüllen, mä doduerch dass déi
gemoosse Patientesatisfaktioun an den All-
dag vum Spidol erageet, a Flesch a Blut
iwwergeet.

» **M. le Président.** - Här Minister, ech
géif lech elo bieden zum Schluss ze kom-
men.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech kom-
men direkt zur Konklusioun.

» **M. le Président.** - Jo, awer direkt!

(Hilarité)

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de
la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech kom-
men direkt zur Konklusioun!

Här President, ech wëll domat soen, datt mer all Voraussetzungen hu fir eng Médecine de qualité hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Ech mengen och, datt ënnert dem Stréch déi Medezin, déi dobaussen oder an de Spideeler geséichert gëtt, duerchaus de Verglach mam Ausland aushält. Datt mer awer besser do stinn, wa mer dat am Detail och kënnen dokumentéieren mat gemiesener Qualitéit, mat systemateschem Audit - ech wëll datt aféiere bei den nationale Servicer direkt an ech hoffen, datt dat da Schoul mécht.

Also, mir si gutt, mä et ass besser, wa mer et och beleeden a beweise kënnen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Dat ass den Enjeu vun deem Ganzen.

Merci!

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dee Punkt vun eiselem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi iwwert d'Statsbeamtegehälter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: den Här Grethen, den Här Schreiner an den Här Adam. D'Wuert huet den honorabelen Här Gilles Roth, Rapporteur vun deemem Projet de loi.

Här Jaerling, Dir sidd nach net agedroen. Soll ech lech androen?

2. 5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Schnelle Prämie“, esou war virun engem knappe Mount een Artikel an enger Lëtzebuerger Wochenzäitschrëft iwwerschrivwen, dee sech mat dem legislative Werdegang vun Gesetzesprojet 5775 befaasst huet.

De Projet de loi, dee mir haut diskutéieren, soll déi eigentlech Lounbestëmmungsmoosname vun Gehälteraccord an der Fonctioun publique ëmsetzen, deen d'Regierung de 5. Juli dëst Joer mat der CGFP ofgeschloss huet.

Kuerz ass effektiv déi gesetzlech Ëmsetzung vun deemem Deel vun Accord salarial gewiescht, laang waren awer d'Verhandlungen, déi zum Accord gefouert hunn. Iwwer een halleft Joer huet et gedauert, tëschtent Dezember 2006, wou d'Statsbeamtegewerkschaft hire Fuerderungskatalog presentéiert huet, bis Ufank Juli 2007 schliesslech eng Eenegung tëschtent de Verhandlungspartner zustane komm ass.

Den Accord salarial vun 5. Juli 2007, dee réckwierkend op den 1. Januar vun deemem Joer a Kraaft trëtt, ass ofgeschloss fir eng Dauer vun dräi Joer. Déi Haaptpunkte vun Accord sinn, niewent enger Rei vu statutareschen a soziale Moosnamen am Interesse vun den eenzelne Beamten: d'Aféierung vun engem Congé individuel de formation an öffentlechen Dénsgsch; d'Ersetze vun dräi Feierdeeg, nämlech dem Fuesméindeg, dem Kiermesméindeg an dem Al-

lerséilendag duerch dräi Congésdeeg; grad wéi een zousätzleche Congésdag ab dem 1. Januar 2009.

Den Accord salarial gesäit weider eng Machbarkeetsetüd iwwert d'Aféierung vun engem Zäitspuerkont an dem Secteur public vir, grad wéi eng Etüd iwwer e Regime fir eng Zousazpensioun op fräiwëlleger Basis fir déi Beamten, déi no 1998, also geméiss dem neie Pensiounsregime, an der Fonctioun publique agestallt goufen.

Schliesslech gesäit den Accord salarial um Plang vun der Lounentwécklung vir: d'Ausbezuelen an de Joren 2007 an 2008 vu jee weils enger Prime unique vun 0,9% vun dem Joresgehalt an d'Erhéijung vun dem Punktwäert vun 1,5% ab dem 1. Januar 2009.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, deen haut zur Ofstëmmung virläit, setzt dës leschtgenannte Lounentwécklungsmoosname vun dem Gehälteraccord ëm. De Projet gouf de 14. September, also virun eppes méi wéi engem Mount, an der Chamber deponéiert. Den Text ass vun der Beruffskammer aviséiert ginn an déi huet och deem Text hiren Accord ginn. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 9. Oktober. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet de Projet an zwou Sitzungen analyséiert an hire Rapport de 16. Oktober eestëmmeg ugeholl.

D'Lounbestëmmungsmoosname vun deemem Accord salarial schreiwwe sech an déi kontinuierlecher a moderat Gehälterpolitik an, esou wéi se an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 festgehalten ass. De leschte Gehälteraccord vun 2005 hat eng linear Erhéijung vun Punktwäert virgesu vum 1% fir 2005, an 0,8% fir d'Joer 2006. Fir 2007 an 2008 gëtt elo mat dëser klassescher linearer Lounerhéijung gebrach. Et ass fir dës zwee Jore jee weils enger Prime unique vun 0,9% vun dem Joresgehalt virgesinn, an 2009 soll dann erëm eng linear Erhéijung vun Punktwäert vun 1,5% kommen.

De Mechanismus vun der sougenannter Prime unique ass nei am öffentlechen Dénsgsch. Eng Prime unique ass, wéi d'Wuert et seet, eng eemoleg Prime a fënnt am Géigendeel zu enger Erhéijung vun Punktwäert deemno net hiren Néierschlag an der zukünftiger Gehaltentwécklung vun eenzelne Beamten. An deem Sënn dréit den Accord salarial och de Konklusioun vum der Tripartite vun Abrëll 2006 Rechnung am öffentlechen Dénsgsch, fir 2007 an 2008 eng Paus an de Gehaltserhéijungen anzeleeën.

» **M. le Président.** - Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir dee wichtege Projet hei.

» **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Den Ausféierung vum Minister an der zoustänneger Chamberskommissioun no, ass de Gehälteraccord am Sënn vun enger verantwortelicher Verhandlungssproche mat géigesäitiger Konzessioun vum béide Vertragspartner zustane komm.

Allgemeng brauch ee moderne Stat eng gutt an effikass Verwaltung mat motivéierten a gutt ausgebildeten Beamten. Eng verantwortelicher Lounpolitik am öffentlechen Dénsgsch, an domat besonnesch beim Stat, deem gréisste Patron am Land, verlaangt eng ugemoesse Gehaltentwécklung, déi der wirtschaftlecher Lag vum Land an der finanzieller Situatioun vum Stat Rechnung dréit.

Den Exposé des motifs vun deemem Gesetzesprojet geet ausféierlech op déi Parametere an, déi bei der Négociatioun vum Gehälteraccord zugronn louchen. Am Résumé sinn dat e Wirtschaftswuesstum vu 4,5% fir 2007, a geschate 5% fir 2008, e mëttleren Inflatiounstaux tëschtent 2 an 2,5% fir d'Joren 2007 bis 2009, eng Steigerung vun Beschäftigungstaux vun 3,7% fir 2007, a schliesslech een Uwuesse vun den öffentlechen Einnahme vu 7% fir d'Joer 2006.

Dir Dammen an Dir Hären, dass dës Projet relativ séier säi legislative Wee gemaach huet, ass ënner anerem doduerch bedéngt, dass d'Prime unique, déi fir d'Joer 2007 a fir d'Joer 2008 virgesinn ass, op Wonsch vun der Regierung aus techneschen a comptabilitéitsbedéngte Grënn soll net eréischt am Dezember, mä mat der Dezemberpai ausbezuel ginn. A well am öffentlechen Dénsgsch d'Paie bekanntlech virbezuel ginn, soll déi Prime ëm den 20. November zesumme mam Dezemberegehalt an dem 13. Mount ausbezuel ginn.

De Statsrot an d'Beruffskammer vun öffentlechen Dénsgsch weisen mat Recht dorop hin, dass den Accord salarial eigentlech virgesäit, dass dës Prime am Dezember vum jee weilege Joer sollt ausbezuel ginn. D'Chamberskommissioun huet awer opgrond vun den Erklärungen vum Minister d'Propositioun vun der Regierung zréckbehalen, fir schonns am November auszebe-

zuelen. Et ass dobäi drop higewise ginn, dass op der Gehaltsfiche separat d'Dezemberpai, den 13. Mount an d'Prime unique vun 0,9% opgefouert ginn.

Dës Prime unique gëtt berechent op 0,9% vum Gesamtjoresgehalt, an deemno och op den 13. Mount. De Berechnungsmodus vun der Prime unique fousst op deem vum 13. Mount. Déijéineg Beamten, déi nëmme deelweis am Joer geschafft hunn, well se am Laf vum Joer agestallt goufen oder an d'Pensioun gaange sinn, kréien ee Prorata vun där Prime.

Et mussen och op der Prime unique Sozialbeitrэг bezuelt ginn, wat mécht, dass dës Prime och hiren Néierschlag am Pensiounsajustement fënnt. Domat profitéieren dovunner och déi pensionéiert Beamten. Fir déi Beamten, déi nom 31. Dezember 1998, also nom neie Pensiounsregime agestallt goufen, gëtt d'Prime an de Berechnungsmodus vun der Pensioun derbäigezielt. Fir déi aner Beamte bleift et bei där sougenannter Berechnung op dem leschte Gehalt, gemäss dem 54er Pensiounsgesetz. D'Prime unique gëtt besteiert nom sougenannte Barème G fir d'Revenus non périodiques. Weiderhi gesäit de Gesetzesprojet fir 2009 dann eng klassesch linear Erhéijung vun 1,5% vum Punktwäert vir.

Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mir haut diskutéieren, huet och budgetär Auswirkungen. Laut der Impaktfiche, déi jo eng integral Partie vum Gesetzesprojet ass, applizéiert dësen Accord salarial sech direkt op 22.000 Statsbeamten, Employéen an Aarbechter. Beträff dovunner sinn awer och déi Beschäftegte aus dem sougenannte conventionnéierte Secteur, gradewéi d'Personal vun der CFL a vun de Gemengen. Ech ginn dervun aus, dass d'Regierung herno Opschluss gëtt duerch wat fir eng legislativ Moosnamen dës Gehälteraccord op d'Gemengepersonal ausgeweit gëtt.

Den Impakt vun dësem Gehaltsmesuren op de Statsbudget ass mat 17,3 Milliounen fir den Exercice 2007, 18 Milliounen fir 2008 an 32,2 Milliounen fir 2009 veruschlot. Dat sinn zesumme fir déi dräi Joer 67,6 Milliounen Euro. Fir d'Joer 2007 gesäit de Gesetzesprojet dann och entsprecheend Modifikatiounen op de jee weilege Kreditter am Statsbudget vir.

Dës Chiffere begräifen net nëmme den Impakt vun deene Leit, déi beim Stat beschäftegt sinn, mä och eng Bedeelegung vum Stat un den zousätzleche Personalkäschte bei de Gemengen, der CFL an deelweis am conventionnéierte Secteur. Natierlech sinn dëst déi Bruttoausgaben, well um Plang vun den Einnahmen en Deel iwwert d'Lounsteuer an direkt oder indirekt iwwert d'TVA erëm dierft erakommen. Gradewéi bei fréiere Gehälteraccorden ass dësen ze erwaardenen Einnahmen um Niveau vun de Recetten am Statsbudget net Rechnung gedroe ginn. De Gesetzesprojet huet awer an deem Sënn och eng ganz Rei vun ekonomeschen Inzidenzen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ufanks gesot, setzt dës Projet de loi en Deel vun den Ofmaachungen vum Gehälteraccord vum 5. Juli 2007 ëm. Wat déi aner Moosnamen betrëfft, esou wier et gutt wann den Här Minister herno géif Opschluss ginn, wéi d'Regierung beabsichtigt dës Mesuren ëmzesetzen an a wat fir engem Zäitraum dëst soll geschéien, well eng Rei vun deene Punkten och schonns a fréiere Gehälteraccordé stoungen. D'Kommissioun recommandéiert der Chamber dës Projet ze stëmmen.

Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, et ass schwéier wann ee mat esou vill Vorschusslorbeere beduecht gëtt, dann hei d'Wuert ze ergräifen.

(Hilarité)

Här President, fir d'éischt Merci un de Rapporteur, deen dës Projet an all sengen Detailler presentéiert huet, an dee mech duerfir déchargéiert dat hei nach eng Kéier ze widerhuelen. Mä e puer Wuert zu deemem Gesetz an och zu deem Accord salarial, deen zwëscht der Regierung an der CGFP, als eenzeg representativer Gewerkschaft am Statsbeamtesektor, négociéiert gouf.

Wéi déi Négociatiounen ugaangen hunn, Här President, dierft een drun erënneren, dass eigentlech d'Regierung vun enger Nullronn ausgaangen ass. A well mathematesch eent onendlech méi ass wéi null, kann

een also soen, dass dat Resultat, wat erauskoum, onendlech besser ass wéi dat, wat d'Regierung eigentlech als Absicht hat. An duerfir ass d'Gewerkschaft och dozou ze félicitéieren, dass se et trotz der haarder Einstieghaltung vun der Regierung fäerdig bruecht huet, zu engem positiven Ofschluss fir d'Beamten an och déi Assimiléiert ze kommen.

Bleift awer, Här President, dass an deemem Text nëmme e Brochdeel - e wichtege wuel, mä nëmme en Deel - vun Accord ëmgesat gëtt, an dass aner Aspekter vun deem Accord nach drop waarde fir ëmgesat ze ginn. Duerfir, Här Minister, ass et vun eiser Fraktioun d'Opfuerderung och dann dat ze maachen an esou séier wéi méiglech zesumme mat der CGFP déi aner Punkte vun Accord ëmzesetzen.

An an deem Zesammenhang, Här President, wann een dës Gehälteraccord kuckt an och sech ukuckt, wat dobäi finanziell fir deen Eenzelnen erauskënnt, da kritt d'Fuerderung vun der Demokratescher Partei no enger integraler Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun nach méi Bedeitung, well dat, wat hei erauskënnt, kéint nach wesentlich verbessert ginn, wann ee géif zu enger integraler Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun kommen. Wann een dat net mécht, da riskéiert een déi Leit hei am Land - net nëmme d'Statsbeamten, mä d'Leit hei am Land - wierklech iwwer Gebühr ze schröpfen. An, Här President, dat ass jo eppes, wat jiddferengem hei um Häerz läit, net ze maachen.

Dat wat elo vun der Regierung am Budget presentéiert ginn ass a puncto Steuerreform, gëtt jo vun Eenzelnen, déi sech mat der Steierthematik wéineg auserneeetzen, als eng Jorhonnertreform gefeiert. Ech hu souguer vun engem Gewerkschaftler, mengen ech, héieren, an 30 Joer Gewerkschaftsaarbecht hätt hien nach ni esou eppes Fundamentales materliert.

Eng vun deene wéinege richtegste Steuerformen, déi mer haten, dat war déi vun der viregter Regierung, mä dat, wat haut proposéiert gëtt, dat bleift wesentlich hannert deem zréck, wat de Bierger...

(Interruption)

...sech dobaussen erwaart, wat och d'Statsbeamte sech hätte kënnen erwaarden, wann dës Regierung de Courage gehat hätt, oder wa se net - neen, ech dierft elo dat net soen, dat wär e bëssen ze graff -, mä wa se net géif esou onverschimmt dem Bierger an d'Täsch gräifen, andeem se d'Steiertabell net upasst. Dat ass e Wermutstropfen bei deemem Accord, zu deem meng Fraktioun hir Zoustëmmung gëtt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner.

» **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'éischt emol och vu menger Säit aus en härezeche Merci un den honorabele Gilles Roth, de Rapporteur, fir säin ausféierlechen, schrëftlechen a mëndleche Rapport zu deemem Projet de loi, dee jo - et ass scho gesot - ganz kuerzfristeg huet missen erstellt a verfaasst ginn, fir datt mer dës Projet de loi haut an domat och nach en temps utile kënnen evakuéieren.

Ech erënneren drun, an et ass jo gesot ginn, datt de Gehälteraccord jo eréischt de 5. Juli, also kuerz virun der Vakanz ënnerschriwwen ginn ass an datt déi ganz Prozedur - Statsrot, Avis vun der Chambre professionnelle - an der Zäit no der Vakanz bis elo huet misse gemaach ginn.

Wéi de Rapporteur och scho gesot huet, beschränkt sech dës Projet jo just op déi Mesur vum Accord salarial, déi mat de Gehälter ze dinn hunn, an op déi entsprecheend Inzidenzen op de Budget vum Stat. Op aner Elementer, déi och Partie intégrant vum Accord sinn an déi nach an e Gesetz gekleet musse ginn, kréie mer jo dann d'Geleeënheet an enger zweeter Etapp zréckzekommen, och wann et ëmmer erëm wünschenswäert wär, och wéinst der Transparenz, wann een alles kéint an engem Package evakuéieren. Mer wëssen awer, dat ass jo dëst Joer net fir d'éischt, datt dat aus techneschen, organisatoreschen an administrativen Ursoachen och net ëmmer méiglech ass.

Här President, d'Gehältervertrag hunn an der Vergaangenheet des Öftere fir vill Diskussiounen an der Öffentlechkeet gesuergt, an et kann een u sech positiv bemierken, dass dat u sech dës Kéier méi roueg ofgelaaf ass. Grondsätzlech, mengen ech, ass et logesch a richtig, datt d'Accord-salarialen an der Fonctioun publique musse gesi ginn

am Kontext vun der finanzieller Lag vum Stat, well et eben hien ass, deen d'Gehälter vu senge Beamte bezilt a se och muss finanzéiere kënnen, dass se awer och musse gesi ginn am Kontext vun der Kontinuitéit vun der Besoldung vun den öffentleche Bedéngschteten. D'Kontinuitéit ass wichteg, well wa mer e modernen an och en effiziente Stat wëllen, deen am Déngscht vum Bierger steet, da brauche mer och gutt forméiert a motivéiert Beamten.

Duerfir ass et wichteg, dass e gesond Vertrauensverhältnis besteet tëschent dem Patron a senge Leit, an dozou gehéiert och Vertrauen an eng gesond Gehälterpolitik. An duerfir ass et och gutt, dass et net zu där Lounpaus am öffentleche Secteur komm ass, déi ee Moment ugekënnegt gi war, och wann et elo fir d'Joren 2007 an 2008 net zu neie strukturellen Ausgabe fir de Stat wäert kommen.

Natierlech muss esou een Ofkommes och an de Kader vun der wirtschaftlecher Dynamik an eise Land gestallt ginn. Wann et dem Stat gutt geet, wann en iwwer ausräichend finanziell Ressourcé verfügt, da kann e sech gewësse Generositéite géigeniwwer vu senge Beamte leeschten an erlaben. Wann dat net esou ass, da gesinn d'Gehälteraccorden och emol anescht aus. Dat hu mer jo och an der Vergaangenheet schon emol erlieft.

Dat hu mer zum Beispill Métt den 80er Jore gesinn, wéi eng Period vu gréisser Zréckhaltung opgrond vun enger wirtschaftlecher Flaute op en Enn gaangen ass an en Accord, dee 4% Augmentatioun iwwer zwee Joer virgesinn huet, konnt applizéiert ginn. Vun deem Moment un hu sech all nofolgend Accorden, wann et dann Accordé waren, op engem méi héijen Augmentationsniveau ugesiedelt, well dat gesamtwirtschaftlech gekuckt och da gerechtfertigt war.

D'Abettung vun de Gehälter am öffentleche Secteur an de Kontext vun der wirtschaftlecher Leeschtungsfaegkeet vum Land an domadder och der Leeschtungsfaegkeet vum Stat ass a bleift e wichtige Kritär. Et ass sécher richteg, dass mer de Moment net an d'ärselwechter Boom-Logik dra sinn an eiser Ekonomie, wéi dat nach vläicht virun e puer Joer de Fall war, och wann eng gewësse Reprise, dat wësse mer allegueren, net ze verkennen ass an och Deeler vun der Privatwirtschaft déck Gewënner de Moment nach ëmmer verzechnen.

Mir leie fir d'lescht Joer bei engem wirtschaftleche Wuesstum vu 6,2%. Fir d'Joer 2007 gëtt deen op 4,5% geschat. Et muss een awer och wëssen, dass dat am Joer 2000 nach ronn 8,5% waren. Et muss een och wëssen, dass am Privatsektor jo och de Moment ganz virsichteg verhandelt gëtt, well d'Verhandlungskontexte vläicht och do net ëmmer déi gönschtegste an och oft ganz kriddelech sinn.

Wa mer emol d'Virgab vun der Regierungserklärung kucken, an dat ass och schon hei gesot ginn, ech mengen, da kann ee roueg behaupten, dass den Accord de Statsfinanze souwéi de Prinzipien, déi fir dës Legislaturperiod a Saache Gehälterpolitik opgestallt goufen, Rechnung dréit: Kontinuitéit a Saache Besoldung vun den öffentleche Beamten, moderat Moosnamen, an awer och Respekt virun de budgetäre Constraints, déi mer hunn.

Ech wëll elo hei net doriwwer spekuléieren, ob den Accord dann och deem méi zolitte sechsprozentige Wuesstum bis zum Schluss elo Rechnung dréit. Grondsätzlech, mengen ech, si mir awer och als LSAP der Meenung, an ech mengen, dat ënnerscheet eis och net vun deenen anere Parteien allegueren, dass d'Fonctionnairen, d'Beamten, d'Aarbechter beim Stat, de Gemengen an och déi am assimilierte Secteur e Recht hunn, an där allgemenger dach gudder wirtschaftlecher Lag während där Period, op déi sech den Accord hei beriff, ze partizipéieren.

Ech wëll och elo hei keng Stee maachen a soen, den Accord hätt quantitativ misse besser ausgesinn. Ech mengen, den Impakt op d'Statsfinanzen - déi Zuelen, déi mer jo och am Rapport konnter erausliesen, ënnermauern dat - ass jo awer och substanzuell, och wann ee muss wëssen, dass iwwer de Wee vun de Steiere jo een Deel erëm zréckfléisst, an de positiven Impakt op d'allgemeng Ekonomie jo och net ze ënnerschätzen ass.

Et kann een, mengen ech, global feststellen, dass dësen Accord eng gutt Mëschung duerstellt tëschent engersäits de finanzielle Capacitéite vum Stat an op där anerer Säit de legitimen Uspréich vum Personal.

Här President, grondsätzlech ass et jo och esou, dass déi staatlech Lounpolitik net fundamental anescht ka si wéi déi am Privatsektor. An der Vergaangenheet war et des

Öfteren esou, dass d'Regierung Verhandlung mat der Statsbeamtengewerkschaft opgrond vun enger Étude comparative gemaach huet, enger Étude comparative iwwer d'Evolution vun dem Akommes am Privatsektor an am öffentleche Secteur. Dës Kéier ass dës Etüd net gemaach ginn.

Ech mengen, an der Kommissioun hu mer eigentlech déi doten Elementer och net esou diskutéiert bis an den Detail, an och den Exposé des motifs, och wann e ganz vill Zifferen liwwert an och étofféiert Informatiounen iwwer eis national, déi europäesch an och d'Weltwirtschaft gëtt, léisst eis awer dach e bësse méi am Onklonen iwwer déi eigentlech Parametere, op déi d'Regierung sech bei de Verhandlung beruff huet, niewent de Prémisse vun der Regierungserklärung.

Et wär duerfir vläicht flott oder gutt vum Minister doriwwer herno méi ze héieren, nach méi prezis Informatiounen ze kréien iwwer déi Parametere, déi deene Verhandlungen zugronn louchen.

Ech hu gesot, den Accord entsprécht der Virgab vun der Regierungserklärung. Ech wëll mech och duerfir net ze vill inhaltlech domat auserneeetzen. E gouf jo och vun de Verhandlungspartner als en zefridde stellenden Accord beschriwwen, wat jo beleet, dass de Patron Stat mat de Verrieder vu senge Beschäftegten eens ginn ass.

Et sief mer awer d'Feststellung erlaabt, dass mer et hei, wéi mer et eigentlech och aus der Vergaangenheet scho gewinnt sinn, eischter mat engem klasseschen deelweis linearen Accord ze dinn hunn, dee wuel quantitativ korrekt ass, awer qualitativ och anescht hätt kënnen agencéiert ginn, fir vläicht de Sensibilitéite vu verschiddene Kategorien, besonnesch méi an deenen ënneschte Beräicher, besser Rechnung ze droen.

D'Regierung sollt sech da vläicht iwwerleeën, bei zukünftige Verhandlungen op esou e Wee vläicht dach verstärkt anzegoen. Esou hätt ee sech kënnen virstellen, dass zum Beispill déi zweemoleg Prime vun 0,9% fir 2007 an 2008 och hätt kënnen eng eenheetlech Prime sinn, déi fir jiddferen d'selwecht gewiescht wier. Dat wier sécher deene Leit aus deenen ënneschten Akommeskategorien eischter zégtt komm an hätt dozou bäigedroen, dass den Accord nach méi sozial ausgewoen hätt kënnen ausfallen.

Dann ass et och esou, dass dësen Accord salarial jo sech direkt applizéiert, et ass gesot ginn op ronn 22.000 Statsbeamten, Employéen an Aarbechter an doriwwer eraus zousätzlech och praktesch déiselwecht Zuel vu Leit aus deene sougenannten assimilierte Secteuren. An d'Regierung verhandelt jo traditionell mat där bei wäitem stäerkster a representativster Gewerkschaft aus dem Secteur.

(Interruption)

Jo, representatiivst aus dem Secteur. Wat u sech e politesche Choix ass, deen an der Vergaangenheet déi jeeweileg Regierungen ëmmer erëm gemaach hunn.

Ech bleiwen der Meenung, dass dat och anescht kéint fonctionnéieren. Wichteg ass awer, an dat entsprécht mengen ech dem allgemengen demokratesche Versteesdemech, dass och déi aner Gewerkschaften am Secteur zumindest hir Meenung an d'Verhandlung kënnen afléisse loosser an d'Sensibilitéite kënnen zur Sprooch bréngen. Wa se da schon net un den eigentleche Verhandlung kënnen deelhuele, da solle se zumindest gehéiert, consultéiert an och informéiert ginn.

Ech muss soen, dass huet jo och dës Kéier besser geklappt, wéi dat scho mol an der Vergaangenheet de Fall war, wou och d'Gewerkschaften oder déi Verrieder vun deene jeeweileg Kategorien d'Verhandlungsergebnis later aus der Press hu missen eraus liesen.

Ech wëll mech awer elo net zu deem Thema weider avancéieren. Ech wëll just ofschléissend soen, compte tenu vun all deem, wat scho virdu gesot ginn ass, a vun deem, wat ech och elo hei gesot hunn, a compte tenu och vun där grousser Eenegkeet déi besteet tëschent de Verhandlungspartner, dass d'Chamber sech och där allgemenger Eenegkeet soll uneschléissen an dese Projet guttheeschen.

Op alle Fall wäert meng Fraktioun dee Projet och esou stëmmen. An da wëll ech awer ganz zum Schluss dem Minister vläicht just nach eng Fro stellen, an zwar am leschten Accord salarial war jo festgehale ginn, dass déi aktuell Kantin vun de Statsbeamten, déi jo am ale Ste-Sophies-Gebai ënnerbruecht ass, soll entweder op eng aner Plaz améngéiert ginn oder déi aktuell Raimleckeete solle moderniséiert ginn. Ech wollt just d'Re-

gierung da vläicht froe wéi d'Absichten, respektiv d'Echancen an där Fro sinn.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Den honorabelen Här Adam huet fir déi Gréng elo d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert den Inhalt vum Projet de loi 5775 huet den honorabelen Här Gilles Roth praktesch alles gesot. Ech soen him Merci fir säi Rapport an ech erlabe mer just, e puer kuerz Remarquen dozou ze maachen.

An der Regierungserklärung vum 4. August 2004 verflucht sech d'Regierung fir eng kontinuierlech a moderat Lounpolitik ze maachen, am Kontext vun der finanzieller Situation vum Stat a vun der ekonomescher Entwécklung vum Land. Esou ass dann och vu Regierungssäit laang vun enger Nullronn bei de Lounverhandlungen am öffentleche Secteur geschwat ginn.

Nun, wat mir haut stëmmen, eng Prime unique fir 2007, eng weider Prime unique fir 2008 an dann eng Augmentatioun vun de Gehälter vun 1,5% vum 1. Januar 2009 un. Dat gëtt an der Fiche financière mat ronn 68 Milliounen Euro chiffriert. An dat ass jo awer net näischt, also kënnen mer och net vun enger Nullronn schwätzen. Dës Net-Nullronn erkläert sech vläicht virun allem duerch den héije Wirtschaftswuesstum, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn an déi domat verbonne Finanzsituation vun eise Stat, déi besser ass wéi erwaart.

Wann eise PIB 2006 ëm 6,2% gewuess ass, wann de Statec eis Croissance économique op 4,5%, respektiv op 5% fir d'Joren 2007 an 2008 schätzt, wann d'öffentlech Recetté fir 2006 ëm 7% an d'Luucht gaange sinn, hätten dann d'Lounverhandlung mat dem öffentlechen Déngscht eventuell nach méi héich missen ausfallen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mengen dass eng kontinuierlech moderat Lounpolitik nach ëmmer zu Lëtzebuerg ubrecht ass. Eise wirtschaftleche Wuelstand ass esou enk un de Finanzsektor gestréckt, dass mir musse vun der aktueller gudder Situation profitéieren, fir an d'Zukunft an an d'Diversifikatioun ze investéieren. Mir sinn der Meenung, dass mer vum aktueller Geldsege vun eiser Finanzplaz profitéiere sollen, fir zum Beispill an d'Recherche, an d'erneierbar Energien, an d'Kommunikationstechnologien an esou weider ze investéieren.

Wann een den Accord salarial, dee mir haut virleien hunn, mat deem vergläicht vun 2005, da stellt een effektiv fest, dass dee vun haut e bësse méi modéréiert ass. 2005 sinn d'Gehälter beim Stat ëm 1% geklomm. 2006 nach eng Kéier ëm 0,8%.

Mat dësem Accord schafe mer an der Fonction publique ee Präzedenzfall. 2007 an 2008 gëtt et keng linear Erhéijung vun Punktwäert, mä mir bezuelen eng Prime unique vun 0,9% aus, déi net cumuléiert gëtt, a kréien eréischt eng Punktwärterhéijung vun 1,5% fir d'Joer 2009.

Besonnesch positiv fanne mir och nach zum Beispill zwee weider Punkten aus dem Accord salarial mat der Fonction publique. D'Aféierung vun der Méiglechkeet, dass wann zwee Partner eng Deelzäitarbecht beim Stat hunn, si allenzwee en Urecht hunn op d'Allocation de famille, selbstverständlech hirem Beschäftigungsgrad entsprechend. An den Echange vun dräi beim Stat übleche Feierdeeg, dem Fuesméindeg, dem Päischtméindeg an Allerséilen, duerch 3 Congésdeeg, an ab 2009 nach engem zousätzleche Congésdag derbäi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen den Accord salarial mat der Fonction publique, vu dass eis ekonomesch Situation zwar gutt ass, awer net geséichert, moderat awer korrekt. Ech wëll och drop hiweisen, dass ee Wäert, deen eng Ustellung beim Stat mat sech bréngt, net ze chiffrieren ass an awer net soll verglëss ginn, an dat ass d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz.

Wéi mir mat dem Wuesstum vun eise Recetten an dem PIB ëmginn, wäerte mir dann an der Budgetsdebatt weider kënnen diskutieren. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Den honorabelen Här Gast Gibéryen huet elo d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleg Gilles Roth als Rapporteur vun dësem Projet, deen eis et einfach mécht, dass mer net méi brauchen op den Detail

vum Projet anzegoen. Ech mengen en huet deen an alle Facetten hei erkläert.

Ech mengen wa mer d'Resultat vun dësem Accord kucken, 0,9 an 0,9, zweemol eng Prime unique, an 1,5, da gesi mer dass am Fong no dräi Joer d'Gehälter beim Stat ëm 1,5% an d'Luucht gaange sinn. An et ass scho vu mengem Virriedner hei gesot ginn, dass ass effektiv eng moderat Augmentatioun am Vergläich mat deenen Accord-salarialen, déi mer virdrun ofgeschloss hunn. Et ass e bescheiden Resultat; 1,5% Augmentatioun op dräi Joer.

No der Tripartite hu mer gesot kritt, et géif eng Nullronn ginn. Dat huet all Mënsch am Land zur Kenntnis geholl. Mir wëssen awer, dass d'Finanzsituation vum Stat sech am leschten, an dësem Joer wesentlech verbessert huet an dass duerfir eben och vun der Verbesserung elo d'Fonctionnairen oder d'Beamten an d'Aarbechter bei Stat a Gemengen an esou viru kënnen zu engem gewëssenen Deel profitéieren.

Wat d'Leit am Land net verstanen hunn a wat se och e bësse revoltéiert huet, dass am Fong, wéi deen Accord hei gemaach ginn ass, dass du keen anere wéi eise Statsminister am Fong virun der Press erkläert huet, et wier eng Nullronn. En huet gesot, dass owes un Pressebriefing nom Regierungsrot, deen Accord hei wier konform zur Tripartite, et wier eng Nullronn.

Ech mengen d'Leit am Land verdroen och d'Wourecht. An d'Leit am Land kënnen och rechnen. 0,9 plus 0,9 plus 1,5 am drëtten Joer, dass ass méi wéi null.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Esou rechnen ech awer net.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An och de Käschtepunkt vu 67,6 Milliounen ass méi wéi null. Firwat net higoen an de Leit einfach d'Wourecht soen a soen, mir haten an der Tripartite wuel eng Nullronn gesot, mä opgrond vun der gudder finanzieller Entwécklung vum Stat si mer eben elo higaangen a mer hunn eise Beamten eppes zougestannen.

Dat hätt all Mënsch verstanen an Dir hätt d'Leit am Fong net am Land revoltéiert, déi sech am Fong virkomm sinn, ech wëll den Ausdrock elo net hei soen, mä d'Leit am Land hu sech fuerchtbar doriwwer opgereegt, dass se virgegraut krite, et wier eng Nullronn.

Et ass keng Nullronn, mä et kann een de Leit och d'Wourecht soen. D'Leit verdroen och d'Wourecht a virun allem verstie se och, an d'Leit kënnen jo och rechnen, an duerfir kann een...

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Et ass keng linear Augmentatioun fir 2007 an 2008.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...dat net maachen.

Här President, ech ginn awer elo dovun aus, dass de Minister vun der Fonction publique net och nach wëllt eis usoen, 2007 an 2008 wier eng Nullronn.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Neen. Ech soen, dass Dir net kënnt einfach 0,9 an 0,9 an 1,5 zesumme rechnen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dann hunn ech net verstanen wat de Kolleg Rapporteur...

» **M. le Président.** - Neen, Här Gibéryen. Erlaab Dir eng Zwëscherremarque vum Här Minister?

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Ech wëll awer kloe soen, dass déi Rechnung wou Dir sot, 0,9 plus 0,9 plus 1,5 - esou gëtt d'Rechnung net gemaach. Dat hutt Dir virdrun esou an der Additioun dohinner gestallt an dat ass net richteg.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech weess net, ob den Här Minister... Wann ech soen 0,9 plus 0,9 plus 1,5 ass méi wéi null. Ech hu se net addéiert. Ech hu

kee Resultat gesot, wann Dir gutt opgepasst hätt.

(Hilarité)

Ech hu se net addéiert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Mä dat ass d'Aart a Weis wéi Der effektiv schafft, dat do.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn och gesot, no dräi Joer sinn d'Gehälter ëm 1,5% an d'Luucht gaangen. Dat hunn ech och gesot virdrun. Also, ech woussst scho wat ech do géif soen, Här Minister. Mä Dir musst mer nach erkläre wéi déi 0,9 glad näischt géife kaschte laut Ärer Argumentatioun.

Also, et ass keng Nullronn. Sot de Leit d'Wourecht! D'Leit am Land verstinn dat. An d'Leit am Land akzeptéieren dat och, wann Der sot: Et geet dem Stat besser, an duerfir maache mer als Stat och eppes fir eis Fonctionnaires, well déi och sollen ee Stéck dovunner kréien.

Mir hu jo och aner Moosnamen elo gemaach, déi mer virun engem Joer wahrscheinlech net décidéiert hätten. Eng Steierreform, ob se wäit genuch geet oder net wäit genuch, sief dohi gestallt; mä si ass gemaach. De Kannerbonus. D'Negativsteier - eng Fuerderung, déi d'ADR vun 2002 u schonn hei am Parlament periodesch erhieft - ass agefouert oder gétt elo agefouert.

Dat heescht, et gétt och nach aner Gruppe vu Leit, déi elo dovunner profitéieren. Mir sinn och der Meinung, dat nach Moosnamen, déi an der Tripartite décidéiert si ginn, elo opgrond vun där gudder finanzieller Situatioun, déi de Stat d'lescht Joer an dëst Joer begléckt huet, kënne réckgängeg gemaach ginn.

Ech denke virun allem drun: Firwat ass zum Beispill de Rentenajustement no hanne gesat ginn? Firwat ass deen zréckgesat ginn? Firwat ass deen, deen den 1. Januar 2007 geschéilt ginn ass souwuel am private wéi am öffentleche Secteur, morceléiert ginn? Een Deel ass den 1. Juli 2007 ausbezuel ginn an den zweeten Deel gétt elo den 1. Juli 2008 ausbezuel.

Mir hunn d'Resultat vum de Reservé vun de Pensiounskeesen am Privatsecteur; mat 7,2 Milliarde Reserven enorm héich. Iwwer 600 Milliounen sinn d'lescht Joer d'Reserven ugewuess. Et ass iwwerhaupt keng Ursach du giewesch, fir de Pensiounen am Privatsecteur net den Ajustement ze ginn, well déi Reservé sinn do. Déi hunn de Stat jo näischt kascht. Déi gi jo vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur bezuel.

Mä et ass eis gesot ginn, deen Ajustement wier net gemaach ginn, well de Stat gären op deene Gelder en Ajustement vu senge pensionéierte Fonctionnaire gespuert hätt. Also, wéinst de Fonctionnaires an der Fonction publique wier déi Décisioun geholl ginn.

Ma elo soen ech, virdrun ass hei gesot ginn d'Pensionnaire géifen och heivunner profitéieren. Dat ass net wouer. Si kréie wuel an zwee Joer den Ajustement, mä de leschten Ajustement, dee se den 1. Januar 2007 zegutt haten, dee kréien net nëmmen déi am Privatsecteur net, mä och den am öffentleche Secteur kréien deen net. Et gétt och keng Ursach, fir deene Leit den Ajustement net ze ginn. Mir plädéieren och derfir, dat een den 1. Januar 2008 dat, wat fir den 1. Juli 2008 virgesinn ass, soll virzéien a souwuel am private wéi am öffentleche Secteur de Rentner hiren Ajustement zoukomme loosse.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här Gibéryen, iwwerleet lech emol wéi héich d'Reservé wärem am Privatsecteur, wa se intelligent investéiert wärem.

(Interruption)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do hutt Der Recht, Här Wagner.

(Interruption)

Et ass eis jo gëschter gesot ginn, momentan ass de Rendement 3%, a mir ginn herno vu 6% aus. A wann een dann och nach weess, Här Wagner - do muss ech dem Här Wagner Recht ginn -, dat net nëmme bis

elo d'Gelder schlecht investéiert gi sinn, mä dat dës Regierung an och déi Regierung virdrun permanent an d'Pensiounskeese klauwe gaangen ass: Wa mer dat Geld och nach hätten, da wieren d'Reserven nach e Stéck méi grouss.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Dat sot Dir.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo sécher. Dat ass och esou.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Neen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer och kucken a Vergläicher maachen tëschent dem öffentlechen an dem Privatsecteur. Am Privatsecteur gétt et sécherlech Secteuren, wou genauou vill verdéngt gétt an och nach méi verdéngt gétt wéi dat beim Stat de Fall ass.

Mä et gétt awer och am Privatsecteur Mëttel- a Klengbetriber, wou manner verdéngt gétt. An et gétt sécherlech vill Leit do, déi Problemer hu mat deem Accord salarial, well déi Betriber haut scho keng Leit méi fannen, déi wëlle bei eis schaffe kommen a praktesch mussen op Frontalieren zréckgräifen, well keng Lëtzebuerger méi wëllen dohinner schaffe goen, oder se souguer keng Lëtzebuerger méi huelen, well wann déi dohinner ginn, dann ass dat just eng Salle d'attente bis se eng Plaz am Secteur public kréien. Duerfir muss een och de Suerge vun deene Leit aus dem Privatsecteur - aus deene Betriber - Rechnung droen, déi domat net esou an Aklang sti wéi munch aner Leit dat maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als ADR dësem Accord salarial an eiser ganz grousser Majoritéit zoustëmmen, esou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Dann huet den honorabelen Här Jaerling d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech kann lech elo scho versécheren, dass ech dat Gesetz do och stëmmen, well ech wier jo awer schéi blöd wann ech esou eppes net géif stëmmen, wou ech selwer dervu profitéieren.

Här President, wat mech awer prinzipiell un deem Accord do stéiert, dat ass déi Geschicht mat der Prime unique. Dat hunn ech och schonn ëmmer am Privatsecteur gesot, wa bei Lounverhandlungen eng Prime unique erauskënnt, da ginn d'Leit méi aarm. Ech mengen, eng Lounpolitik, déi soll nohalte sinn. A mat enger Prime unique ass se et net. Dat heescht, wa mer eng Prime unique ausbezuelen, da spillt dat wuel elo momentan och um Pensiounssystem an un de Krankekeesen, mä nohalte gesi spillt et net drop, well et net an de Loun integréiert gétt. Domadder ginn doduerch d'Leit méi aarm. Ob se an der Fonction publique sinn oder am Privatsecteur spillt keng Roll. Ech sinn einfach géint dee Prinzip vun deene Prime-uniquen, well dat einfach géint d'Interesse vun de Leit ass.

Wat elo gesot ginn ass: Et wär eng moderat Lounpolitik. Et kann een driwwer streide wat moderat ass, wann een d'Chiffere gesäit. Mä et ass awer op jidde Fall esou, dass sech elo baséiert gétt op eng wirtschaftlech Entwécklung, déi anscheinend virdrun net bekannt war. Do erlaben ech mer awer meng Zweifel ervirzebréngen, well déi wirtschaftlech Entwécklung kënnt jo net vun haut op mar an d'Haus geflunn. Do hätt ee scho kënne an Virfeld och an anere Beräich - wéi den Här Gibéryen gesot huet - drun denken, fir dann och all déi aner Moosnamen, déi an der Tripartite am Fong esou negativ op d'Leit duergeschoss gi sinn, réckgängeg ze maachen.

Wa mer also elo an der wirtschaftlecher Situatioun esou sinn, dass mer kënne an der Fonction publique eng Lounpolitik maachen, wou et awer progressiv virugeet, a wann déi wirtschaftlech Entwécklung, esou wéi se elo hei duergestallt ginn ass, och nach weider esou gutt bleift, da kann ech jo och nëmmen en Appel un d'Gewerkschafte vum Privatsecteur riichten, dass se dann awer och hir moderat Lounpolitik vis-à-vis vun de Leit aus de Betriber aus dem Privatsecteur sollen opginn, esou wéi se et versprach hunn an esou wéi se et ugekënnegt hunn. Ouni e waarmen Hierscht unzékënnegen, hu se dat jo ugekënnegt. Dat heescht also, de Ball läit elo bei hinnen.

Wat elo d'Diskussioun driwwer ugeet, wat am öffentleche Secteur déi Gewerkschafte vum Privatsecteur do solle matmaachen oder net, ob aner Gewerkschafte solle matmaachen, do soen ech: Et ginn der jo, déi hu fir eng Eenheetsgewerkschaft plädéiert, ma da loosse mer déi, do wou eng ass, och sinn a mer ginn déi net zersplitteren.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert d'Regierung, den zoustännige Minister vun der Fonction publique, den Här Claude Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Ech soe fir d'éischt dem Rapporteur Merci, deen hei an engem ganz flotte Rapport ganz schnell geschafft huet an deen all déi Punkten, déi wichteg an dësem Gesetzesprojet sinn, esou ugeschwat huet an esou erklärt huet, dass ech net nach eng Kéier brauch zousätzlech dorobber anzegoen. Ech wëll just kuerz hei op déi Froen äntwerten, déi jo au fur et à mesure vun der Diskussioun hei gestallt gi sinn.

An déi éischt Fro, dat ass déi vun der Ëmsetzung vum Recht vum Accord salarial, vu dat dat hei nëmmen den éischten Deel ass. Et ass richtig, dat dat hei nëmmen den éischten Deel ass. An et ass och kloer, dat et nëmmen den éischten Deel ass, well mer wollten esou schnell wéi méiglech an esou sécher wéi méiglech deen Text hei an d'Realitéit ëmsetzen, well mer deen Text elo direkt brauchen, fir kënne am November déi 0,9% ausbezuelen, esou wéi et am Accord salarial virgesi war, a well et dofir wichteg war e kuerzen Text, wou mer en duerch d'Institutionen an duerch de legislative Wee och richtig géife kréien, op de Wee ze ginn.

Mir si selbstverständlech amgang déi aner Etappen och ëmzesetzen. Eng éischt Etapp wäert doranner bestoen, dat fir déi Punkten, déi schonn eng Kéier am leschten Accord salarial als Étude de faisabilité - wann ech mech esou däreif ausdrécken - draustoungen, dat heescht d'Retroaktivitéit vun de Computationszäiten, dee Moment fir déi Leit, déi aus dem Statsdéngscht erausgetruede si respektiv e Congé sans traitement hate während zéng Joer respektiv e Mi-temps hate während 15 Joer virum Joer 2003, kënne déi Zäite retroaktiv ugerechen kréien, nëmme wat d'Avancement-automatiquen ugeet.

Datselwecht géllt fir déi Leit, déi de Statsdéngscht verlooss hunn, awer erëm eng Kéier an de Statsdéngscht zréckkommen, dat se kënne iwwert den Traitement personnel an deem Gehalt erëm frësch ufänken, wou se ware wéi se e verlooss hunn. Datselwecht géllt fir déi Moosnam, déi eis géif erlaben d'Allocation de famille hallef deenen ze ginn, déi zu zwee hallef am Statsdéngscht schaffen, wat haut net méiglech ass.

En Avant-projet ass do amgang ausgeschafft ze ginn. Ech denken, dat mer deen am November an de Regierungsrot an duerno déposéiert kréien an der Chamber. Datselwecht géllt fir dee Projet, wat de Congé individuel de formation ugeet. Deen hutt Der fir de Privatsecteur virun e puer Wochen hei gestëmmt, a mir sinn elo amgang ze kucken, eng Versioun, déi dann de Spezifitéit vun der Fonction publique ugepasst ass, och auszuschaffen. Dee wäert och kuerzfristeg hei an der Chamber déposéiert gi mat deeneselwechte Prinzipien a Modalitéit wéi deen, deen Der virun e puer Wochen am Privatsecteur ëmgesat hutt.

Wat d'Lois-cadres vun den Établissements publics ugeet, do sinn och d'Aarbechten deelweis amgang. Mir wäerten elo och kuerzfristeg eng éischt Réunioun mat der CGFP iwwert déi do Problematik hunn. Beim Télétravail, engem aneren Element vun dësem Accord salarial, ass et esou, dat déi éischt Expérience-piloten, esou wéi et hei virgesinn ass, den 1. November an duerno nach eng Rei aner am Januar ufänken. De Service d'économie rurale, de Centre informatique de l'État, d'Bâtiments publics an d'Steierverwaltung maachen an enger éischer Etapp mat. Mir wäerten Enn 2008, esou wéi et dann virgesinn ass, déi éischt Schlussfolgerung doraus zéien, fir dat Ganzt sous forme vu Reglement ëmzesetzen.

Wat d'Kantin ugeet - ech mengen, dat hat den Här Schreiner nach gefrot -, do ass et esou, dat elo schonn deen éischten Deel vun där Fuerderung realiséiert ass. Mir hunn eng ganz Rei Transformatiounen gemaach an där aler Kantin an der Ste-Sophie. Mir hunn déi gemaach, well et eis einfach noutwendeg geschéngt huet, déi Joren, wou déi Kantin elo muss nach doleiwien, well mer nach net genau wëssen, wou eng nei Kantin soll hikommen, dat mer déi iwwert déi Joren awer nach korrekt an enner korrekte Sécherheetsbedéngungen eriwuerkréien. Gitt eng Kéier kucken, wann Der Zäit hutt; ech mengen, dat ass ganz flott ginn.

Dann ass et och kloer, dat, wéi den Här Roth gefrot huet, deen Accord och am Sec-

teur communal muss ëmgesat ginn. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hat den Innenminister e Règlement grand-ducal mat deem do Sujet am Regierungsrot. Ech denken, dat deen och elo wäert zäitgläich zu deem hei déi Prozeduren duerchlafen, fir dann hoffentlech zur selwechter Zäit kënne publizéiert ze ginn, sou dat mer dat och an de Grëff kréien.

Als Konklusioun wëll ech soen, dat deen Accord hei, wéi ech virdru scho gesot hunn, keng lineär Augmentatioun virgesäit, mä Primes uniques, wat a sech eng Neiegkeet ass. Dat kann ee gutt fannen, dat kann ee schlecht fannen. Dat ass awer, vu déi méi positiv Finanzlag, mä awer vu och déi méi grouss Geforepotenzialen, déi an eiser finanzieller an ekonomescher Situatioun hei zu Lëtzebuerg sinn, dat Mëttel, wat eis erlaabt där Situatioun Rechnung ze droen, andeem mer awer fir 2007 an 2008 keng strukturell Moosnam virgesinn, mä eng Moosnam, déi just eng Prime unique fir dat Joer ass, dat heescht fir déi Joren duerno net méi en compte geholl gétt, also net déi Additioun ka gemaach ginn, iwwert déi mer virdrun eng Meinungsverschiddenheet hei haten.

Fir mech ass dat hei en équilibréierten Accord, e moderéierten Accord, op jidde Fall dee moderéiertsten, dee mer an deene leschte Jorzéngten hei haten. An ech mengen, et kann ee soen, en ass équilibréiert, well et war esou, nodeem dat mer déi éischt zwee Deeg, wéi e publizéiert ginn ass, Diskussiounen doriwuer haten, dat duerno déi Diskussiounen sech ganz schnell geluecht hunn, an och op alle Säiten dat als eng korrekt, équilibréiert Saach unerkannt ginn ass.

Ech soen all deene Fraktiounen, déi deen Accord hei stëmmen - an dat si se jo alleguer -, villmools Merci fir déi Ënnerstëtzung.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi, deen am Document parlementaire 5775³ steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5775 ass ugehall mat 58 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Clement), Marc Spautz (par M. Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepf;

M. Aly Jaerling.

S'est abstenu: M. Robert Mehlen.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir intercaléieren elo an eisen Ordre du jour, well den zoustännige Minister am Haus ass, d'Question urgente vum Här Gira a vun der Madame Loschetter iwwert de Lycée du Nord vu Wolz. Den Här Gira dréit vir an da kann den Här Minister äntwerten. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

**Mercredi,
24 octobre 2007**

3. Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass e Chantier net ëmmer 100%eg fäerdeg ass, wann de 15. September d'Schoul erëm ufänkt, dat weess jiddferen heibannen, deen als Buergermeeschter oder Schäfte schonn emol eng Kéier eng Schoul gebaut huet oder eng al renovéiert huet. Datt d'Situatioun awer esou problematesch ass, dass den Direkter sech net méi anescht ze hëllef weess, wéi en Hëllefsmass un d'Bauverwaltung ze schécke mat enger Lëscht vun net manner wéi 22 Punkten, déi problematesch sinn, fir normal Schoul kënnen ze halen, an datt d'Zoustänn a puncto Sécherheet a Kaméidi awer esou onméiglech sinn, datt d'Schüler schlussendlech sech net méi anescht ze hëllef wëssen, wéi e Streik ze organiséieren, dat ass dann awer scho ganz e bëssen aussergewéinlech.

Duerfir wollt ech, och am Numm vun der Madame Loschetter, de Bauteminister froen, dass en eis an e puer Wieder erkläert, éischters, wéi et dann awer zu där doter Situatioun komm ass, mä virun allem interesséiert et eis, wat e gedenkt ze maachen, fir datt esou séier wéi méiglech ënner normalen Émstänn zu Wolz erëm am Lycée ka Schoul gehale ginn.

Merci villmoos.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Wann ech déi hei Äntwert elo ginn op déi Question urgente, déi gestallt ginn ass, da mengen ech wéll ech an engems déi Punkte matmaachen, déi Der an Ärer Question parlementaire 2009 gestallt hutt. D'Madame Loschetter an den Här Gira hu genau déiselwecht Saachen an der Question parlementaire N°2009 vum Joer 2007 ugeschwat wéi déi, déi se elo gestallt hunn.

Ech muss hei e weineg méi wäit aushuelen, fir lech awer eng ganz Rei Explikatiounen ze ginn. Dee Lycée Wolz, dat ass richteg, ass e schwéiere Chantier, e Chantier, deen net einfach ass.

Firwat? Mä aus engem ganz einfache Grond: Well mer hei op engem Site eng ganz nei Schoul bauen, wou wäit iwwer 1.000 Schüler während där ganzer Bauzäit um Chantier sinn, a wou och op där enger Säit e Schoulfonctionnement an e Chantier mussen assuréiert sinn, wou op där enger Säit d'Sécherheet an op där anerer Säit déi noutwendeg Schoulkonditiounen dann och Dag fir Dag - an e Chantier ännert all Dag - assuréiert sinn. Duerfir ass et och e Projet, dee laang dauert.

Et muss een einfach och eng Kéier d'Geschicht kucken. Dat éischt Gesetz ass 1996 gestëmmt ginn. Déi éischt Phas ass tëschent 1997 an 2001 gemaach ginn, wou d'Fligel A a B gebaut gi sinn. Dat zweet Gesetz ass 2001 gestëmmt ginn. Am September 2002 sinn d'Travaux préparatoires ugelaf an d'Aarbechte vun de Fligel E an F sinn am Juli 2004 ugelaf, an déi sinn dës Rentrée scolaire elo opgaangen.

Et ass och esou, datt de Plang elo esou weidergeet, datt mer d'Ouverture vun der Sportshal a vun der Piscine fir d'Rentrée 2008 geplangt hunn an datt bei de Fligel C an D geplangt ass, fir déi 2009 opgoen ze loosser. Et ass also, esou wéi een et schonn eleng aus där doter Beschreibung gesäit, en extrem komplexe Projet, wou a sech déi eenzel Phase bis elo geklappt hunn. Elo hu mer eng Rei Schwierigkeiten, an ech kommen duerno nach méi am Detail op déi Schwierigkeiten do zrëck.

Ech wéll just eppes soen, well Der dat an Ärer Question parlementaire frot, ob d'Administration des Bâtiments publics vraitment «à même» ass «de planifier, gérer et suivre ce genre de chantier». Do wéll ech kloer an d'ittelech soen, datt d'Administration des Bâtiments publics eng ganz Rei vu Chantieren, déi ähnelech gelagert waren - wéi de Jongelycée, wéi d'Europaschoul, wéi de Lycée Dikrech, wéi Diddeleng, wéi de Jongelycée Esch -, duerchgefouert huet, an och nach wäert duerchféieren - wéi d'Renovatioun vum Kolléisch, déi mer an deenen nächste Jore mussen maachen -, mat all Kéiers déi eng oder aner Problemer dran, mä grosso modo gutt duerchkritt an zu der Zefriddenheet vun de Leit duerchkritt.

Wann een d'Décisioun hëlt, eng Schoul ze erneieren, während een eben déi Schoul weider funktionéiere léisst, an heiansdo kann ee guer keng aner Décisioun huelen, da stelle sech noutgedrongenerweis während deem Chantier eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Contrainten, eng ganz Rei Problemer. An ech muss soen, ech fannen et dann net fair fir d'Administratioun esou a Fro ze stellen.

Déi hunn trotzdeem eng Aarbecht, déi géréiere 50 Projeten am Chantier, iwwer 100 Projeten an den Etüden, deelweis méi grousser nach wéi deen hei an zu engem groussen Deel zur Zefriddenheet vun all deene Leit, esou datt ech mech awer do voll hannert d'Administratioun wéll stellen an dat och eng Kéier wéll kloer soen!

Elo kommen ech awer zrëck op Wolz, well dat jo den Inhalt vun Ärer Fro war. Dir frot och: Wéi gëtt esou e Chantier géréiert? E Chantier gëtt géréiert andeem mer eng ganz Rei Kontrollmechanismen abauen, wéi e Bureau d'architectes, wéi en Ingénieur statique, wéi e Bureau d'études techniques, wéi och e Bureau de contrôle, wéi eng Co-ordination de sécurité plus nach aner Experten. An d'Administration des Bâtiments publics koordinéiert a sech duerch Réunions de chantier, déi all Woch stattfannen, déi ganz Komplexitéit vun deem dote Chantier.

An dann hu sech um Chantier selwer eng ganz Rei prezis Froen gestallt, an dat waren déi, datt eng ganz Rei Aarbechten, déi sollte fir de 15. September ofgeschloss sinn, deen Datum net agehalen hunn. Mir haten eng Rei Aarbechten net fäerdeg, wéi zum Beispill den Éclairage extérieur. Mir haten eng Rei Liwwerunge vu Miwwelen, vu Säll, déi net mat Zäiten ukomm sinn oder déi net mat Zäiten installéiert waren. A mir haten och eng Rei Aarbechten, déi zwar gemaach waren, mä déi net konform zum Cahier des charges op deem do Dossier waren.

An do si mer amgaang elo déi 22 Punkten, déi den Direkter eis geschéckt huet, ganz genau Punkt fir Punkt duerchgehuelen. Eng Rei vun deene Punkte sinn elo schonn an der Rei. Bei anere si mer amgaang drun ze schaffen. Déi meescht wäerte mer an der Allerhellegevakanz ofschléissen, well mer dann eben d'Disponibilitéit vum ganze Schoulgebai hunn, fir déi Punkten do an de Grëff ze kréien.

Do sinn der e puer, déi ech scho virdu genannt hunn. En anere Punkt, dee méi schrecklech kléngt an dee fir mech och net flott ass, dat ass dee vun der Drénkwaasserversuerung. Dat huet esou geklunge wéi wann dat Gebai keng Waasserversuerung hätt.

Natierlech huet dat Gebai eng Waasserversuerung. Déi Waasserversuerung fonctionnéiert och an et ass alles domadder machbar, mä et waren e puer Moossungen iwwert dem Duerchschnittswäert, an dofir ass gesot ginn, mir konsidéieren dat Waasser do net als Drénkwaasser, drénkt also net dovun. Fir all aneren Usage ass et awer gebrauchbar.

Déi Leitunge ginn elo an der Vakanz desinfizéiert an ech hoffen, datt mer dann duerno, no neien Analysen, et erëm als Drénkwaasser benotze kënnen. Mir hunn awer op d'Vakanz zesumme mat der Direktioun gewaart, well eng Désinfectioun véier Deeg brauch. Do d'ärf net dru gedronk ginn, do d'ärf net dru geréiert ginn an d'ärf hu mer zesummen decidéiert, datt mer dat an der Vakanz maachen.

Dee Chantier hat och nach eng ganz Rei aner Problemer mat sech bruecht, an ech kann lech och d'Erklärung ginn - wann ech Zäit hu fir d'Erklärung ze ginn. Wann Der mer dat erlaabt?

» **M. le Président.** - Jo, Dir hutt nach iwwer fénnef Minutten Zäit.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Dat ass ganz léif. Dat geet mer och duer.

Éischters waren op deem Chantier eng Rei Problemer, déi doranner bestanen hunn, datt déi eng oder déi aner Entreprise défaillante war an deenen Aarbechten, déi se ofgeliiwert huet. Da kann ee Rappeller schécken, da kann ee Mise-en-demeurë maachen, da kann ee Pénalitéte froen. Dat ass alles geschitt, mä dat alles hëllef awer um Terrain näischt, esou datt een do och als Administratioun, wann esou Problemer virkommen, e reelle Problem huet, deen awer net einfach esou léisbar ass duerch de politesche Wëllen, deen een domat huet. Esou einfach ass dat dann net.

Dat Zweet, wat ass, dat ass, datt bei de Prozedure vun de Marchés publics, wann eng Rei Annulatiounen mussen geschéie wéinst Non-Conformitéit respektiv wa mer bei en-

ger Rei Soumissiounen keng Offere kréien a mer d'Soumissioun nach eng Kéier ganz frësch mussen maachen, jo, da geet natierlech eng ganz Rei Zäit verluer. Wann dat lech virkënt op enger Rei Dossieren, jo, dann hutt Dir en Dominospill bei all deenen Entreprises, déi duerno kommen an déi sech un déi Aarbechten, déi dann net gemaach sinn oder schlecht gemaach sinn, mussen hannendrun hänken; wat op deem Chantier manifestement eng Rei Problemer mat sech bruecht huet.

Dat Ganzt bréngt awer net onbedéngt Frais supplémentaires, well et ass esou, datt mir jo just déi Aarbechten da bezuelen, wa se an der Conformitéit vun deem wat u sech gefrot ginn ass ofgeholl sinn, an dat ass dat, wat hei geschitt, just datt et net mat Zäite geschitt, mä et ass net mat Frais supplémentaires, zumindest bei deenen 22 Punkten do, noutgedrongenerweis verbonnen.

Ech ginn elo net an den Detail vun deenen eenzelne Punkten do an. Dat kënt ee maachen, mä ech mengen dofir hunn ech d'Zäit net, mä et ass awer nach en zweeten Deel vun der Fro, deen Der elo net esou direkt gestallt hutt, mä dee fir mech awer och ganz wichteg ass.

Wann Der esou e Chantier wéi deen heiten organiséiert, dann ass et evident, datt Der während där Zäit, wou gebaut gëtt a wou Schoul gehale gëtt, natierlech dauernd déi zwee, Chantier a Schoul, musst zesumme géréieren, an da kommen noutgedrongenerweis eng Rei Froen op, déi Der léise musst, eng Rei Problemer, déi een an de Grëff kréie muss.

An ech soe ganz kloer: Mir kënnen net nëmme während der Vakanz oder d'eschdes an donneschdes mëttes bauen, well wa mer dat géifen decidéieren, da wäre mer nach sechs, siwen, aacht, néng Joer oder méi laang amgaang mat deem Chantier. Dofir, mengen ech, mussen mer hei kloer an d'ittelech soen, datt mer déi Covivance do iergendzwoch organiséiert mussen kréien an d'Sécherheet an de Kaméidi probéieren esou gutt wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Mä ech soen awer och - an ech hunn de Schüler an de Proffen dat och gesot -, mir kréien de Chantier a mir kréien de Kaméidi net ganz ennerbonnen. Do, wou e Chantier ass, ass Kaméidi. An do, wou e Chantier ass an e Camion fiert, do ass heiansdo Bulli. Mir kënnen esou gutt wéi méiglech probéieren dat an de Grëff ze kréien, ganz geet dat sécherlech net.

Ech war do uewen zu Wolz, fir mat de Schüler a mat de Proffen ze schwätzen. Ech hat ganz flott, ganz agréabel Gespréicher, déi kloer an d'ittelech waren. D'Schüler hu mir gesot wat hir Problemer waren, an enger klorer Sprooch, an ech hunn hinne meng Contrainten och gesot an d'ärselwechter Sprooch, an ech mengen dat war e ganz flotten Dialog.

Wat maache mer fir deen zweeten Deel vun de Problemer an de Grëff ze kréien?

Dat Éischt, dat ass, datt ech eng Rei Initiativen um Site selwer huelen, wéi zum Beispill, datt mer déi Plaz, wou de Schülerverkéier an de Chantiersverkéier sech op enger Plaz kräizen - an dat kréie mer net anescht an de Grëff, et gëtt nëmme déi Plaz, an do mussen déi zwee Verkéiere lafen -, do hu mer elo e Sécherheetsbeamten dohinner gesat, dee sur place, do, wou déi zwee Verkéiere sech kräizen, de ganzen Zäit de Verkéier regléiert, bis mer dann esou eng Zort Passerelle gebaut hunn, wou mer déi zwee Verkéiere getrennt kréien. Déi kascht par contre eppes. Ech mengen, dat ass awer aus Sécherheetsgrënn noutwendeg, datt mer dat zousätzlech maachen.

Fir de Kaméidi, do hu mer gesot, datt mer géife probéieren elo esou schnell wéi méiglech mat den Terrassementer fäerdeg ze ginn. Dir wësst, datt d'Terrassementer deen Deel vun den Aarbechten ass, deen am meeschte Kaméidi mécht. Duerno hu mer nach Kaméidi, mä net méi esou vill. D'Terrassementer probéiere mer bis Enn November, souguer an dräi Wochen elo do hinze kréien. Dann hu mer dat Brouillantst hannert eis.

Dat Zweet, dat ass, datt mer, soubal mer d'Fundamente ronderëm dat Lach, wat mer elo gegruwen hunn, gesat hunn, och à même sinn, fir do eng Zort Clôture drop ze setzen, déi dann déi Containeren, wou d'Schüler haut dra sinn, visuell sécherlech, mä awer deelweis och akustes, esou wäit eis dat geléngt, schützt. Mir sinn amgaang ze studéieren awéiwäit mer do akustescht Material kënnen asetzen, awéiwäit et sennvoll ass et anzesetzen. Ech soen awer do och hannendrun, esou eng Clôture kann nëmme dräi Meter héich ginn, well mer se méi héich net kréien. Dat heescht, et hëllef eppes, mä et hëllef sécher net alles.

A schlussendlech wäerte mer och eng Diskussioun mat den Entreprisë féieren, fir ze probéieren de Kaméidi esou vill wéi méiglech op de fräien Nomëtteger ze maachen, déi grouss Saachen esou vill wéi méiglech an der Vakanz hinze kréien, vläicht e liichten Décalage vun hiren Aarbechtszäiten hinze kréien, mä et geet awer net, datt mer nëmme schaffen, wa keng Schüler do sinn.

Also, mir kënnen probéieren eng Diskussioun ze féieren, dat geet légèremeng eng halfe Stonn vläicht oder eng Stonn, sécherlech net méi, an et hëllef och net alles.

Als Konklusioun wéll ech soen, dat sinn Désagrémenter, déi sécherlech do sinn, net ëmmer einfach Konditiounen, mä mir maachen dat Besch, fir esou vill wéi méiglech Saachen an de Grëff ze kréien. Alles kréie mer sécher net an de Grëff. Mä d'Zil dovunner ass de Schüler an de Proffen eng schéin nei Schoul dohinner ze riichten, an dat Zil contestéiert jo keen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Jo?

(*Interruption*)

Eng Zousazfro. Här Minister, erlaabt Der eng Zousazfro vum Här Schneider?

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Et ass keng Zousazfro, mä et ass éischer eng Prezisioun, wat de Minister och net gesot huet, mä ech wollt dat am Prinzip awer kloerstellen. Wat d'Drénkwaasserversuerung betrëfft kennen ech eng Rei „Leckt“ aus där Gemeng Wolz, do wou mer eng Rei Analyse gemaach hunn an d'Drénkwaasser ass effektiv bis bei den Zähler an der Rei an d'Verschmutzung am Prinzip, dat ass jo d'Pollutioun, geet un am Gebai selwer an de Leitungen, esou wéi de Minister et och gesot huet. Ech wollt dat awer kloerstellen, datt d'Drénkwaasser bis bei den Zähler an der Rei ass.

Ech soe Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Gutt. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zu deenen zwou Motiounen iwwert d'Grands projets d'infrastructures réalisés par l'État.

Ass et esou ze verstoen, dass déi Motioun separat diskutéiert ginn oder exposéieren déi zwee Auteure vun der Motioun an dann diskutéiere mer?

(*Interruption*)

Alles separat.

Dann huele mer fir d'éischt d'Motioun vun der Bautekommissioun. Den honorabelen Här Lucien Clement huet hei als President vun där Kommissioun d'Wuert, fir d'Motioun ze presentéieren.

4. Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi eist Reglement vun der Chamber et virgesäit, nämlech an der zweeter Sessiounswoch vum Oktober, diskutéiere mer haut déi grouss Infrastruktur-Projeten, déi d'nächst Joer an enger méi detaillierter Form hei an d'Chamber solle kommen, an zwar ënner engem Projet de loi.

Datt mer elo d'ëst Joer u sech zwee Méint éischer u si wéi d'lescht Joer, ass u sech dorobber zrëckzeféieren, datt d'lescht Joer dës Prozedur fir d'éischt duerchgefouert ginn ass an datt ee muss soen, et war souzesoen als Année de démarrage ze gesinn. Ech ginn d'ärf haut och net méi weider op d'Prozedur an. Ech hat dat d'lescht Joer en long et en large gemaach, esou dat datt misst bekannt ginn. Sollt een awer nach se wëllen noliesen - d'Prozedur -, hunn ech se an deem Papier de discussion, wat ech der Kommissioun zur Verfügung gestallt hunn, ganz am Detail nach eng Kéier beschriwwen.

ler ech elo déi verschidde Projete wëll virstellen, wëll ech kuerz op d'Aarbecht an der Kommissioun agoen. Mir hunn eis am Laf vun de Méint September an Oktober dräimol gesinn, fir iwwert dës Projete mam Ministère a mam Minister ze diskutéieren. Wéi och schonn d'lescht Joer hu mer do decidéiert, kee Rapport ze schreiwen, mä e Papier de discussion auszeschaffen, op dee sech dann och d'Motioun baséiert, déi ech lech, Här President, elo iwwerreeche wëll an déi mer dann och heibannen diskutéiere sollen.

Motion

La Chambre des Députés,

vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures telle qu'elle a été mise en évidence par la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

vu d'autre part:

l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

les propositions des groupes parlementaires au sujet «d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur» transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

vu les propositions du Ministère des Travaux publics adoptées par la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire relatives à une nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

vu la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation de principe et d'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du département des Travaux publics en 2007/2008 présentée par Monsieur le Ministre des Travaux publics lors des séances du 10 et 25 septembre ainsi que du 9 octobre 2007 à la Commission des Travaux publics;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Travaux publics, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2008 afin de garantir au pays l'existence d'une infrastructure permettant:

- de garantir un encadrement adéquat à l'agriculture luxembourgeoise – construction d'un nouveau laboratoire pour l'ASTA à Gilsdorf;
- d'assurer le bon fonctionnement de l'administration des Ponts et Chaussées – construction de dépôts pour les Ponts et Chaussées à Mersch et à Echternach;
- de contribuer au maintien des structures européennes au Luxembourg – mise à niveau des annexes A, B et C de la Cour de Justice européenne;
- de créer un endroit d'accueil pour demandeurs d'asile – construction d'un nouvel immeuble sur le site du Foyer Don Bosco;
- d'améliorer l'offre scolaire – construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf et d'infrastructures sportives à Diekirch; construction du Nordstad-Lycée Ettelbruck; construction d'un Lycée technique à Clervaux; construction d'un Lycée à Differdange; création d'un Lycée Sports-Études;
- d'assurer une gestion responsable de notre patrimoine bâti, tout en tenant compte des impératifs d'une mobilité bien organisée – réhabilitation du Pont Adolphe;
- d'améliorer la performance, la sécurité et le degré d'équipement du réseau routier du Grand-Duché – mise à 2 x 3 voies des A3 et A6 entre Croix de Gasperich et échangeur de Capellen; mise à 2 x 2 voies de la route

N1 entre l'échangeur Irrgarten et l'aéroport; élimination des passages à niveau dans la traversée de Schifflange; reconstruction du Viaduc à Mersch; réalisation du tronçon manquant entre les échangeurs de Hellingange et de Frisange complété par l'aménagement d'une station de service sur l'autoroute de la Sarre; réaménagement de l'échangeur Dudelange-Burange sur la Collectrice du Sud; contournement de Bascharage et de Dippach; nouvelle transversale reliant la N7 à la N18 au nord de Clervaux; réaménagement de l'échangeur de Pontpierre (N13/A4); contournement d'Ettelbruck/Feulen (N7-N15);

• d'améliorer à la fois la qualité urbanistique à l'intérieur des localités et la sécurité des usagers de la route en supprimant tous les passages à niveau dans les localités – élimination du passage à niveau PN 20b à l'intérieur de Lorentzweiler – élimination du passage à niveau PN18 à l'intérieur de Heisdorf;

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique ainsi que du projet de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la Commission des Travaux publics dans ses séances du 10 et 25 septembre ainsi que celle du 9 octobre 2007.

(s.) Lucien Clement, Sylvie Andrich-Duval, Anne Brasseur, Fernand Diederich, Roland Schreiner.

Komme mer awer elo zu de Bauprojeten, déi solle realiséiert ginn. Ech wëll just e kuerzen Aperçu vun all de Projete ginn, ouni awer elo ze vill an den Detail vun dese Projeten ze goen. Ech fänken u mat de Projeten, déi vun der Administration des Bâtiments publics realiséiert solle ginn. Dat ass éischtes e Laboratoire fir d'ASTA. Dese Laboratoire soll op de Site vun der Akerbauschoul zu Gilsdref kommen, esou datt dann op dëser Plaz e richtegen Ensemble fir d'Lëtzebuerger Agrikultur entstoe soll.

Mir haten eis an der Kommissioun gefrot, ob et net eventuell interessant wär, den ASTA-Labo bei deen neie Laboratoire de Santé op Diddeleng ze setzen, wou jo och de Veterinärslabo hikomme soll. Duerch d'Verschiedenaartegkeet awer vun den Analyse si mer zu der Konklusioun komm, datt dat net onbedéngt erstriewenswäert ass.

D'Dépôt vu Ponts et Chaussées zu Mersch an zu lechternach, dat sinn zwee Projeten, déi kann een och zesumme gesinn, well op béide Sitë sinn déi bestehend Infrastrukturen al an net méi konform zu de Sécherheetsmoossnamen, esou datt se mussen ersat ginn.

D'Upassung vun den Annexen A, B an C vun der Cour de Justice européenne: Déi nei Gebaier fir de Geriichtshaff misste fir d'nächst Joer fäerdeg ginn, an d'Upassung vun de bestehenden Annexe gëtt vun Stat fir d'EU realiséiert a selbstverständlech jo dann och virfinanzéiert. Dat geschitt iwwert d'Loi de garantie, wou dann e Remboursement virgesinn ass.

Den Accueil fir d'Demandeurs d'asile am Foyer Don Bosco. Et huet sech erausgestallt, datt et net méiglech ass dat bestehend Gebai ze sanéieren an nees an en akzeptabelen Zoustand ze setzen, esou datt d'Regierung proposéiert, en neien, e bës-selche méi e klengen Immeuble op de bestehende Site ze bauen an duerno dat aktuell Gebai ofzerappen.

De Lycée technique agricole zu Gilsdref an d'Sportinfrastrukturen zu Dikrech: Dës zwee Projete ginn zesumme presentéiert, well se och matenee verbonne sinn, grad wéi scho virdrun de Laboratoire vun der ASTA, dee sech och op deemselwechten Terrain befënnt, an deen Terrain ass a sech 13 Hektar grouss.

D'Sportinfrastructure sollen och dem Besoin vun der Gemeng Dikrech an eventuell och deem vun den Nopeschgemenge gerecht ginn, haaptsächlech wat d'Piscine betrëfft. Hei solle Synergie geschafte ginn. Um neie Site zu Gilsdref entsteet domat e grouse Schoulcampus fir den Norde vum Land, zesumme mat dem Site vun Ettelbréck selwer.

Nordstad-Lycée Ettelbréck: Dat aktuell Gebai vun der Akerbauschoul huet am Moment Plaz fir 800 Schüler. D'Bâtiments publics analyséieren am Moment, ob déi Zuel vun 1.200, wéi se am Projet Nordstad-Lycée virgesinn ass, och kann erreecht ginn. D'Aarbechte ginn eréischt ugefaang, wann déi nei Akerbauschoul um Site Gilsdref fäerdeg ass.

Och beim Lycée technique zu Clief, dee fir 650 Schüler geduecht ass, handelt et sech just an dësem Moment ëm eng Autorisation préalable fir mat de Pläng ufänken ze kënnen.

De Lycée Déifferdeng ass jo och e ganz aktuellen a rezente Projet, deen am Kader vum Plan sectoriel «Lycées» ze realiséieren ass. Hei ass en Terrain proposéiert ginn, deen am Moment allerdings nach der Arcelor gehéiert. Am Moment steet och nach net fest, ob dat e Lycée technique oder e Lycée classique soll ginn. D'Tendenz, huet de Minister eis gesot, geet awer éischer a Richtung classique. Hei solle 600 bis 700 Schüler ënnerdaach kommen.

Lycée Sports-Études: Heiriwwer sollen nach Diskussiounen mat der Stad Lëtzebuerg gefouert ginn. De Bauteministère vertritt d'Position, datt et logesch ass, esou e Lycée no bei Sportinfrastrukturen ze bauen. Um Kirchberg bei der Coque ass dat awer aus Plazgrënn net méi méiglech. Mir hunn an der Kommissioun awer nach diskutéiert, datt et um INS ënner anerem och keng Schwemm gëtt an datt den Accès dohinner net onbedéngt ganz glécklech ass. Um Geesseknäppche par conter wäeren all sportlech Infrastrukture bei Hand. All dës Froen ënnerleie jo awer net onbedéngt - soen ech emol - dem Bauteministère, esou datt mer mengen, datt et utile wär, dës Diskussioun eventuell an der Educationskommissioun oder an der Sportskommissioun matzeféieren, an - ech hunn et schonn uganks gesot - selbstverständlech ass an deem heiten Dossier och d'Meenung vun der Stad Lëtzebuerg gefrot.

Här President, ech kommen elo zu de Projeten, déi de Ponts et Chaussées ënnerleien. Hei ass deen éische Projet wuel gläich deen, iwwert deen och sécherlech am meeschten an der Öffentlechkeet diskutéiert gëtt an och bis elo schonn diskutéiert ginn ass, nämlech d'Instandsetzung vum Pont Adolphe, also der Neier Bréck.

Wéi Der alleguer wësst, ass jo schonn eng Zäit laang doriwwer diskutéiert ginn, fir eventuell eng zousätzlech definitiv Bréck ze bauen. Eng Etüd huet awer gewisen, datt dës Léisung fir den Trafic hei an der Stad net zu allze vill Verbesserung geif féieren an op där anerer Säit awer eng ganz Herd vun Désavantages hätt, esou datt dës Alternativ an enger éischer Instanz emol fale geლოს ginn ass.

Deemno gëtt elo just eng provisoresch Bréck envisagéiert, déi et wäert erlaben, de Pont Adolphe eng Zäit laang zouzemaachen an ze sanéieren. Wéi dës Aarbechte genee sollen ausgesinn, ass awer nach net ganz kloer, well et mussen nach e puer Froen prälabel beäntwert ginn an dësem Dossier. Esou muss gekuckt ginn, wéi dann deen definitiv Tracé vun deem zukünftigen Tram wäert verlafen, an dann ob den Tram eventuell iwwert dës Bréck oder ob en iwwert déi al Bréck wäert fueren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

D'Etüden, déi hei Kloerheet solle verschaffen, sinn amgaang realiséiert ze ginn. 2008 sollen d'Resultater vun de Sondé virleien, déi elo op der Bréck installéiert ginn oder installéiert gi sinn, fir erauszefanne wat elo genau d'Ursach ass vun deene bestehende Schied un der Bréck selwer.

Bei dësem Projet gëllt et virun allem, fir d'Bréck op d'mannst fir déi nächst 50 Joer zu honnert Prozent sécher an och selbstverständlech fiabel ze maachen. Eréischt wann déi elo opgezielten Donnéeën virleien, kann definitiv d'Décisioun zu den Aarbechte geholl ginn.

Trotzdem, Här President, mengen ech, ass et wichteg, elo schonn d'Erlaabnis ze ginn, datt mat de Pläng zu dese Projete kann ugefaange ginn, well net auszuschléissen ass, datt vläicht kuerzfristeg Moossname musse geholl gi fir d'Bréck méi ze stabiliséieren oder fir se ganz ze stabiliséieren, am Fall wou den Zoustand sech géif relativ séier oder dramatesch verschlechteren. Eng provisoresch Bréck soll a sech niewent de Pont Adolphe gebaut ginn an ongeféier während zwee Joer deemno a Betrib bleiwen.

Déi nächst zwee Projeten hunn als Zil den Trafic ze entlaaschten, an et geet heibäi ëm den Ausbau vun den Autobunnen a Stroossen: Ausbau op jeeeweils dräi Spure vun den Autobunnen A3 an A6 tëschent dem Gaasperecher Kräiz an dem Echangeur Capellen. Et besteet sécherlech keen Zweifel un der Noutwendegkeet vun dese Projeten. Sollt awer nach iergendeen Zweifelën hunn, da géif ech dee gär invitéieren, emol an de Spëtzenzäiten iwwert dës Autobunn ze fueren. D'Aarbechte wäerten aus budgetäre Grënn kaum virun 2009 ufänken an op véier bis fënnf Phase verdeelt ginn, fir den Trafic net ze belaauchten.

E weideren Ausbau ass dee vun der N1 tëschent dem Rond-point um Iergärtchen an dem Findel. Dee soll ausgebaut ginn op 2-mol zwou Spuren. Dese Projet leeft zäitgläich mam Ausbau vum Schinneréseu, dee vun der Gare Richtung Flughaf gebaut soll ginn. Duerch déi gläichzäitig Realisatioun vu béide Projete gi mer dovun aus, datt eng Ekonomie um finanzielle Volet méiglech ass. Heibäi ass ze soen, datt virgesinn ass, datt d'Schinnennetz ënnert der Strooss lafe soll.

Den nächste Projet gesäit d'Eliminatioun vun de Passages à niveau op der Hauptstrooss zu Schëffleng vir. Aus Sécherheetsgrënn sollen ëmmer méi där Stroossenübergäng an den Dierfer an an de Stied verschwannen. Zu Schëffleng gi se ersat duerch ënnerierdesch Duerchgäng fir Foussgänger an och fir de Stroosseverkéier.

Am virleiende Projet geet et dann och just ëm dës Unterführung vum Stroosseverkéier. D'Käschte gi folgendermassen opgedeelt: 10% fir d'Gemeng Schëffleng an de Rescht iwwerhuele jee zu 50% de Ministère des Travaux publics an de Fonds du rail. Ech ginn dovun aus, datt de Kolleg Roland Schreiner nach méi genee op dese Volet wäert agoen, well dat jo och den Transport betrëfft.

D'Reconstituatioun vum Viaduc zu Miersch: D'Bréck am Zentrum vu Miersch ass an engem schlechten Zoustand a muss duerch eng nei Konstruktioun ersat ginn. Wann een aus Richtung Stad kënnt, rechts vun där aktueller Bréck, soll déi nei Bréck hikommen. Fir datt den Trafic net ze vill perturbéiert gëtt, bleift déi al Bréck a sech bestoe bis déi nei Bréck do fäerdeg ass.

(Interruption)

» M. le Président. - Am Prinzip hutt Dir 5 Minutte fir d'Motioun ze presentéieren. Dir hutt elo schonn och d'Riedezäit vun Ärer Fraktioun zu där Motioun opgebraucht a sidd schonn eng Minutt iwwert d'Zäit. Ech wollt dat just signaléieren a soen, dass d'Conférence des Présidents an Zukunft soll bei esou Projeten da vläicht aner Riedezäite festleeën. Ech ginn lech awer den Accord, dass Der weiderfuere kënnt.

» M. Lucien Clement (CSV). - Här President, ech ginn lech vollkommene Recht. Ech wollt u sech um Schluss vu menger Ried soen, datt d'Conférence des Présidents hei d'Reglement vun der Chamber selwer violéiert huet. Well mir hunn an eisem eegene Règlement iwwert déi heite Projete stoen: La Commission des Travaux publics et la Commission des Transports organise un débat en Chambre. An d'Conférence des Présidents huet decidéiert, datt et den Dépôt vun enger Motioun soll sinn. Dofir bieten ech d'Chamber ëm Rücksicht, datt ech vläicht zwou, dräi Minutten iwwerzéien.

» M. le Président. - Här Clement, mir sinn d'accord. Erkläert lech elo net nach. Fuert einfach weider.

» M. Lucien Clement (CSV). - Ech wollt lech awer just äntwerten.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Dat soll och fir déi aner Riedner gëllen. Da soll et fir jiddferee gëllen.

» Une voix. - No där Erklärung sidd Der schonn zwou Minutten iwwert d'Zäit.

(Interruption)

Dir sidd ëmmer méi iwwert d'Zäit.

» M. Lucien Clement (CSV). - Sou! Elo ware mer bei Miersch an da komme mer op d'Saarautobunn, dat Stéck, wat feelt tëscht den Echangeuren Helling a Fréiseng. Do ass eng Expropriatiounsprozedur op Basis vun där aler - oder wann ee ka soen nach aktueller - Prozedur um Lafen, an ass och nach net ofgeschloss. Eng Ännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung, déi d'Expropriatiounsprozedur beschleunegen soll, hu mir jo viru kuerzem hei op dëser Plaz ugeholl. Et ass elo un der Regierung, fir dese Prozess ze beschleunegen. Sief dat, et waart een d'Resultat vun där Prozedur, déi en cours ass, of oder et geet een op de Wee vun enger komplett neier Prozedur, déi als Basis den ëmgeännerten Text vun der Verfassung huet.

Haut geet et am Fong drëm, datt mir den Accord de principe gi fir déi detailléiert Pläng. Dës Pläng sollen dann och eng Tankstell virgesinn, esou wéi 2003 heibanne a grousser Majoritéit via Motioun d'Regierung vun der Chamber opgefuerdert ginn ass.

Des Weidere solle mer haut der Regierung eisen Accord ginn, fir méi detailléiert weiderzeschaffen, an zwar fir: de Réaménagement Echangeur Diddeleng-Biereng op der Collectrice du Sud, de Contournement Ba-

scharage-Dippech, déi nei Verbindung tëscht der N7 an der N8 nördlech vu Clierf, de Réaménagement vum Echangeur zu Steebrécken, souwéi de Contournement Eitelbréck-Feelen op der N7, N15. Dat alles si Stroossebauprojeten, déi fir déi jeeweileg Géigenden, géif ech soen, vu grousser Wichtigkeet sinn, a wou d'Leit, déi do wunnen, a virun allem och d'Leit, déi fuere musen, frou si wann déi realiséiert ginn.

Zum Schluss, Här President, nach zwee Projeten, déi direkt iwwert de Budget finanziéiert ginn. Hei handelt et sech och ëm d'Eliminierung vum zwee Zuchiwergäng, an dat aus Sécherheetsgrënn, an zwar zu Luerezweller an zu Heesdref. Och do géllt dat, wat ech bei deenen anere Projete gesot hunn, wou den Här Schreiner wahrenscheinlech derzou wäert Stellung huelen.

Dat wär et gewischt, Här President. Ech entschëllege mech nach eng Kéier, datt ech zwou, dräi Minutten iwwerzunn hunn. Ech bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun zur Motioun, a soen deene Merci, déi mer nogelauschtert hunn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Éischtens ageschriwwene Riedner ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech ginn net nach eng Kéier op d'Procédure an. De Rapporteur a President vun der Commission des Travaux publics, deen am Numm vun der Commission déi Motioun hei virgeluecht huet, huet dat gemaach. Alerdéngs huet hien an der Procédure selwer gesot, et wiere Schwierigkeeten do.

Ech géif der Chamber proposéieren, dass mer awer solle mat der Hëllef vun der Regierung Konkusiounen aus där neier Procédure zéien an eventuell kucke wat mer kéinten anescht maachen. Dëst ass mat Sécherheet e Wee, op dee mer ginn, fir d'Procédure ze accélérieren, fir dass kënne Projete konkret ausgeschafft ginn. Mä ech mengen awer, dass mer musse kucke wou mer missten nobesseren.

Ech gi jo dovun aus, dass d'Regierung dermat d'accord ass och aus hirer Siicht. De Minister vun den Travaux publics aus senger Siicht seet wou een d'Procédure nach kéint verbessern, fir dass mer méi effikass kënne schaffen. Engersäits um legislative Plang, mä och d'Ëmsetzung vun deem, wat mer hei décidéieren.

D'Procédure gesäit vir, dass mer an enger Motioun eng ganz Rei vu Projete festhalen. An dann ass d'Tentatioun ëmmer ganz grouss fir en Deputéierte vun deene Projeten ze schwätzen, déi net op der Lëscht sinn, an ze soe wat nach alles misst soss dorëmmer gemaach ginn. Ech muss lech soen, dass ech där Tentatioun awer widerstinn an dat net wäert maachen. Ech maache just dräi Observatiounen, Här President, zu där Lëscht, déi ons virgeluecht ginn ass.

Déi éischt Bemierkung bezitt sech op de Lycée vun Déifferdeng. Zu Déifferdeng huet de Schaffen- a Gemengerot ënnert dem Buergermeeschter Claude Meisch eng konkret Proposition virgeluecht fir um Site vum Funiculaire e Lycée ze bauen. Eng Proposition, déi direkt vun der Regierung opgegraff ginn ass - dofir muss een der Regierung och Merci soen -, fir dass een do kann e Lycée bauen. Wann ech bedenke wat fir Schwierigkeete mer op anere Plaze wéinst dem Site hunn, da komme mer awer zu Déifferdeng e Stéck virun. An ech hoffen, dass dee Projet elo esou séier wéi méiglech kann ausgeschafft ginn.

Déi zweet Bemierkung betrëfft d'Lycéeën aus dem Norden. Mir haten elo grad nach d'Diskussioun iwwert de Réaménagement vum Lycée vu Wolz. Gott sei Dank kréie mer elo mat där heiter Lëscht awer d'Lycéeën am Norden an d'Rei a sinn déi leidlech Froe vun de Sité geléist. Ech wëll net rappeléieren wéi schwierig et war, fir fir all déi Schoulinfrastrukturen aus dem Norden do géegent Site ze fannen. Dat schéngt elo geléist ze sinn; wou ech mech driwwer freeën.

A meng drëtt Observatioun betrëfft de Sportslycée. De President vun der Commission huet et elo grad gesot, et sinn do Problemer, wat de Site ubelaangt, éischtens well den INS e ganz sensibelen exposéierte Site ass, an zweetens well Schwierigkeete sinn en Accès dohinner ze garantéieren, fir d'Schüler dohinner ze transportéieren. Et gétt och nach e Problem: Et ass keng Piscine do, esou dass ee vun do awer d'Schüler erëm muss bei d'Sportsinfrastrukture féieren.

Ech stelle mer och d'Fro, Här President, ob et gutt ass, wa mer en extrae Sportslycée op engem eegene Site kreéieren. Ech si selbsterständlech der Meenung, dass ee soll de Schüler et méiglech maachen de Compétitionssport an d'Schoul besser ënner een Hutt ze kréien an dofir extra Aménagement am Schoulprogramm mécht fir déi do Sportler, fir déi do Schüler.

Mä ob ee se soll op engem gesonnete Site ënnerrichten? Ech froe mech, ob dat eng gutt Saach ass. Riskéiere mer do net eng Insel ze schafen, déi net wierklech ass, an do kleng Champions mat décke Käpp ze zillen? Well et geet net nëmmen drëm, dat eent an dat anert mat ënner een Hutt ze kréien, et muss een et och fäerdeg bréngen, dass déi mat hire Kolleegen awer kënnen eng normal Scolaritéit erliewen. Och dat ginn ech mat op de Wee, fir ze bedenken.

No dese Bemierkungen, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, géif ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu deser Motioun ginn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Merci, Här President. No deem exzellente Bericht vun President vun der Commission a Rapporteur, an och menger Virriednerin, kann ech et och méi kuerz maachen. Ech wëll nëmme kuerz dräi Punkten erwähnen.

Ech mengen, déi grouss Infrastrukturprojete berouen op véier Gedanken: éischtens emol, d'Sécherheet verbessern, souwuel wéi d'Liewensqualität, awer och d'Infrastrukture fir eis wirtschaftlech Compétitivitéit a fir d'Ausbildung vun eise Jugendlechen.

Ech wëll kuerz dräi Punkten erwähnen. Bei deene ville Réuniounen an Diskussiounen, déi mer haten am Kader vun der Nordstad, stoungen d'Froen vun Transport a Mobilitéit bal ëmmer am Mëttelpunkt. Fir d'Entwécklung vun der Nordstad schéngt mer de geplangte West-Contournement vun Eitelbréck absolut noutwendeg - ech mengen, hei sätze Leit, déi dat zimlech oft matmaachen -, wann ee weess, datt d'Entrée vun Eitelbréck virum Rond-point zu bestëmmten Dageszäite komplett blockéiert ass. Mir fuere jo all vill an der Stad an och emol a gréisserer Gemengen am Minett, mä ech mengen, et sinn zwou Gemengen, déi wierklech e grouse Problem am Verkéier duerstellen, dat ass niewent Eitelbréck och nach Miersch. Ech kommen dann direkt och op dee Punkt.

Wann et och a Spëttestonnen a villen Uertschafte vill méi lues geet, esou gétt et awer zu Miersch dräi Plazen, wou de Chauffieren hir Nerven ueg strapazéiert ginn, well se praktesch keng Chance hunn, zum Beispill duerch Luuchten, no lénks ofzebéien. Wann d'Ouverture vum Gousseldenger Tunnel och wäert entlaaschten, esou wäerten awer virun allem déi zwee Giratoiré vir an hannert dem nei geplangte Viaduc fir eng Verbesserung suergen.

Wichtig fir déi wirtschaftlech Entwécklung vun Norden ass och déi nei Transversale, déi d'N7 an d'N18 nördlech vu Clierf soll verbannen. Si erlaabt et, d'Gemeng Clierf ze entlaaschte vum Verkéier aus der Zone d'activités Lenzweiler-Eselborn an erméiglecht eng Ubannung un dat belscht an d'äitscht Autobunnsnetz.

D'Opportunitéit vun all deenen anere Projete gétt net a Fro gestallt. Ech mengen, meng Virriedner sinn dorop agaangen. Ech wëllt also heimat och den Accord vu menger Fraktioun zur Motioun ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als gréng Fraktioun nëmmen eemol schwätzen zu de Grands projets d'infrastructure ferroviaire an zu deenen aneren, an ech erklären lech och elo a menger kuerzer Ried, firwat mir déi zwou Saachen och zesumme considéieren.

An zwar muss ech lech soen, obscho mer kënne bei där éischter Motioun iwwert déi Grands projets d'infrastructure ferroviaire eis Zoustëmmung ginn, muss ech soen, datt déi Motioun, déi elo just vun Här Clement presentéiert ginn ass, fir déi ech dem Här Clement awer Merci soen, ons nawell schéin dronke mécht. An zwar fänken déi

Grands projets d'infrastructures un, wéi scho virun ernimmt ginn ass, beim Laboratoire zu Gilsdref, fuere bis an d'Mise à niveau vun den Annexe vum europäesche Geriichtshaff iwwer e puer Lycéeën, ronderëm e puer Contournementen ënner e puer Zuchbarrièrë bis bei de Bau vun enger Tankstell, déi mir och elo an engem Projet de loi erëmfanne sollen.

Dëst ass fir ons, contrairement zum leschte Joer, wou mer praktesch näischt am Déifbau op der Motioun vun den Travaux publics haten, eng onméiglech Situatioun. Mir wëllen och an deemem Sënn dann d'Regierung invitéieren, d'nächst Joer déi virgesinne Projeten, wat d'Travaux publics ubelaangt, souwuel vum Héichbau wéi och vum Déifbau an zwou verschidde Motioune opzeléischen, an dat aus verschiddene Grënn. Een Hauptgrond ass, datt d'Motioun iwwer „les grands projets ferroviaires“ eigentlech méi Gemeinsamkeete misst hu mam Déifbau vun der Motioun vun den Travaux publics wéi zum Beispill e Lycée zu Dikrech Gemeinsamkeeten huet mat engem Echangeur vun Diddeleng a Biereng.

Mir sinn der Meenung, datt d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg sech op de Stroossen oder och op de Schinne mécht. Mir sinn och als Gréng der Iwwerzeugung, datt déi dozou gehéierend Mobilitéitpolitik dofir muss suergen, datt et eng Kohärenz gëtt tëscht dem Stroossebau an dem Schinnebau. Kohärenz heescht an onsen Aen net, datt ni e Schinnen d'Strooss och nach zousätzlech soll verbreedert ginn oder automatesch soll verbreedert ginn, wéi zum Beispill op der N1 tëscht dem Iergäertchen an dem Findel.

Nee, Här President, mir gesinn eng kohärent Mobilitéitpolitik doranner, datt et virun allem emol e Plan sectoriel «Transport» gëtt, deen definéiert, wéi d'Mobilitéit sech zu Lëtzebuerg soll organiséieren.

An do denke mir, datt sech virun allem emol folgend Froe musse stellen: Wou kënnen a musse mer den öffentlechen Transport fördern? Wou muss mat Stroossen ergänzt ginn? Wéi eng Stroossen oder wéi eng Schinne brauchen nei Aarbechten oder Fléckaarbechten?

Stroossen a Schinnen ergänze sech, mä si sinn net gläichzäiteg op deeneselwechte Strecken auszubauen. Hei gesäit et wierklech esou aus, wéi wann déi riets Hand net wéisst, wat déi léns Hand just niewendru baut.

Ech wollt kuerz erënneren, datt och de Landesplanungsminister - Dir zwee Häre Ministeren, Ären drëtte Kolleg! -, deen och eppes domadder ze dinn huet, menge mir, de Gemengen och un d'Häerz geluecht huet, keng gréisser Stroosseprojeten an hirem PAG virzugesinn, ier de Plan sectoriel «Transport» do wier.

Or, ass dat net justement genau dat, wat hei geschitt, notamment bei der Verbreederung vun der N1, déi op de Findel féiert?

Och hätte mir gären eng Ausso vun der Regierung iwwert d'Prioritéite vun de Mobilitéitsprojeten, vun eben deene Projete de grandes infrastructures, souwuel de Projete vum Déifbau, well jo am beschte Fall jo net alles beienee gebaut gëtt, vläicht herno och net grad alles gebaut gëtt. Mä wat huet dann elo Prioritéit?

Mir fannen eng ganz Rei vun nach ëmstriddene Contournementsbauten erëm, an ech wëll och direkt hei soen, datt mir net prinzipiell ons géint all Contournement ausdrécken, mä mir stellen ons awer ganz stark d'Fro, ob an deemem Kontext virun all Verbesserungsmoosnam duerchexaminéiert ginn ass.

Mir denken, datt am Kontext Contournement eng Rei Mesurë sënnavoll wieren, déi vläicht awer och net ëmmer - mir ginn dat och zou - géife beweisen, datt mer eigentlech guer kee Contournement méi bräichten ze bauen. D'Beweislaascht vum Bau vun engem Contournement misst eigentlech ëmgedréint ginn.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Wa mer Schwierigkeeten an enger Uertschaft hunn, an där gétt et jo - duerfir ass jo déi Léisung Contournement direkt op den Dësch komm -, solle mer awer vläicht net esou liichtfankeg op déi Contournementsléisungen zrëckgräifen, mä mir solle fir d'éischt analyséieren, an dat soll dann och en Automatismus ginn - ech ginn e Beispill -, ob et eng Busspur gëtt, ob et en Zéngminutentakt gëtt; jee, ob garantéiert ass, datt all aner Moosnam, déi den Trafic kéint erlichteren an déi dann och e Contournement géif évitéieren, ob déi Alternativen och allegueren duerchgekuckt gi sinn an ob déi méiglech gemaach gi sinn.

(**Interruptions**)

Mir fannen, an dat ass leider e bësse schued ze soen, datt dat, wat hei haut geschitt, e Musterbeispill ass vun engem Argument dofir, datt mer endlech an deemem Land e Mobilitéitsministère brauchen, deen eng kloer Iwwersiicht huet iwwert d'Mobilitéit hei an deemem Land an deen natierlech dann och eng kloer Iwwersiicht hätt iwwert dat, wat muss gebaut oder ëmgebaut ginn, fir datt déi Mobilitéit och funktionell ass.

Dat ass u sech den Hauptgrond - net den eenzeg, mä den Hauptgrond - firwat mir mat deem Musterbeispill vun Inkohärenz vun deser Regierung, wat des Mobilitéitsprojeten ubelaangt, firwat mir wäerten an där heiter Motioun vun den Travaux publics eis emol net méi enthale kënnen, mä dergéint musse stëmmen.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech kann natierlech an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, net op alles agoen. Ech wäert mech duerfir op zwee Punkte beschränken. Deen een ass elo grad ugesprach ginn. Dat ass déi Verbreederung vun der Route nationale lergaart op de Findel erop op 2-mol zwou Spuren, am enken Zesammenhang mat dem Ausbau vun der Eisebunn dorobber, wou déi Zuchstreck soll ganz kënntlech agetunnelt ginn an d'Strooss dann zum Deel op deen Tunnel soll leie kommen.

Här President, ech kann hei nëmme widerhuelen, wat mir scho bei x Geleeeënheete gesot hunn, nämlech datt mir géint déi Zuchstreck sinn, well se an der aktueller Problematik praktesch näischt bréngt. Et ass eng Verleeënheetsléisung. Si hëlleft deene Leit, déi wëlle mam Zuch an d'Stad fueren, iwwerhaapt net. Mir sinn eis alleguerent eens, datt mer d'Leit sollen esou wäit wéi méiglech mam Zuch direkt bis an d'Stad erabrëngen, an duerfir si mir mat deem Projet do net d'accord.

Ech wëll awer och nach eppes bäiflécken: D'Madame Brasseur huet gesot, et ass een tentéiert, fir hei all déi Projeten opzezielen, vun deenen ee mengt, datt déi och nach hätte kënne gemaach ginn oder op d'Lëscht kommen.

Här Minister, ech hat lech déi Remarque scho gemaach. Mir hunn de Moment ee grouse Staupunkt niewent villen aneren. An dat ass déi vermurksten Entrée vun der Tréierer Autobunn op de Kierchbieregeran, wou déi, déi iwwert d'A1 kommen, mussen duerch dee souwisou schonn ze klenge Rond-point knéchele fir op de Kierchbieregeran ze kommen, wou ënnerlooss ginn ass eng direkt Spuer riichtduerch ze maachen.

Ech kann lech just froen: Wat maacht Der wann d'Nordstreck och bis dohinner ausgeschëtt? Wäre et net eng vun de grouse Prioritéiten, fir op d'mannst deene Punkt do e bëssen ze entlaaschten an deene Leit, déi wëlle méi wäit erof op de Kierchbieregeran oder riichtof an d'Stad fueren, emol wéinstens eng direkt Spur ze ginn, amplat datt sech alles muss an de Rond-point do drécken, wou mer all mueres Réckstauen hunn, déi bis uwee op de Findel ginn a wou iwwerhaapt näischt méi geet?

Voilà! Meng zwou Minutte sinn ëm. Mir kënnen och duerfir där Motioun hei eis Zoustëmmung net ginn. Mir wäerten eis enthalen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet als leschte Riedner d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech erlabe mer dann awer op eng Infrastruktur zrëckzekommen, déi och hei hätt kënnen drastoen, an déi schonn eng Kéier am Plan sectoriel vun de Lycéeën drastoung. An zwar ass dat de Lycée, dee virgesi war op Esch-Terres Rouges. Dat heescht, no enger éischter Etüd war deen Emplacement jo ganz gutt, an dunn op eemol ass dann eng aner Etüd komm wou erauskomm ass, datt géif d'Sanéierung vun deem Ganzen an d'Stabiliséierung 21 Milliounen Euro kaschten, esou datt ech dervun aus ka goen, datt dann op de Site Terres Rouges ni méi eppes anescht

wäert kommen; géigeniwwer Aussoen, déi vum Escher Schäfferot gemaach ginn. Mä do hu mer jo schon esou vill Geschichte gezielt kritt, datt een elo scho bal näischt méi ka gleewen.

(Interruption)

Spezifesch zum Lycée Hubert Clement, wou jo awer eppes muss geschéien, ass awer meng Fro konkret un den Här Minister: Wat geschitt dann do? Gëtt do bäigebaut oder ass dee Lycée classique, deen op Déifferdeng kënnt, deen, deen hätt sollen op d'Terres Rouges kommen?

Well op Belval soll jo e Lycée technique kommen, esou wéi ech et elo verstanen hunn. An dat heescht also, mam Lycée classique zu Esch muss eppes geschéien, well do komme geschwënn déiselwecht Problemer op eis duer - héchstwahrscheinlech - wéi an anere Lycéeën schon. Dat heescht, datt d'Sécherheetsgarantien net méi gi sinn. Dat schéngt mer awer net am Interessu vun enger Amélioration vun der Offre scolaire, esou wéi et hei drasteet, ze sinn.

Dofir Här Minister, sot mir: Wat geschitt mam Lycée Hubert Clement, mam Lycée classique zu Esch? Gëtt do hannendru bäigebaut oder kënnt en anere Lycée amplaz? An da wann Der nach e bëssen Zäit sollt hunn, da kënnt Der mer nach eng Kéier soen: Wat geschitt dann elo mam Site Terres Rouges? Wou ech elo schon esou vill Geschichten héieren hunn, datt ech och nach bereet sinn eng weider nozelauschten.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Här Bauteminister Claude Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken andeem ech soen, datt déi Kohärenz, vun där d'Madame Loschetter virdru geschwat huet, zwëschent deem, wat d'Regierung mécht op där enger Säit am Schinnen- an op där anerer Säit am Stroossebau, a mengen Aen eng Evidenz ass. Déi Zesummenaarbecht, déi ech mam Transportminister an där doter Saach hunn, ass och eng, déi eng alldeeglech ass, fir déi Planifikatioun, déi am IVL virgesinn ass, och gemeinsam virunzedriewen.

Mä ech soen lech awer och ganz kloer, wann Der hei sot, datt eng Motioun, wou den Déifbau an den Héichbau zesummen dra sinn, net logesch wär, datt ech déi Kohärenz, déi Dir zwëschent dem Schinnen- an dem Stroossebau gesitt - déi ech deelen -, awer gradesou gesinn, datt den Héichbau genau an déi dote Lëscht mat derbäipasst. Well fir e richtegen Aménagement du territoire an e richtegen Développement vun eisem Land, do ass et ganz kloer a ganz evident, datt een net nëmmen déi Fro vun der Mobilitéit getrennt vun allen anere Froen - och wann ee Stroossebau a Schinnebau a Mobilitéit douce zesummenhält - därer kucken, mä datt een all Bau vun den Infrastrukture muss gemeinsam kucken.

Dir hutt virdru gefrot: Wat ass dat Gemeinsam zwëschen engem Stroossebauprojet an engem Héichbauprojet? Wou Der Beispiller genannt hutt. Mä ech ginn lech e puer Beispiller, wou et evident ass. Et ass kloer, datt wa mer zu Jonglënster e Contournement bauen, an datt wa mer zu Jonglënster e Lycée bauen, datt déi zwee Bauten - Déifbau an Héichbau - e Rapport mateneen hunn an e logesch Développement gemeinsam bedeeiten, well mer dat am IVL als en Développementspôle gesinn, wou mer souwuel d'Infrastruktur am Héichbau wéi déi am Déifbau esou wëlle gestalten, datt dat Ganzt kohärent a logesch ass.

Et ass kloer, datt wa mer zu Mamer an zu Bartreng hingginn, fir do eng gréisser Europaschoul anzeriichten, datt mer souwuel d'Accèsen am Déifbau mussen regelen, wéi datt mer zu Bartreng déi ganz N34 als Stroosseféierung, déi d'Areler Strooss deelweis wäert entlaaschten, mussen mat considérieren, fir datt dat logesch a kohärent ass, a fir datt dee ganze System zesumme klappt.

Dofir soen ech: Déi ganz Aménagement-du-territoires-Politik, déi ganz IVLs-Politik gräift do zesummen. Déi gëtt och an deene verschiddenen Départementer gemeinsam entwéckelt a gemeinsam realiséiert, soss

klappt dat Ganzt net. Et ass och genau dat, wat mer hei amgang sinn ze maachen. A wann Der déi eenzel Projeten do kuckt, déi mer maachen, mat de Schwéierpunkter Schoulpolitik, déi mer am Héichbau hunn, wou Gilsdref-Dikrech, de Lycée Ettelbréck, Clierf, Déifferdeng hei op der Lëscht stinn, dann ass dat alles, wann een et kuckt am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», dee sech op den IVL an op den Aménagement du territoire baséiert, och sennvoll, och logesch an ass a sengem Ensemble kohärent.

Da soen ech nach dëst hannendrun zu all deene Froen, déi gestallt gi sinn iwwert den Ausbau vum Stroossentissu. Wann ee kuckt wéi eist Land sech entwéckelt, wann ee kuckt wat d'Prognose si vu 15, 20% Mobilitéitsbesoinen, déi sech wäerte méi weise bis 2020 par rapport zu haut, a wann een dann eng Kéier analyséiert aus wat dat besteet, da muss ee soen: Mir brauche selbstverständlech an evidenteweis eng absolut Prioritéit op den öffentliche Transport.

Mä eng Prioritéit op den öffentliche Transport setzen, heescht awer net, datt mer am Stroossebau näischt méi kënne maachen, näischt méi solle maachen an do solle stoebleiwen. Dat wëll ech awer och eng Kéier kloer an däitlech soen.

Eng Augmentatioun vun 20% vun de Mobilitéitsbesoinen. Wann ech eng Benetzung vum öffentliche Transport nach verduebelen oder verdreifachen - wat ech mengen, datt mer mussen maachen, fir a sech dee „modal split“ vu 75/25, dee mer als Idealzilsatzung wëllen hikeréien -, da brauch ech nach ëmmer eng zousätzlech...

(Interruption)

...Benetzung vun 8% vun de Mobilitéitsbesoinen am Inlandverkéier a quasiment 40% vun de Mobilitéitsbesoinen, deen iwwert d'Strooss geet am grenziwwerscheidende Verkéier. Wann ech soe plus 100% oder plus 200% am öffentliche Verkéier, dann zielen ech do emol nach net dat derbäi, wat vum öffentliche Verkéier muss iwwert d'Strooss lafen. An de gréissten Deel vum öffentliche Verkéier - ob dat de Bus ass, ob dat de Vélo ass, ob dat den Tram ass - wäert duerno am Stroossentissu lafen.

Esou datt ech einfach wëll soen: Déi Mobilitéitsfro mat enger absoluter Prioritéit op den öffentliche Transport. Do sinn ech 100%eg hannert deem, wat den Transportminister mécht. Et entbënt eis awer net där ganzer Frostellung, déi mer brauchen op dem Stroossentissu, fir deen esou ze maachen, datt en de Besoinë vun der Entwécklung vum Land an der Zukunft entsprécht. An all déi Projeten, déi hei op der Lëscht sinn, mengen ech, entsprechen deene Grondprinzipien, well op där Lëscht hei, déi Der presentéiert hutt, si keng Projeten, déi net konform sinn zum IVL-Konzept, wat mer amgang sinn ëmzesetzen. Alles dat, wat ech am Déifbau maachen, entsprécht deem dote Konzept.

D'Madame Loschetter huet mat Recht gesot: Dir sollt emol eng Kéier analyséieren, éier Der u Contournement oder un aner nei Stroossentissuen erugitt, wat dann d'Méiglechkeete si fir de Verkéier anescht ze maachen. Ech fannen dat och absolut richtig. Ech soen lech just, déi 9711-Gesetzgebung, wou mer duerch eng ganz Prozedur ginn, wou mer obligéiert si richtegerweis no Alternativen ze kucken, wou och am Text steet, datt mer d'Alternativ Null - dat heescht, den Net-Bau - och mussen kucken, mä datt ass dach genau d'Analys vun deem, wat gefrot ass, an do si mer dach ogesetzlech obligéiert op Projeten, déi mer elo nei ufänken, fir genau deen dote Wee ze goen.

Ech denken, datt all déi Projeten, déi mer hei op där Lëscht stoen hunn - dee Contournement vu Bascharage, déi mer drop stoen hu vun Ettelbréck-Feelen -, déi d'ailleurs aus där ganzer Etüd erauskommen, déi mer am Kader vum Aménagement du territoire iwwert d'Nordstad maachen. Mir wëllen eng Nordstad entwéckelen, well mer dat logesch an eisem Land fannen. A mir wëlle souwuel den öffentliche Transport wéi den Individualverkéier esou an der Nordstad gestalten, datt déi Nordstad och déi Potenzialitéit kritt, déi se brauch fir sech esou ze entwéckelen. Well all déi Saache sinn an der Konformitéit vun deem, wéi mer eis Entwécklung gesinn.

Ech akzeptéiere jo ganz vill vun lech, mä woumat ech Schwierigkeeten hunn ze akzeptéieren, datt ass datt gesot gëtt, datt mer hei inkohärent e Programm maachen, well ech hunn elo wierklech nëmmen déi Saache gemaach - an ech wëll och nëmmen déi Saache maachen -, déi an der Kohärenz an an der Logik si vum Aménagement-du-territoires-Développement, esou wéi mer dat Land wëllen an Zukunft entwéckelen.

Et ass genau aus deem Grond, wou ech déi Décisioun huelen. An ech soen dat all Kéiers, wa mer op Réuniounen auswäerts ginn. Well et ass och andeem ech mech relativement strikt un déi dote Prioritéiten halen - un déi Prioritéiten, déi mer am IVL respektiv duerno am Plan sectoriel «Transports», dee sech dorop baséiert huet, definiert hunn -, wou et mer och méiglech ass bei anere Projeten, wa Biergerinitiative kommen, déi mer amgang sinn auszeschaffen op Basis vum IVL, ...

(Interruption)

...Här Gira, wou et mer iwwerhaupt méiglech ass, fir logescherweis kënne Leit ze soen, déi nach aner Contournement wëllen - an Dir hutt an der Zeitung gëschter gelies, datt och nach Biergerinitiativen aner Contournement froen -, wou ech d'Méiglechkeet hu fir Neen ze soen. Well mer am Fong soen, datt mer dat elo maache wat mer am IVL als prioritär Projeten emfannen, a well déi och am Gesamtkonzept kohärent si fir den Développement du territoire ze aménagéieren.

Ech mengen, datt ech net soll op den Detail vun deenen eenzelne Pläng do agoen. Ech géif dat jo maachen, wann ech Zäit hätt.

» **M. le Président.** - Här Wiseler, Dir musst zum Schluss kommen.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Dat war de Schluss. Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun der Motioun, déi den honorabelen Här Clement hei presentéiert huet.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Mir hätten nach eng Fro, Här President.

(Interruption)

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech muss awer einfach nach dräi Sätz soen opgrond vun deem, wat den Här Wiseler hei gesot huet, well hien, mengen ech, mat kengem Moment eis Siicht vun der Onkohärenz vun där ganzer Politik widderluecht huet.

Ech huelen d'Beispill Käerjeng, do ass bei eiwen net dat alles gemaach ginn, wat d'Madame Loschetter gesot huet. Souvill wéi ech am Bild sinn a souwäit ech dat déi leschte Kéier gesinn hunn, wéi ech duerch Käerjeng gefuer sinn, ass do emol keng Busspur. Dat heescht, hei gi scho ganz kloer Zeeche gesat an eng gewësse Richtung, ouni dass de Maximum gemaach ginn ass fir öffentliche Transport ze maachen.

Et ass geschwat gi vun de sechs Spuren op der Autobunn. Den Här Clement huet gesot, wann een eng Kéier en normalen Dag géif do driwwer fueren, da wier dat dat beschten Argument. Wann een natierlech als Politik esou défaitistes ass a seet: Dat do ass eng gottgebe Situation, a wann ee guer net méi dru gleeft, dass ee mat Prioritéitsatzung fir den öffentliche Transport e gudden Deel vun deene Leit op den öffentliche Transport kritt, dann huet een natierlech kapituléiert.

(Interruption)

Ech hunn nach dräi Minutten, Här President.

» **M. le Président.** - Jo. Déi Gréng hunn nach dräi Minutten Zäit, mä et ass well si awer och virdrun erëm profitéiert hunn, fir hei alles duercheneenzebréngen, notament d'Zäit vun der Motioun iwwert d'Transportkommissioun zesummenzeleeë mat der Zäit vun där heiter. Dat ass d'Resultat, wann een...

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, mir wollten...

» **M. le Président.** - Entschëllegt, Här Gira! Ech hunn de Moment d'Wuert. Dat ass, wann een ze vill gutt ass a jiddferengem wëllt noginn, da kënnt een an déi dote Diskussioun eran. An Zukunft hale mer eis erëm strikt un dat, wat mer hei ofgemaach hunn an un d'Reglement, esou wéi et virgesinn ass. Dann hu mer déi doten Diskussioun net méi.

Här Gira, fuert elo weider a gebraucht Är Zäit. Mä ech wäert an Zukunft derfir sueren, datt hei erëm d'Regelen agehale ginn, well soss kréie mer all Kéiers déiselwech Diskussiounen.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wëll awer soen, Dir waart net heibanne wéi eis Riednerin gesot huet, se géif drëm bieden, well mir wëllt kohärent iwwert d'Mobilitéit schwätzen, ob mer kéinten eis Riedezäit vun deenen zwou Motiounen zesummeleeën. Well den Här Grethen...

» **M. le Président.** - Entschëllegt, Här Gira. D'Conférence des Présidents hat eppes anescht decidéiert wéi et hei géif oflafen. Da ka jiddferee seng...

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Mä den Här Grethen, deen lech ersat huet, huet...

» **M. le Président.** - Entschëllegt, Här Gira. Et ka jiddferee seng Wënsch virdroen. Ech versichen och deenen esou vill wéi Méiglech Rechnung ze droen, mä wann d'Conférence des Présidents eppes virgedroen huet a jiddfereen huet hei erëm seng eege Wënsch, da gëtt dat näischt. Fuert elo weider. Dir kënnt Är Zäit benotze bis zum Schluss. Mä an Zukunft hale mer eis emol erëm un d'Spillregelen.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President, fir Är Flexibilitéit.

» **Une voix.** - Här President, dat hei ass kee Wunschkonzert.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt da soen, mä souguer wann een esou défaitistes ass wéi den Här Clement, da géif ech hien emol froen: Da soll hien emol eng Kéier an der Vakanzenzäit op där Autobunn fueren. Do fiert ee ganz gemittlech iwwert déi Autobunn.

» **Plusieurs voix.** - Hohoho!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ma neen. Da loosst mech schwätzen, Här Clement.

Ech wier emol gespaant ze wëssen, wivill Prozent manner Autosverkéier mer während de Schoulvakanzan hunn. An ech mengen, et misst dach awer méiglech sinn, dass een als Politik nach als Zil hätt zum Beispill den Individualverkéier esou wäit zréckzekeréien, dass mer op en Niveau géife komme wéi en an de Vakanzenzäiten ass. Da bräichte mer eng ganz Rei Projeten net ze maachen.

(Interruptions)

A schlussendlech, meng lescht Remarque, Här President. Ech ka wierklech nëmme staunen: Wann et drëm geet e Geschäftszentrum zu Wickreng ze verhënnern, dann ass anscheinend den IVL - e Pabeiertiger - guer näischt wäert an ass fir näischt gutt. Wann et awer drëm geet weider onsennege - muss ech soen - Stroossebauprojeten hei ze verdeedegen, dann op eemol gëtt den IVL erëm an d'Luucht gehalen. Mir hunn dat notéiert. Mir wäerten dann d'Regierung all Kéiers beim Wuert huelen, wa se elo dat Wuert IVL nach eng Kéier an de Mond hält.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Bauteminister.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Also, ech géif emol den Här Gira bieden, hie soll deene Käerjenger Leit soe wéi onsennege dee Contournement do ass. Déi wäerten him äntwerten. D'ailleurs wëll ech soen, datt déi Motioun, déi de Gemengerot do à l'unanimité inklusiv mat deene Gréng gestëmmt huet, sech fir dee Contournement do ausdréckt.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Just fir dat emol eng Kéier ganz kloer ze soen. Ausserdeem soen ech dann hannendrun, datt genau deen doten...

(Interruption)

» **M. le Président.** - Da lauschtert emol no!

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - ...Stroossebauprojet och wäert nach an déi 9711-Prozedur aklammen, net am Ufank, well mer scho laang amgang si mat plangen. Mä e wäert an där 9711-Prozedur, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, seng Plaz fannen, wou en de Rescht vun der Prozedur wäert duerchlafen, fir déi noutwendeg Autorisatiounen duerno nozekeréien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Clement abruucht huet, an d'Diskussiounen sinn elo all eriwuer.

Vote

D'Motioun vum Här Clement ass ugeholl mat 48 Jo-, bei 7 Nee-Stëmmen a 4 Abstentouneen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Fran-

çoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Motioun vun der Transportkommissioun. Den Här Schreiner als President vun där Kommissioun huet d'Wuert, fir d'Motioun ze presentéieren.

» M. Roland Schreiner (LSAP). - Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëilt och direkt vläicht am Ufank signaléieren, dass ech niewent deene fënnf Minutten, déi ech als Auteur vun der Motioun zegutt hunn, och déi fënnf Minutte vu menger Fraktioun bëusprochen. Da kommen ech besser iwwert d'Ronne mat deenen zéng Minutten, déi ech dann zegutt hunn. Ech verspreche se och anzehalen.

» Une voix. - Ass dat vun der Conférence des Présidents esou festgehalten?

» Une autre voix. - Dat gesi mer dann elo.

» M. le Président. - Den Här Schreiner huet d'Wuert elo, a soss keen!

» M. Roland Schreiner (LSAP). - Merci, Här President. De Kolleeg Lucien Clement huet a senger Intervention kuerz d'Prozedur beschriwwen, déi mer als Chamber décidéiert hunn, fir e bessere Suiivi ze kréie vun deene groussen Infrastrukturprojeten, déi de Stat realiséiere wëllt.

Ech mengen, wann ee vun Infrastrukturprojete schwätzt, da sinn dat niewent de Bauteprojeten natierlech och d'Schinneninfrastrukturen. Dat huet och den Transportminister derzou beweegt, de Wunsch zum Ausdruck ze bréngen, genee déiselwecht Prozedur anzuschloe wéi de Bauteminister, fir seng Projeten hei virzestellen an och méi Transparenz an d'Diskussioun an an d'Projektioun vun de Projeten ze bréngen.

Den Transportminister huet eis de 27. September an der Kommissioun eng Lëscht vu fënnf Projete virgeluecht a virgestallt, déi an deenen nächste Jore solle realiséiert ginn. Dës Lëscht ass natierlech laang net esou voluminéis wéi déi vun leschte Joer, wou mer 16 Projeten insgesamt virgeluecht kruten, déi alleguer zesumme mat deenen, déi schonn an deene Jore virdu gestëmmt goufen, e globaalt Konzept duerstellen, fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg an am Grenzberäich weider ze dévloppéieren. Dëst Konzept huet jo och mëttlerweil mat „Mobil 2020“ e konkreten Numm. An déi fënnf Projeten, déi mer haut hei virgeluecht kréien, reie sech natierlech och an dat globaalt Konzept do an a si feste Bestanddeel dervun.

Ier ech op déi eenzel Projete kuerz wëll agoen, wëll ech awer just un de Kontext erënneren, dass d'Regierung sech an hirer Regierungserklärung zu engem Leeschtungsfaegen öffentliche Transport hei zu Lëtzebuerg bekannt huet, mat enger Eisebunn, déi d'Réckgrat dervu soll duerstellen. Ech mengen, et gëtt och e parteiwwergräifende Konsens, dass, wa mer den affichéierten „modal split“ vu 25/75 am Kader vun IVL wëllen errechen, mer hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, déi attraktiv ass, déi sécher ass, an déi an der Lag muss fir d'Mobilitätsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, ze befriddegen. Mir brauchen also duerfir zousätzlech Transportcapacitë-

ten iwwert d'Schinn, wa mer wëllen d'Eisebunn fit maache fir déi zukünfteg Erausforderungen.

Um Niveau vun den Infrastrukturen hu mer do nach e bestëmmten - fir net ze soe groussen - Nohuelbedarf. Duerfir hu mer och an der Transportkommissioun mat Satisfaktioun festgestallt, dass et an ambitiösen Investitiounsprogramm gëtt, deen d'Eisebunn an d'Lag soll versetzen, fir och an der Zukunft dat zousätzlech Transportopkomme am Persounen- an och am Gidderverkéier ze bewältegen. A wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht iwwer all déi Investitiounsprojeten, déi zum Deel schonn amgaange si realiséiert ze ginn, awer och déi, déi nach geplangt sinn, da komme mer ganz séier op e globale Montant vun - de Minister ka mech verbesseren - 2,6 Milliarden Euro an deenen nächste 15 bis 20 Joer.

Här President, ech hu gesot Bestanddeel vun dësem globale Konzept sinn och all déi Projeten, deene mer haut eis prinzipiell Zoustëmmung solle ginn. Et sinn der wéi gesot fënnf, déi mer vun Transportminister proposéiert kréien. Projeten, déi allegueren natierlech hir Bedeitung hunn. Bei dräi vun deene fënnf Projete geet et ëm d'Suppressioun vu Barrièren, wat natierlech dozou bäidréit, potenziell Geforequellen ze eliminéieren an domat d'Sécherheet an eisem Schinneverkéier, mä och an eisem Stroosseverkéier wesentlech ze verbesseren.

Bei deem éischte Projet geet et gläich ëm d'Suppressioun vun dräi Barrièren an enger Kéier zu Schëffleng. Dir kënnst lech virstellen, dass ech net onglécklech doriwwe sinn. Et ass e Projet, deen an Zesummenaarbecht mat den CFL, der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Schëffleng realiséiert gëtt. D'Eisebunn deelt Schëffleng de Moment an zween, an déi dräi Barrièren, déi ëmmer méi heefeg zou sinn duerch deen ëmmer méi groussen Trafic op der Schinn, verursaachen ëmmer méi heefeg chaotesch Situatiounen am Verkéier am Zentrum vun der Gemeng Schëffleng. D'Ofschafe vun de Barrièren erlaabt, verkéierstechnesch Verbesserungen anzeféieren, bitt awer och der Gemeng gläichzäiteg d'Méiglechkeet, sech urbanisteschesch weiderzuentwéckelen a sech ganz nei opzestellen.

Bestanddeel vun Konzept sinn d'Uleeë vun enger neier Strooss - fir déi Leit, déi kënneg sinn -, déi de Rond-point Patton mat der Avenue de la Libération verbënnt, mat engem Passage souterrain ënnert der Eisebunn erduerch, engem weidere Souterrain fir Foussgänger a Vëlofuere, well och d'Mobilitéé douce am Kader vun deem Projet groussgeschriwwen gëtt, an och d'Modernisatioun vun de Quaien an aneren Installatiounen ronderëm déi aktuell Schëfflenger Halte ferroviaire. De Projet, et ass scho gesot gi vum Lucien Clement, gëtt zu 45% vum Transportministère, zu 45% vum Baute-ministère an zu 10% vun der Gemeng Schëffleng finanziert.

An déiselwecht Richtung geet d'Suppressioun vum Passage à niveau N°18 zu Heeschdref. Och hei gëtt d'Barrière ersat duerch en neie Passage inférieure routier an den Aménagement vun engem Souterrain och erëm eng Kéier fir Foussgänger a fir Cyclisten op der Héicht vum aktuelle Passage à niveau. Hei ginn d'Fraisé gedeelt tëschent dem Transportministère an dem Baute-ministère, Fonds du rail a Fonds des routes.

Ähnlech ass da geplangt zu Luerenzweiler, wou de PN 20B suppriméiert gëtt. Genee wéi zu Heeschdref gëtt och hei déi bestehend Barrière duerch e Passage souterrain inférieure ersat ënnert de Schinnen erduerch mat zwou Zoufaharten, déi deen am Kader vun der Nordstrooss projezierten neie Rond-point mam CR 122 verbanne wäerten. An da gëtt och hei en neie Passage inférieure fir Foussgänger a Vëlofuere ugeluecht, a genee wéi zu Heeschdref ginn och hei d'Fraisén tëschent deenen zween Fongen, deenen zween Ministère gedeelt.

Beim nächste Projet geet et ëm den Ausbau vum Triage zu Beetebuerg-Diddeleng. D'Eisebunn huet jo aus wirtschaftlechen an och organisatoresche Grënn all hir Triage- a Rangéieraarbechten op Beetebuerg konzentriert, wat natierlech zur Folleg huet, dass déi bestehend Capacitéiten zu Beetebuerg am aktuellen Triage net méi duerginn, fir dat zousätzlech Transportopkomme virun allem dann eben och am Gidderverkéier ze meeschten, virun allem och opgrond vun där positiver Entwécklung, déi de Gidderverkéier elo an der rezenter Vergaangenheet geholl huet, an och deem Succès, deen d'CFL-Cargo ze verzechnen huet, an och deene Projeten, déi do nach bestinn.

Esou ass geplangt, zu Beetebuerg insgesamt aacht zousätzlech Gleiser unzeleeë mat allen néidegen techneschen Equipe-

menter: véier Gleiser am Beräich vum Débranchement, also do, wou d'Zich triéiert ginn, an och véier am Beräich vun der Réceptioun vun den Zich; dat heescht, do wou eben d'Zich ukommen, ier se dem Débranchement zougefuert ginn.

Da betrëfft dee leschte Projet de Container-Terminal och zu Beetebuerg, deen et jo och eng Rei vu Jore schonn do gëtt an deen den Ufuerderungen an dem Verkéiersopkomme vun haut och net méi ugepasst ass. Dat ass jo och gutt esou, dass och do positiv Entwécklungen ze verzeche sinn. Hei ass elo geplangt, en neien intermodalen Terminal ze aménagéieren, deen deen an der Zukunft erwaarte Volume un Trafic kann ophuere mat optimiséierten Accèsë fir den Zuch an och de Stroosseverkéier. Am Kader vun dësem Projet ass dann och en neien Terminal fir d'Autoroute ferroviaire, déi jo elo eng Rei vu Méint a Betrib ass, virgesinn. An déi zween nei Terminalen, mengen ech, si wichteg Elementer an de Bestriewungen, fir ëmmer méi Gidderverkéier vun der Strooss op d'Schinn ze transferéieren, an och déi Politik ëmzesetzen, déi d'Regierung sech mat op de Wee ginn huet, fir all hir Ziler am Verkéiersberäich, am Transfer och vum Verkéier vun der Strooss op d'Schinn ze realiséieren.

Bon, Här President, domat hätte mer d'Lëscht vun de Projeten, déi d'Regierung eis virgeluecht huet, ofgehandelt. Als Transportkommissioun ware mer der Meenung, dass se all hir Wichtigkeet hunn, dass se sech areien an déi grouss Orientatioun vum IVL an dass se och dozou bäidroen wäerten, fir eis Ziler am Beräich vum Klimaschutz ze errechen.

An deem Sënn wëlle mer d'Regierung invitéieren, all dës Projeten och weider ze dévloppéieren, fir dass mer hinnen le moment venu hei an der Chamber och déi zousätzlech gesetzlech Basis kënnen ginn.

Mir hunn dat och, esou wéi et an der Prozedur virgesinn ass, alles an enger Motioun festgehalten, déi d'Ënnerschrëfte vu véier Fraktiounen dréit. Just d'Kolleege vun der ADR hu se net mat ënnerschriwwen. Ech weess zwar net, wat se géint déi fënnf Projeten do hunn, mä si wäerten eis dat da bestëmmt scho soen, wat se géint d'Suppressioun vu Barrièren an den Ausbau vu Rangéiergaren a Container-Terminalen hunn.

An deem Sënn: Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. Roland Schreiner (LSAP). - Ech ginn lech awer nach d'Motioun, Här President.

Motion

- *considérant la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;*

- *considérant l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 et la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 y relative;*

- *considérant les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;*

- *considérant la procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure ferroviaire, adoptée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de la réunion du 10 juillet 2006;*

- *considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;*

- *considérant la liste des projets d'investissement du Ministère des Transports qui ont atteint le niveau d'avant-projet sommaire ou qui sont susceptibles de l'atteindre au cours de l'exercice 2008 et la note y relative, établies à l'attention de la Chambre des Députés conformément à la procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dépassant le seuil de 7,5 millions d'euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et présentées par Monsieur le Ministre des Transports en date du 27 septembre 2007 aux membres de la Commission des Transports;*

- *considérant le papier de discussion que la Commission des Transports a émis après avoir examiné la liste des projets d'infrastructure ferroviaire précitée;*

- *considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre*

des Transports, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2008 afin

de réduire le risque d'accidents ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Schifflange par la suppression des passages à niveau N°91, 91a et 92 à Schifflange;

de réduire le risque d'accidents ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Steinsel par la suppression du passage à niveau N°18 à Heisdorf;

de réduire le risque d'accidents ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Lorentzweiler par la suppression du passage à niveau N°20b à Lorentzweiler;

d'adapter les installations de triage à Bettembourg qui arrivent à saturation suite à la concentration de toutes les opérations de triage sur le site de Bettembourg, au volume du fret ferroviaire en constante progression par une extension des faisceaux de débranchement et de réception;

d'encourager le transfert du trafic fret de la route sur le rail et de prendre en compte la forte croissance des volumes fret, ainsi que le fait que le Container-Terminal à Bettembourg/Dudelange a atteint ses limites en aménageant un nouveau terminal intermodal et un nouveau terminal d'autoroute ferroviaire;

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement des avant-projets sommaires, des avant-projets détaillés, des dossiers d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que des projets de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Transports à la Commission des Transports lors de sa réunion du 27 septembre 2007.

(s.) Roland Schreiner, Félix Braz, Henri Grethen, Roger Negri, Marc Spautz.

» M. le Président. - Merci, Här Schreiner. Elo huet d'Wuert den honorabelen Här Jean Spautz. Marc Spautz, pardon, pardon.

(Hilarité)

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Dat waren nach Zäiten!

(Interruption)

» M. Marc Spautz (CSV). - Här President, also, ech moosse mer net un, an deem seng Foussstapfe kënnen ze trieden: Déi Schung si mer eng Nummer ze grouss.

(Hilarité)

» Une voix. - Dat kann nach kommen.

Discussion générale

» M. Marc Spautz (CSV). - Här President, ech wëll awer am Numm vun der CSV Stellung huelen zu deem, wat den Här Schreiner gesot huet vun där Motioun a vun deenen Aarbechten, déi mer gemaach hunn. Et ass éischters esou, och mir geet et ähnelech wéi him, dass mer als Schëfflenger besonnesch frou doriwwe sinn, dass endlech déi dräi Barrièren zu Schëffleng mat an Ugrëff geholl ginn, dass déi endlech och solle verschwannen, an och, datt mer d'lescht Joer d'Chance an d'Éier haten, heibannen iwwer eng Motioun ze schwätzen, dass eng nei Linn géif gebaut gi vun Esch bis an d'Stad, wou ech zwar d'Gefill hunn, dass d'Souterrainen éischer fäerdig si wéi déi nei Linn gebaut ass vun Esch bis an d'Stad.

Mä vläicht seet de Minister eis...

(Interruption)

Ma neen, dat huet eppes mat der Streck ze dinn, Här Gibéryen. Et ass e bësse méi wäit, fir esou eppes ze bauen, wéi e Souterrain. Zu Fréiseng ass dat vläicht anescht, mä esou ass et op alle Fall op deem Wee.

(Interruption)

Dat dozou. Ech wëll och soen, datselwecht gëllt fir Heeschdref a Luerenzweiler, wou et

och wichteg ass, dass déi Barriären ofgeschafft ginn, well all Barrière ass e Sécherheitsrisiko. De Roland Schreiner hat et scho gesot, all Barrière manner ass de Sécherheitsgrad an d'Luucht gestallt, an duerfir ass dat och duerchaus ze begrëssen. Datselwecht géllt och fir déi Moderniséierung vu Beetebuerg-Diddeleng, wat och eng ganz wichteg Saach ass mat där neier Gütergare, déi mer hunn, wou mer de Camion op d'Schinn bréngen. Et ass och wichteg, dass déi Investissementer gemaach ginn.

Et si Kolleegen, déi hunn esou spëttesch gesot, firwat Schëffleng 10% als Gemeng selwer iwwerhëlt, an den Här Klein an den Här Oberweis, déi géifen hiert zu 50% vun den Travaux publics an zu 50% vum Fonds du rail bezuelt kréien. Zu Schëffleng misst d'Gemeng 10% droen. Ech mengen, et ass kloer, dass do och nach Aménagement sinn, déi gemaach gi vu Schëffleng aus, wat méi spezifesch de Schëfflenger hire Besoinen entsprécht - fir dat och direkt ze soen, dann ass déi Polemik vläicht direkt aus der Welt, et sief dann, den Här Gibéryen géif sech herno nach domat beschäftegen.

(Hilarité)

Op alle Fall vun der CSV d'Zoustëmmung zu där Motioun.

» **Une voix.** - Très bien.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Grethen.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menger Fraktioun hunn ech des Motioun ënnerschriwwen, wat gläichzestellen ass och mam Accord vun eiser Fraktioun zu dëser Motioun, zum Inhalt vun dëser Motioun.

Mä ech wëllt awer d'Euphorie e bëssen heibannen dämpfen. Wa mer als Chamber den Transportminister autoriséieren, verschidde Projeten ze studéieren an en Avant-projet détaillé ausschaffen ze loosse, da si mer nach heiansdo jorzéngtelaang vun der Realisatioun ewech.

Här President, dierf ech drun erënneren? Ech hat als Transportminister am Joer 2000 eng Rei Eisebunnsprojeten hei an der Chamber als Projet stëmme gelooss an 2003 d'Devisen nach eng Kéier adaptéiere gelooss. Bis haut ass relativ wéineg geschitt!

(Interruption)

Ech géif mer wënschen, dass d'Eisebunn et géif fäerdeg bréngen, méi Dampf an hir Maschinn ze maachen, méi Gas ze ginn, fir dass déi Projeten, zu deenen d'Chamber schonn elo praktesch siwen, acht Joer hir Zoustëmmung ginn huet, kéinte realiséiert ginn. An ech hoffen am Intérêt vun de Bierger, ob dat zu Schëffleng, zu Steesel, zu Luerezenweiler ass, ob dat am Intérêt vun öffentlichechen Transport ass, ob dat am Intérêt vun Giddertransport ass, dass des Projeten net nëmme studéiert ginn, mä och enges Daags esou séier wéi méiglech realiséiert ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här Grethen, ...

» **M. le Président.** - Merci, Här Grethen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert. Kommt op d'Tribün, Dir braucht net vun Ärer Plaz aus esou haart ze ruffen.

(Hilarité)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hie konnt et net erwaarden, Här President!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, da geet meng Remarque och net ënner. Ech wollt dem Här Grethen soen: Déi Zäit wéi d'Eisebunn mat Dampf gefuer ass, do ass dat op jidde Fall méi séier gaangen.

Ganz kuerz, well ech hunn och hei net vill Zäit, mir si grondsätzlech d'accord, dass vill a gutt an d'Schinn investéiert gëtt. Mir gesinn, dass d'Stroosverkéier ëmmer méi Problemer opweist, dass mer all Dag mier-

ken, dass d'Staue méi laang ginn, an duerfir sinn déi Investitiounen, déi an d'Schinn gemaach ginn, noutwendeg. Et ass awer noutwendeg, dass et déi richteg Investitioun sinn. Mir behaupten, dass d'Regierung, vläicht net just hei, mä scho virduen, wéi se d'Weihe gestallt huet, fir déi falsch optéiert huet.

De grouse Problem, dee mer hunn, an do wou mer am séiersten eis Stroossen entlaascht kréien, ass, wa mer et fäerdeg bréngen d'Pendler an d'Zich ze kréien, well dat déi sinn, déi regelméisseg fueren a sech och éischter op e regelméisseg öffentlechen Transport astellen.

Et gëtt nëmme eng valabel a verstänneg Solutioun, dass ass déi, déi den Ingénieur Schummer virgestallt huet, mam Zuch vun Norden no Süden oder vu Süden no Norden ënnert der Stad erduerch, mat enger Partie Arréten, wou d'Leit net brauchen ëmzeklammen, wou een eng ganz Partie an d'Stad erakritt, ouni dass se mussen ëmklammen, ouni dass se mussen an en Tram klammen, deen och net méi schafft wéi all déi vill Busse, déi de Moment duerch d'Stad fueren, mat enger Antenn eriwuer ënnert dem Kierchberg erduerch bis uewe bei d'Kliniken, virun op de Findel an déi aner Sait erof op d'Tréierer Streck. Dann hätte mer e Konzept, wat Kapp a Fouss hätt, wat vun de Leit géif ugeholl ginn a wou mer ganz vill Individualverkéier kéinten ewechkréien.

Ech wëll dem Här Schreiner, deen d'Fro hei gestallt huet, soen, dass mir géint déi Projeten, déi hei virgestallt ginn, grondsätzlech nâischt anzuwenden hunn, mä d'Prioritéit sinn einfach falsch gestallt. Wa mer wëlle virukommen, da muss mer Neel mat Käpp maachen. Hei huet d'Chamber ganz sécher, och duerch déi Projeten, déi scho gestëmmt gi sinn, déi den Här Grethen eis virgestallt huet, déi falsch Weihe gestallt. An duerfir wäert och, trotzdeem wa mer dat hei realiséiert hunn, d'Situatioun sech am Land net verbesseren.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Den Här Lucien Lux, Transportminister, huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech kann et kuerz maachen, fir op déi Debatt hei ze äntwerten an och der Transportkommissioun an hirem President Merci ze soe fir déi konstruktiv Diskussioun, déi mer an der Kommissioun an och de Mëtten haten.

De Bauteminister Claude Wiseler huet a sech dat Prinzipiell scho gesot, dass et dëser Regierung drëm geet, fir dem öffentlechen Transport eng kloer Prioritéit ze ginn. An ech wëll dat nëmme unhand vun där enger oder aner Zuel och dokumentéieren.

Wann ee gesäit wéi d'Speisung vun de Fongen a vum Pluriannuel an deenen nächste Jore stattfënnt, da wëll ech dem Kolleeg Schreiner soen, dass fir déi fënnf Joer bis 2011 am Fonds du rail 2,2 Milliarden Euro virgesi si fir d'Projeten ëmzesetzen. Eleng am nächste Joer, 2008, sinn dat 410 Milliounen, déi vun der Eisebunn verschafft ginn. An dofir wëll ech och d'Eisebunn hei a Schutz huelen, och par rapport zu der Remarque vum honorabele Kolleeg Grethen.

Ech mengen, dass an deene leschte Joren déi dräi Projete Péitenger Streck, de Centre de maintenance, och d'Gare vum Belval, d'nächst Joer déi Streck iwwert de Findel erop op de Kierchberg an och de Viaduc vun der Polvermillen fënnf Projete sinn, déi trotzdeem elo konkret an d'Realiséierung ginn an domadder weisen - ech mengen -, dass mer an der Kontinuitéit vun deenen eenzelne Konzepter och gutt weiderkommen.

Déi Lëscht vun haut, mengen ech, ass eng Lëscht, déi sécherlech manner Importenz huet wéi déi vun leschte Joer. D'lescht Joer hate mer - Wat hat Der gesot? - 16 Projeten. Dat waren u sech all déi Projeten, déi ugeduecht sinn elo bis 2020. Dëst Joer, mengen ech, beschränke mer eis - beschränken ass gutt gesot - op déi dräi Projete vun de Barriären. Dat si sécherheeméisseg ganz wichteg Projeten, déi mer do realiséieren op der Nordstreck an och op der Streck vu Beetebuerg op Esch.

An ech wëllt awer och net verheemlechen, dass ech dach enger gewässer Satisfaktioun hei wëll Ausdrock ginn - den Här Schreiner huet dat och scho gesot -, dass dee Bëbee, dee mer am Dezember 2005 och hei validéiert hunn no de Resultater an den Négociatiounen vun der CFL-Tripartite, dass d'CFL-Cargo enorm grouss Erfolleger a Fortschrétt am Moment amgaangen ass ze maachen.

Wann ee bedenkt, dass mer deemools diskutéiert hunn, ob d'Fracht iwwerhaupt nach eng Zukunft soll hunn, an haut feststellen, dass eis net nëmme zu Beetebuerg - an dofir steet dee Projet hei um Triage - déi néideg Gleiser feelen, fir déi Capacitéiten, déi mer haut hunn, do kënnen ofzefäerdegen, mä dass déi gréisste Suerg, déi mer am Moment bei der CFL-Cargo hunn, déi ass, dass mer net genuch Wagonë kënnen an Europa kafen, well der net genuch do sinn, fir déi Fracht ze féieren, déi mer an der Zwëschenzäit an den Ausschreiwungen och realiséiert hunn, da weist dat, dass et richteg war dee Wee do ze goen.

An déi Projeten hei, deen intermodalen an och den Triage, weisen - an dat ass och eng Kohärenz vun der Politik vun der Regierung -, dass mer alles maachen an alles investéieren, fir net nëmme um Niveau vun de Passagéier, vun dem Persounverkéier, esou vill wéi méiglech Leit op den öffentlechen Transport ze kréien, mä dass mer och all Investitiounen ënnerstëtzen a maachen, fir och um Niveau vun der Fracht der esou vill wéi méiglech vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Well dat - aus villen Ursaachen eraus, déi ech hei net ze explizéieren brauch - de richtige Wee ass.

Ech mengen, dofir sinn déi Investitiounen, déi mer maachen, richteg a si ginn an déi richteg Richtung, a mir wäerten alles, Här Grethen, maache fir dofir ze suergen, dass mer vun deem Aval, dee mer haut kréien, zu den APDen, zu de Projets de loi, esou gutt wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech och kucken an d'Realiséierung ze kommen.

Merci!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Kënne mer par main levée ofstëmme?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun ass ugeholl, Här Minister, mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Motioun iwwert d'Ligne ferroviaire Lëtzebuerg-Péiteng. D'Wuert huet den honorabelen Här Negri, fir des Motioun ze presentéieren.

5. Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Péitange

» **M. Roger Negri (LSAP), auteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Eisebunnsstreck vu Péiteng op Lëtzebuerg ass eng eegleiseg Streck vun 18 km Längt.

Eng eegleiseg Streck wéi Péiteng-Lëtzebuerg, déi esou zwee wichteg Knuetpunkten op hiren Terminale matenee verbënnt, mécht bei Retarden op dëser eegleiseger

Streck net nëmme Problemer op der Streck selwer, mä generéiert zousätzlech Retarden an dee ganze Lëtzebuerg Eisebunnsréseau eran. Aus deem Grond sinn Enn der 90er Joren éischt sommaire Etüde gemaach ginn, fir d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg zumindest emol deelweis zweegleiseg auszebauen. Dobäi ass gekuckt ginn, fir en zweet Gleis nëmme op deene Plazen ze bauen, wou et technesch am einfachsten an domat finanziell am bëllegsten ass.

D'Chamber huet an deem Kader ënnert dem honorabelen Henri Grethen als Transportminister de 24. Juli 2000 den deelweise Bau vun der Zweegleisegkeet vu Péiteng op Lëtzebuerg am Kader vum Émbau vun de Gare Péiteng a Rodange als Gesetz gestëmmt. Dësen Deelausbau op zwee Gleiser war op 23.674.000 Euro estiméiert ginn, mat enger Gesamtdépense fir d'Gesetz vun 49.393.950 Euro.

Här President, weider detailléiert Etüde si gemaach ginn am Kader vun der „mobilité.lu“ iwwert d'Optimiséierung vun gesamt CFL-Netz an awer och en neie Projet huet sech op der belscher Eisebunn konkretiséiert, de sougenannte Projet Athus-Meuse, dee Marchandisenzich iwwer eng nei affektiert Streck vun Namur via Dinant op Athus féiert, als Entlaaschtungsstreck fir Namur-Arel-Lëtzebuerg, wou hei verstärkt Persounenzich zum Asaz kommen. Opgrond vun dësen Iwwerleeungen ass hei an der Chamber dunn d'Gesetz vun 2000 duerch en neit Gesetz vum 3. Juni 2003 ersat ginn, wat e komplett neit zweet Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg virgesinn huet, mat engem Käschtepunkt vun 294.100.724 Euro fir d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg, mat engem Gesamtkäschtepunkt vun 319.920.000 Euro, fir d'Gare Péiteng a Rodange mat ze erneieren. Déi enorm Präisdifferenz zwëscht deenen zwee Projeten erkläert sech doduerch, dass bei der kompletter Zweegleisegkeet sämtlech Barriären duerch Ënertunnelungen ersat ginn an zwar zu Bascharage, zu Dippech an zu Leideleng.

Zu Leideleng iwwregens, do kënn Dir lech roueg emol ukucke goen, wéi opwändig déi Aarbecht sinn, an da kann ee sech och séier virstellen, wéi mer do zu deenen héije Käschte kommen.

Eng lescht Barrière ass ze ersetzen zu Märel op där Streck, déi Gréivelsbarrière genannt gëtt. Da sinn och virun allem grouss Brécken ze bauen, fir déi Zweegleisegkeet ze realiséieren, iwwert d'Autobunne vun Esch an d'Stad respektiv vun Arel, Klengbetten, Mamer an d'Stad.

Här President, d'Fro, déi sech elo haut de Mëtteg hei stellt, ass, firwat d'Erneiere vun der bestehender eegleiseger Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg net mat an d'Gesetz vun 2003 erageholl ginn ass.

Dëst bestehend Gleis ass fir d'lescht 1980 komplett erneiert ginn a muss bei enger Liewensdauer vun 30 Joer am Joer 2010 allerspëtstens erneiert ginn. D'CFL ass nom Eisebunnsinfrastrukturgesetz gehalen, hire Budget no engem Fënnfjoresplang opstellen, a konnt also formal weder 2003 a scho guer net 2000 d'Erneierung vun dëser Streck an dëse Budget aschreiwe loosse.

De Bau vun der Zweegleisegkeet, deen am Moment amgaangen ass, huet nom Vote vun 2003 Retardé kritt, haaptsächlech duerch relativ schwierig bis ganz schwierig Opkeef vun Terrainen, déi och nach net ofgeschloss sinn. E Problem, dee mer jo och aus aner Ressortë kennen a wou mer jo och entsprechend legal Mesuren huelen.

Fir et op de Punkt ze bréngen: Et mécht Sënn, fir elo ab 2008 direkt a parallell dat bestehend Gleis mat deem neien, zweete Gleis ze bauen, net zulescht aus ekonomesche Grënn, mä och aus technesche Grënn. Et ass méi einfach an domat am Endeffekt méi bëlleg. Well, fir am Joer 2010, wann dat bestehend Gleis jo wierklech da misst dréngend erneiert ginn, an dat neit, zweet Gleis da fäerdeg ass, fir dann erëm mat dem Émbau vum bestehend Gleis unzefänken - ech mengen, dat wär net ze justifiéieren an dat géif och kee Mënsch verstoen.

Déi Méikäschten also belafe sech, fir dat bestehend Gleis ëmzebauen, op 23 Milliounen Euro. Dës relativ niddreg Käschten erkläert sech duerch d'Topographie, wou den Tracé vum zweete Gleis op eng Partie Plaze vu riets no lénks an erëm zréck zum aktuelle Gleis huet misse planifiéiert ginn. Duerch déi Tracéierungsproblematik gi vun deenen 18 km, déi d'Streck huet, schonn 8,4 km vun deem bestehend Gleis am Kader vum Gesetz vun 2003 erneiert, esou dass nach 9,6 km einfachen Émbau vun deem aktuelle Gleis ze realiséieren sinn, fir wéi gesot 23 Milliounen Euro.

Déi Gleiswiessele bedéngen all Kéiers, dass déi bestehend Gleiser sukzessiv

nuets, also an der Nuecht, respektiv um Weekend, sonndes ausser Betrib geholl ginn, fir dës Aarbechten ze maachen. Dësen héijen Opwand, an ech mengen, dat soll een emol eng kéier hei ganz kloer soen, erkläert, firwat dës Aarbechten esou laang daueren.

Dës Aarbechte geschéien net op der grénge Wiss, mä während dem Betrib, wou um Betriebsgleis mat 140 Stonnekilometer gefuer gëtt, an op enger Distanz vun nëmme véier Meter zum Betriebsgleis en neit zweet Gleis gebaut gëtt, wat naturgeméis e ganz héije Sécherheetsopwand bedeit.

Här President, fir de finanzielle Volet vun dësen Aarbechten ofzedecken am Kader vum Gesetz vun 2003, ass ze soen, dass nom Vote vum Gesetz vun 2003 en neie Moment sech presentéiert huet bei der Suppressioun vun de Barrieren duerch Tunnelen, déi jo op Nationalstroosse leien, wou de Fonds des routes sech am Prinzip mat 50% un dëse Käschte bedeelegt, an domat d'Käschte fir de Fonds du rail, iwwert deen d'Gesetz vun 2003 jo bezuelt gëtt, sech ëm ronn 18 Milliounen Euro reduzéieren.

Do derniewent konnt no enger genauer Etüd, déi d'CFL opgestallt huet, nogewise ginn, dass am Fall, wou dat bestehend Gleis zesumme mat deem neien zweete Gleis erneiert respektiv ëmgebaut gëtt, eng Gesamteconomie vu ronn 39 Milliounen Euro op déi gestëmmt 319.920.000 Euro vum Gesetz vum 3. Juni 2003 agespuert kënnen ginn.

Duerfir hu mir an enger Réunion jointe vun der Budgetskontrollkommission an der Transportkommission vum 16. Juli 2007 d'Proposition vum honorabelen Transportminister Lucien Lux guttgeheescht, fir keen neit Gesetz ze maachen, a fir déi Aarbechte vum Erneiere vum bestehende Gleis an de Projet vum neien zweete Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg budgetär ze integréieren, ënner der Oplag, dass d'Enveloppe budgétaire vum Gesetz vum 3. Juni 2003 net dépasséiert gëtt an dass mir dëst nach genau dokumentéiert kréien.

Dëst huet den Transportminister an deem Dokument vum 3. Oktober 2007 gemaach. An domat proposéieren ech lech, am Intérêt vun engem sënnvollen a méi séiere Weidertomme mat den Aarbechten am öffentlechen Transport, dëser Motioun zoustëmme an domat dat bestehend an dat neit zweet Gleis elo direkt zäitgläich an esou séier wéi méiglech ze bauen.

Här President, ech iwwerreechen lech d'Motioun, wann ech gelift.

» M. le Président. - Merci.

» M. Roger Negri (LSAP), auteur. - Sämtlech Fraktiounen a Gruppen hei am Haus hunn d'Motioun ënnerschriwwen.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que parmi les projets de la loi du 24 juillet 2000 qui a autorisé le Gouvernement à réaliser 15 grands projets d'infrastructure ferroviaire énoncés au programme des investissements repris au paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 figure le projet 2° «Mise à double voie partielle des lignes de Pétange à Luxembourg et de Pétange à Rodange/frontière et renouvellement et modernisation des installations fixes de ces lignes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange» avec une dépense d'investissement de 49.393.950 euros (à la valeur de 524,53 de l'indice semestriel des prix de la construction), dont 23.574.674 euros étaient prévus pour la mise à double voie partielle;*

- *considérant que par la loi du 3 juin 2003, le chiffre 2° du deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 10 modifié de la loi du 10 mai 1995 a été remplacé par le texte suivant: «2° Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et de Rodange ... 319.920.000 euros»;*

- *sachant que de la dépense d'investissement de 319.920.000 euros (à la valeur de 554,26 de l'indice semestriel des prix de la construction), un montant de 294.100.724 euros est prévu pour la mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg;*

- *considérant la proposition de Monsieur le Ministre des Transports, soumise à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et à la Commission des Transports lors de la réunion du 16 juillet 2007, de réaliser le renouvellement complet de la superstructure et de la plate-forme de la voie existante entre Pétange et Luxembourg dans le cadre du projet de «Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et re-*

nouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange»;

- *considérant que les travaux supplémentaires y relatifs, estimés à 23.000.000 euros, ne provoquent pas de dépassement de l'enveloppe budgétaire globale;*

- *considérant que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a retenu unanimement lors de la réunion du 16 juillet 2007 la solution suivante: «La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire autorise l'exécution des travaux supplémentaires non prévus initialement conjointement avec les travaux actuellement en cours, à condition que Monsieur le Ministre des Transports lui fasse parvenir, avant l'automne, un document précisant le coût exact du changement de programme prévu et qu'à la rentrée parlementaire une motion soit votée à ce sujet. En cas de dépassement du budget voté, un nouveau projet de loi devra obligatoirement être déposé.»;*

- *considérant le document transmis à la Chambre des Députés en date du 3 octobre 2007 concernant le renouvellement complet de la voie existante entre Pétange et Luxembourg dans le cadre du projet de mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange», tel que décrit dans le document transmis à la Chambre des Députés en date du 3 octobre 2007 précité, sans que l'enveloppe budgétaire votée ne puisse cependant être dépassée dans sa globalité.*

autorise le Gouvernement

à réaliser le renouvellement complet de la superstructure et de la plate-forme de la voie existante entre Pétange et Luxembourg dans le cadre du projet de «Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange», tel que décrit dans le document transmis à la Chambre des Députés en date du 3 octobre 2007 précité, sans que l'enveloppe budgétaire votée ne puisse cependant être dépassée dans sa globalité.

(s.) Roger Negri, François Bausch, Lucien Clement, Ben Fayot, Henri Grethen, Norbert Hauptert, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Ech ginn heimat d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Negri. Den Här Hauptert huet d'Wuert.

Discussion générale

» M. Norbert Hauptert (CSV). - Merci, Här President. Ech mengen, dem Kollege Roger Negri senger ausféierlecher Erklärung zu dem Werdegang vum Objet vun dëser Motioun ass am Fong geholl näischt bäizefügen. Duerfir wëllt ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dëser Motioun ginn. Well, wa mer am Verkéier wëllen e „modal split“ vu 25 zu 75 errechen, da brauche mer e performanten öffentlechen Transport, deen op engem effikasse Schinennetz berout.

Dat setzt natierlech viraus, datt déi Haapt-eisbunnsstrecken zweegleiseg befuer ginn. Ech mengen, et fält jo och kengem an, fir eng Autobunn eespureg ze bauen. Duerfir, mengen ech, mécht et Sënn, datt een déi Haapt-eisbunnsstrecke wierklech zweegleiseg mécht.

D'Persounemouvementer aus dem Raum Péiteng, Athus a Lonkech no Lëtzebuerg, zielen zu deene stäerksten, déi mer am Fong geholl hei am Land hunn. D'Autoslawinnen, déi sech all moies aus deem Raum iwwert d'Lonkecher Strooss respektiv d'Collectrice du Sud a Richtung Lëtzebuerg bewegen an owes nees natierlech an déi aner Richtung, loosse keen Zweifel an der Noutwendegkeet vu performanten Zuchverbindungen tëscht Péiteng a Lëtzebuerg.

Duerfir kann et net sinn, datt den Zuch vu Péiteng no Lëtzebuerg an der Dippecher Gare muss waarden, bis datt den Zuch, deen an déi aner Richtung vu Lëtzebuerg no Péiteng fiert, déi Streck zréckgeluecht huet, well deen Trajet jo nëmme eegleiseg befuerbar ass. Mir brauchen an de Spëtzenstonnen een Zuchverkéier, deen a kuerzen Ofstänn an an engem kuerzen Zäittakt an déi zwou Richtunge fiert.

Duerfir, Här President, vu datt d'Zweegleisegkeet vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg mëttel- a laangfristeg eng Noutwendegkeet ass, vu datt mer an der votéierter Enveloppe budgétaire d'Réponse fir den zweegleisegen Ausbau vun der Streck iwwreg hunn, vu datt de Käschtepunkt vum Ausbau vun der Streck vu Joer zu Joer méi deier gëtt a vu datt vun deene bestehenden Installatione vum Chantier ka profitéiert ginn, fir dësen Ausbau elo méi bëlleger ze realiséieren, géife mer d'Chamber wierklech opruffe fir dës Motioun ze stëmmen, an ech bréngen och

domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Hauptert. Wëllt nach soss een d'Wuert? Wann dat net de Fall ass, da kënnen mer zur Ofstëmmung komme vun dëser Motioun.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Carlo Wagner), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

6. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer Naturalisationen. Duerfir muss ech de Huis clos aussprechen.

(Le huis clos est prononcé à 17.44 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.52 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weiter.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 70 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat sechs Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 24 octobre 2007

- ADROVIĆ Jasmin, né le 28 février 1978 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Esch-sur-Alzette
- AVDIĆ Safet, né le 10 décembre 1966 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
- MUJKIĆ Hikmeta, née le 22 janvier 1972 à Perovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
- AZMI Mohammad Jamal, né le 28 juillet 1972 à Azamgarh (Inde), demeurant à Wasserbillig
- BARBIEUX Olivier Claude Jacques Hubert Raoul Marie, né le 15 juin 1964 à Roucourt (Belgique), demeurant à Oberkorn
- BAYONA PINTO César Augusto, né le 13 avril 1968 à Bucaramanga (Colombie), demeurant à Luxembourg
- BELLO Saheed, né le 8 juin 1970 à Freetown (Sierra Leone), demeurant à Wiltz
- CAKO Baskim, né le 13 février 1968 à Debar (Macédoine), demeurant à Diekirch
- KURTISI Lindita, née le 15 mars 1968 à Debar (Macédoine), demeurant à Diekirch
- CHEN Suzhen, née le 14 décembre 1969 à Zhejiang (Chine), demeurant à Berdorf

11. COUVREUR Katrien, née le 10 janvier 1981 à Oostende (Belgique), demeurant à Ringel

12. CUEVA Linda, née le 28 juillet 1959 à Pugo/La Unión (Philippines), demeurant à Luxembourg

13. DA COSTA AFONSO Li Andreia, née le 3 mars 1984 à Ribalonga/Alfjô (Portugal), demeurant à Diekirch

14. DELGADO LOPES Olinda, née le 19 avril 1972 à Nossa Senhora da Luz (Cap-Vert), demeurant à Mersch

15. DELPIERRE Stephan Jacques Patrick Ernest, né le 15 mars 1971 à Gosselies (Belgique), demeurant à Beaufort

16. DOS SANTOS MORENO António, né le 12 janvier 1966 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Mondercange

17. MARTINS PEREIRA Ermelinda, née le 27 novembre 1973 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Mondercange

18. DOS SANTOS SILVA Carlos, né le 10 juillet 1962 à Villa de Cucujães-Oliveira de Azeméis (Portugal), demeurant à Differdange

19. FERREIRA PINTO GUIMARÃES Deolinda, née le 21 janvier 1965 à Valongo (Portugal), demeurant à Differdange

20. DUKOVSKI Stole, né le 6 février 1948 à Suvodol (Macédoine), demeurant à Colmar-Berg

21. TODOROSKA Zora, née le 13 mars 1950 à Suvodol (Macédoine), demeurant à Colmar-Berg

22. DURST Laurent Jean-Paul, né le 5 juillet 1958 à Algrange (France), demeurant à Roeser

23. EL ADL Zakaria, né le 14 juin 1985 à Casablanca (Maroc), demeurant à Esch-sur-Alzette

24. FORTES FONSECA Nelson António, né le 22 avril 1966 à Santo António das Pombas (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

25. GAMALIEL Oliver Simon, né le 20 janvier 1984 à Tripoli (Libye), demeurant à Luxembourg

26. GIAMPAOLO Viviana, née le 21 octobre 1985 à Monopoli/Bari (Italie), demeurant à Bofferdange

27. GOUNOU TEMO Hervé, né le 9 juillet 1978 à Douala (Cameroun), demeurant à Luxembourg

28. GOUZOU Fatima, née le 3 mai 1967 à Casablanca (Maroc), demeurant à Itzig

29. HAKIMI Sadok, né le 16 juin 1985 à Tunis (Tunisie), demeurant à Esch-sur-Alzette

30. HARIATA, née le 18 juin 1972 à Lawang (Indonésie), demeurant à Bettembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de HARIATI Lisa.

31. HEINRICHS Nicolas Aloys, né le 10 février 1981 à Seraing (Belgique), demeurant à Septfontaines

32. JURCEVIĆ Mile, né le 19 octobre 1956 à Kovaci (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Ettelbruck

33. KING NGNIGUE Charles François, né le 12 février 1974 à Yaounde (Cameroun), demeurant à Luxembourg

34. MACEDO FONTENELLE BEZERRIL Guilherme, né le 10 octobre 1950 à Campinas/São Paulo (Brésil), demeurant à Strassen

35. MARINHO DA SILVA José Afonso, né le 7 septembre 1965 à Canadelo/Amarante (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de DA SILVA José

36. MEDEIROS MARCELINO Marco, né le 26 mai 1986 à Ervões/Valpaços (Portugal), demeurant à Luxembourg

37. MEHMEDOVIQ Infratindrita, née le 14 février 1981 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

38. MEHMETI Gylbehare, née le 4 mai 1957 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

39. MONTEIRO PEREIRA JESÚS Nivaldo César, né le 5 avril 1987 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

40. MOREIRA DA SILVA Patricia Marlene, née le 15 août 1981 à São Pedro da Cova/Gondomar (Portugal), demeurant à Pétange

41. NAGEL Barbara Odile, née le 7 août 1986 à Frankfurt am Main (Allemagne), demeurant à Luxembourg

42. N'DIAYE Coumba, née le 17 février 1978 à Bussang (France), demeurant à Strassen

43. NDAO Ndougou Diao, née le 12 avril 1971 à Saint-Louis (Sénégal), demeurant à Howald

44. NEVES MIRANDA Emanuel, né le 23 décembre 1980 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de NEVES Emanuel.

45. NGUYEN Joseph, né le 16 août 1970 à Da Nang (Vietnam), demeurant à Luxembourg

46. PEREIRA SEMEDO Inacio, né le 1^{er} février 1964 à Nossa Senhora da Graça/Praia (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

47. PIRONT Carmen, née le 25 septembre 1977 à St. Vith (Belgique), demeurant à Wiltz

48. POSCH Patrick, né le 29 avril 1974 à Malmedy (Belgique), demeurant à Heinerscheid

49. RAMCILOVIĆ Mersiha, née le 25 mai 1980 à Lagatore/Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

50. Rauch Serena, née le 4 juin 1974 à Berlin-Tempelhof (Allemagne), demeurant à Weiler

51. RICAIL Véronique Catherine Anne-Marie Ginette, née le 2 mars 1972 à Ottignies (Belgique), demeurant à Howald

52. ROMERO BRANCO Bernardeth de Lourdes, née le 22 août 1968 à São Paulo/Luanda (Angola), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de ROMERO Betty.

53. SASSMANNSHAUSEN Roberto Bartolome, né le 24 août 1980 à Palma de Mallorca (Espagne), demeurant à Schressig

54. SCHÖTZER Maria, née le 1^{er} mai 1982 à Merano (Italie), demeurant à Soleuvre

55. SENHADJI Tewfik, né le 1^{er} février 1963 à Oran (Algérie), demeurant à Sandweiler

56. SHCHEDRIN Oleksiy, né le 4 août 1965 à Tchernivtsi (Ukraine), demeurant à Schifflange

57. PERVOZVANSKA Tetyana, née le 27 avril 1961 à Tchernivtsi (Ukraine), demeurant à Schifflange

58. STEIPER Günter Armin, né le 21 septembre 1943 à Hungen (Allemagne), demeurant à Tuntange

59. STUPAR Ivan, né le 21 février 1976 à Ixelles (Belgique), demeurant à Luxembourg

60. TAFRA Marina, née le 22 novembre 1986 à Trogir (Croatie), demeurant à Bettembourg

61. TAN DE LA CRUZ Marissa, née le 19 avril 1978 à Manila (Philippines), demeurant à Sandweiler

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DE LA CRUZ Marissa.

62. TAVARES MENDES Isabel da Conceição, née le 11 février 1983 à Castedo/Alijo (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

63. UMBACH Christof, né le 21 février 1965 à Daun (Allemagne), demeurant à Leudelage

64. VERDINI Gabriella, née le 22 avril 1966 à Livorno (Italie), demeurant à Dudelange

65. VICENTE DE CARVALHO BOECHAT ALVARENGA Laertes, né le 22 mai 1965 à Rio de Janeiro (Brésil), demeurant à Sandweiler

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BOECHAT Laertes.

66. WANG Yafen, née le 13 août 1971 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Remich

67. WANG Yue, né le 8 avril 1965 à Beijing (Chine), demeurant à Strassen

68. WANG Hong, née le 14 novembre 1970 à Beijing (Chine), demeurant à Strassen

69. ZALARHE Talal, né le 19 août 1977 à Safi (Maroc), demeurant à Dudelange

70. ZHANG Qijiong, née le 29 avril 1964 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dir wësst, dass d'Sitzung vu muer de Mëtteg um hallwer véier ufänkt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

SÉANCE 6

Jeudi, 25 octobre 2007

Présidence: **M. Laurent Mosar, Vice-Président**
M. Henri Grethen, Vice-Président

Sommaire

- Dépôt d'une motion par M. Camille Gira
- Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox
- Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité
 - Discussion générale: M. François Bausch, M. Ben Fayot, Mme Anne Brasseur, M. François Bausch (motion renvoyée en commission)
- Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite)
 - Motion: Mme Viviane Loschetter, Mme Marie-Josée Frank, Mme Viviane Loschetter (motion modifiée), M. Ben Fayot
 - Vote (motion modifiée adoptée)
- Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise
 - Exposé: Mme Anne Brasseur
 - Discussion générale: M. Norbert Hauptert, M. Alex Bodry, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Ben Fayot (introduit «la question qu'il n'y a pas lieu à délibération» - article 38.-(1) du Règlement)
 - Débat sur l'application de l'article 38.-(1): M. François Bausch, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert, Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot, Mme Colette Flesch
 - Vote en faveur de l'application de l'article 38.-(1)
- 5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen

- Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Aly Jaerling (amendements munis d'une signature), M. le Président de séance (renvoi des amendements à la Conférence des Présidents), M. Aly Jaerling
 - Vote (propositions de modification du Règlement adoptées)
- Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007
 - M. Claude Adam, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Ben Fayot, Mme Octavie Modert
 - Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile
 - Exposé: M. Jean Huss
 - Débat: M. Gilles Roth, M. Alexandre Krieps, M. Romain Schneider (à qui répond M. Jean Huss), M. Robert Mehlen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Jean Huss, M. François Biltgen
 - 5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Fernand Diederich, M. Gast Gibéryen, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.30 heures)

Présidence de **M. Laurent Mosar, Vice-Président**

» **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da ginn ech dem Här Gira direkt d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

» **1. Dépôt d'une motion par M. Camille Gira**

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen, en Audit vum Ministère de l'Intérieur ze maachen. A mir wiere frou, wann dës Motioun an enger vun deenen nächste Sitzung kéint hei diskutéiert ginn.

» **Une voix.** - Très bien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de la réforme territoriale ayant comme but de moderniser les structures administratives luxembourgeoises afin de pouvoir relever les défis du 21^e siècle;

- considérant que, selon l'introduction du Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative, la réforme du service public et des structures territoriales «...ne doit pas se faire dans le seul secteur communal qui est et qui doit rester (cf. Charte Européenne sur l'autonomie locale) un acteur incontournable dans l'organisation et la

gestion décentralisées du territoire, mais il doit s'agir d'une démarche globale touchant l'ensemble de nos structures publiques, donc également celles de l'État et surtout celles qui ont une interférence avec le secteur communal»;

- constatant qu'au niveau gouvernemental, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire tient une position-clé en ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme territoriale;

- considérant que les communes devront disposer au niveau ministériel d'un partenaire fiable et compétent pour qu'elles puissent activement affronter les principaux défis futurs;

Jeudi,
25 octobre 2007

- constatant que maintes communes déplorant à l'heure actuelle des déficits d'ordre organisationnel, structurel et décisionnel au sein du Ministère de l'Intérieur, dont notamment des procédures administratives et d'approbation complexes et longues et des décisions ambiguës, pouvant retarder considérablement la gestion des affaires communales;

- constatant que dans le cadre des actes communaux déposés pour contrôle de légalité, les services du Ministère de l'Intérieur usent de la tutelle administrative pour mettre en question des décisions communales quant à leur opportunité;

- regrettant les interventions tardives, voire l'absence totale du Ministère de l'Intérieur dans certains dossiers ayant des répercussions directes sur le fonctionnement des administrations communales, plus spécialement lors de l'introduction des maisons relais et dans le cadre de la réalisation de l'ouverture des marchés de l'énergie, du gaz et de l'eau;

- déplorant le manque de cohérence de la politique communale du Gouvernement, par exemple en ce qui concerne les projets communaux au niveau des énergies renouvelables et la protection du climat, la coopération ou l'égalité des chances entre femmes et hommes, encouragés par certains ministères par des aides financières ou campagnes de sensibilisation et refusés ou bloqués par le Ministère de l'Intérieur;

- constatant donc que le Ministère de l'Intérieur n'est actuellement pas outillé à assumer un rôle transversal entre les différents ressorts ministériels et le secteur communal et qu'une réforme fondamentale de ses structures s'impose;

- considérant que les procédures administratives pourraient être accélérées par la suppression du contrôle supplémentaire des actes communaux par les services des commissariats de district et par un recours aux nouvelles technologies de transmission de courrier;

- constatant qu'au niveau des finances communales,

les missions à charge des communes augmentent continuellement,

les recettes ordinaires des communes ne sont généralement pas associées à l'évolution réelle des recettes de l'État, surtout dans les années de croissance économique;

les modifications fiscales en faveur des entreprises ou familles - la réduction de la base d'assiette de l'impôt commercial communal ou l'abolition de la modération pour impôt revenant aux contribuables ayant des enfants à charge - ont pour la plupart du temps été agencées de façon à engendrer des pertes importantes de recettes non affectées des communes,

ces modifications ont souvent été mises en œuvre sans concertation préalable des responsables communaux;

- constatant qu'une partie de ces déficiences et problèmes a déjà été révélée lors du débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes en novembre 2003, que des réformes au niveau des structures ou des finances communales ont également été annoncées dans le programme gouvernemental de 2004, mais que la concrétisation de ces mesures se fait toujours attendre;

- constatant que dans le cadre de sa déclaration gouvernementale de 2004 le Gouvernement s'est fixé l'objectif de poursuivre la réforme administrative et de moderniser les Ministères et administrations,

invite le Gouvernement

- à faire établir un audit du Ministère de l'Intérieur analysant les différentes procédures d'approbation, les structures ministérielles face aux besoins des administrations communales, la coordination entre les différents Ministères et le secteur communal, ses effectifs, ses missions et responsabilités;

- à élaborer sur base des résultats de cet audit un plan d'action de simplification administrative pour les communes, qui à l'instar des mesures prises dans le cadre du projet de la simplification de l'environnement administratif des entreprises, réduit considérablement les charges administratives des communes.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

))) M. le Président. - Ech soen dem Här Gira Merci an als Nächste kritt den Här Kox d'Wuert fir den Dépôt vun enger Résolution. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox

))) M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun wëllt ech eng Résolution déposer, déi a Richtung geet, fir eis Chambers- a Fraktiounsgebaier energetesch ze ënnersichen, fir als gutt Zeeche virzegoen, nämlech insbesondere dann, wann d'nächst Joer déi nei Wärmeschutzverordnung ugeet.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés considérant

- que l'assainissement énergétique des bâtiments privés est au centre des démarches du Gouvernement en relation avec la réduction de la consommation énergétique et la protection du climat;

- que l'entrée en vigueur de la réglementation concernant la performance des bâtiments d'habitation et les aides financières aux ménages pour l'assainissement est prévue pour le 1^{er} janvier 2008;

- qu'il importe dans ce contexte que l'État et la Chambre des Députés accompagnent activement cette démarche;

constatant

- que la liste des bâtiments publics prévus pour un assainissement en 2007 ne contient guère des bâtiments représentatifs ayant assez de 'visibilité' pour le public;

- que sur cette liste ne figurent pas de bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires;

estimant

- qu'une démarche coordonnée et transparente en relation avec l'assainissement des bâtiments de la Chambre des Députés augmentera la crédibilité des mesures éditoriales,

décide

- de faire élaborer dans les meilleurs délais des bilans énergétiques des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires;

- de charger l'Administration des Bâtiments publics d'établir à côté de la liste susmentionnée une liste pluriannuelle pour l'assainissement de ces bâtiments.

(s.) Henri Kox.

))) M. le Président. - Ech soen dem Här Kox Merci.

3. Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité

Esou wéi d'Chamber gëschter decidéiert hat, komme mer elo zu der Motioun iwwert d'Stroumnetzer, déi den Här Félix Braz virgëschter an der Sitzung deposéiert hat.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(**Interruption**)

Den Här Bausch.

Discussion générale

))) M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Jo, Här Vizepräsident, Merci fir d'Wuert. Ech wollt just ganz kuerz nach eng Kéier an zwee Sätz erklären, ëm wat et geet.

Dir wësst, wéi mer d'Debatt hei haten den 11. Juli 2007 iwwert dat neit Gesetz iwwert d'Organisation du marché de l'électricité, do hate mer eng länger Debatt doriwuer, ob d'Gemengen à même sinn an der Zukunft, wat d'Gestioun vun hire Réseauen ubelaangt, dat ënnert deenen heitege gesetzleche Bedingunge kënnen ze maachen. A mir waren eigentlech alleguer der Meinung, datt dat ganz schwierig wär. Och den Innenminister war där Meinung, an no engem längerem Hin an Hier hei huet hien eis op der Tribün versprochen, datt hie bis Enn dës Joers do wëllt e Gesetz erabréngen, fir d'Gemengen endlech à même ze setzen, datt se do kéinten eens ginn.

Schlussendlech si mer elo quasi November, dat heescht, d'Joer ass quasi ëm, d'Gesetz ass nach ëmmer net deposéiert a mir wëllten am Fong, datt d'Chamber nach eng Kéier géing insistéieren bei der Regierung, datt se den Innenminister unhält, datt hien nach, wéi hien dat versprochen huet, bis Enn dës Joers déi Gesetzgebung hei deposéiert.

))) M. le Président. - Ech soen dem Här Bausch Merci. Dat heescht, mir stëmme also haut net iwwert déi Motioun of.

Mir kéimen dann elo zu der Motioun iwwert d'Prostitution, déi d'Madame Viviane Loschetter virgëschter am Kader vun hirer...

(**Interruption**)

Jo, Här Bausch?

))) M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Gëtt dann elo net iwwert déi Motioun ofgestëmmt?

))) M. le Président. - Dir hutt elo gesot, Dir géift wëllen ofwaarden. Dir hätt awer gäre e Vote iwwert d'Motioun? Okay, da maache mir de Vote iwwert d'Motioun.

Den Här Fayot.

))) M. Ben Fayot (LSAP). - Also, Här President, ech mengen zwar, dass mer ons sollen e bëssen Zäit ginn an den Innenminister froen, fir emol an déi zoustänneg Kommissioun ze kommen, ech mengen, dat ass d'Ekonomieskommissioun, fir dann ze soen, wou hien drun ass, ier mer déi Motioun do stëmme. Well ech mengen, et ass awer elementar, dass mer de Minister fir d'éischt froen, éier mer wierklech elo hie mat enger Motioun do op de Kapp haen.

))) Une voix. - Jo, jo.

))) M. le Président. - Madame Brasseur.

))) Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, mir ënnerstëtzen och, dass de Minister soll an d'Kommissioun kommen, mä ech wëll awer rappeléieren, dass hie schonn an der Kommissioun war, dass hien an der Commission jointe war an do Engagements agaan ass, an dass mer ëmmer nach nëischt gesinn.

Dofir, wann d'Chamber elo seet, hie misst an d'Kommissioun kommen an hie kritt net een Ultimatum gesat - mir kënnen der Regierung jo keen Ultimatum setzen -, mä dass hien endlech soll soen, wou et hiegeet, well hie léisst d'Gemengen am Onklaren an hie zwéngt am Fong d'Gemengen Illegalitéiten ze begoen, an dat ass eng Situatioun, déi mer net kënnen toleréieren.

Hei ass den Innenminister gefuerdert, mat oder ouni Motioun. An duerfir, wann déi Gréng déi Motioun oprechthalen, da géinge mir se awer stëmme.

))) M. le Président. - Den Här Bausch.

))) M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Jo, Här Vizepräsident, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Ech wollt soen, datt mir selbsterständlech dem Minister nach eng Chance wëlle ginn. Ech wëll awer da soen, datt mer gären hätten - ech mengen, et kann een doriwuer vläicht e bësselchen do méi witzelen, mä mir huelen dat ganz eescht -, wéi d'Madame Brasseur richteg seet: Dat heiten ass een enorm wichtege Problem vun deem ganz vill Gemengen am Land betraff sinn, a mir wëlle gäre, datt mir do relativ séier Kloerheet kréien, fir net an déi Illegalitéiten do ze kommen.

Duerfir géing ech da proposéieren, datt mer eis Motioun en suspens halen, awer bis déi Woch vum 13. November, ech mengen dann hu mer eng Kéier öffentlech Sëtzungen, da géing ech hoffen, datt bis dohinner de Minister nach eng Kéier d'Chance hat, an der Kommissioun sech domat auserneenzenetzen, esou datt mer dann d'Motioun an der Woch vum 13. nach eng Kéier op den Ordre du jour setzen.

))) M. le Président. - Très bien!

Da kéime mer elo zur Motioun iwwert d'Prostitution, déi d'Madame Viviane Loschetter virgëschter am Kader vun hirer Interpellation deposéiert hat an déi si an der Tëschenzäit ofgeännert huet.

4. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite)

Motion

Wëllt zu där Motioun nach een d'Wuert ergräifen?

Madame Frank.

))) Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Jo, Här President, mir géifen als CSV-Fraktioun éischtens een Tiret dobäiproposéieren an awer och een ofänneren. An den Tiret, dee mir wëlle bäisetzen, dee géing folgendermoossen heeschen: «à mettre en place

des campagnes de sensibilisation à l'intention des clients de la prostitution». An da bei deem leschten Tiret: «à analyser la possibilité d'une modification des dispositions pénales actuelles en matière de prostitution». Do géife mer dee leschten Tiret wëllen ofänneren ënnert där Form, wéi ech et elo grad hei gesot hunn.

))) M. le Président. - Madame Loschetter.

))) Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG), interpellatrice. - Jo, mir kënnen domadder d'accord sinn, Här President.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que les personnes se prostituant se trouvent souvent dans des situations de détresse, de dépendance ou d'exploitation et qu'elles sont dès lors des victimes d'actes de violences;

- qu'il importe de garantir une attitude professionnelle adaptée à ces situations spécifiques, surtout de la part des forces de l'ordre;

- que les forces de l'ordre ont la responsabilité de garantir dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution la prévention de «l'outrage public aux bonnes mœurs»;

- le respect de la personne humaine, notamment en détresse, et la nécessité d'encadrer de façon multidisciplinaire les personnes victimes de la prostitution forcée;

- la résolution 1579 (octobre 2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommandant, entre autres, «s'agissant de la prostitution volontaire des adultes, que les États membres du Conseil de l'Europe formulent une politique claire à l'égard de la prostitution; ils doivent éviter les normes et politiques discriminatoires, qui poussent les prostituées à la clandestinité ou dans les bras de proxénètes, ce qui ne peut que les rendre plus vulnérables, alors qu'il conviendrait au contraire de chercher à les rendre plus autonomes, notamment (...) en mettant fin aux abus de pouvoir de la police et d'autres autorités publiques à l'égard des prostituées, par la mise en place de programmes de formation spéciale à leur intention.»,

invite le Gouvernement

- à mettre en place des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation spéciale et continue du personnel des forces de l'ordre afin de gérer de manière appropriée les situations dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution;

- à mettre en place des campagnes de sensibilisation à l'intention des clients de la prostitution;

- à organiser ces programmes en étroite collaboration avec les associations actives dans le domaine social;

- à analyser la possibilité d'une modification des dispositions pénales actuelles en matière de prostitution.

(s.) Viviane Loschetter, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

))) M. le Président. - Gutt. Kann ech dann déi Motioun zum Vote stellen? Kënnen mer par main levée doriwuer ofstëmme?

(**Assentiment**)

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Déi Motioun ass domadder ugeholl.

(**Interruption**)

Här Fayot!

))) M. Ben Fayot (LSAP). - Ech wëll trotzdem eng Remarque dozou maachen, Här President. Also, et ass ganz schwéier Texter einfach esou ze notéieren an dann ze stëmme. Ech fannen dat keng gutt Politik, keng gutt Method an deser Chamber,...

))) Plusieurs voix. - Très bien!

))) M. Ben Fayot (LSAP). - ...an ech géif d'Kolleginnen an d'Kollegee bidden an Zu-

kunft, wa se a Motioun wëllen eppes änneren, Texter änneren, ganz Sätz änneren, dass se dat schrëftlech sollen eraginn, dass mer dat kënne virleien hunn, an dass mer dann ofstëmme.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Bon, fir dës Kéier ass et an der Rei. D'Madame Frank hat mat mir geschwat doriwwer. Ech hunn och kee Problem domat.

» **Une voix.** - Si huet awer net mat mir geschwat.

(Hilarité)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech fannen, et ass keng gutt Method, fir ze schaffen.

» **La même voix.** - Dat ass richtig.

» **M. le Président.** - Ech fannen, den Här Fayot huet ganz Recht. Mir wäerten dat och bei där nächste Kéier beuechten.

Als nächste Punkt op eiser Dagesuerdung steet d'Resolutioun vun der Madame Anne Brasseur iwwert d'Aféierung vum Wäerteunterrecht an de Schoulen. Dem Auteur vun der Resolutioun, de Fraktiounen an der Regierung sti fënnf Minutte Riedezäit zou, de Sensibilités politiques zwou Minutten. Bis elo hu sech schon ageschriwwen den Här Haupt, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Resolutioun, déi honorabel Madame Anne Brasseur.

5. Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les élèves et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise

» **Mme Anne Brasseur (DP), auteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resolutioun, déi ech virun zwou Wochen hei deposéiert hunn an déi d'Ënnerschrëften dréit vun deenen Hären Adam, Bodry, Gibéryen, vun der Madame Flesch a vu mir selwer, behandelt e ganz sensibele Sujet. De But vun der Resolutioun ass et, fir dass d'Chamber d'Kommissioun vun der Éducation nationale chargéiert, fir d'Méiglechkeet ze ënnersichen, e Wäerteunterrecht fir all Schüler an der öffentlecher Schoul anzeféieren.

Un där ganz virsichteger Formulierung vun deem Text gesäit een, dass d'Signatairen an ech als Auteur drop beduecht waren, fir dat wierklech mat ganz vill Sensibilitéit unzegoen, an dass et net drëm geet, hei ze soen de Reliounsunterrecht géing ersatzlos aus dem Schoulprogramm gestrach ginn, well dat ass net de But vun dëser Resolutioun.

Éier een nämlech eppes ofschaft wëllt, muss ee wësse firwat, an et muss een och wëssen, wat ee wëllt amplatzen setzen, wat net nëmme sënnavoll ass, mä och qualitativ besser ass wéi dat Bestehend!

Ech hu mech mat deenen Argumenter aussergesat vun deenen, déi soen, de Reliounsunterrecht misst direkt aus de Schoule verschwannen, geneesou wéi mat den Argumenter vun deenen, déi soen, de Reliounsunterrecht wier wichtig an der Schoul an e Wäerteunterrecht kënnit nëmme fousen op engem Glawensfundament.

Déi eng an déi aner Argumenter muss ee selbstverständlech analyséieren. Bei der Preparatioun vun där Resolutioun sinn eng ganz Rei Froe mer duerch de Sënn gaangen, Froen, déi ee selbstverständlech muss stellen an op déi een och muss kënne kucken, zesummen eng Äntwert ze fannen:

1) Wat soll d'Schoul nieft dem rengen Wësse vermëttelen?

2) Wellech Wäerter a wéi soll d'Schoul dës Wäerter vermëttelen?

3) Wat ass de Rôle vun der Relioun an der Gesellschaft? Wat ass de Rôle vun der Relioun an der Schoul?

4) Gehéiert d'Relioun zu der Privatsphäre oder zu der öffentlecher Sphäre?

5) Wann ee fir d'Erhale vum Reliounsunterrecht an der Schoul ass, kréien dann och aner Glawensgemeinschaften am Sënn vum Pluralismus an der Reliounsfräiheet Accès zu der Schoul?

6) Wann een de Reliounsunterrecht aus de Schoulprogrammen eraushëlt, heescht dat och, dass de konfessionellen Unterrecht ganz aus der Schoul eraus ass, oder dass een e ganz aus der Schoul wëllt eraushuelen? Oder kann ee virgesinn, dass de Reliounsunterrecht awer am Schoulgebai ka stattfannen, no den offizielle Schoulstonnen?

7) Riskéiert een net, wann de Reliounsunterrecht ganz aus der Schoul erausgeholl gëtt, dass d'öffentlech Hand guer keen Droit de regard méi huet dorobber, wie Schoul hält a wat ënnerriicht gëtt, a riskéiert een net, dass doduerch op onkontrolléierte Plazen d'Kanner kënnen endoctrinéiert a manipuléiert ginn?

8) Wann een de Reliounsunterrecht ofschafft, weess een net, duerch wat en ersat gëtt, an duerfir muss mer eng Äntwert dorop hunn, an och dorop, wien d'Enseignantë sinn, déi dann dës Wäerteunterrecht enseignéieren.

9) Kann de Contenu vum heitege Programm vum Enseignement moral et social, all dat, wat mer ons ënner engem allgemenge Wäerteunterrecht virstellen, ofgedeckt ginn?

10) Wéi ass et mat der Formation initiale a mat der Formation continue vun all deenen Enseignantë?

11) Wat geschitt mat deenen 273 Katechetinnen a Katecheten a mat deene ronn 50 Reliounsenseignantë vum Postprimaire?

12) Wat sinn d'Konklusiounen aus dem Wäerteunterrecht, wéi en am Neie Lycée ënnerriicht gëtt?

Här President, dës Lëscht ass net exhaustiv fir all déi Froen, vun deenen ech gären hätt, dass se an der Commission de l'Éducation nationale sollen ënnersicht ginn.

An engem Communiqué vun der Jeunesse Démocrate et Libérale iwwert d'Laïcitéit steet Folgendes, an ech zitieren: «La JDL pense cependant qu'il serait illusoire et point propice à l'heure actuelle de couper les ponts avec les communautés religieuses du jour au lendemain, comme certains anticléricaux acharnés l'exigent. Il n'est en effet dans l'intérêt de personne de déclencher une polémique antireligieuse qui ne mènera sans doute qu'à un conflit de société.» Fin de citation.

Ech hunn dësem nuancéierte Communiqué näischt bäizefügen a wëll den Auteurs vun der Jeunesse Démocrate et Libérale féliciteiere fir hir ganz nuancéiert a responsabel Haltung.

Här President, fir et der Educationskommissioun vun dësem Haus ze erméiglechen, d'Problematik mat alle Sensibilitéiten ze ënnersichen, wäert ech der Kommissioun vorschloen, en Hearing mat alle Concernéierten ze organiséieren. Als Participantë schloen ech ënner anere: Verrieder vun der kathoulescher Kierch a vun anere Reliounsgemeinschaften, Verrieder vu Liberté de conscience, d'Enseignantë vun der Formation morale et sociale aus dem Primaire an dem Postprimaire, d'Katecheten an d'Reliounsenseignantë aus dem Postprimaire, d'Philosophieprofessoren - zumools déi, déi op der Deuxième d'Histoire des religions enseignéieren -, d'Formateurs vun de Katecheten a vun den Enseignantë vum Enseignement moral et social, d'Verrieder vun den Enseignantsgewerkschaften an och d'Membere vun der Commission consultative des droits de l'Homme. - Och déi Lëscht ass net exhaustiv.

No der Konsultatioun, déi an der Kommissioun stattfënnit, soll da menger Virstellung no d'Kommissioun eng Motioun virleeën, déi hei zum Vote kënnit, wou allen Nuancé Rechnung gedroe gëtt. Ech hoffen, dass déi Resolutioun, déi haut zum Vote steet, hei eng breet Ënnerstützung fënnit an dass d'Kommissioun hir Aarbechte kann ophuelen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wënsche mer, dass dësen Débat déi Serenitéit kritt, déi de Sujet verlaangt, am Respekt vun der Meenung an der Iwwerzeugung vun all deenen, déi an Zukunft un deem Débat deelhuele, woubai hoffentlech et iwwerflësseg ass ze soen, dass d'Toleranz ni kann à sens unique sinn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupt agedroen. Här Haupt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Här President, mat allem Respekt, dee mer fir verschidde Punkten hunn, déi d'Madame Brasseur hei opgezielt huet, muss ech awer am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mer verwonnert sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi mer d'Aarbecht hei an der Chamber wëllen organiséieren.

Mer saiséieren eis also elo selwer, fir dass mer an enger Kommissioun sollen iwwer e Punkt schwätzen, deen iwwregens d'Kommissioun op den Ordre du jour vun hirer nächster Sitzung gesat huet.

Ech mengen, Här President, dat kléngt no baussen e wéineg lächerlech a mir maachen eis domadder selwer no baussen e wéineg lächerlech.

Bis elo war et esou, dass, wann eng Resolutioun gefaasst ginn ass, déi ëmmer komm ass opgrond vun engem Débat, dee mer an der Chamber gefouert hunn, oder opgrond vun engem Gesetzesprojet, dee mer hei diskutéiert hunn, an dann huet d'Chamber sech selwer opgefuert, fir no e puer Joer oder no enger gewësser Zäit ze kucken, wéi d'Schlussfolgerunge vun deem Débat evoluéiert sinn.

Ech mengen, wa bis elo eng Fraktioun e Punkt op den Ordre du jour vun enger Kommissioun wollt setzen, esou wéi dat dëslescht de Fall war, geet dat och anescht: Zum Beispill wollt d'demokratesch Fraktioun viru kuerzem, dass mer op den Ordre du jour vun der Commission des Classes moyennes de Punkt, wéi déi Affär vun den Autorisations de commerce am Ministère verlaf ass, solle setzen.

Dir hutt, Madame Brasseur, dem President e schéinen, léiwe Bréif geschriwwen, an dat ass dann och dee Moment esou op den Ordre du jour vun der Chamberskommissioun gesat ginn.

Elo fänke mer un, hei en Débat an der Plénière ze féieren, fir ze kucken, ob mer eis selwer mat enger Aarbecht solle saiséieren. Mir maachen eis domadder wierklech do-bausse lächerlech an eis Fraktioun géif och duerfir déi Resolutioun oflehnen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Haupt Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru 14 Deeg ass déi Resolutioun hei deponéiert ginn. Déi Resolutioun dréit och ënner anere meng Ënnerschrëft. Dat ass kee Coup de tête gewiescht vu menger Säit, mä et ass u sech e Schrott, deen och mat der Fraktioun ofgeschwat war.

Mir hunn déi heite Resolutioun ënnerstëtzt, well mer der Meenung sinn, dass dat Thema net därerf ad acta geluecht ginn. Dat ass effektiv e Risiko, dee besteet. Dat ass esou en Thema, wat oft ganz passionnant a passionnéiert diskutéiert gëtt, sou dass dat, well et eben och fir Friktioun suergt, d'Tendenz huet, ganz schnell, nodeem sech déi éischt Opregung geluecht huet, ad acta geluecht ze ginn.

Et soll also kee Gras ronderëm dat Thema hei wuessen, mä mir sollten eis déi néideg Zäit huelen, fir an aller Rou an am Fong op déi Diskussioun do zréckzekommen, an dat ass fir mech de Grond gewiescht, fir déi heite Resolutioun mat ze ënnerschreien.

Et ass net u sech déi staark Ausso, déi dran ass, déi mech iwwerzeegt huet, well den Text ass ganz, ganz vag gehalten a bréngt eis eigentlech an der Diskussioun um Fong net virun. Dat ass ganz kloer. Hei geet et méi dorëm, fir ze garantéieren, dass och d'Chamber nach an der Zukunft sech mat där doter Fro beschäftegt, a wann ech d'Ausso vun der Madame Brasseur hei kucken, déi vill Froe gestallt an opgeworf huet, mä awer net d'Position vun hirer Partei konnt zu deem Thema hei matdeelen, da beweist dat, dass do nach vill Diskussionsbedarf besteet op alle Säiten.

Ech stelle just fest, dass an där heiter Fro nëmme zwou Parteien hei am Haus vertrat sinn, dat sinn d'LSAP an déi Gréng, déi kloer Aussoen an hire jeweilige Wahlprogrammer zu deem dote Punkt haten. Ech hunn a kengem Programm vun deenen anere Parteien eng kloer Ausso an iergendenger Form och nëmme zu deem dote Punkt gelies. A wann ee Programm huet

vun iwwer 50 Säiten an et bréngt een et net fäerdeg, eng Zeil doriwwer ze schreien, dann denken ech mer, dass déi dote Froen kee grouse Stellwäert fir déi Parteien hunn. Duerfir sinn ech heiansdo paff, wien elo alles a Pressekonferenze sech erverdeet an deem dote Dossier.

Wichtig ass et fir eis Partei - an et ass och op dee Wee, wou d'Regierung sech mat engem Modellprojet beginn huet -, dass mer verhënnere, dass mer an eng Situatioun kommen, dass déi Schoulgemeinschaft ëmmer manner eng Gemeinschaft ass, mä dass déi Schoulgemeinschaft, déi scho Schwierigkeeten huet, all sozial Ënnerscheeder, all national a kulturell Diversitéiten an deem „melting pot“ do eranzebréngen an ze verschaffen, och nach herno iwwer reliéis Froen opgespléckt gëtt an dass mer herno eng Multiplikatioun kréie vun eenzelne reliéis ausgerichte Coursen, wat contraire ass zur Kreatioun vun enger Schoulgemeinschaft.

Dat ass fir eis de sprangende Punkt eigentlech an där ganzer Diskussioun. Duerfir mengen ech, dass een déi heite Fro muss breet ugoen, wa méiglech probéieren an engem breede Konsensus ze fueren a vu virera keng politesch Kräfte aus der Diskussioun auszeschalten, fir dass mer an där doter Fro, wou jo och kee vu sech, mengen ech, ka behaupten, dass en d'Wourecht gepacht hätt, dass mer konkret virukommen an där ganzer Diskussioun, fir eben dat ze verhënnere, wat ech virun als Risiko vun där Entwécklung skizzéiert hunn.

Mir sinn als Partei - dat ass nozulesen an eise Wahlprogramm - fir en neie Wäerteunterrecht, deen eigentlech de bestehende Reliounsunterrecht an déi bestehend Éducation morale et sociale ersetzt, an deen et soll méiglech maachen och d'Relioun wéi aner philosophesch Uschaulechkeete matzeintegrieren an esou engem Cours. An dat ass jo och genau déi Iddi, déi am Neie Lycée - an deem Pilotprojet - verfolgegt ginn ass. Mir géingen eis wënschen, dass mer och am Primärschoulunterrecht en ähnelche Projet géingen op d'Schinne kréien.

Zënter dem 10. Oktober - dem Dépôt - sinn zwee nei Elementer an d'Diskussioun erakomm. Éischtens emol hu mer eis dës Kéier eens gesat ënner Parteipresidenten, dass mer eis erëmbegéien. Den 12. November ass déi Entrevue, wou all Parteipresidenten zougeseet hunn, wou mer sollen iwwert déi prinzipiell Froen en éischten Austausch hunn op deem dote Niveau. A parallel dozou huet déi zoustänneg Schoulkommissioun an der Chamber decidéiert, dass se op hirer nächster Sitzung den 8. November och déi dote Fro wäert behandelen.

Esou dass a mengen Aen den Zweck vun der Resolutioun erreecht ass. Et ass ereecht ginn, dass déi dote Froen net ad acta geluecht ginn, dass weider driwwer diskutéiert gëtt am Parlament an ausserhalb dem Parlament, esou dass ech der Meenung sinn, dass déi Resolutioun zum heitegen Zäitpunkt eigentlech iwwerflësseg ass.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an all Schoulstonn an an all Unterrechtsfach ginn och Wäerter vermëttelt: Fairness am Sport, awer net nëmme do; Respekt virun der Natur an de Sciences; Demokratie an der Geschicht; Léift an aner Gefiller an enger Liebsgeschichte; Toleranz a Solidaritéit an enger Gruppenaarbecht; Partizipatioun a Regele beuechte ganz allgemeng an der Schoul. Dës Lëscht kéint een nach ganz laang weiterféieren, an et gëtt selbstverständlech och Iwwerschneidungen.

Mir sinn eis bewusst, dass et kee wäerträren Unterrecht gëtt. Esou sinn ech och zum Beispill mam Publizist Alfred Grosse averstannen, deen an engem Virtrag am Dezember 2001 zu Miersch am Servais-Haus gesot huet: „Der Erzieher, sei es Vater, Mutter oder Lehrer, der dich nicht beeinflussen will, ist nicht tolerant, er dankt ab.“

Dat emol virausgesat, sti mir awer derfir an, fir ee spezielle Wäerteunterrecht fir all eis Kanner an schoulpflichtegen Alter anzeféieren. Hei ka méi spezifesch op déi menschlech Wäerter agaan ginn, déi mir mussen respektéieren a fleggen, fir e sozialt Liewe méiglech ze maachen a positiv ze gestalten. Hei kënne mir eis geziilt mat esou Begrëffer wéi Mënscherechter, Solidaritéit, Inclusioun, Partizipatioun auseresetzen. Et ass elo net de Moment, fir sech allze wäit mat den Inhalter vun esou engem Wäer-

teunterrecht ze befaassen. Dat kënne mer jo dann an der Éducatiounskommissioun maachen, wa mer déi Resolutioun hei stëmme.

Mir sinn eis bewosst, datt et hei net nëmmen ëm d'Aféierung vun engem Wäerteunterrecht geet, mä och ëm d'Plaz vun Reliounsunterrecht an eise Schoulen. Am Moment organiséiere mir de Reliounsunterrecht an d'Morale parallel an all eise Schoulen. Mir hunn zwou vun 28 Unitéiten duebel besat. Mir brauche vill Personal a Raimlechkeete fir eng Organisatioun, déi an eisen Ae keng Léising fir d'Zukunft ass.

Datt bal 80% de Reliounsunterrecht wielen an net d'Morale, ass e Fait. Ob d'Motivatioun do ëmmer d'Iwwerzeegung ass, seng Kanner kathoulesch ze erzéien, oder eventuell ee gewëssene gesellschaftlechen Drock, eventuell och d'Bequeemlechkeet oder eng gewësse Portioun Schähnhelegkeet, doriwwer kënne mer gäre spekuléieren. Dat dierft eis awer net dervun ofhalen, eng Léising ze sichen, déi am Intérêt vun eise Kanner alleguer ass. Ech mengen, eis Positioun ass bekannt. Mir si fir ee Modell vun engem Wäerteunterrecht, esou ähnlech wéi en am Projet „Neie Lycée“ schonns am drëtten Joer funktionéiert. Duerfir droe mir och déi Resolutioun vun der Madame Brasseur selbstverständlech mat.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci, an als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als ADR deemools déi Resolutioun vun der Madame Brasseur selbstverständlech mat ënnerschriwwen, well se an der Iddi läit vun deem, wat mir als ADR zënter Joren hei an der Chamber verrieden. De Kolleg Alex Bodry huet virduen hei gemengt missen ze soen, datt just seng Partei an déi Gréng an hirem Wahlprogramm eng kloer Ausso géinge maachen an aner Partei géinge momentan an der Öffentlechkeet an a Pressekongressen optrieden an hätten dat net drastoen. Ech wollt just soen, datt et bei eis net am Wahlprogramm steet, mä bei eis steet et souguer am Grondsazprogramm dran.

(**Interruption**)

D'Trennung vu Kierch a Stat steet bei eis am Grondsazprogramm dran, Här Bodry. Da froen ech mech, Här Bodry, wat et iwwerhaapt e Wäert huet, wann d'Sozialiste sech hei dermat rühmen, datt si et an hirem Wahlprogramm hunn an emol net de Courage hunn, fir hei an der Chamber matzestëmmen, fir datt iwwerhaapt géing driwwer diskutéiert ginn.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hunn ofgestëmmt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, neen. An da misst Der emol déi Resolutioun hei matstëmmen. Mä Dir hutt emol net de Courage.

» **Une voix.** - Den Här Bodry stëppelt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do gesäit een also, Här President, datt zënter dem 10. Oktober, wou déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwen ass vum Här Bodry selwer, bis elo d'Sozialisten eng schéi Gehirwäsch vun der CSV musse kritt hunn, well se hunn elo misse ferme d'180-Kéier huelen. Et ass also munches an deene leschten Deeg geschitt.

Op jidde Fall, mir sinn der Meenung, datt déi Resolutioun hei esou sachlech gehalen ass, datt se iwwerhaapt näischt fixéiert an all Méiglechkeeten opléisst, fir driwwer ze diskutéieren. A wann een net emol de Courage huet, fir dat ze ënnerstëtzen, d'Bereetschaft erkläert, fir driwwer ze diskutéieren, da soll een net heihinner kommen an iergendwéi Deklaratioune maachen.

Här President, mir wäerten op jidde Fall déi Resolutioun hei stëmmen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als ieschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, och a mengem Grondsazprogramm steet d'Trennung vu Kierch a Stat.

(**Hilarité**)

Mä fir mech gëtt et awer och keng Alternativ dozou. Dofir ass et och esou, dass d'Relioun fir mech näischt an de Schoulen ze sichen huet, an och keng Alternativ dozou. Fir mech ass et éischter esou, wann een de Kanner an enger eegener Kannerstuf mo-

ralesch an ethesch Wäerter net ka bäibréngen - dat hunn ech nach ëmmer gesot -, da bréngt och kee Prof et fäerdeg, an d'Schoul bréngt et och net fäerdeg. Ech sinn éischter der Meenung, dass d'Schoul dofir do ass, fir d'Kanner op d'Liewe virzereeden, op déi Erausforderung, déi se am Liewen erwaart. Dat wär méi wichteg, wéi elo ze versichen, hei nach Saachen ze erfannen oder bäizebréngen, déi souwiso spéider erëm esou verwäsche sinn, dass awer erëm jiddfereen dermat ka maachen, wat e wëllt.

Mä ech wëll awer zu de Froe vun der Madame Brasseur soen, ob se net weess, dass den Här Statsminister lech haut geäntwert huet op Är Froen, an dass do jo awer e Pilotprojet leeft an engem Lycée, wou dee Wäerteunterricht do schonn ugefaange gëtt ze maachen. Esou dass ech jo awer och der Meenung sinn, dass, wann Der wierklech wëllt an déi Richtung goen, da sollt Der dat awer och emol ofwaarden an da kucken, wat sech dorausser ergëtt, an da spéider vläicht emol eng Kéier nach déi Diskussioun hei opféieren.

Mä elo an deem Moment ass et fir mech souwiso kloer, dass dat doten näischt an de Schoule verluer huet. Dofir wäert ech dat och net stëmmen. Mä wann Der awer wierklech wëllt seriö eng Diskussioun driwwer féieren, da géing ech awer emol ofwaarden, wat hei aus deem Pilotprojet erauskënnt, an dann nach eng Kéier driwwer schwätzen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Jaerling Merci. Wëllt nach een d'Wuert? Den Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt just nach eng Kéier soen, dass den Här Bodry och a senger Ried gesot huet - an dat schéngt awer nach net ukomm ze si bei verschiddene Fraktiounen oder Gruppen -, dass den 12. November um 14.30 Auer - ech weess de Sall elo net genee, mä ee vun deene véier Säll, déi mer hunn - eng Sitzung ageruff ass vum President vun der Commission de l'Éducation nationale, fir just iwwert dat Thema ze schwätzen, dat eben hei ugeschwat ass.

D'Kommissiounen an de President vun der Kommissioun hunn an eise Reglement d'Recht, fir hiren Ordre du jour festzelleen. Si brauchen dofir net vun der Plénière invitéiert ze ginn. Dat ass geschitt. An ech sinn also der Meenung, dass déi Resolutioun hei iwwerflësseg ass, superfétatoire. Ech stellen den Antrag, fir se net ze stëmmen, well dat, wat dra gefrot ass, scho realiséiert ass. Wéi gesi mer aus dobaussen, wa mer hei an der Chamber eppes froen, wat schonn eigentlech realiséiert ass?

(**Interruptions**)

» **M. le Président.** - Här Bausch. Här Henckes, den Här Bausch huet elo ganz eleng d'Wuert.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ganz kuerz just. Ech wollt dem Här Fayot just soen: De Problem, dee sech awer stellt, dat ass déi Réunioun, wou mir och begréisen, datt déi stattfénnt, wou d'LSAP d'Initiativ geholl huet, dat ass awer eng Réunioun, déi am ausserparlamentaresche Raum stattfénnt, téschent de Parteien ënnerteneen.

(**Interruptions diverses**)

Jo, ech kann lech just soen, datt ech bis elo just woussst vun enger Réunioun, wou eis Parteipresidentin och dohinner kënnt, och bei lech.

(**Interruption**)

» **M. le Président.** - Den Här Fayot nach eng Kéier.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Bodry, sidd net esou opgereegt.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Also nach eng Kéier. Den 12. November um 14.30 Auer hei an der Chamber ass d'Commission de l'Éducation nationale mat just deem Punkt do aberuff, esou dass mir der Meenung sinn, datt déi Resolutioun iwwerflësseg ass. Dat ass alles.

» **M. le Président.** - Madame Brasseur.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - D'Sozialiste si schéin nervös.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech freeë mech, dass d'Commission de l'Éducation nationale dat do op den Ordre du jour gesat huet. Dat ass nom Dépôt vun der Resolutioun komm, mä mir kënne jo awer als Chamber dat nach eng Kéier all zesammen hei ënnersträchen, well dee Sujet hei ass...

(**Brouhaha général**)

Ech fannen, et soll een net mat esou Zwëscheriff bei deem Sujet operéieren, well mir sinn hei an engem ganz sensibelen Thema, a wann ech kucken, dass den Här Hauptert dat hei vergläicht mat enger Demande, fir e Punkt op den Ordre du jour ze setzen am Kader vun der Commission des Classes moyennes, mä do si mer wierklech an engem aneren Themegebit. Hei si mer an engem gesellschaftspoliteschen Domän. Hei si mer an engem Domän, dee fir jiddfereen enorm vill bedeit, egal wat seng Convictioun sinn, an ech fannen, dass mer eis an aller Serenitéit sollen domat beschäftegen an net duerch Prozeduriwwerleeunge probéieren, laanscht e Vote vun deser Motioun ze kommen.

An dofir géing ech wierklech nach eng Kéier en Appel maachen, des Resolutioun ze stëmmen, fir d'Wichtigkeet vun deem Sujet ze ënnersträchen.

» **M. le Président.** - Den Här Hauptert.

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Här President, ech wollt just soen, dass ech net déi zwou Saache matenee vergläiche wollt. Ech wollt just d'Prozedur erklären, wéi mer virgoe sollten, wa mer gären eppes op den Ordre du jour vun enger Kommissioun hätten. Da schreift een e Bréif un de Chamberspräsident, de Chamberspräsident gëtt e virun un den zoustännege Kommissiounspresident an den hält et op den Ordre du jour vun enger vu sengen nächster Kommissiounssätzungen. Wann dat hei méi e sensible Projet soll sinn, da mécht dat nach keng Differenz. Soss fänke mer u fir all sensible Projet elo hei en Débat ze féieren, well de Mëtteg ass jo elo méi iwwert de Fong debattéiert ginn ewéi iwwert d'Prozedur. Ech mengen, et war jo schonn een Débat, deen hei gefouert ginn ass.

Dee Punkt, deen hei zur Debatt steet, steet um Ordre du jour vun der nächster Sëtzung vun der zoustännege Chamberskommissioun. Also ech bieden ëm Äert Versteesdemech; mir maachen eis wierklech lächerlech, wa mer eis elo nach eng Kéier mat eppes saiséieren, wat de toute façon schonn ugeholl ass.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här Hauptert, Dir waart ze laang Fonctionnaire ënnert dem Här Boden, mengen ech.

» **M. le Président.** - D'Madame Flesch.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, ech wëll mech domadder begnügen, der Madame Brasseur Merci ze soen, dass si déi Resolutioun abuecht huet, well dat d'Wierkung hat, dass elo d'Majoritéitspartei sech geflass hunn, fir de Punkt op den Ordre du jour vun der Kommissioun ze setzen.

Ech mengen, mir sollen déi Resolutioun awer stëmmen, fir ganz kloer zum Ausdrock ze bréngen, dass mer dee Punkt net nëmmen an enger Sitzung den 12. November kucke wëllen, mä dass dat e wichtige Punkt ass, mat deem des ganz Chamber sech muss ausereesetzen. An ech wëll och dobäi bemierken, Här President, dass souguer, wa par hasard déi Resolutioun net géing gestëmmt ginn, mir eis wäerte verwenden, fir an där Fro der Majoritéit weider den Dampf waarm ze maachen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Sou, nach eng Kéier den Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Also, ech wëll hei soen, dass ech vu kengem brauch eng Lektoune ze kréien doriwwer, wéi wichteg dat Thema hei ass. Nach eng Kéier, den Här Bodry huet jo ganz kloer gesot, dass mir am Fong geholl mat deene Gréngen déi eenzeg Partei sinn, déi zu deem Punkt och an hirem Wahlprogramm eng ganz kloer Ausso gemaach huet. Mir brauchen...

(**Interruptions**)

» **M. le Président.** - Sou, elo huet ganz eleng den Här Fayot d'Wuert!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Mir brauchen also keng Lektoune vun iergendengem ze kréien.

Ech wëll awer just soen, wann d'Madame Brasseur net d'accord ass, fir hir Resolutioun zrëckzezie virun deenen evidente Faiten, déi do leien, an déi Faiten, dat ass, dass eng Sitzung vun der Kommissioun schonn elo aberuff ass, a wa mer déi Resolutioun stëmmen, dass dann eigentlech ofen Dieren agerappt ginn. Wann d'Madame Brasseur net domat d'accord ass, da sinn ech leider forcéiert, fir d'Question préalable nom Artikel 38, Paragraph 7 ze froen an d'Chamber ze froen, ob se déi Fro wëllt behandelen, «qu'il n'y a pas lieu à délibé-

tion». Ech mengen, mir hunn hei eng Resolutioun leien, mir sinn der Meenung, dass déi iwwerflësseg ass an ech froen hei ausdrécklech Artikel 38, Paragraph 7, «qu'il n'y a pas lieu à délibérer».

» **M. le Président.** - Madame Flesch.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, ech wëll dem Här Fayot meng Bewonnerung ausdrécken. On se sort d'une difficulté de fond par un truc de procédure. Wuel gemaach!

» **M. le Président.** - Sou, mir sinn elo hei mat enger Demande vum Här Fayot befasst, fir laut Artikel 38, Alinea 7 driwwer ofzestëmme, datt mer déi Resolutioun do net zur Délibératioun ginn. Ech géing proposéieren, datt mer elo zum Vote géinge procédieren. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Nach eng Kéier, wéi war d'Fro?

» **M. le Président.** - Also nach eng Kéier, déi Kolleginnen a Kollegen, déi der Meenung sinn, datt net soll iwwert déi Resolutioun hei ofgestëmmt ginn, déi stëmme mat Jo.

(**Vote**)

Déi Demande vum Här Fayot, laut Artikel 38, Alinea 7 ass ugeholl gi mat 38 Jo-Stëmme, bei 22 Nee-Stëmme a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwer en Ännerungsvorschlag vum Chamberreglement Nummer 5786. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Flesch an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Gibéryen.

6. 5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

» **M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur.** - Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Reglementskommissioun proposéiert der Chamber, dräi Ännerungen un eise Reglement virzehuelen.

Déi éischt Ännerung betrëfft den Artikel 37 iwwert d'Riedezäit. Dir wësst, datt d'Riedezäit laut Modelle festgeluecht gëtt, datt d'Presidentekonferenz déi jeeweileg Modellen eestëmme festleet, an am Fall, wou keng Eestëmmegeest besteet, gëtt de Modell 4 automatesch ugewannt.

D'Reglement gesäit Groupes politiques a Sensibilités politiques vir. De Groupe politique oder Fraktioun muss mindestens aus fënnef Deputéierte bestoen. Eng Sensibilité politique ass een, sinn zwee, dräi oder véier Deputéierten.

Députés indépendants gesäit d'Reglement net vir.

Am Artikel 37 iwwert d'Riedezäit gi véier Ännerunge proposéiert:

Déi éischt Ännerung: Esou wéi bei de Groupes politiques proposéiert d'Reglementskommissioun, elo och bei de Sensibilités politiques eng Staffellung vun der Riedezäit am Verhältnis vun der Zuel vun de Mandater virzehuelen. De Prinzip berout dorop, datt d'Basisriedezäit vun engem Groupe politique, also fënnef Deputéierten, x ass, an d'Sensibilité politique elo esou vill Fënneftel vun där Riedezäit kritt, wéi se Deputéierten huet, mat engem Minimum vun zwou Minutten.

Déi zweet Ännerung: Bei de Groupes politiques war beim Modèle de base eng Differenz virgesinn tëschent Groupes politiques bis zéng an iwwer zéng Mandater. D'Proposition vun der Reglementskommissioun ass, dës Differenz ze strächen an all Groupe politique déiselwecht Basisriedezäit ze ginn.

Déi drëtt Ännerung ass, datt de Rapporteur an d'Regierung am Basismodell an am Modell 1 méi Riedezäit kréien.

Déi véiert Ännerung ass: An eise Reglement gëtt bei all Modell vun der Riedezäit des Weidere festgehale: «sans préjudice de l'article 80 de la Constitution le temps de parole du Gouvernement est de...», an da kënnst déi jeeweileg Zäit. D'Kommissioun proposéiert, de Passage «sans préjudice de l'article 80 de la Constitution» ze strächen. Dës Formule hätt kënnen zu falschen Interpretatioune féieren. Am Kloertext heescht dat, wann d'Presidentekonferenz elo e Modell vu Riedezäit festhält, dann ass d'Regierung an där Debatt gehale, sech och un déi virgeschriwwen Riedezäit ze halen, esou wéi dat bis elo och an der Praxis de Fall war. Niewent där Debatt kann d'Regierung ëmmer den Artikel 80 invoquéieren, fir d'Wuert ze kréien an och esou laang ze schwätzen, wéi se wëllt.

Déi zweet Ännerung betrëfft d'Rapportéer vun der Kommissiounen. Mir haten an der Kommissioun doriwier laang Diskussiounen an et ass majoritär eng Proposition festgehale ginn, ob Bericht vun de Kommissiounen öffentlech sinn oder net. Den Artikel 22 iwwert d'Kommissioun a sengem Alinea 7 hält fest: «Les travaux parlementaires en commission sont non publics, à moins que la commission ou la Chambre n'en décide autrement.» Un dësem Prinzip wëllt d'Reglementskommissioun festhalen, fir datt och an Zukunft an de Kommissiounen iwwer alles ka geschwat ginn. Wa mer se géife public maachen, géif oder kéint viles net méi gesot ginn.

An an der Konsequenz vum Artikel 22 Alinea 7 ass et duerfir dann och logesch, datt d'Rapporten net public kënnen sinn. Den Artikel 22 Alinea 8 hält fest «...une communication sur les travaux de la commission peut être faite par le responsable de la communication de la Chambre des Députés, suivant les modalités arrêtées par le Bureau». An d'Reglementskommissioun proposéiert elo, dësen Tires ze ergänzen duerch «et sous la responsabilité du président de la commission». Heiduerch soll der Kommissioun d'Méiglechkeet gi ginn, datt, obschonn de Rapport net public ass, wa se et fir néideg hält, se eng öffentlech Kommunikatioun iwwert d'Aarbechte vun der Kommissioun ka maachen. Et sief ernimmt, dass an der Logik vum Reglement de Greffe keng Rapporten no baussen däerf ginn, wa se géife gefrot ginn.

Déi drëtt Ännerung ass den Artikel 98. Deen hält fest: «Les rapports écrits des Ministères sur l'activité de l'exercice précédent ainsi que les orientations budgétaires futures doivent être mis à la disposition de la Chambre avant le 1^{er} mars au plus tard.» Vu datt d'Budgetsprozedur zäitlech no hanner verlager ginn ass, an datt mer déi Orientations budgétaires also eréischt zu engem Zäitpunkt kréien, wou och schon d'Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun eriwuer ass, war d'Kommissioun domat averstanen,

fir der Chamber ze proposéieren, fir aus dem Artikel 98 «orientations budgétaires» ze strächen. D'Rapportéer vun deenen Exercices précédents, déi misste selbstverständlech an Zukunft och nach weider da kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi dräi Propositionen, déi d'Reglementskommissioun proposéiert, fir der Chamber hei virzeleeën, fir ze stëmmen. Dës Ännerunge géifen an engem coordonnéierten Text, wa se uegell géife ginn, am Mémorial publizéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Häre Gibéryen Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Häre President. Den Häre Gibéryen huet elo am Detail nach eng Kéier dorop higewisen, wat déi dräi Modifikatiounen sinn, déi d'Reglementskommissioun proposéiert. Ech wëll direkt soen, dass mir als Fraktioun mat där Proposition, wéi d'Reglementskommissioun se elo gemaach huet, d'accord sinn.

Ech wollt nëmmen e puer Wuert soe wéinst engem Artikel, deen ech an Dënschdeg an enger Dageszeitung gelies hunn, ënnert dem Titel „Schaler Beigeschmack“, wou mir de Kapp gewäsch kréien, dass mer ëmmer erëm géifen d'Reglement änneren.

Ech menge wierklech, dass ee sech muss d'Fro stellen, ob een net soll beim Reglement eng Kéier deen Exercice maachen, dee mer an der Verfassungskommissioun amgaange sinn ze maachen, dass mer dee ganzen Text op de Métier huelen a probéieren, ee kohärenten Text ze maachen.

Mir wëssen, dass nach aner Ännerunge vum Reglement op eis zoukommen, aus nach enger ganz anerer Optik eraus wéi dat, wat mer haut diskutéieren, an ech géif mengen, dat wär vläicht eng gutt Iddi, wann een dat géif esou maachen an dann den Text am Mémorial publizéieren, an net all Kéier, wa mer dann erëm eng Ännerung maachen, müssen eng Publikation am Mémorial maachen.

Mä, wat mech awer frappéiert huet, dat ass, dass deen Auteur vun deem Artikel net schéngt verstanen ze hunn, wat elo hei proposéiert ass, well e seet, wann e vun der ADR schwätzt, dass, net nëmmen doduerjer, dass den Häre Jaerling d'ADR-Fraktioun verlooss huet, se keng Fraktioun méi ass, mä elo géif se och nach manner Riedezäit kréien.

Dat ass jo awer net de Fall! An ech muss éierlech soen, ech fannen et équitabel wann ee seet, d'Fraktiounen, déi e Minimum vu fënnef Leit mussen hunn, déi hunn esou vill Zäit, an d'Sensibilités politiques, déi hunn eng Fraktioun vun deene fënnef, au prorata vun där Zuel vu Leit, déi se sinn.

Et schéngt mir richteg ze soen, wann eng Sensibilité politique véier Leit huet, dass et dann normal ass, dass se méi Riedezäit huet, wéi eng Sensibilité politique, déi nëmmen ee Member huet.

Mir wësse jo, woufir an alle Parlamenten vun der Welt et Fraktiounen gëtt. Dat ass fir eng gewësse Kohesioun an d'Debatten ze bréngen an och fir beim Vote eng gewëssen - wéi soll ech soen? - Organisatioun eranzekréien.

Ech fannen et och richteg, dass d'Sensibilités politiques sollen uerdentlech traitéiert ginn an Zäit kréien, mä nach schéngt et mer richteg, dass een dem Kräfteverhältnis soll Rechnung droen. Duerfir géif ech nach eng Kéier vun eiser Fraktioun aus soen, dass mir deen Text, esou wéi en elo virläit, kënnen stëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Häre Ben Fayot agedroen. Häre Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Häre President, ech wollt den Accord vun onser Fraktioun zu dëser Modifikatioun bréngen an och dem Président-rapporteur vun der Kommission du Règlement onse Merci ausschwätze fir déi exzellente Aarbecht, déi en do gemaach huet.

Erlaabt mer awer, éischer a mengem eegenen Numm, eng Remarque ze maachen oder e puer Remarques ze maachen, iwwer een Deel vun deene Modifikatiounen - net iwwert d'Riedezäit.

Déi Remarque, déi geet aus vun engem Virfall, dee mech am Fong geholl gewonnen huet. Mir haten de leschten Dënschdeg de Moien - d'aussepolitisch an d'Europakommissioun zesumme mat der Agrarkommissioun - d'Madame Fischer Boel, Kommissarin, hei, fir iwwer hir Dossier ze schwätzen, a mäin Erstaune war grouss, dass d'Agrarkommissioun eestëmmege anscheinend decidéiert huet, fir dass dës Audioun vun der Madame Fischer Boel soll a Huis clos stattfannen.

Bon, ech hu mech deem gebeugt als President vun der aussepolitischer an Europakommissioun. Ech hunn et awer komesch fonnt. Ech hunn et komesch fonnt an enger Zäit, wou awer wierklech d'Fro vun der Transparenz an der Öffentlechkeet vun Administratiounen an öffentlechen Institutiounen ufänkt, ëmmer méi pertinent ze ginn.

Hannendrun, hannert deem, wat mir elo maachen, schwätze mer iwwert de Projet 5645 «sur la réutilisation des informations du secteur public». Ech weess, dass dat net den Accès dozou ass, mä do steet an deem Rapport - ech hunn dee gelies: «...une législation générale sur l'accès aux documents du secteur public est actuellement en cours d'élaboration». Ech hunn nach ni eppes dovunner héieren. Et ass dat éischt, wat ech dovunner héieren, an ech huele jo un, dass d'Chamber och als en Deel vum Secteur public ugesi gëtt, esou dass d'Chamber sech sécher och muss Gedanken maachen iwwert dat, wat dann den Accès zu esou Dokumenter ass.

Ech kommen dann op deen eigentleche Punkt, dee mech am Reglement am Fong geholl dozou bruecht huet, fir hei Stellung ze huelen. Et handelt sech ëm d'Kommissiounen an ëm d'Öffentlechkeet oder d'Netöffentlechkeet vun de Kommissiounen an de Procès-verbaux vun de Kommissiounssitzungen.

Dir wësst, dass de Mouvement écologique eng Interventioun gemaach huet, d'Commission du Règlement domat befaasst huet, fir dass d'Procès-verbaux vun de Sitzungen vun de Kommissiounen sollten öffentlech sinn, an ech hunn dann emol e bësse méi genee nach gekuckt, wat dann elo an eise Reglement ass.

Mir hunn elo an eise Reglement Artikel 21 Paragraph 7 stoen, d'Travaux vun de Kommissiounen sinn non public. Si sinn non public, mä et gëtt gesot, dass awer déi Travaux och kënnen opgemaach ginn. Si kënnen also public sinn oder non public.

Da steet eppes iwwert d'Procès-verbaux dran, wat mech och stutzeg gemaach huet. Et gëtt e Projet de procès-verbal gemaach vum Sekretariat, an da steet an eise Reglement, Artikel 21 Paragraph 8: «...doit être approuvé au début de la prochaine réunion» vun där Kommissioun, a bis dohinner ass de Projet de procès-verbal «n'est accessible qu'aux seuls membres de la commission...».

Dann hunn ech mer d'Fro gestallt: A wat ass dann duerno? Doriwier gëtt näischt am Reglement gesot. Sinn déi Procès-verbaux, wa se eng Kéier uegell gi si vun der Kommissioun, public oder ass et nach ëmmer Geheimsache? Ech weess et net. Ech gesinn dat net am Reglement. Ech weess awer, Häre President, dass, wa Kommissiounssitzungen stattfonnt hunn an d'Journalisten ënne mat hire Mikroen an hire Kamerae stinn, dass dann alles aus deem, wat an der Kommissioun gesot gëtt, erausgeschwat gëtt.

» **M. le Président.** - Erlaabt Der, datt den Häre Goerens lech eng Fro stellt?

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Selbstverständlech.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Häre Fayot, et kënnst ee vläicht eng Resolutioun hei verfaassen, fir d'Commission du Règlement domadder ze befaassen.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Gitt mer eng Chance, bis ech fäerdeg sinn, Häre Goerens.

(Hilarité)

An dann hu mer jo och nach, dat wollt ech och nach rappéléieren, den Artikel 22 (9) vun eise Reglement, wou steet, dass eng Kommissioun kann decidéieren, dass Délibérations secret sinn. Ech huele jo un, Häre Goerens, dass Der net wëllt, dass, wa mer déi Commission de l'Éducation nationale iwwert de Wäerteunterrecht hunn, dass déi soll secret sinn.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Neen.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Esou dass mer also awer do an enger ganz spezifescher Situatioun sinn.

(Interruption)

Héchstwahrscheinlech gëtt de Secret des délibérations prononcéiert, wann et wierklech delikat Saache sinn, perséinlech Geschichten an esou weider.

An da gëtt an deem Fall och nach kee Procès-verbal iwwerhaupt gemaach, wat ech jo och komesch fannen, dass dann iwwerhaupt keng Trace vun enger Sitzung ass. Just déi puer Remarques, fir ze soen: Perséinlech hat ech - a meng Fraktioun hat mer doranner gefollegt -, an der vieregter Legislatur eng Demande gemaach, fir d'Reglement ze änneren, fir d'Kommissiounssitzungen prinzipiell öffentlech ze maachen a fir dann och natierlech de Procès-verbal public ze maachen.

An ech bedauern et - dat ass mäin Hauptmessage -, dass dës Chamber nach net op deem Punkt ass, fir déi Öffentlechkeet an déi Transparenz mat hiren Aarbechten ze maachen, déi mer och vu villen aneren Institutiounen verlaangen, vun der Regierung, an déi och an Europa, vun der Kommissioun a vu villen aneren Institutiounen gefrot gëtt.

Ech géing mer wënschen, dass mer hei an dëser Chamber lues a lues zu enger neier Positioun kéimen, fir méi op ze sinn no baussen, och an eisen dagdeeglechen Aarbechten, well dat Argument, wat ech dann ëmmer héieren, dass dat net méiglech wär, well da kéinte mer jo net esou fréi ënner eis diskutéieren, dat Argument halen ech net fir pertinent. Ech war zéng Joer an engem Parlament, wou all Kommissiounssitzung öffentlech war, wou d'Press dobäi war, wou Assistenten, Attachéen dobäi waren a wou ganz hefteg diskutéiert ginn ass. Also, mäi Wunsch wär, trotzdem ech dat hei unhuelen, dass dës Chamber géing ufänken e bëssen eng Evolutioun ze maachen zu méi Öffentlechkeet.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Häre Fayot Merci an als nächste Riedner ass den Häre François Bausch agedroen. Häre Bausch, Dir hutt d'Wuert.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Häre President, ech kann et an deem doten Domän kuerz maachen, well mir ware jo effektiv befaasst mat engem Bréif, wat d'Öffentlechkeet ubelaangt, virun allem wat d'Veröffentleche vun de Procès-verbaux ubelaangt. Meng Fraktioun vertritt zu honnert Prozent dem Häre Fayot seng perséinlech Meinung hei. Déi Meinung schéngt jo net vu senger ganzer Fraktioun gedeelt ze ginn, leider, a mir hoffen, datt mer et awer eis nach eng Kéier iwwerleeën an zumindest deelweis Ouverture fäerdeg bréngen an deem dote Beräich.

(Interruptions)

Häre President, ech weess net esou richteg...

» **M. le Président.** - Ech bieden drëm, dem Häre Bausch nozelauschteren.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Da kommen ech léiwer vläicht erop, well ech mengen, et huet ee méi Autoritéit, wann een uewe steet.

» **M. le Président.** - Häre Bausch, schwätzt Dir virun.

» **Une voix.** - Dir hutt déi vun iwwerall, Häre Bausch.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Heiansdo huet een d'Impressioun net, wann ech heibannen ëm mech kucken.

Bon, also wéi gesot, meng Fraktioun ënnerstëtzt absolut dem Häre Fayot seng perséinlech Meinung a mir hoffen, datt mer awer nach eng Kéier op deen do Wee kommen.

Ech wollt just vun der Geleeënheet profitéieren, Häre President, fir dann am Sënn, wéi den Häre Goerens virdu gesot huet, déi nächst Commission du Règlement mat enger neier Saach ze befaassen, fir hinnen direkt nach en Ouptrag ze ginn, an zwar datt mer géingen am Artikel 38 bei de Questions préalables de Punkt 7 sträiche loosse, well ech muss lech soen, also fir datt d'Chamber soll decidéieren iwwer - wéi mer dat virdrun hei gemaach hunn - eng Resolutioun oder Motioun, egal wat fir eng, datt et ass, déi fënnef Ennerschrëften huet, dat ass jo schon eng Hürd, déi mer gesat hunn, datt een net hei egal wat kann zur Ofstëmmung bréngen, datt dann och nach duerno hei kann eng Majoritéit decidéieren, datt déi net dierf zur Ofstëmmung kommen, dat, muss ech soen, dat spottet jiddfer demokratischem Verständnis an dat misst och an deem Sënn, wéi den Häre Fayot elo grad hei dat gesot huet, a sengem offenen demokratischen Geescht Verständnis fannen.

An duerfir wäert meng Fraktioun, Här President, en Amendement erabrénge, dat den Artikel 38 an deem Sënn ëmgeännert gëtt an dee Punkt 7 do, deen nach, mengen ech, vun enger verstëbster parlamentarescher Zäit hier staamt, erausgestrach gëtt.

Merci.

» **M. le Président.** - Als leschte Riedner huet den Här Jaerling d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och Félicitatiounen dem Här Rapporteur fir säin explizite Rapport. E Rapport, deen awer ganz anescht ausgesinn hätt, wa mengen Amendementer, déi ech och zu deem Chambersreglement am Haartmount 2007 eragereecht hunn, Rechnung gedroe gi wär. An des Amendementer hu sech bezunn op d'Artikele 14, 15, 28, 41, 44, 45, 72, 85, 91 an 203 vum Chambersreglement, an dat si just déi Artikelen, opgrond vun deenen en Deputéierte muss fënnë Ënnerschrëfte virweisen, wann en eng parlamentaresch Initiativ wëllt ergräfen. An ech mengen, ech maachen dat hei jo net, fir heihinner ze kommen a Motiounen ze deponéieren, fir egal iergendwat ze maachen, mä ech hunn déi Amendementer eraginn am Sënn vu méi Demokratie.

An dat sinn och déi Artikelen, déi menger Usiicht no géint den Artikel 50 vun eiser Verfassung verstoussen, dee kloer seet, dass dem Deputéierte keng Contrainte a kee Fraktiounszwang dierf operluecht ginn. Wann een awer fënnë Ënnerschrëfte muss sammele goen, dann ass dat Fraktiounszwang, an dann ass dat eng Contrainte, also manifestement verfassungswiddreg.

An déi vir zitëiert Artikele verstoussen awer net nëmme géint d'Verfassung, mä komecherweis och nach géint den Artikel 166 vum Chambersreglement selwer, dee seet: «Les députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandats impératifs.» Wou ass dann d'Indépendance vum Deputéierten, wann en net eleng däerf eng Initiativ areeche? Ass d'Obligatioun, fënnë Ënnerschrëften sammelen ze musen, kee Mandat impératif, deen d'Indépendance vum Deputéierte violéiert?

An duerfir, Här President, wëll ech déi Amendementer, déi ech an der Kommissioun eragereecht hunn, dann hei och nach eng kéier deponéieren, fir dass all Deputéierten dovun Kenntnis kritt an net nëmme d'Reglementskommissioun vun der Chamber. A fir dass am Respekt vum Artikel 50 vun eiser Verfassung an am Respekt vum Artikel 166 vum Chambersreglement déi Amendementer an Ännerunge vum Chambersreglement mat integréiert ginn. Well et kann net sinn, dass eng Chamberkommissioun eleng decidéiert, wat der Chamber als Ännerung am Chambersreglement virgeluecht gëtt. D'Deputéierte mussen iwwer all Elementer kënnen decidéieren, also och iwwer déi Amendementer, well eenzeg an eleng d'Chamber ass souverän a muss hir Entscheidungen am Respekt vun der Verfassung an am Respekt vun hirem eegene Reglement awer och hei treffen.

Ech soen lech Merci.

Amendements

Article 14.- (2) Nouveau texte:

Pour être reconnu, un groupe politique doit être représenté dans chaque circonscription ou comprendre au moins cinq membres.

Article 15.- (2) Nouveau texte:

Les députés qui ne sont affiliés à aucun groupe politique ou technique sont invités à participer aux travaux de la Conférence des Présidents dans le cas où celle-ci est appelée à émettre son avis sur des projets d'arrêtés, de règlements ou de détermination du modèle de temps de parole concernant les projets de loi. Les sensibilités politiques pourront y déléguer un observateur.

Article 28.- (7) Nouveau texte:

Sont à considérer comme groupes politiques en vue de la composition de la Conférence des Présidents les groupements politiques conformément à l'article 14, paragraphe 2, du présent règlement, et comme groupes techniques les groupements comprenant au moins cinq membres, conformément à l'article 15.

Article 41.- (2) et (3) sont abolis.

Article 44.- (2) Nouveau texte:

Le vote sur l'ensemble des lois a toujours lieu par appel nominal. Dans les autres cas, la Chambre peut exprimer son opinion par main levée, à moins que un membre ne demande le vote par appel nominal.

Article 45.- Nouveau texte:

La division est de droit, lorsqu'elle est demandée. L'auteur de la demande doit préciser les parties sur lesquelles il demande des votes séparés.

Article 72.- (1) Nouveau texte:

Les amendements sont rédigés par écrit et remis au Président. Ils sont distribués aux membres de la Chambre.

Article 85.- (2) Nouveau texte:

Les motions et résolutions sont rédigées par écrit et remises au Président de la Chambre. Elles sont distribuées aux membres de la Chambre.

Article 91.- (1) Nouveau texte:

La Chambre peut organiser, à l'initiative d'un député, un débat d'orientation sur un sujet d'intérêt général. À cette fin, elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question.

Le député qui propose l'organisation d'un débat d'orientation fait connaître au Président l'objet du débat par une déclaration écrite dans laquelle il spécifie les éléments faisant l'objet du débat.

Article 203.- (1) Nouveau texte:

La Chambre peut, en tout temps, procéder à la révision générale ou partielle du Règlement, sur la proposition d'un de ses membres, qui précisera par écrit les points à réviser.

Article 203.- (2) Nouveau texte:

La proposition est transmise à la Conférence des Présidents, qui en saisit la Commission de Règlement. La Commission de Règlement remet au vote de la Chambre les articles à réviser.

(s) Aly Jaerling.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Jaerling Merci. Den Här Jaerling huet hei eng Rei vun Amendementer eraginn, déi awer leider net vu fënnë Deputéierten ënnerschriwwen sinn, wéi den Artikel 203 dat am Moment virgesäit. Déi Proposition kann awer nëmme an deem Fall un d'Conférence des Présidents virgoen. Ech géng also den Här Jaerling bidden ze kucken, datt hien nach véier Ënnerschrëfte kritt, an da gi mer déi Amendementer virun un d'Conférence des Présidents.

Elo komme mer awer zur Ofstëmmung. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach eng kéier.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech mengen, et war mer jo kloer, wat elo hei géng geschéien. Dat ass jo dat typescht Beispill vun der Demokratie, wéi se hei herrscht. Dat heescht, d'Chamber gëtt net d'Méiglechkeet, fir hei iwwer eppes ze diskutéieren, wat manifestement verfassungswiddreg ass.

Also, hei huet keen de Courage, fir driwwer ze diskutéieren, ob dat doten am Respekt vum Artikel 50 vun der Verfassung ass oder net. Ech bedauern dat an ech wëll lech awer da kloer soen, dass ech hei net ophalen, dass ech dann op d'Verfassungsgericht ginn, a wann et muss sinn op d'Cour des droits de l'Homme, well ech losse mer awer hei meng Rechter net op déi Aart a Weis do huelen, an et sinn nach anerer heibannen, deenen hir Rechter op déi gläich Aart a Weis doduerch violéiert ginn an déi hätte vläicht och Grond gehat, fir meng Amendementer hei ze ënnerstëtzen, dass och an hirem Sënn hei zumindest doriwwer diskutéiert gi wär.

Ech mengen, d'Demokratie ass nach ëmmer d'Diktatur vun der Majoritéit. Ech mengen, dat hu mer jo virdru bei der Resolution och gesinn, mä trotzdem misst zumindest virdru kënnen driwwer diskutéiert ginn, an dat gëtt mer hei verwiert an dat bedauern ech.

» **M. le Président.** - Här Jaerling, ech maachen lech eng Propos. Ech ginn déi Amendementer virun un d'Conférence des Présidents, déi dann doriwwer tranchéiert, ob déi iwwerhaapt recevabel sinn oder net.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer den Ännerungsvorschlag 5786. Den Text steet am Document parlementaire 5786'.

Vote

D'Reglement ass ugeholl gi mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Heito-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberzéis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen,

MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuednung hu mer d'Question avec débat Nummer 25 vum Här Claude Adam iwwer d'Afektatioun vun de Sitë vum Kulturjoer 2007. Den Auteur vun der Question huet fënnëf Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousatzfro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

7. Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren eng ganz Rei ganz grouss kulturell Infrastrukture kritt. Als Beispiller nennen ech just d'Philharmonie, de Mudam, d'Renovatioun vum groussem Theater. Mir bidden an dësen Haiser ee Programm un, wou mer grouss international a renommiert Künstler invitéieren. Mir investéiere vill Suen an eis Infrastrukturen a mir hunn Erfolleg. Dat ass och gutt esou. Dat steet engem räiche Land, dat seng Ressourcé virun allem enger florierender Bankplaz ze verdanken huet, gutt zu Gesiicht.

Mir kritiséieren dat net an dat ass och net de Sujet vu menger Fro vun haut.

Mir hunn zu Lëtzebuerg mëttlerweil och eng ganz Rei vun dezentrale Kulturhaiser. Ech wëll se net all opzielen. Ech nennen der exemplaresch just dräi, well se mir am nootste stinn: d'Mierscher Kulturhaus, de CAPE zu Ettelbréck an de CUBE 521 zu Maarnech.

Dës Haiser hunn zum Deel keen einfache Stand, fir sech niewent dem groussem Ugebuert vu Staren an Highlighte vun deene méi groussem Haiser duerchzesetzen. Mä si hunn och eng aner Missioun. Si mussen op déi Regionnen agoen, wou se sinn. Si mussen professionell de Leit entgéintkommen. Si mussen sech mat Traditionen auserneetzen. Si mussen mat de Leit aus hirer Region zesummeschaffen. Si mussen och als Regionalhaiser zesummeschaffen.

Kultur ass eng Fräizäitbeschäftegung, awer och vill méi wéi eng Fräizäitbeschäftegung. Kultur erméiglecht, Saachen anescht ze betruechten, wéi een et gewinnt ass. Kultur ass mëttlerweil och ee wichtige ekonomesche Facteur. Kultur schaaft Aarbechtsplazen an der Region an dreit zur Liewensqualität bäi.

Mä et geet haut och net ëm déi regional Zentren. Ech hunn déi grouss kulturell Infrastrukturen an déi regional Zentren just ugefouert, fir meng eigentlech Fro ze encastréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kulturjoer 2007, wat jo schonns elo als grouss Succès gefeiert gëtt, wat nach laang net eriwir ass, mä nach ëmmer vun Event zu Event virurullt, dëst Kulturjoer huet zu Lëtzebuerg eng Rei vun Dynamike geschaf oder zumindest entstoe gelooss, wou mir Kultur net ëmmer musse méi oder wéineger deier a méi oder manner wäit akafen goen.

Eng Rei Siten, déi mir an d'Rei gesat hunn, ouni een Overkill vu Renovatioun duerchzéien, hunn zu enger Entwécklung vun enger lieweger Kulturzeen bäigedroen. Eventuell kéint ee vun enger Alternativkultur

schwätzen, déi nei Hoffnungen erwächt huet, déi een neie Publikum fonnt huet.

Ech kann net op all Projet agoen an en opzielen, mä fir meng Ried méi däitlech ze maachen, zielen ech e puer Beispiller op, op de Risk hin, e puer anerer wichteger ze vergiessen.

Wat geschitt zum Beispill mat der Halle des soufflantes zu Esch/Belval? Wat geschitt mat der Ausstellung „All we need“, déi do gewise gëtt? Wat geschitt mam Hall Fondou an der Diddelenger Aciérie? Wat geschitt mat der Ausstellung „Retour de Babel“? Ass dee formidabelen internationale Projet „dance palace“ definitiv ofgeschloss oder leeft e virun? Wat geschitt mat engem Projet „urban lab“ an der Stad?

Wat geschitt mam Bistro EXIT 07? Iwwerlieft de Restaurant „Le Cerf bleu“ an de Rotonden? Wéi gesäit et iwwerhaapt mat der Zukunft vun de Rotonden aus?

Am Kulturjoer ass och eng ganz flott an effikass Jugendaarbecht am kulturelle Beräich gemaach ginn. Wat huet d'Regierung wëllen ze ënnerhuelen, fir datt des Aarbecht eng nohalte gëtt? Dat heescht, datt déi Efforten hei net mam Kulturjoer 2007 zu Enn ginn.

Mir mengen, datt besonnesch den Aspekt vun enger kreativer, dynamescher Kultur, deen am Kulturjoer entstanden ass, interessant ass a sech muss kënnen weiterentwéckelen.

Duerfir meng Fro un d'Madame Statssekretärin: Well d'Kulturjoer jo och iwwer 2007 eraus soll weiterliewen, wéi gesäit d'Konzept vun der Regierung aus wat d'Uschafen, d'Renovatioun an déi künfteg Notzung vun ënner anerem deene Raimlechkeeten, déi ech opgezielt hunn, ugeet? Gëtt et eng Strategie vun der Regierung, wéi déi vill interessant Projeten, Ausstellungen, Aktivitéiten, déi op dese Siten am Kalender vum Kulturjoer entstane sinn, och iwwer d'Kulturjoer eraus sech kënnen weiterentwéckelen?

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Adam Merci. An d'Regierung huet elo d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den ëmmer méi groussem an ëmmer méi öffentlech geäusserten Interessi un der Industriekultur, un der Kultur iwwerhaapt an um Kulturjoer freet mech ganz staark. Ech wollt dofir awer net verpassen, eppes ze soen, an zwar, fir unzefänken, eng Net-Neiegkeet: D'Kulturjoer ass nach amgaangen. Et sinn also nach ganz vill Saachen, déi lafen. Ech freee mech och drop, lech alleguerte während all deene ville Saachen nach ze gesinn an erëmzege-sinn an ze begéinen op deene Plazen, wou déi oflafen.

Also keng Suerg, et gëtt nach vill gebueden an Dir kënt nach ganz vill dohinner kucke kommen.

Mir hunn ëmmer gesot, d'Kulturjoer geet no 2007 souzesoen eréischt richtig un, an et ass jo kloer, datt mer eis scho Gedanke gemaach hunn doriwwer. Et ass awer och kloer, datt, soulaang wéi d'Kulturjoer amgaangen ass, mir fir d'alleréischt no deene Saachen kucken, déi amgaange sinn, well et war jo och deelweis e Bewährungsjoer fir déi Saachen.

Wann also d'Kulturjoer eriwir ass, si mer sécherlech nach besser prett, méi ze soen zu deene Froen, déi elo haut hei op der Tribun prezisiéiert gi sinn, déi awer virdru net weider detailléiert dolouchen oder a guer kengem Detail.

Ech wëll trotzdem haut op e puer Saachen agoen, wat de Claude Adam hei gesot a gefrot huet, a wou e richtig ervirsträicht, datt mer flott Plazen, flott Kulturhaiser hunn, déi een als Kulturhaiser kéint benotzen, déi elo hir Preuv gemaach hunn, an datt mer, wéi mir et jo ëmmer gesot hunn, net wäerten nei Kulturbaute gréisserer Natur vum Stat aus u sech opriichten. D'Renovatioun vu bestehende Gebaulechkeete wéi déi, déi elo opgezielt gi sinn, ass natierlech eng Fro, déi Sue kascht. Et ass awer och eng Fro, déi manner Sue kascht, wéi wann een en neit Gebai ganz opriicht. Mir sinn amgaang dorunner ze schaffen.

Mã déi meescht Saachen, déi opgezielt gi sinn, si folgend: Ech géif emol fir d'éischt mat de Rotonden ufänken. An zu de Rotonden - Ehre, wem Ehre gebührt - war net bemierkt ginn, datt schonn eng Question parlementaire gestallt gi war vum Marc Angel, an hei, Här President, ass déi Äntwert dorobber, well déi war virdu gestallt ginn. Do mat ass dann och dorop d'Äntwert am Detail elo do.

D'Rotonden an de CPCA zu Bouneweg, wou den „dance palace“ dran ass, dat si béides Bauten, déi eigentlech souwisou fir eng spéider kulturell Affektatioun virgesi waren, während déi aner vum Claude Adam zitéiert Bauten temporaire am Kulturjoer gebraucht gi sinn, well se einfach existéiert hunn an dofir, wéi gesot, d'office fir eng temporaire Notzung waren.

Iddien hu mer, Iddië sinn do. Mir hunn déi énnere anerem och scho kritt vun der Coordination générale, wou ech gesot hat, schreift mer roueg op, wat Dir als Erfahrungen erausgeholl hutt aus deem ganze Joer hei. Si hunn en Dokument gemaach gehat, dat d'Regierung an och d'Stad Lëtzebuerg fir déi Gebaier, déi op hirem Gebitt leien, studéieren. A mir denken, datt mer zum Schluss vum Kulturjoer souwisou zu nach vill méi konkrete Konklusiounen kënne kommen. Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen.

Haut déi hei Prezisiounen, wat d'Rotonden ugeet: Do wou se scho renovéiert sinn, si si et mat Suen aus dem Fonds des monuments historiques, woumat den Affektatiounsberäich dann och schonn zu engem Deel virentscheet war. Nach méi Detailler stinn an der Question parlementaire, déi ech elo grad eriwerginn hunn.

Folgendes zu de Rotonden als solches: Ganz flott Gebaier, déi onbedéngt sollen erhale bleiwen als Gebai an och als Affektatioun. Dir wésst, datt mer am Statsbudget vum nächste Joer Suen ageschriwwen hunn - dat war och hei gesot ginn, wéi de Budget déposéiert ginn ass - fir eng Programmation virulafen ze loossen an deem Kontext.

Mir hunn e Kommodo fir d'Rotonden, dee leeft aus zum Schluss vum dem Kulturjoer. Dono mussen weider Aarbechte gemaach ginn a fir eng nei Betriebsgenehmigung mussen dann och folgend Moosname geholl ginn, graff ass dat ongeféier dësen Zäitraum:

- d'Rotonde 1 fäerdeg stellen; Aarbechte vun ongeféier sechs Méint;

- d'Sanéiere vun der Rotonde 2 an der Plaz tëschent deenen zwou Rotonden, dat si minimum ee Joer Prozeduren a sechs Méint Sanéierung nach eng Kéier;

- an dann d'Restauratioun vun der Rotonde 2, dat sinn och erëm nach eng Kéier en Deel Méint, wahrscheinlech eppes iwwert an halleft Joer fir d'Aarbechten als solches.

Et kann een also dovunner ausgoen, datt et nach zwee bis dräi Joer zougeet, bis dee Site vun der Rotonde erëm integral ka genotzt ginn. Dofir denken ech awer dru fir en Iwwergangsprogramm ze maachen a weiderlafen ze loossen, mat ebe just den erfollegräichsten Elementer vun 2007, wéi de Claude Adam gesot huet, vum Kanner- a Jugendlecheprogramm.

Anerwäerts sinn innovativ Ausstellungen do gewiescht, speziell Eventer mat de Partnern, et war ganz polyvalent. Vläch kënne mer dat an der Rotonde 1 maachen déi Zäit, wann déi fäerdeg renovéiert ass, vläch awer och net, well ee muss gesinn, wéi et ass mam Sanéiere vun deem ganze Site.

Wann dat net méiglech wär, dann, wéi gesot, eng Iwwergangsplaz scho vun 2008 un. An déi Iwwergangsplaz, dat kéint vläch d'Halle Paul Wurth sinn, wou mer scho Gesprécher gefouert hunn; do ass jo lo den „urban lab“ an den LX5 dran, an do kéint een déi eng an déi aner Saachen dee Moment iwwergangsperiodeméisseg zesumme virulafe loossen.

Gesprécher sinn och d'nächst Woch mat der Stad Lëtzebuerg, an ech denke mir kënnen do zum Schluss vum Kulturjoer nach méi Prezises matdeelen, well, wéi gesot, de Moment ass d'Kulturjoer selwer eisen Hauptleies, awer mir sinn amgaangen, déi aner Saachen ze plangen.

D'Gebai zu Bouneweg, rue du Puits, deen ale Banannendépôt, hunn ech elo grad schonn ernimmt.

» **M. le Président.** - Madame Statssekretärin, erlaabt Dir, datt den Här Fayot lech eng Zwëscheftro stellt? Et ass zwar am Prinzip net virgesinn an där Prozedur, mã ech mengen, Dir hutt näischt dergéint, dass trotzdeem den Här Fayot lech eng Zwëscheftro stellt.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Da mussen mer d'Reglement änneren.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech wëll hei d'Reglement net violéieren, Här President, mã ech wollt just d'Madame Statssekretärin froen, wat d'Rotonden ugeet, do hate mer am Stater Gemengerot, sechs Méint ier d'Kulturjoer ugaangen ass, sollte mer do zwou Brécke bauen, vun der Gare eriwuer an d'Rotonden. Dat huet deemools, aus verschiddenen Ursachen, net stattfonnt. An dat sollte breet Brécke ginn, wou den Accès vun der Gare op d'Rotondë sollt vereinfacht ginn. Ech wollt froen, ob dee Projet definitiv vum Dësch ass.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Ech weess net, Här President, ob d'Fro aus dem Gemengerot u sech an der Chamber hei ka beäntwert ginn, well et och net u sech d'Kompetenz vum Kulturministère ass: Dat war e Projet, deen net vum Kulturministère als solches war.

(Interruption)

Et war e Projet vun der Stad Lëtzebuerg.

(Interruption)

Dat kënnt nach mat derbäi.

Mir si jo och dofir nach amgaang, un deene Saachen ze schaffen an ze kucken.

Espace Paul Wurth zu Hollerech: Dat Gebai ass, dovunner mol ofgesinn, souwisou Privatbesetz. Et ass de Besetz vu Paul Wurth, wéi et eben heescht. Déi Besëtzer hunn eigentlech och wëlles gehat, dat Gebai an e Gesamtaménagement vun där Plaz afléisen ze doen, déi mat der Zäit vläch eng aner Affektatioun kritt. Mã dat sinn awer vläch nach e puer Joer hin a während där Zäit si mir a Gesprécher mat hinnen, fir et kënnen iwwergangsméisseg ze benotzen.

D'Gebléishal vun Esch/Belval ass vu jeehier eigentlech virgesi gewiescht fir eng Reserveplaz ze sinn, am Prinzip, fir déi spéider Erweiterung vun der Uni Lëtzebuerg, wa se bis doënnen zu Belval ass. Déi Fro wäert sech awer fréiestens stellen an zéng bis 15 Joer. Bis dohinner ass et virgesinn, datt mir eng Stockagehal maache fir museal Objeten, ganz besonnesch déi ganz grouss museal Objeten, déi och mussen an der richtige klimateschen an hygrometesche Konditioun stockéiert ginn.

Um Daach vun där Stockagehal kann dobäi souguer nach eng gréisser Ausstellungsläch dee Moment mat genotzt ginn, allerdéngs net onbedéngt fir Ausstellungen vu kriddeleche Saache wéi antik Biller oder deier Skulpturen, mã éischer eng Ausstellung am Genre, wéi se elo doranner war. Déi Ausstellung selwer, déi elo doranner ass, huet een Zäitlaf, dee virgesi war, a mir wollten déi nach verlängeren. Et ass awer esou, datt do ganz vill geléinten Ausstellungsstécker dra sinn, déi d'Leit natierlech gär zréck hätten dee Moment, wou se se scho versprach hunn, fir op aner Plaze virunze ginn.

Natierlech ginn et ronderëm dat definitiiv Schicksal vun de Gebléishale souwuel akademesch wéi praktesch Debatten. Ech hu mam Fonds Belval an der Generalkoordinatioun 2007 virgesinn, datt mer uganks 2008 e Workshop an en Ideeëndag zu dësem Thema organisieren, op wéi eng Aart a Weis een déi weider a spéider Notzung vun der Gebléishal kann organisieren a wat technesch méiglech wär ze maache mat deem Gebai.

D'Halle Fondoucq an d'Stolwierk zu Diddele. Do ass et esou, datt dat ee Gesamtgebitt ass vun der fréierer LDD an en zesammenhängende Projet fir dee ganzen Terrain. De Fonds du Logement exercéiert haut den Usufruit fir de Stat, well d'Situatioun ass esou, datt den Areal nach am Besetz vun ArcelorMittal ass an de Stat wéi gesot den Usufruit exercéiert. Et lafen nach Gesprécher zwëscht dem Stat, der Gemeng an Arcelor, déi nach net ganz ofgeschloss sinn. Dat ass um Lafen.

Fir d'éischt mussen also do d'Propriétéitsverhältnissen gekläert ginn, ier definitiv Orientatiounen kënne geholl gi fir dës Hal, déi wéi gesot och en zesammenhängende Projet ass.

De Fonds du Logement denkt och drun, fir en Ideeëconcours ze maache fir dat ganz Gelänn do, an do sinn natierlech villfälteg Ausrichtungen méiglech. Ech kéint mir do och absolut eng Partie kulturell Zwecker fir eenzel Saachen dovunner virstellen, mã déi Entscheedung läit net onbedéngt bei mir. Émsou méi wou ech och déi Deeg héieren hunn, datt de Buergermeeschter vun Diddele vum senge Beamte gesot kritt huet, wat e soll maachen. Esou datt ech ganz zouversiichtlech sinn, datt mer do eng ganz flott Saach an Issue derfir fannen.

Voilà, dat sinn d'Haaptpunkte gewiescht. Just nach de Restaurant an de Rotonden, d'„Serre bleue“: d'Rotonde 1 muss jo nach weider restauréiert ginn. Dee Moment muss souwisou alles zougemaach ginn, dat ass kloer, fir spéiderhin awer erëm drun ze denken, déi Saachen och erëm dran zréckzebréngen, esou wéi se elo do sinn.

Voilà. D'Kulturjoer ass nach amgaang, a logescherweis kucke mir dee Moment, wéi gesot, och fir d'éischt duerno. Duerno, um Enn vum Kulturjoer denken ech, wäerte mer all zesumme kënne mat neien Informatiounen dengen. Mir sinn um Plangen, um Ausdenken, um Schaffen, mã eier 2007 eriwuer ass, ass et nach ze fréi fir elo alles schonn definitiv ficeléiert ze hunn, well mir brauche jo d'Gebaier de Moment nach fir déi Projeten, déi um Lafe sinn.

Trotzdeem soen ech lech Merci fir Ären Interessi un der Kultur an der Industriekultur!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Statssekretärin Octavie Modert Merci. Här Adam, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Neen? Gutt.

Domadder wäre mer dann och fäerdeg mat deem Punkt. Op eise Ordre du jour steet elo eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gesondheitsrisiken duerch déi mobil Telefonie, op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 vum Chamberreglement festgehale an gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minutten, der Sensibilitéit politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Roth, den Här Krieps, den Här Schneider an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Jean Huss als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Einheiten zur Bemierkung, fir d'éischt fir ze soen, datt lech allegueren den technesch Fortschritt an d'Kommoditéit vun der Mobilfunktechnologie bekannt ass. Zënter e puer Joer allerdéngs gëtt et och Diskussiounen iwwer gesondheetlech Risiken.

Eng zweet Remarque, datt op ville Plazen hei am Land Buergermeeschteren oder Schäfte scho konfrontéiert waren, oder am Moment konfrontéiert si mat Biergerinnen oder Bierger, déi sech grouss Suerge maachen em hir Gesondheet am Émfeld vun Antenne vun allen Zorten.

Am Ausland, Schwäiz, Éisträich, Spuenien, Däitschland an esou virun, hu sech an deem Kontext gréisser Initiative vu Medeziner a Wëssenschaftler gegrennt, déi opgrond vun wëssenschaftlechen Analysen engersäits, mã och opgrond vun sougenannte Beobachtungsstudien vun de Krankheetsevolutiounen vun hire Patienten, eng nett an eng onerkläerlech Zounahm vu verschiddenen zum Deel gravéierende Krankheete bei hire Patienter festgestallt hunn, an dofir och eindringlech Appeller gericht hunn un d'Politik, fir déi zougeloosse Grenzwärter drastesch ze senken a fir a konkrete Fäll och problematesch Antennestanderter ze déplacieren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Eng drëtt Remarque fir ze soen, datt déi international, och an Europa gültig Grenzwärter just thermesch, dat heescht Erhëtzungseffekter um Ouer respektieren a biologescherweis gesondheitsawierkend negativ Effekter iwwerhaupt net. Bis haut hu sech do leider déi kuerzsichteg Vuen an Interesse vun der Industrie émmere duerchgesat.

Véiertens, dat ass och de Fall hei zu Lëtzebuerg, an dat op dräi Niveauen:

Éischtens um Niveau vum berüchtigte Plan sectoriel vun de Mobilfunkantennen oder neie gepulsten Techniken, wou onverständlecherweis eng Rei vu Ministären, véier insgesamt, zoustänneg sinn, mã absurderweis net de Gesondheitsminister, obschonn iwwer 99% vun alle Contestatiounen vu besuergte Bierger just Risike virun der Gesondheet invoquéieren.

Zweetens um Niveau vum de Grenzwärter, wou mer zu Lëtzebuerg zwar relativ méi niddreg Grenzwärter hunn, wéi a munnech Nopeschlänner, mã och eis Valeur-seuil vun dräi Voltmeter schützt iwwerhaupt net viru gesondheetleche Risiken.

Drëttes gëtt et och hei am Land keng méi spezifesch Warnungen oder positiv Recommendationen am Émgang mam Handy, virun allem bei Kanner.

Véiertens och keng Warnung viru gepulste schnurlosen DECT-Haustelefonen, déi héichproblematesch kënne si fir d'Schlofqualitéit, chronesche Kappwéi, fir nervös oder kardiovaskulär Stéierungen.

Fënneftens e leschten einleitende Constat fir ze soen, datt mer als Gréng haut elo hei keng Motioun un d'Regierung virleee mat konkreten oder prezise Fuerderungen, well mer dës Heure d'actualité an éischer Linn gesinn als Informatiouns- a Sensibiliséierungsaktioun, fir der Regierung an de politesche Parteien Zäit fir d'Reflexioun iwwert dës gravéierende Sujet ze loossen. Just an Zukunft, wann näischt géif geschéien, géife mer natierlech hei nach eng Kéier à charge kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Äntwert op d'Fro, firwat dës Heure d'actualité elo stattfënn, huet net nëmme ze di mat de wuessende Suerge vun eise Matbierger oder mat émmere méi Berichter iwwer Dokteschinitiativen am Ausland. Et huet och net nëmme ze di mam berüchtigte Principe de précaution.

Neen, et gëtt eppes fundamental Neies an der internationaler Diskussioun iwwert de Mobilfunk. Nämlech eng nei wëssenschaftlech international Etüd, publizéiert den 31. August dës Joer vun engem Konsortium vu villen, vun insgesamt 26 Wëssenschaftler, Medeziner a Verantwortleche vun der Santé publique, dem sougenannte Biolinitiative Working Group.

Dës Etüd vun e puer honnert Säiten ass eng sougenannte Metaanalyse, dat heescht, eng global Analys a Bewäertung vun iwwer 2.000 Etüden aus deene vergaangenen zéng Joer. An zwar souwuel iwwert d'elektromagnéitesch Strahlung vun niddrefrequente Felder - Stéchwieder Héichspannungsleitungen, Trafoen, elektresch Radionen, Weckeren an esou virun - wéi och iwwert d'Strahlung vun der sougenannte Héichfrequenz, also dem Mobilfunk, Radaranlagen an esou virun.

D'Resultater vun dëser Metaetüd mussen eis net nëmme méi wéi nodenklech maachen. Déi Resultater si carrément esou bedenklech, datt sech déi offiziell, déi iewesch europäesch Agence, nämlech d'EEA zu Kopenhagen, d'Agence Européenne de l'Environnement, den Équivalent also vun der amerikanescher EPA, datt sech also dës héichsten europäesch Agence de Warnunge vun dëser Metaanalyse ugeschloss huet a viru gravéierende Gesondheitsrisike warnt.

Am Detail ginn an dëser neier Metaanalyse biologesch Effete beschriwwen op eis Genen an op d'Proteinexpressioun. Et géif wëssenschaftlech Evidenz gi fir genotoxesch Effekter a Schied; et géif zur Bildung vu Stressproteinen, sougenannte Heat-Shock-Proteine kommen, zu negativen Effekter op d'Fonction vun Immunsystem, dem Nervensystem a vun eise Verhaltensmusteren. Et géif wëssenschaftlech Evidenz ginn zum Beispill fir Gehirtumoren an Tumoren vum Gehirnnerv, dem Akustikusneurinom bei laangjärem Gebrauch vum Handy.

Et géife Relatiounen oder Associatiounen gi mat anere grouss Krankheete wéi zum Beispill Alzheimer, Broschkrieps an esou virun. All dat als méiglech biologesch Effete vu laangjähreger, chronescher Exposition vun esou Strahlen!

Dës beonrouegend Analysen hunn, wéi gesot, déi offiziell europäesch Agence de l'Environnement zu Kopenhagen dozou beweegt, fir virun dësen neie Risiken offiziell ze warnen. D'Professesch Dokter Jacqueline McGlade, Exekutivdirekter vun der EEA zu Kopenhagen - hei ass déi Madame op enger Foto -, huet bei engem Interview wiertlech gesot - wiertlech gesot! -, de Risiko vum Mobilfunk wier verglichbar mat de Gefore vum Asbest, vu PCBen oder vum bläihaltige Bensen, an et wier endlech Zäit ze handelen, énnere anerem duerch eng drastesch Senkung, an zwar em de Facteur

1.000, vun de bestehende Grenzwärter, fir och all déi biologesch negativ Effeten an de Grëff ze kréien.

Konkret hei zu Lëtzebuerg sollt een also iwwer Folgendes emol eng kéier nodenken:

1) ganz seriö iwwert dës wierklech ganz eescht a souguer deelweis alarmistesche Warnungen;

2) iwwer eng deemtsprechend Senkung vun eise Grenzwärter;

3) iwwer eng méi staark a souguer décisiv Implikatioun, Här Gesondheetsminister, vum Gesondheetsministère an deem Dossier. An dat géllt haaptsächlech fir de Plan sectoriel vun den Antennen. All Antennen, och klenger enner 100 Watt, missten enger seriöser Kommodo-Inkommodo-Prozedur ënnerworfen ginn, an zwar opgrond vun deenen neien Erkenntnisser och retroaktiv.

4) Sënnvoll wier et, datt Awunner, Gemenge a Bedriewer gemeinsam géifen u regionale Standuertkonzepter schaffen, fir engersäits e problemlose Betrib, mä anersäits eng maximal Protektioun vun der Santé vun de Leit ze garantéieren.

Bei guddem Wëllen, haaptsächlech bei guddem Wëllen op Säite vun de Bedriewer wier dat technesch absolut machbar.

5) De Gesondheetsministère ass gefuerdert, Recommandatiounen erauszegi fir e ganz virsiichtegen, méiglechst kuerzen Ëmgang mam Handy, virun allem bei Kanner, déi méi empfindlech sinn; Recommandatiounen och, fir bei allen neien Entwécklungen ëmmer op d'Risiko vu gepulstenen, kabellosen oder schnouerlosen Techniken hinzewisen, a fir ze recommandéieren, op Technik mat Kabel zum Beispill fir den Internet zréckzegräifen.

Dat géllt besonnesch fir nei Techniken a Schoulen a Spideeler, esou wéi datt virun zwou, dräi Wochen iwwregens déi däitsch Bundesregierung recommandéiert huet.

6) A schliesslech carrément de Verbuet vum schnouerlos gepulsten DECT-Haustëlefon, also Mobilfunkantennen am Haus selwer, soulaang wéi déi gepulste Felder 24 Stonne ronderëm d'Auer ausgestrahlt ginn. Woubäi et bei dese schnouerlosen Haustëlefone jo haut nach méi eng onproblematesch Alternativ gétt, nämlech den CT1-Plus-Apparat, deen och e schnouerlos Tëlefon ass, mä deen net déi Problemer huet vun deenen neien DECT-Tëlefonen. Do wier och d'Méiglechkeet vun enger Alternativ ganz pragmatesch ze realiséieren.

D'Lizenz fir CT1-Plus-Tëlefone soll menges Wëssens Enn 2008 auslafen, wat a mengen Aen absurd wier, well et grad déi Technik wier, déi am mannste Problemer als schnouerlos Haustëlefon géif maachen. Et misst also alles versicht ginn, fir grad déi Technologie hei zu Lëtzebuerg virunzeféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, esou vill just an e puer Minuten zur Informatioun iwwert dës nei Risiken an iwwert dës nei Metaetüd mat all deem, wat dat bedeit. Ech sti ganz gären, oder mir Gréng sti ganz gäre fir weider Informatiounen zu deem Sujet zur Verfügung.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, spéitstens vun haut un dierft eigentlech kee méi heibanne soen, hien hätt vun dese gesondheetleche Risiken nach ni eppes héieren an hien hätt näischt dovunner gewosst.

Ech sinn der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt an deser Affär „business as usual“ net méi kann eng Geltung hunn. Hei misse mer elo wierklech iwwerleeën, wéi mer kënne virgoen, fir d'Gesondheet vun eise Bierger ze schützen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Aktualitéitsstonn ass ugefrot ginn, fir iwwert d'Gesondheetsrisiko vun der sougenannter Téléphonie mobile ze diskutéieren.

An der Etüd, déi dofir ugefouert gétt, geet et awer méi generell ëm elektromagnétesch Strahlung, also niewent de mobilen Tëlefonen och ëm „wireless“ Applikatiounen, Haustëlefonen, Radiomasten an esou weider. Vun dem Untragssteller gétt dës Etüd als onofhängeg Etüd bezechent.

Si fousst awer, an hien huet dat och gesot, zum groussen Deel op de Konklusiounen vun aneren Etüden. Grad wéi eng Rëtsch aner Etüde stellt déi vun dem Untragssteller uge-

fouerten Etüd kee kausalen Zesammenhang tëschent GSM-Antennen an Emissiounen vun aneren elektromagnétesche Felder op där anerer Säit a Gesondheetsschied op där anerer Säit fest. D'Etüd seet dës iwwregens selwer.

Trotzdem kënnt d'Etüd eigentlech zur Schlussfolgerung, dass ee mat dem „business as usual“ - dat ass d'Wuertwahl - soll brieche an niddreg Emissiounsgrenze festleeën.

Mä grad dës Approche vun engem wuelverstanene Précautionsprinzip ass vun der Lëtzebuenger Regierung ugewannt ginn. Déi Lëtzebuenger Kommodosgesetzgebung setzt ee maximalen Emissiounswäert vun dräi Voltmeter fir GSM-Stationen fest. Dese Wäert muss iwwerall do agehale ginn, wou Leit sech permanent ophalen. De Respekt vun deenen Norme gétt duerch Miessunge vun der Gewerbeinspektioun kontrolléiert.

Déi Lëtzebuenger Norme sinn niewent deenen an der Schwäiz a méttlerweil an Eisträich déi niddregst a ganz Europa. D'Normen, déi vun der Weltgesundheitsorganisation, der OMS, festgehale sinn, leien ëm e Villfacht méi héich.

Zousätzlech kënnt nach de Plan sectoriel vun de GSM-Basisstationen, deen duerch deen an der Zäit vill diskutéierte Règlement grand-ducal vum 20. Februar 2006 d'Opstelle vun enger GSM-Antenne enger Baugenehmigung vum jeeweilege Buergermeeschter ënnerwërf. Och kënnen extra Schutzzonen an de Bebauungspläng virgesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'CSV ass d'Approche vun der Regierung an deem Dossier déi richtig. No dem Précautionsprinzip gétt et streng Oplage fir d'Opriichte vu GSM-Stationen, wéi gesot, mat déi strengt a ganz Europa. Anersäits fördert d'Regierung awer och d'Efforten um Niveau vum Ausbau vun der mobiler Kommunikatioun an eisem Land. Dese Ausbau brauch net nëmmen eis Wirtschaft, mä och den eenzelne Bierger. En effikasse Kommunikatiounsnetz gehéiert zu engem moderne Land an zum Liewe vun haut.

D'CSV plädéiert an deem Sënn fir eng kohärent Approche am Dossier. Kaum en Deputéierte verzicht wuel gären op säin Handy. Mir sinn awer net eleng. Gemäss de Statistike vum ILR telefonéieren d'Leit hei am Land an der Moyenne bal zwou Stonnen de Mount mat hirem Handy.

Hei an der Stad profitéiere mir alleguerter vum „Hot City“, engem sougenannte „wireless“-Réseau, deen d'ailleurs initiéiert vum blo-gréng Stater Schäfferot ginn ass, nodeem d'CSV esou e Mega-Lan an hirem Wahlprogramm proposéiert hat. Kaum e Bierger kann novollzéien, dass hien op eenzelne Plazen hei am Land kee Réseau huet, hien awer op den entleeënsten Ecker an der Welt ka mat sengem Handy telefonéieren. Vill Leit iergere sech och, wa se an de Grenzregionen am Süden, am Norden, am Westen an am Oste vum Land op emol an auslännesch GSM-Réseauë rutschen, well do d'Emissiounsstärkt méi grouss ass, wéi déi vun de Lëtzebuenger Antennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si sécher, dass d'Bierger net gären op d'Fortschrëtt vun de modernen Telekommunikationstechniken verzichten. Fir eis sollt ee Wäert leeën op eng verstärkten Informatioun vun de Leit, wat déi effektiv Emissiounen vun eenzelnen Apparater sinn. An do sinn d'Produzenten an d'Commerçanten och gefuerdert. Wesse vill Leit, dass kabellos Haustëlefone bei Wäitem méi Strahlungen aussende wéi en Handy, besonnesch wat hir Sendestationen ubelaangt? An trotzdem sinn dës Sendestationen dacks an enger Schlofkummer niewent dem Bett. Sinn d'Verkeefen an engem Geschäft an der Lag, d'Leit iwwert d'Héicht vun de Strahlung vun engem Apparat ze informéieren?

Doriwwer eraus ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun an deem Dossier d'Approche vun der Regierung, fir déi Mobiltelekommunikatioun am Land weider auszubauen. Dat awer ënner strengen Oplagen, fir dass déi gesondheetlech Aspekter net vernoléisseg sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Also, ech weess net, Här President, ob ech muss, wéi mäi Virriedner hei elo, d'Regierung extra luewen. Dat weess ech net. Mä ech wëll lech just soen, dass déi heiten Heure d'actualité...

(Interruption)

Mir kommen dann herno dorobber zréck.

» **M. le Président.** - Ënnerbriecht de Riedner net, wann Der wëllt.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ënnerbriecht mech net, well meng Riednerzäit leeft fort. Dat heescht also net, dass meng Zäit ofleef, wéi virgëschter een hei gesot huet.

(Interruption)

Mä dat ka sinn. Dat wäert lech och nach bliéien, Här Minister.

Déi heiten Heure d'actualité, vum honorablen Här Huss ugefrot, reit sech an an eng ganz Rei där Débat, déi mer schonn hei haten, a sëlliche Questions parlementaires. Mir ginn op 1998 zréck. Mäin honorabele Virgänger, den Här Bettendorf hat do eng Fro gestallt, den Här Mehlen, den Här Colombera, den Här Klein, den Här Huss schonn hei, Motiounen vun der ADR 2001, déi am Fong déi heite Fro no bei d'BSE-Kris geréckelt haten. Lauter esou Saachen, wat sech am Fong nodréiglech net esou bewisen huet.

Wat hei nei ass an deem Dossier, dat ass am Fong net vill säit 2003. Fir de Moment kënnt een dës Problematik areien an de Monster vu Loch Ness, well deen oft gesi gétt, awer et huet keen de Beweis, dass e besteet. E puer Fakte ginn hei geliwwert, mä verschidde vun deenen Ënnersichunge si methodologesch guer net ofgeséichert, a ginn also falsch Konklusiounen.

Ech hätt gäre gehat, wann den Interpellateur och de Rapport vun der OMS vum leschte Joer zitéiert hätt, e ganz élaboréiert Dokument vun der FDA vum leschte Joer, an haaptsächlech eng ganz rezent Studie vum Schwäizer Office fédéral, déi op e puer Niveauen 200 Rapporten analyséiert huet iwwert d'Konsequenz op de Mensch, op d'Déieren, op d'Zellen an d'Tissuen, an déi d'Noeffekter agestueft hunn an: prouvé, probable, possible, improbable. Dat ass ganz gutt gemaach gewiescht.

Den Impact sanitaire op d'Mortalitéit, d'Limitatioun vum Bien-être. Dat geet natierlech vu Schwindel op Kappwéi. An da physiologesch Gréissten - wat hei scho gesot ginn ass - wéi de Schlof, d'kognitiv Funktioun vum Gehir, d'Reaktiounszäiten, d'elektresch Aktivitéit vum Gehir; ech kommen dorobber zréck. An dann e puer Nieweschauplätz wéi d'Fruchtbarkeet, d'Hormonen, d'Immunitéit, d'Gehéier an d'Gentoxicitéit.

An där Schwäizer Etüd detailléiere se zum Beispill op dem Niveau vun der Zell, déi Brins vum ADN, déi zerstéiert ginn. Mä et däreer een net vergiessen, dass eng Zell och an normalen Zäiten e plastesche Contenu huet, wou ofgebaut gétt, reparéiert gétt a frësch opgebaut gétt. An ech mengen, do muss een awer nach e bësse waarden, bis d'Recherche déi Saachen etabléiert.

Beweise sinn awer Reaktiounen op d'Stimulateurs cardiaques, op verschidde Gehéierprothesen. Awer dat sinn d'Mikrowelle bei lech an der Kichen doheem. Et gesäit een en Effekt op d'elektresch Aktivitéit vum Gehir, wat iwwert den thermeschen Effekt ewechgeet.

An dann, wéi mer virdu gesot hunn, Dir hätt besser, doheem de Radiowecker ewechgeheie wéi de mobilen Tëlefon. Obschonn mir, Här Klein, hunn och an de 50er Joren déi Weckeren iwwerlieft, déi déi Phosphorblieder haten. Do ass schonn deemools gesot ginn, déi wäre geféierlech. Mä ech mengen, et sinn also net ganz vill objektive Donnéeën dodran. Och d'Mortalitéit ass net bewisen. D'Tumore vum Kapp bleiwe bei de Kanner an der Diskussioun.

Eng Saach, déi ech der Regierung mat op de Wee ginn, ass: Mat deene ville Radarkontrollen op der Strooss misst een ons Polizisten am Fong warnen, dass hei d'Tumeurs testiculaires mentionnéiert ginn duerch d'Radarkontroll. Se sollen awer d'Radarspistullen net ze héich bei d'Aen halen, well dat war och an der Diskussioun. D'Testikelen an d'Aen hunn eng physiologesch Charakteristik: hir Duerchbluddung ass net gutt genuch, fir d'Héizt ze evakuéieren. Mä ech mengen, mir ginn net an den Detail. Dofir wär et gutt, wann Der um Principe de précaution festhale géift. Ech kommen nach eng kéier op d'Zell zréck. D'Zellen, dat ass eppes, wat net ewechgeet.

Schlussendlech ënnerstëtzen ech d'Approche vun Här Huss, wat de Cadaster vun den Antennen ubelaangt an den Kommodo-Inkommodo. En nationaal Institut fir net ioniséierend Strahle misst och geschaaft ginn, wou jiddferen associéiert wär. D'ITM misst sech méi an der Postinstallatioun iwwert d'Antennen - d'Basisantennen - bekëmmere, fir d'Stärkten ze iwwerprüfen. Dës Kontrolle mussen natierlech och mat

der Industrie gemaach ginn, an net géint d'Industrie.

Mir wëllen haaptsächlech hei vermeiden, dass emotional Debate gefouert ginn, well ech hunn - a meng Partei huet - ganz vill Fidu an ons Wëssenschaftler. Ech géif mengen, mer solle keng Panik hei maachen.

» **M. le Président.** - Här Krieps, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo. Merci, Här President. Dir sidd haut ganz streng mat mir.

Am leschte „Spiegel“ vum leschte Méindeg kënnt Der nach liesen, dass do en Ëmwelt-spezialist geschriwwen huet, et soll ee keng Panik maachen. Dat geet iwwert d'Portablen. Also ech gleewen, wéi ëmmer, dass d'Parteipolitik a Gesondheetsproblemer guer keng Plaz huet.

Ech soen lech villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Krieps. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als drëtter Riedner geet, sinn natierlech eng Rei Punkte scho gesot. Ech muss awer soen, wann een dee vun der grénger Fraktioun zitéierten iwwer 100 Säite schwéiere Rapport vun der Agence européenne pour l'environnement liest - an ech hunn e gelies, nodeem ech en héflecherweis vum Här Huss zougestallt krut; ech hat e bësse Problemer, fir en ermëzefannen, well en effektiv op kengem Site ze fanne war -, esou stellt ee fest, datt an deem Rapport eng Rei vu Froen a Geforen opgeworf ginn. Dat sinn awer och anersäits zwou Facetten, déi ee muss beliichten.

Et sinn engersäits déi opgelëschte Geforen a Krankheeten oder Krankheitsymptomer op d'Ausweirkung vun der Benotzung vun haut gängege modernen Technologieinstrumenter wéi Handy, GSM-Antennen, awer och „wireless“, HiFi-Anlagen, iPod an esou virun. Dat ass awer och anersäits d'Praxis, wou mir eis all bewosst sinn, datt eist Liewen, eis Aarbecht, eis Schoul op deser technescher Entwécklung opgebaut ass. Eng technesch Entwécklung, déi haut esou schnell ass, datt d'Material vun haut scho muer iwwerholl ass.

Awer et ass och e Fakt, datt mir all dës Moyene brauchen, fir an deem Zäitalter online ze bleiwen, esou wéi datt am Fachjargon heescht. Wie vun eis heibannen huet keen Handy all Dag am Gebrauch? Ech géif hei och déi zwee Untragssteller vun deser Debat mat abezéien.

» **Une voix.** - Ech!

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Den Här Mehlen mell sech hei. Ech hoffen dann, datt ech net eng kéier gesinn, datt hien och Gebrauch mécht vun deem flotten Instrument.

En Instrument, mengen ech, een Handy, mat integréiertem Kalenner, GPS-équipéiert a mam Internet connectéiert, ass e wichtegt Aarbechtsinstrument fir all Mensch, awer virun allem fir „business people“ a fir eis Politiker. An och verschidden dach esou fortschrëttlech Gemenge mat engagéierte Politiker wéi ënner aneren d'Gemeng Lëtzebuerg mat hirem Schaffen an och engem Iwwerzeegte vun deser Stonn, dem Här François Bausch, deen elo leider net heibannen ass, misste flott Projeten an den Tiranng leeën, well dës Projete mat Mobilëlefone lafen an doniewent och „wireless“ gestéiert sinn.

Ech zitéieren hei nëmmen dee ganz flotte Parkingsbezuellungssystem Call2park an doniewent de Projé, deen och den Här Roth zitéiert huet, dee sougenannt „Hot City“ oder „Hot Spot“ och genannt, deen nëmme ka funktionéieren, wann effektiv „wireless“ ka connectéiert ginn a wou Antennen duerch d'ganz Uewerstad hänken. Hei also si wichteg éischt Schrëtt ze maachen, an ech mengen, Här Huss, Dir sidd gutt placéiert, fir engem Schaffe vun der Gemeng Lëtzebuerg dës Messagen och eriwuerze-

bréngen, datt mer hei an der Praxis och ufänken d'ësou ëmzesetzen, wéi mer et hei op der Chambertribün plädieren.

Dir Dammen an Dir Hären, als Fraktioun huele mir d'Recommandatioun vum d'Agence eescht a recommandieren, datt beim Benotze vun där ugesprochener Technologie déi néideg Précautionen ze huele sinn. Précautionen, déi einfach an effikass kënne sinn. Am Plan sectoriel „GSM-Antennen“, deen hei ugeschwat ginn ass, hunn d'Gemeindegemeinschaft, mat beschtem Wëssen dat ze realisieren, an ech weess eng Rei Gemengeréit, wou dat doten in fundus wierklech diskutiert gouf an och probéiert gouf, déi néideg Siten erauszefannen.

Et muss een och feststellen, datt bis haut keng kloer - an ech betounen nach eng Kéier kloer - medezinesch Argumenter bestinn, déi beweisen, datt d'Verwendung vum Handy an aneren zitierete Geräter an Antenne gesondheetschiedlech ass. An och den Här Huss huet op dëser Plaz gesot, an ech hunn notéiert, hien huet och geschwat vun „et géif“ an „et kënnen“ Auswierkunge bestoen. Och hei gesäit een, datt eng gewëssen Ongewësshheet dobäi ass.

» M. le Président.- Erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Huss?

» M. Romain Schneider (LSAP).- Selbstverständlech, Här President.

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Ech hunn de Konjunktiv gebraucht, einfach fir ze zitieren, wat an där Etüd steet. Hei ass de Résumé vum deem Rapport. Do steet dran: „scientific evidence for genotoxic effects, scientific evidence for stress response, scientific evidence for effects on immune function, scientific evidence for effects on neurology and behavior, scientific evidence for brain tumors and acoustic neuromas“. Dat heescht wëssenschaftlech Evidenz steet an deem Rapport an näischt anescht, net iergendwellech Hypotheesen. Et steet dran, datt et eng wëssenschaftlech Evidenz ass. Dat ass dat, wat am Rapport steet.

» M. le Président.- Merci, Här Huss.

» M. Romain Schneider (LSAP).- Bon, da muss mer kucken, ob déi wëssenschaftlech Evidenz sech dann och eng Kéier erëmpigelt an dann och medezinesch iergendwou hannerluecht gëtt.

(Interruption)

Bon, ech hunn Äre Rapport gelies, also net Äre Rapport, mä deen, deen Der zitieret hutt. Et ass eng gewëssen Aarbecht dohanner. Et gesäit een awer och an deem ganze Rapport, an dat fannt Der erëm, datt eng ganz Rei vun effektive Flouen awer och nach ëmmer bestinn.

Esou datt an dësem Domän eigentlech gëllt, wat och am Gebrauch oder an der Aussetzung vun anere Strahlen eigentlech gëllt, wéi zum Beispill d'Sonnenstrahlen, deene sech alljährlech Milliounen ongeschützt aussetzen. Wou Milliounen ongeschützt am Summer um Strand an der Sonn brutzelen oder méi einfach, nëmme duerch d'Ophalen am Fräie sech Strahlen aussetzen. Genau wéi an dësem Domän heescht et beim Gebrauch vun der mobiler Telefonie déi néideg Mesures de précaution ze huelen, fir sech net onnëtz Geforen auszusetzen. Loosse mer also dësen Débat och an dësem Kontext vu Précaution an net vu Panikmacherei setzen a genauestens d'Entwécklung verfollegen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Schneider. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech soen, datt, wann ee sech mat der Matière auseenetzt, et ganz kloer Indikatiounen gëtt, deelweis wëssenschaftlech fundéiert Indikatiounen, déi dorop hiweisen, datt déi Strahlung geféierlech Effeten op d'Gesondheet vum Mënsch huet. Vlächet net direkt - an dat ass wahrscheinlech och d'Problema-

tik - miessbar, spierbar Effeten, mä laangfristeg Effeten, déi sech awer kënnen als Bombe à retardement auswierken.

Hei geet et ëm d'öffentlech Gesondheet. Hei geet et dorëm, datt déi Leit, déi déi Strahlung net wëllen, sech och net kënnen dogéint wieren, well si sinn deem exposéiert. Beim Tubak hu mer jo d'Meenung vertrat, datt do preventiv de Mënsch d'Recht hätt, fir sech net duerch anerer beelaaschten ze loossen. Mir sinn hei exakt an deemselwechten Zeenario, an da soen ech: Och wann dee leschte Beweis net ugefuert ass, mir sinn hei fir de Principe de précaution. An ech hunn een Zitat fonnt, ënner ganz villen, wat ech Iech awer net wollt virenthalen, vun de Regierungschefen bei der Umweltkonferenz zu Rio de Janeiro, schon am Joer 2000: „Bei konkretem Verdacht auf gesundheitliche Folgen neuer Techniken muss direkt reagiert und nicht abgewartet werden bis die oft komplizierten Ursachen lückenlos nachzuweisen sind.“

Dat ass de Prinzip, no deem mer muss virgoen hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt awer ganz kloer net no deem Prinzip virgaangen. Hei ass de Prinzip, datt emol virun allem d'Kommunikatioun iwwerall garantéiert gi muss. Mir bréngen et fäerdeg, och an där Uertschaft, wou ech hierkommen, fir eng Antennmatzen an d'Duerf direkt niewent d'Spillschoul ze setzen an d'Gemeng kann emol näischt dogéint maachen. Dat ass einfach net seriö. Wa mer de Principe de précaution wëlle spille loossen, da muss mer anescht virgoen.

Ech wëll zum Schluss nach soen, Här President, datt esou een Débat wéi deen heite sech selbstverständlech net eegent, fir déi Problematik do seriö ze erörtern. Ech géng proposieren, datt mer sollen eng Kommissioun domat chargieren, fir sech emol ganz seriö domat auserneezen. Mir hunn 20 Sitzungen domat verbruecht, fir d'Juegdgesetz wëllen ze änneren, da wäerte mer an enger Saach, wou et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet, et och fäerdeg bréngen, fir e puer Sitzungen ze organisieren an do emol och seriö doriwuer ze diskutieren.

» M. le Président.- Sou, d'Debatt ass elo ofgeschloss. Freet d'Regierung d'Wuert? Här Minister?

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Wou ass da mäi Kollege, dee fir d'éischt sollt schwätzen?

» M. le Président.- Also, Dir musst Iech eens maachen an der Regierung, Är Riedezäit leeft schonn.

(Hilarité)

» Une voix.- Fänk du un. Fänk du un.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Da fänken ech un.

» M. le Président.- Den Här Gesondheitsminister schwätzt also dann als Éischten. D'Regierung huet am Ganze 15 Minutten.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, esou wéi d'Diskussioun de Mëtteg gefouert ginn ass, soll se och gefouert ginn: an Nuancen. Well mer et hei mat enger relativ neier Technologie ze dinn hunn, wou een nach net deen noutwendege Recul huet, fir definitiv d'Risiko kënnen ze definieren, awer och ze wéineg Recul, fir definitiv kënnen ze soen, dass keng Risiken do sinn.

Mir gesinn, dass déi nei Kommunikatiounsmëttele sech mat enger rasanter Vitesse développieren an och d'Zuel dovun sech rasant développieren. Den Här Huss huet sech op déi Etüd bezunn, déi eigentlech keng nei Etüd ass, mä déi de Verdéngsch huet, fir all déi Etüden oder e groussen Deel vun deenen Etüden, déi bis elo gemaach gi sinn, kritesch ze duerchlichten an do ous Konklusiounen ze zéien. Konklusiounen ze zéien a Richtlinnen doriwuer ze zéien, wéi een an Zukunft soll sanitär Risiko méiglechst reduzieren, fir sech eng Rei vu Standarden ze ginn un déi ee sech soll, wa méiglech, halen.

De Rapport kënn zur Konklusioun, dass déi laangfristeg Konsequenzen vun deenen neien Technologien net mat leschter Certitude kënnen definéiert ginn. Déi wëssenschaftlech Evidenz vu méigleche Risiko geet awer duer, fir ze soen, dass de Principe de précaution ubruecht ass an deem heite Beräich, an de Rapport proposiert och eng Rei vu Moosnamen, déi dorop ousraufen, fir d'Kumulatioun vun der Exposition esou niddreg wéi nëmme méiglech ze halen. Si empfehlt, fir esou wäit wéi méig-

lech laanscht déi schnurlos Kommunikatiounsmëttele ze kommen. Si empfehlt, dass ee Statiounen esou wäit wéi méiglech vu méi sensibele Sitë soll ewechhalen, dass een öffentlech Raim wäitgehend, esou wäit wéi dat méiglech ass, vun deenen dote Kommunikatiounsmëttele soll fräihalen, dass ee virsichteg soll si mam Ëmgang domadder, besonnesch bei Kanner a jonke Jugendliche, an dass een Alternative soll sichen, déi manner Strahlung verursaachen, wéi zum Beispill zréckgräfen op Apparater, déi éischer SMS verschécken, a wann ee kommuniziert éischer mam Knäppchen am Ouer wéi mam Apparat beim Ouer.

Et ass och richtig, dass eenzel Nopeschadministratiounen a -regierunge kloer Richtlinie ginn, wéi zum Beispill d'Ofrode vun dem schnurlosen Internetuschloss doheem souwéi datselwech och an de Schoulen.

Wéi ass elo d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg?

Ech mengen, dass et net stëmmt, dass mer déi heiten Evolutioun net géifen am A halen. Den ILR an d'ITM zesumme mat der Santé schaffen exzellent zesummen a sinn och derbäi, eng ganz Rei vu Recommendatiounen, Informatiounen, Sensibiliséierungsmoosnamen ze maachen, déi verständlech muss si vum „grand public“, well dat ass nämlech eng vun deenen Haaptorientatiounen, déi ee muss goen. Et muss een de Leit d'Méiglechkeete ginn, fir esou wéineg wéi méiglech sech de Strahlen auszusetzen.

Mir sinn och amgang, um Niveau vun der Santé, dat heescht eis Division de la radioprotection zesumme mat der Médecine de l'environnement, eng Rei vu Recommendatiounen zesummenstellen.

Wat ass elo kuerzfristeg machbar?

Machbar ass eng optimal Informatioun vum groussen Public iwwer e vernünftigen Ëmgang mat deene Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi mer hunn, ob dat de GSM ass, ob dat de schnurlosen Telefon ass, besonnesch déi schnurlos Telefonen, déi méi problematesch sinn.

Ganz kloer machbar ass och d'Informatioun vum Public iwwer de Strahlepotenzial vun deenen einzelnen Apparater, well Apparat ass net gläich Apparat, an do gëtt et eng ganz Rei vu gudden Etüden, Recommendatiounen, op déi mer eis kënnen beruffen.

Mir wäerten am Rahme vum Portail Santé déi dote Recommendatiounen, déi doten Informatiounen iwwer d'GSMen, iwwer déi aner Zorte vun Telefone publizieren, esou dass de Client ka jugieren, bei wat fir engem Apparat déi Risiken, déi nach net ze quantifizieren sinn, am geréngste sinn.

Da muss mer selbstverständlech d'Käpp zesummestrecken, zesummeschaffen, fir eng anstänneg Iwwerwaachung vun de méigleche Gesondheitsrisiken hei am Land ze maachen.

An dann ass et wichtig - an dat ass ee vun deene Punkten, déi den Här Huss bruecht huet, déi och absolut ze ënnerstëtzen sinn -, d'Acteuren alleguer zesummenzebréngen an zesummen ze probieren, eng Optimisierung vun de Standuerten ze fannen.

» Une voix.- Très bien!

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Et ass eent vun deene Gebidder, wou d'öffentlech Hand zesumme mat de Providere vill gemä ÷ dem Précautionsprinzip ka maachen.

Hei geet et net drëm fir d'NIMBYsmentalitéit ze fördern, mä et geet drëm dass, wann een Optiounen huet, déi net onméiglech ze erfëlle sinn, een zesumme soll kucken, wou wat am beschte steet, an zesumme soll probieren, dass een dann déi verschidde Provideren och op ee gemeinsamen Nenner bréngt, fir dass een de Strahlepotenzial esou niddreg wéi méiglech hält an d'Antennen op déi am mannste problematesch Sitë kritt.

» M. le Président.- Här Minister, ech wollt Iech just soen, Dir hutt elo d'Halschent vun der Riedezäit genotzt.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Ech kommen direkt zur Konklusioun. Ech wollt also soen, dass déi heiten Diskussioun ganz nützlich ass, dass och um Regierungsplang déi verschidde Memberen an der Regierung sech ganz gutt concertieren an dass et net esou ass, dass an dem Suivi vun dem Plan régional oder Plan sectoriel d'Santé außen vor bleift. Och wa mer net an der Commission de suivi am Moment vertruete sinn, ass awer e ganz oppene Geescht do, fir d'Santé méi staark ze associieren. Ech hunn an deem Sënn och mam Kollege Innenminister geschwat an dee gesäit dat d'selwech.

Voilà, dat gesot, géif ech dann de Relais un dee ginn, mat deem ech an der Lescht ganz vill zesummegeschaft hunn.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kënt deen zweete Member vun der Regierung, deen zu dësem gravë Problem Stellung hält.

(Hilarité)

» M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Här President, ech wäert da just complémentaire zu den Aussoe vum Här Di Bartolomeo kommen, well eigentlech d'Kompetenz vum Aarbechtsminister eenzeg an eleng de Kommodo betrëfft vun den Antennen. Woubäi d'Leit jo, wa se Antenne soen, ganz oft Maste mengen a mengen, d'Maste wäer geféierlech. Si gesinn dann d'Masten a si jätze virun de Masten a si wëssen net, dass dat, wat ka wierklech geféierlech sinn, u sech d'Telefonieren ass. An net nëmme d'Telefonieren mam Handy, mä och d'Telefonieren - an dat hunn e puer Virriedner gesot, och den Här Roth - mat ganz anere Moyenen, wéi déi do sinn.

Wat d'Etüd ubelaangt, wëll ech och nach eng Kéier soen, dass ee muss wëssen, dass dat eng Etüd ass, déi eng sougenannte Laboratoires-Etüd ass. Et gëtt eng Etüd, déi 2008 erauskënnt...

» M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, den Här Huss wëllt Iech eng Fro stellen,...

» M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Ma da soll hien dat maachen.

» M. le Président.- ...déi net op Är Riedezäit ugerechent gëtt.

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här Minister, Dir hutt gesot, et wär esou, datt am Fond den Telefon vu senger Strahlung hier méi staark wär. Dat stëmmt. Et gëtt awer ee groussen Ënnerscheed. De Problem vun den Antennen, déi bei engem Duerf, bei enger Localitéit stinn, ergëtt eng Exposition, déi 24 Stonnen op 24 ass, an dat ass e fundamentalen Ënnerscheed par rapport zu enger Exposition vu vläicht eng, zwou Stonnen am Dag mat méi enger staarker Exposition, an dat ass dann och nach eng zousätzlech Gefor dobäi. Et ass net nëmme den Handy, deen e gewësse Risiko um Ouer ka sinn.

» M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Mä, wann Der d'Etüd kuckt, déi bis elo do sinn, da kënnen déi net esou vu richter Evidenz schwätzen. Och wa Risiken do sinn, an déi hu mer och ëmmer seriö geholl, ass effektiv ëmmer dat, wat erauskënnt, dat, dass kënnen Geforen do sinn, emol net vun engem Gehirntumor, mä effektiv engem Tumor am Ouerkanal.

Ech kommen nach eng Kéier op d'Etüd zréck, déi mer sollen ofwaarden. Dat ass d'Etude Interphone, déi 2008 erauskënnt. Dat ass also eng Etüd, déi gemaach gëtt am Kader vun der Weltgesundheitsorganisation, déi net eng Etüd ass, déi am Laboratoire gemaach gëtt, mä déi effektiv opgrond vu Krankebillen kuckt, wat ka sinn a wat net ka sinn.

Zu de Basisstatiounen. Ech schwätzen nämlech ni gär vun Antennen, well d'Leit en Antennemast verstinn. Zu de Basisstatiounen wëll ech nach eng Kéier hei soen, dass mir zu Lëtzebuerg - an dat hu mer scho virun e puer Joer gemaach; dat waren deemools den Ëmweltminister Charles Goerens an den Aarbechtsminister, deen nach ëmmer do ass - aus engem Geescht vu Précaution ousaus déi mat der Schwäiz niddregste Norm geholl hunn, nämlech dräi Volt pro Meter. Et muss ee wëssen, dass déi aktuell Norm vun der Weltgesundheitsorganisation 42 Volt pro Meter ass!

Mir sinn also ganz niddreg, wat dat ubelaangt, a mir hunn och Moosungen duerchgefouert, déi beweisen, dass an der Regel, wann et richtig ausgestallt gëtt, dat tëschent 0,5 an zwee Voltmeter läit. Mir komme ganz seelen op dräi Voltmeter. Och dat muss ee soen.

Et muss een natierlech och wëssen, wann ee kleng Ausstrahlungen huet, dass een dann natierlech och méi no muss bei d'Leit goen, fir d'Basisstatiounen opzestellen. Et kann een net engersäits soen, stellt se wäit ewech, a soen, strahl wéineg aus. Déi zwee ginn zesummen. Dat ass ee Punkt.

Ech mengen, dass mer richtig Iech mat deenen dräi Volt pro Meter. An ech mengen net, dass mer sollen elo do nach méi wäit goen. Mir wäerten nach eng Kéier souwisou iwwer eng ganz Partie vun Normen schwätzen, well mer och iwwer d'Kernspino...

Jeudi,
25 octobre 2007

(Interruption)

Kernspintographie, Merci fir d'Experten hei.

...well mer iwwert d'Kernspintographie musen diskutéieren an nach eng ganz Partie anerer.

» **Une voix.** - Kernspintographie!

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Kernspintographie, Merci fir de richtigen Expert.

Mir müssen also iwwert d'Kernspintographie diskutéieren an nach eng ganz Partie anerer.

Zu Recht huet och den Här Krieps dorop opmierksam gemaach, wou mer iwwerall dës Strahlen hunn. Där gëtt et der ganz vill, mä ech mengen, mir solle bei den dräi Voltmeter bleiwen. Énner anerem wéinst engem Punkt, deen och den Här Roth opgegraff hat, nämlech deem, dass mer dauernd net nëmme Reklamatioune kréie vu Leit, dass se keng Verbindung kréien, deemno wou se am Land sinn, mä dass mer ëmmer méi Plazen am Land hunn, wou Der net méi eng Lëtzebuerger Verbindung kritt, déi vun enger Basisstatioun ausgesant gëtt, déi niddreg Emissiounswärter huet, mä dass Der ëmmer méi auslännesch Bestrahlung kritt.

Ech zu Esch si regelméisseg op franséischen Netzer. Ech war dëslescht bis op Uewerwampech, majo, do war ech emol frou, wou ech bis e belscht Netz hat, mä e lëtzebuergerescht hunn ech net méi kritt. Deemno wou Der sidd, hutt Der däitsch Netzer. Zu Mondorf hänkt Der doudsécher an den däitschen Netzer. D'ITM ass eng Kéier op Biekeresch moosse gaang an huet erausfonnt, dass zu Biekeresch e Moosswäert ass vun 12 bis 14 Voltmeter, also vill méi wéi dat, wat mir hei autoriséieren.

(Interruption)

Duerfir wëll ech dovir warnen, fir ze soen, dass mir elo nach müssen...

(Interruption et hilarité)

» **M. le Président.** - Eenzeg an eleng den Här Minister Biltgen huet d'Wuert!

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Oh, wat ass dat esou schéin.

Duerfir wëll ech dovir warnen, fir ze soen, elo misste mir nach méi streng Norme festleeën, well da musse mer nach méi Basisantennen opstellen a mir kréien nach méi Basisantennen aus dem Ausland, déi bei eis erastrahlen.

Elo kënnst Der natierlech soen, et wär gutt, wa mer eis géingen innerhalb vun Europa eens ginn, fir manner auszestrahlen.

» **Une voix.** - Jo, voilà.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Ech wëll just soen, dass déi Zäit, wou ech nach Kommunikationsminister war, ech just an den europäesche Ministerrot gaange sinn a gesot hunn, wéi gutt mir wäeren, well mir op dräi Voltmeter erofgaange wäeren, an et wär vläicht gutt, wann déi aner dat och géinge maachen, wann d'Kommissioun géing och aner Wärter festsetzen, mä ech sinn do vernannt gi vun deenen aneren, fir ze soen: Majo, du gees do géint d'Gewerbefreiheet. An et ass net ganz falsch. Wat mir méi mat eisen Normen erfoginn, wat mer u sech eise Lëtzebuerger Operateure méi Misär maache par rapport zu den auslänneschen Operateuren. D'Leit müssen iwwert de Roaming méi bezuelen. Déi aner maachen de Goss an d'Leit ginn och nach méi bestrahlt.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här Minister, wann Dir lech fir europäesch niddreg Normen asetze géift, da kéint dee Problem geléist ginn.

» **M. le Président.** - Här Huss, wann Der gären d'Wuert hätt, da musst Der et froen,...

(Interruption)

...mä Dir kënnst awer de Minister net permanent hei ënnerbriechen. En huet seng Riedezeit scho praktesch ganz opgebraucht.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Ma dann halen ech och elo op mat mengem leschte Wuert, dass ech

soen, dass ech natierlech bereet sinn, dat europäesch festzeleeën, mä dat ass zurzeit net de Fall, an duerfir wëll ech just soen, dass mer net wëlles hunn, hei zu Lëtzebuerg nach ënnert dat ze goen, wat mer elo gemaach hunn, wou mer wäit virun all deenen anere leien, a wou, wa mer géingen erfogoen, net eppes Positives géing entstoen, mä doudsécher op alle Punkten eppes Negatives. D'Leit musse méi deier bezuelen, déi aner maachen de Goss op Käschte vun eisen Operateuren an et komme méi Bestrahlungen an eist Land eran an net manner!

Merci.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat heescht, si bleiwen nach ëmmer an den Dierfer direkt bei de Schoule stoen?! Abee Merci!

» **M. le Président.** - D'Debatt ass domadder ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 5645 iwwert d'Verwendung vun den Informatiounen aus dem öffentleche Secteur. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Dir hutt 15 Minuten.

9. 5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Ech brauch se net alleguer, Här President. Dir kënnst schonn iwwert de Rescht verfügen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een eng Beschreiwung domat ufänkt, dat ee fir d'éischt opzielt, em wat et net bei deem Sujet geet, dann ass eppes faul un der Geschicht. Esou eng negativ Approche verréit nëmme d'Verleeënheet virun der Tatsaach, datt eigentlech näischt oder net vill ze beschreiwé gëtt, well et einfach dem Sujet u Substanz feelt.

Esou ähnlech verhält et sech mat deem Projet, dee mir haut adoptéiere sollen. Et geet dobäi em d'Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem Joer 1998, also aus dem leschte Jorhonnert - ëmmerhin néng Joer sinn dat schonn hier - mat där assuréiert sollt ginn, dat d'Informatiounen, déi am Besëtz vum Stat oder vun aneren öffentlechen Instanze sinn, no gewësse Regelen ënnert d'Leit bruecht ginn.

Wuelgemierkt geet et hei net dorëm, dat déi Informatiounen ënnert d'Leit kommen, mä nëmme em déi Aart a Weis, wéi se ënnert d'Leit komme sollen. Dee klengen Ënnerschied ass wesentlech, well dat déi Informatiounen am Besëtz vun der öffentlecher Hand och wierklech den Entrepreneuren an den eenzelne Bierger, fir wéi eng Zwecker och ëmmer, zougängelech gemaach ginn, dat ass am Moment alles aneschters wéi sécher. Et gëtt nämlech nach kee Gesetz, dat den Zougang zu deenen Informatiounen regléiert. Dat heescht an anere Wieder: Hei gëtt emol einstweilen um Dréchene geschwommen, well nach kee Waasser am Baseng ass.

Net vun ongeféier hunn dann och souwuel de Statsrot wéi d'Handwierkerkummer an hire jeeweiligen Avisé gemengt, dee Projet iwwert d'zweet Verwendung, esou heescht dat, d'„Réutilisation“ vun den öffentlechen Informatiounen géing net vill Sënn maachen, esou laang wéi den Accès zu deenen Informatiounen net geregelt wär.

Firwat also solle mir dann elo dat Gesetz trotzdeem stëmmen a wéi ass et da mat deem Zougang zu deenen Informatiounen?



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Den Drock, Här President, fir mat der Ëmsetzung virunzemaachen, kënnst vu Bréissel a säit kuerzem och vum Europäesche Geriichtshaff um Kirchbiereg, bei deem déi Bréisseler Kommissioun Lëtzebuerg an nach véier aner Länner - d'Belsch, Éisträich, Portugal a Spuenien - wéinst Netëmsetze vun enger Direktiv verklot huet. Am Fachjargon heescht dat jo „Recours en manquement“. An d'Kommissioun ass domat och duerchkomm an huet um Kierchbiereg Recht kritt.

Hiert rabiart Virgoe géint déi fënnf Länner huet d'Kommissioun duerch hir zoustänneg Kommissärin, d'Madame Viviane Réideng - dat ass lech jo keng onbekannt -, domadder erkläre gelooss, datt d'Netëmsetze vun der Direktiv där europäescher Wirtschaft e Schued vun 48 Milliarden Euro am Joer géing maachen - wouhier se ëmmer och un dee Chiffer do kommen. Et heescht, dat wär ongeféier de Wäert vum Business, deen den Entreprisë laanscht d'Nues geet, well si net un déi Informatiounen kommen, déi den öffentliche Secteur liwwere kënnst. Et handelt sech dobäi virun allem ëm Donnéeën aus de Beräicher Meteo, Geographie, Tourismus, Breveten, mä och ëm Informatiounen mat sozialelem, ekonomeschem oder pedagogeschem Hannergrond.

Mir hunn also elo net ganz vill Choix: Entweder stëmme mir elo dat Gesetz hei oder awer mir blechen deemnächst déi Strof, zu där mir wéinst Netëmsetzung vun enger Direktiv vun den EU-Richtere verdonnert ginn. Fir dat ze évitéieren, hu mer besser mir setzen déi Direktiv, déi schliesslech scho fir den 1. Juli 2005 a Kraaft gesat hätt misse ginn, elo ouni nach méi laang ze waarden ëm, quitte datt mir domat just e Lach an d'Loft fachen, well mir, wéi gesot, mat dësem Gesetz d'Regele vun engem Spill festleeën, dat mir nach net spille kënnen, well mer dat Spill iwwerhaupt nach net hunn.

Datt mir dat Spill nach guer net hunn, ass dorop zréckzeféieren, datt den Zougang zu deenen Informatiounen bis dato net geregelt ass, an datt eng entsprecheend Direktiv vun 2004 nach net ëmgesat ginn ass. Déi Direktiv ass wuel net a Vergiess geroden, mä si hängt nach ëmmer am Statsministère, an dat, well d'Regierungsleit mat eiser Press am Clinch leien, ebe just wéinst dem Zougang zur Informatioun.

Et ass nëmmen normal, an Dir géingt vu mir näischt anescht erswaarden, datt d'Medievertrieder mordicus op hirem Recht bestinn, fir un déi Informatiounen ze kommen, déi bei der öffentlecher Hand leien. Schliesslech sinn d'Informatiounen hir Matière première, déi si da fir hir Lieser, Nolauschterer an Nokuckerte verschaffen an opbereeden.

Op där anerer Säit muss een awer och verstoën, datt den Zougang zu deenen Informatiounen, op deenen d'öffentlech Verwaltungen den Domm hunn, net absolut an net onbegrenzt ass. Et kann een deemno déi verstoën, déi, wéi d'Handwierkerkummer, dofir plädéieren, dëse Gesetzesprojet iwwert d'Reutilisatioun vun den öffentlechen Informatiounen esou laang zréckzestellen, bis datt dat anert Gesetz, dat Gesetz iwwert den Zougang zu den öffentlechen Informatiounen, zeideg ass.

Mä dat erëm kënne mir eis net leeschten, well dat Damoklesschwert vun enger Bestrafung iwwer eisem Kapp hängt a well d'Zäit eis fortleeft. Et wäert wuel net méi laang daueren, bis mer gewuer ginn, wéi deier eis eis Saumséilegkeet ze stoe kënnst, well de Geriichtshaff ass drop an drun, eis d'Rechnung fir d'Netëmsetzung ze maachen an d'Héicht vun der Bouss fir eise Manquement festzesetzen.

Et ass kloer, datt dëst Gesetz eis am Moment net allze vill bréngt, mä et schuet awer och näischt, an duerfir a vu den Zäitdrock mengt déi zoustänneg Kommissioun dësem héijen Haus recommandéieren ze kënnen, dëst Gesetz ze stëmme an der Hoffnung, datt dat, wat him eréischt säi volle Sënn gétt, nämlech dat Gesetz iwwert den Zougang zum Stat sengen Informatiounen, geschwé vun der Regierung hei déposéiert an da vum Parlament nogeschoss ka ginn.

Meng Fraktioun mengt och duerfir, hiren Accord zu dësem Projet ginn ze kënnen. Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci dem Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Flesch ageschriwwen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, ech ka mech ganz kuerzfaassen. Ech wéilt fir d'alleréischt dem Rapporteur Merci soen an dann och den Accord vun onser Fraktioun bréngen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Organisme produzéieren a sinn also am Besëtz vu villen Informatiounen, zum Beispill aus dem Finanz- a Wirtschaftssecteur, der Meteo, dem Tourismus oder dem Stroosseverkéier. Dës Informatiounen stellen eng wichteg Matière première duer, där hire Potenzial europawäit vun den Entreprisë kann exploitéiert ginn an zur wirtschaftlecher Croissance an zur Schafung vun Aarbechtsplaze ka bäidroen.

Dës Méiglechkeete kënnen awer nach net ganz zum Droe kommen, well d'Praktike vun den eenzelnen EU-Memberstaten an dëser Matière ze verschidde sinn. D'Kommissioun huet duerfir gemengt, datt ee Minimum vun Harmoniséierung néideg wär, am Sënn vun engem gudden Fonctionnement vum Bannekaart a vun der Entwécklung vun der Informatiounsgesellschaft. D'Direktiv encouragéiert och d'Memberstaten, derfir ze sueren, d'Recherche vun de wichtegsten Dokumenter an der Praxis ze vereinfachen.

Duerch dëse Projet de loi soll keng eenheetlech Gesetzgebung iwwert den Accès zu den Dokumenter vun öffentliche Secteur imposéiert ginn. Den Zougang zu dësen Dokumenter gétt net um communautären Niveau geregelt an dëse Projet huet keen Afloss op d'Méiglechkeete vun de Memberstaten, déi öffentlech Dokumenter, déi zougänglech sinn, selwer ze bestëmmen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - De Moment hu mer zu Lëtzebuerg eréischt esou eng Gesetzgebung am Ëmweltberäich. Eng generell Gesetzgebung iwwert den Zougang zu den Dokumenter vun öffentliche Secteur ass awer zurzäit an Ausaarbechtung.

Et muss een och dorop hiweisen, datt de Projet de loi keng Obligatioun fir d'Organisme vun öffentliche Secteur enthält, d'Weiderverwendung vun Dokumenter ze autoriséieren. D'Bestëmmungen, wéi d'Demandé mussen traitéiert ginn, wéi se an den Artikel 4 bis 10 virgesi sinn, spillen eréischt, wann déi öffentlech Organisme d'Reutilisatioun genehmegt hunn. An deem Fall ass d'Aart a Weis festgeluecht, wéi dës Réutilisatioun soll stattfannen. Prinzipiell gi fixéiert, wat d'Format, d'Délaien, d'Tarificatioun oder d'Exklusivitéitsaccorden ubelaangt. De Projet ännert näischt un de Rechter a Flichten, wéi se an der Gesetzgebung iwwert de Persouneschutz géint iwwer dem Traitement vun Donnéeën mat perséinlechtem Charakter virgesi sinn.

D'Obligatiounen, déi an deem virleiende Projet imposéiert ginn, kommen ebenfals eréischt zur Uwendung am Fall wou se kompatibel si mat de Bestëmmungen aus internationalen Accorden iwwert de Schutz vun de Rechter vun der intellektueller Propriétéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann an dësem Fall et och esou ass, fir emol bei der Sprooch vum Sport ze bleiwen, datt déi zweet Halschent virun der éischter gespilt gétt, oder déi zweet Etapp virun der éischter gefuer gétt, esou wéll ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien! Très bien!

(Hilarité générale)

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Dir gesitt, dass Är Interventioun staark appréciéiert ginn ass. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Gibéryen.

(Brouhaha général)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, no der Interventioun vun Här Diederich bleift wierklech näischt méi ze soen, wéi just nach d'Zoustëmmung vun eisem Grupp ze bréngen.

(Brouhaha général)

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Här President, den Här Thiel, obwuel e jo offiziell seng Pensioun gefeiert huet, huet bewisen, dass en nach ëmmer ganz brillant ass, an där Brillanz kann d'Regierung näischt bäifügen. Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Wier dat ëmmer esou!

(Hilarité)

D'Debatt ass also ofgeschloss a mir kommen zum Vote vun dësem Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 5645⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5645 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmme, bei 6 Abstentiounen a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement)

et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir sinn dann um Enn vun eisem Ordre du jour. Déi nächst Sitzung si fir den 13. an de 14. November virgesinn. Den Ordre du jour wäert lech schrëftlech zougestallt ginn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.47 heures)

Sommaire des séances publiques

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière pages 53-56

5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 pages 56-58

Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz page 59

Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État pages 59-64

Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange pages 64-65

Demandes en naturalisation pages 65-66

Dépôt d'une motion par M. Camille Gira pages 66-67

Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox page 67

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité page 67

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite) pages 67-68

Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise pages 68-69

5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 69-71

Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007 pages 71-72

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile pages 72-75

5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public pages 75-76

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

1.1. Statistiques

Relevé global (du 1^{er} octobre 2006 au 30 septembre 2007)

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

=> TAUX DE CORRECTION: 77,85%

Nombre total de réclamations: 922
Dossiers en cours: 132
Dossiers clôturés: 790

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, permis de travail, visas, passeports

Nombre d'affaires: 105
Affaires clôturées: 96
Affaires en cours: 9

=> taux de correction: 97,61%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires: 20
Affaires clôturées: 18
Affaires en cours: 2

=> taux de correction: 33,33%

1.1.1.3. Administration judiciaire

Nombre d'affaires: 30
Affaires clôturées: 26
Affaires en cours: 4

=> taux de correction: 61,54%

1.1.1.4. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires: 122
Affaires clôturées: 105
Affaires en cours: 17

=> taux de correction: 72,54%

1.1.2. Affaires relevant des Communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires: 39
Affaires clôturées: 34
Affaires en cours: 5

=> taux de correction: 57,14%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires: 75
Affaires clôturées: 61
Affaires en cours: 14

=> taux de correction: 68,18%

1.1.3. Affaires concernant les Établissements publics relevant de l'État ou des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

1.1.3.1. Affaires de Sécurité Sociale

Nombre d'affaires: 130
Affaires clôturées: 114
Affaires en cours: 16

=> taux de correction: 72,22%

1.1.3.2. Administration de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires: 50
Affaires clôturées: 38
Affaires en cours: 12

=> taux de correction: 83,33%

1.1.3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires: 67
Affaires clôturées: 58
Affaires en cours: 9

=> taux de correction: 75%

1.1.3.4. Fonds national de Solidarité (FNS)

Nombre d'affaires: 17
Affaires clôturées: 16
Affaires en cours: 1

=> taux de correction: 66,66%

1.2. Affaires relevant de l'État

1.2.1. Immigration

Le nombre de réclamations formulées à l'encontre du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a augmenté par rapport à l'année précédente. Ces réclamations étaient dirigées pour la plus grande partie contre la Direction de l'Immigration. Quelques réclamations concernaient le Bureau des Passeports.

Le nombre de réclamations ayant trait aux délais d'instruction et de réponse excessifs de la part de la Direction de l'Immigration a diminué même si certaines lenteurs, lors de la délivrance d'autorisations de séjour voire de permis de travail ou dans la procédure d'asile politique demeurent, eu égard à la complexité des dossiers.

La collaboration entre le Médiateur et la Direction de l'Immigration et le Bureau des Passeports est excellente, que ce soit de manière informelle entre agents des différents services, ou de façon plus officielle lors de l'échange de courriers.

À travers l'instruction des réclamations en matière de droit des étrangers, le Médiateur estime que la politique suivie par le Gouvernement et notamment par les Ministres ayant l'Immigration dans leurs attributions semble juste et mesurée, car elle témoigne d'une approche à la fois humaniste et réaliste.

Le droit des réfugiés

Le Médiateur tient à rappeler qu'en principe il n'intervient pas dans des questions de fond lors du rejet de demandes de protection internationale, sauf lorsque des considérations humanitaires sont en jeu. Le Médiateur n'a ni la vocation ni la compétence de se substituer à la Direction de l'Immigration en la matière, qui est mieux outillée pour procéder à la vérification des récits des demandeurs et de statuer sur l'authenticité de leurs documents.

Le Médiateur est néanmoins intervenu auprès des Ministres compétents pour s'en-

quéir des causes des lenteurs inhérentes à certaines demandes de protection internationale ou pour être informé sur les critères applicables lors de la régularisation au cas par cas de certains demandeurs d'asile déboutés.

Le Médiateur tient encore une fois à souligner que la problématique des sans-papiers qui vivent et travaillent depuis de longues années à Luxembourg mérite une réflexion approfondie de la part du Gouvernement. Dans ce contexte, le Médiateur se félicite du traitement de cette question dans le cadre des travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'immigration. Le Médiateur renvoie encore une fois aux observations formulées à ce sujet dans son rapport d'activité 2005-2006.

Le Médiateur a pris note des difficultés d'interprétation de l'article 6, paragraphe 4, de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, qui concerne le retrait et la restitution à un demandeur de protection internationale, des pièces utiles à l'examen de sa demande. La question qui s'est notamment posée est celle de savoir si une personne ayant obtenu le statut de protection internationale peut solliciter la restitution de son passeport national ou de ses autres documents d'identité. Tout en comprenant que les prédicts documents ne devraient pas être restitués dès lors qu'un titre de réfugié (ou titre de voyage) est délivré à ces personnes, le Médiateur constate que la pratique administrative actuelle n'est pas conforme à l'article 6, paragraphe 4 de la loi précitée qui devra dès lors être précisé lors d'une future modification législative.

Le Médiateur se félicite qu'un accord ait pu être trouvé avec la Direction de l'Immigration ainsi qu'avec le Ministère des Transports en ce qui concerne la transcription du permis de conduire de demandeurs de protection internationale, respectivement des bénéficiaires du statut de tolérance. Une instruction ministérielle régissant les modalités et la procédure de transcription a été élaborée en date du 9 mai 2007 par le Ministère des Transports.

L'accès au marché du travail

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi par des ressortissants d'États tiers de réclamations

concernant le passage d'un permis de travail A vers un permis de travail B. Il est vrai qu'en vertu du règlement grand-ducal du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il relève bien du pouvoir discrétionnaire des Ministres compétents de décider au cas par cas de l'octroi des permis énumérés à l'article 2 du prédict règlement. Cependant au regard des principes d'une bonne administration, notamment dans le respect d'une application cohérente de la loi et du principe d'égalité de traitement, les Ministres sont tenus de prendre leurs décisions sur la base de directives générales, voire de critères d'appréciation aussi clairs et précis que possible à communiquer à tout intéressé à sa demande. Il ne saurait y être dérogé que par une décision dûment motivée et objectivement justifiée.

D'après les informations qui ont été communiquées au Médiateur par le ministère compétent, il s'avère que les décisions en la matière sont prises sur la base des critères suivants:

D'abord il y a lieu de distinguer entre travailleurs immigrants et travailleurs immigrés.

Les travailleurs immigrants sont recrutés à Luxembourg parce que le marché de l'emploi national n'arrive pas à satisfaire les besoins économiques.

Parmi cette catégorie de travailleurs, il est distingué principalement en fonction du salaire.

Ainsi, tout travailleur qui a une rémunération supérieure à 4.000 euros reçoit un permis de travail A d'une durée de validité d'un an qui sera transformé en permis B en cas d'occupation continue d'un an auprès du même employeur.

Si le salaire est inférieur à 4.000 euros, le permis de travail ne sera délivré que pour une durée de six mois, renouvelable sur simple demande en cas de continuation d'affiliation et d'occupation, pour une durée d'un an, après quoi, si l'affiliation est toujours continue, un permis B sera délivré. Le premier renouvellement est par contre de six mois si le candidat a libre accès au marché de l'emploi après une occupation in-

interrompue de douze mois en vertu des dispositions transitoires pour les nouveaux États membres.

Parmi les travailleurs immigrés par contre, notamment ceux qui se trouvent en séjour irrégulier à Luxembourg, mais qui pour une raison ou une autre peuvent profiter d'une régularisation par le travail, il est de l'intention du Gouvernement de ne pas les laisser tomber à charge de l'État d'une quelconque manière.

Dans ces cas un permis B ne sera octroyé qu'en cas d'occupation régulière attestée par la délivrance de trois permis A successifs. En général, un changement d'employeur ou de profession n'est pas toléré pendant cette période.

Une fois le permis B octroyé, la délivrance d'un permis C est en principe la règle en cas d'affiliation continue pendant quatre années. Or, il n'est pas garanti qu'une personne ayant été au chômage prolongé pendant les quatre années de validité de son permis B reçoive automatiquement un permis C après la délivrance d'un premier permis B.

Voilà donc les directives générales qui guident les Ministres compétents dans leurs décisions relatives aux demandes en obtention d'un permis de travail de la part de ressortissants d'un État tiers.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations ayant trait à l'accès au marché du travail luxembourgeois de ressortissants des nouveaux États membres. En effet, le Gouvernement luxembourgeois avait décidé de maintenir en vigueur les mesures nationales de restriction de l'accès au marché du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres. Le Médiateur a demandé à la Direction de l'Immigration des précisions quant aux conditions et modalités de procédure à suivre en la matière.

Il en résulte que pour certains secteurs, le permis de travail est accordé avec bienveillance aux ressortissants des nouveaux États membres, en fonction d'une procé-

Extraits du rapport du Médiateur

deure minimale et simplifiée, sans que l'exigence d'un permis de travail soit abolie. Les secteurs visés par cette ouverture sont actuellement l'agriculture, la viticulture, l'hôtellerie et la restauration.

Pour les autres secteurs, selon la situation du marché du travail, la procédure d'octroi de permis de travail est assouplie et les délais réduits. Néanmoins, le Médiateur tient à signaler que la procédure de demande de permis de travail devra toujours être respectée (ex. déclaration de poste vacant, demande de permis de travail, etc.).

Le Médiateur a encore été saisi de réclamations ayant trait à l'obtention d'un permis de travail pour des cuisiniers chinois ou indiens. La Direction de l'Immigration procède à une instruction approfondie de ces demandes en sollicitant parfois un avis de l'Horesca quant aux compétences desdits cuisiniers et quant au rapport raisonnable entre le nombre de cuisiniers et le nombre de menus servis par jour ainsi que le chiffre d'affaires de l'établissement.

Le droit de séjour

En ce qui concerne les autorisations de séjour, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations relatives à des demandes en vue d'un regroupement familial. L'instruction de ces demandes s'avère souvent délicate, notamment lorsque le demandeur se trouve de manière illégale à Luxembourg. Le Médiateur ainsi que les Ministres compétents s'efforcent toujours de veiller à un juste équilibre des règles relatives à l'immigration et du droit de toute personne au respect de sa vie familiale garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur salue également le fait que lorsque des enfants mineurs vivant depuis plusieurs années à Luxembourg sont concernés directement ou indirectement par une demande en obtention d'une autorisation de séjour, les Ministres compétents ont instruit ces demandes en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant mineur.

En cas de demande de regroupement familial d'enfants mineurs, le Médiateur a également été saisi d'un certain nombre de réclamations ayant trait aux moyens de preuve du droit de garde et de l'autorité parentale du parent regroupant.

En ce qui concerne le Bureau des Passeports, le Médiateur a été saisi de plusieurs familles d'origine albanaise, qui en 1991 sont arrivées d'Albanie via l'Italie à Luxembourg. Suite à un accord entre États, ces personnes avaient trouvé refuge au Grand-Duché où elles disposaient depuis 1991 d'une autorisation de séjour.

Leurs différentes cartes de séjour mentionnaient comme nationalité «indéterminée» et ces familles disposaient d'un titre de voyage pour étrangers sur lequel était mentionné nationalité «indéterminée». Elles n'étaient néanmoins en possession d'aucun document d'identité albanaise. Ces personnes, bien intégrées dans notre pays, avaient des difficultés à obtenir un nouveau titre de voyage alors que le règlement grand-ducal du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers prévoit que pour pouvoir prétendre à l'obtention d'un tel titre, le requérant doit apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites. Or, il s'est avéré que dans la pratique, ces familles n'étaient pas en situation de rapporter ces preuves.

Ces personnes n'avaient plus aucun lien avec l'Albanie et leurs enfants étaient pour la plupart nés à Luxembourg. Le Médiateur est intervenu en vue d'une interprétation plus flexible de la prédite réglementation et un nouveau titre de voyage a pu leur être délivré.

1.2.2. Logement et Classes moyennes

La collaboration entre les services compétents en matière d'aides au logement et le

Secrétariat du Médiateur est satisfaisante. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions transmet généralement dans un délai raisonnable un accusé de réception au Médiateur l'informant qu'il a soumis le dossier pour réexamen à la commission compétente en matière d'aides au logement.

L'instruction des dossiers de la part de la prédite commission est néanmoins toujours assez longue, même si le Médiateur est conscient que la commission a un nombre important de dossiers à traiter. Le comportement et l'accueil des fonctionnaires des services visés n'ont pas été mis en cause par les réclamants.

Les réclamations dont le Médiateur a été saisi concernant des demandes de remboursement adressées aux bénéficiaires des différentes aides au logement allouées par le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ont diminué par rapport à l'année précédente.

La plupart des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernaient des demandes de remboursement d'une bonification d'intérêt indûment touchée. Le fait générateur d'une demande de remboursement est, le plus souvent, un changement dans la situation du ménage bénéficiaire soit lorsqu'il y a départ d'un des adultes du logement familial ou arrêt du versement des allocations familiales pour un enfant.

Les articles 1^{er} et 7 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement prévu par l'article 14bis de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement dispose qu'une bonification d'intérêt est accordée aux demandeurs qui ont au moins un enfant à charge.

L'article 3 du même règlement définit l'enfant à charge comme l'enfant pour lequel le requérant touche les allocations familiales et qui fait partie du ménage.

L'article 6 de cette réglementation dispose que les dossiers relatifs au versement d'une bonification d'intérêt sont réexaminés d'office tous les deux ans.

Le bénéficiaire de tout type d'aides au logement, et notamment d'une bonification d'intérêt, a en principe l'obligation d'informer le Service des aides au logement de tout changement lié à sa situation familiale et notamment du fait qu'il ne touche plus d'allocations familiales de la part de la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF) du chef d'un de ses enfants.

Certains ménages qui étaient bénéficiaires d'une bonification d'intérêt, depuis des années, avaient omis d'informer le Service des aides au logement du fait que depuis un certain temps ils ne touchaient plus d'allocations familiales du chef d'un de leurs enfants. Le Service des aides au logement a dès lors souvent constaté que des ménages avaient indûment touché une bonification d'intérêt pendant un certain temps et le Ministre ayant le Logement dans ses attributions a sollicité quelques années plus tard le remboursement du montant perçu en trop.

Il est vrai que la législation en matière d'aides au logement ne prévoit pas de prescription spécifique pour ce qui est des demandes de remboursement des diverses aides au logement, de sorte que la prescription trentenaire est applicable en la matière.

Le Ministre ne dispose pas de base légale lui permettant de dispenser un ménage d'un remboursement partiel ou intégral d'une bonification d'intérêt indûment touchée contrairement à ce qui est prévu pour le remboursement d'autres aides (ex. prime d'acquisition ou subventions d'intérêt) par le règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement. Une dispense de remboursement n'est dès lors, en principe, pas possible, mais le Service des aides au logement propose souvent un remboursement échelonné du montant en question afin d'éviter une charge financière excessive pour le ménage concerné.

Le Ministère du Logement n'a pas non plus accès à la base de données de la CNPF relative à l'attribution d'allocations familiales et ceci pour des raisons de protection des données à caractère personnel, ce qui empêche d'arrêter de suite le versement de la bonification d'intérêt y relative. Le Ministère et la CNPF s'efforcent néanmoins de résoudre les problèmes juridiques liés à une telle transmission des données et le Médiateur ne peut qu'encourager le Ministère et la CNPF à poursuivre leurs efforts en ce sens.

Par ailleurs, l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement prévu par l'article 14bis de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit qu'une nouvelle bonification d'intérêt ne peut être accordée à un même ménage que si la première a été remboursée intégralement.

Lors de l'instruction de certaines réclamations le Médiateur a constaté que la notion de «même ménage» donne souvent lieu à des difficultés d'interprétation. Tel est notamment le cas lorsque un homme (ou une femme), précédemment marié(e), refait sa vie avec un nouveau compagnon (ou une nouvelle compagne), et que ce nouveau ménage décide d'habiter ensemble avec un ou plusieurs enfants. La commission admet qu'un ménage recomposé constitue un nouveau ménage et peut dès lors bénéficier d'une nouvelle bonification d'intérêt sans devoir au préalable rembourser l'ancienne bonification d'intérêt.

Il n'en est pas de même lorsque, suite à une séparation, le père ou la mère reste seul avec un ou plusieurs enfants dans le logement familial. Dans pareille hypothèse, la commission ne considère pas qu'il s'agit d'un nouveau ménage et cette personne ne peut bénéficier d'une nouvelle bonification d'intérêt qu'en cas de remboursement de l'ancienne bonification.

Le Médiateur estime qu'une telle différence n'est guère justifiable eu égard aux charges incombant à un adulte vivant seul avec un ou plusieurs enfants dans le logement familial.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations relatives au refus d'octroyer certaines aides au logement à des acquéreurs d'un logement du fait que la surface du logement (construit après le 10 septembre 1944) n'entrait pas dans les limites prévues par l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 qui dispose que pour obtenir certaines aides au logement la surface utile d'habitation d'une maison unifamiliale doit être de 65 m² au moins et ne doit pas dépasser 140 m². Pour le logement en copropriété divisé, la surface d'habitation doit être de 52 m² au moins et de 120 m² au plus. Ces surfaces sont augmentées en tenant compte du nombre d'enfants d'un ménage et le Ministre ayant le Logement dans ses attributions peut dispenser de la condition minima de surface dans des cas à caractère social.

Le Ministre refusa d'accorder des dispenses de la condition de la surface utile d'habitation minimale «eu égard notamment au prix élevé des logements en question». Le Ministre refuse de faire droit à une telle dispense dès lors qu'il estime que le prix par m² d'un logement est trop élevé par rapport au prix moyen par m² pour les appartements de même taille dans une localité donnée.

En ce qui concerne le Fonds du Logement, le Médiateur renvoie au suivi de sa recommandation N°20-2006 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, en exécution de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

1.2.3. Administration judiciaire

Comme par le passé, le profil des réclamations introduites à l'encontre de l'Administration judiciaire ne diffère guère des dossiers dont le Médiateur a été saisi en la matière pendant les exercices précédents. On note une légère baisse du nombre des réclamations, baisse qui cependant ne va pas au-delà des fluctuations statistiques normales.

Tout comme par le passé, pratiquement toutes les réclamations sont relatives à des lenteurs de procédure, ceci aussi bien au niveau des parquets et des juridictions d'instruction qu'à celui des juridictions de fond, civiles et répressives.

Le Médiateur est plus souvent saisi par des réclamations visant les liquidateurs ou les curateurs nommés par les juridictions commerciales. En effet, il semble qu'il est parfois difficile pour les justiciables, et surtout pour les ayants droit dans une procédure de faillite tels que les créanciers ou les bailleurs de locaux commerciaux, d'obtenir des informations concrètes par les liquidateurs ou les curateurs. Certaines réclamations se rapportent également à l'absence totale de curateurs ou encore à l'absence totale de réaction de leur part suite à des

sollicitations écrites par des personnes ayant des intérêts dans une procédure de faillite ou de liquidation. Dans ce domaine, il faut relever la bonne collaboration avec les juges commissaires, généralement saisis par le Médiateur pour ce type de réclamations.

Le Médiateur tient également à souligner la coopération efficace avec les parquets dont le personnel affiche une grande disponibilité et une réelle volonté de collaboration par la communication simple et rapide d'informations, exclusivement d'ordre technique évidemment, évitant ainsi la constitution de dossiers et permettant une réponse rapide à la demande des justiciables.

Le Médiateur se félicite du suivi réservé à ses remarques faites dans son dernier rapport annuel concernant le manque de disponibilité du Service d'accueil et d'information juridique. Le cadre du personnel de ce service a en effet été augmenté d'une unité permettant ainsi une augmentation du nombre de permanences à l'usage des justiciables.

Le Médiateur se doit cependant de réitérer ses critiques quant à la formation des employés de l'administration judiciaire appelés à assumer des fonctions normalement réservées aux greffiers. Surtout au niveau des Justices de Paix ces agents sont très fréquemment sollicités par téléphone pour donner des renseignements d'ordre juridique. Une formation identique ou du moins analogue à celle des greffiers et autres fonctionnaires rédacteurs de l'Administration judiciaire s'impose afin de mieux satisfaire les attentes légitimes du citoyen en ce qui concerne la qualité et la fiabilité d'une information qui lui est donnée par une administration publique.

Le Médiateur est saisi d'une manière régulière de réclamations qui ont pour objet des lenteurs procédurales dans des affaires civiles pendantes devant les Tribunaux d'arrondissement. Une instruction approfondie de ce type de réclamations fait souvent apparaître que la lenteur effective de la procédure n'est pas le fait de la juridiction du fond saisie du dossier, mais qu'elle est générée par le comportement d'une ou de plusieurs des parties au procès, souvent peu respectueuses des délais qui ont pourtant été impartis par le magistrat de la mise en état. Dans ce contexte, et dans l'intérêt d'une évacuation plus rapide des dossiers, le Médiateur se féliciterait si les magistrats de la mise en état faisaient plus fréquemment emploi des droits coercitifs qui leur sont réservés par la loi.

Un problème majeur et récurrent est celui de la collaboration des juridictions d'instruction avec le Médiateur. En effet, le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations visant des délais d'instruction ne répondant plus aux critères de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Contrairement cependant à toutes les autres autorités judiciaires, un certain nombre de juges d'instruction croit devoir se replier derrière le secret de l'instruction pour refuser au Médiateur toute information utile lui permettant d'instruire valablement les réclamations dont il est saisi. Bien que cette question soit tranchée par l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur ainsi que par l'avis du Conseil d'État y relatif, cette attitude adoptée par certains juges d'instruction va clairement à l'encontre des droits du justiciable. Aussi, le Médiateur surveille-t-il de près cette problématique et n'hésitera-t-il plus à recourir aux moyens qui lui sont réservés par le législateur en vue d'améliorer la collaboration des autorités judiciaires dans ce domaine.

Ainsi dans une affaire pénale grave qui remonte au mois de novembre 2002 et dont l'instruction est toujours en cours, le Médiateur s'est vu contraint d'adresser récemment une recommandation officielle aux autorités compétentes afin que le droit des victimes, nombreuses dans ce dossier, ainsi que le droit des inculpés à un procès évacué dans un délai raisonnable soit respecté. De plus amples détails quant à cette recommandation peuvent être obtenus au chapitre réservé aux recommandations.

Le Médiateur suit avec la plus grande attention le sort qui sera réservé à sa recommandation visant la création d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Le Médiateur espère que suite à sa recommandation relative à une révision de la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le projet de loi 4955 et les projets de règlements grand-ducaux afférents portant modification des dispositions législatives en matière de saisie-arrêt spéciale et de cession sur salaire seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

1.2.4. Administration pénitentiaire

Depuis le mois de décembre 2006, le Médiateur ou ses collaborateurs se sont déplacés à 7 reprises au Centre pénitentier de Schrassig pour y recueillir sur place les réclamations orales de 29 détenus.

En dehors de ces réclamations recueillies sur place, le Médiateur a enregistré 10 réclamations écrites qui lui ont été adressées par des détenus ou des retenus du CPL.

À ces chiffres, il faut ajouter quelque 90 courriers adressés au Médiateur soit par des personnes détenues à Schrassig, soit par des membres de leurs familles respectives qui n'ont cependant pas donné lieu à l'ouverture d'un dossier. Le Médiateur a répondu par écrit à toutes ces sollicitations, généralement irrecevables ou manifestement non fondées.

La très grande majorité des réclamations introduites par des personnes privées de liberté au sein du CPL était relative à des problèmes d'accès aux soins médicaux, ceci malgré le fait que le CPL dispose d'une permanence assurée par des médecins tant dans le domaine des maladies somatiques que dans celui des maladies psychiatriques, assistés d'une équipe paramédicale qui assure une permanence de 24 heures sur 24.

En général, les détenus se sont plaints de difficultés à pouvoir consulter des médecins spécialistes hors du CPL pour des maladies dont ils souffraient déjà au moment de leur incarcération ou alors pour des pathologies acquises pendant la détention. Sont notamment concernés les examens radiologiques, le domaine de la chirurgie, l'urologie, le domaine ORL et les maladies internes ou endocrines ainsi que principalement celui de l'ophtalmologie. En effet, de nombreux patients se sont plaints de ce que les délais d'attente sont excessivement longs pour une visite ophtalmologique, voire qu'il était quasiment impossible de pouvoir consulter un ophtalmologue. Les maladies oculaires concernent un grand nombre de détenus en raison d'autres pathologies, plus fréquentes dans la population carcérale, qui peuvent engendrer des troubles ophtalmologiques. Dans le passé le CPL disposait toujours d'un médecin oculiste qui consultait sur place. Lorsque ce médecin a décidé d'arrêter son travail au CPL, bon nombre de détenus ont dû être transportés vers un oculiste à l'extérieur ce qui représentait un défi logistique majeur au vu des règles de sécurité prescrivant un nombre conséquent de personnel accompagnant afin de prévenir tout risque d'évasion. Ce problème a entre-temps pu être résolu par la mise en place d'un nouvel appareillage de diagnostic ophtalmologique et par l'engagement d'un médecin spécialiste qui assure depuis quelques mois une présence régulière au CPL.

Le Médiateur note avec satisfaction que des efforts ont été entrepris pour assurer aux détenus souffrant d'une maladie nécessitant un régime alimentaire particulier et également à ceux des détenus qui sont soumis à une alimentation spécifique du fait de leurs croyances religieuses un régime alimentaire répondant à leurs besoins.

Il est à relever qu'aucune réclamation ne visait le comportement du personnel de surveillance.

Au cours des nombreux entretiens que le Médiateur a eus tant avec les responsables du CPL qu'avec des détenus et avec des représentants de différentes autorités publiques ou organismes de la société civile impliqués dans le fonctionnement de l'Administration pénitentiaire, il s'est avéré qu'une restructuration profonde de l'Administration pénitentiaire s'impose. En effet, cette administration, qui compte parmi les plus grandes de l'État et qui doit suffire à une tâche des plus difficiles, ne répond plus ni aux normes de bonne gestion auxquelles devraient satisfaire toute l'administration publique, ni à la réalisation efficace d'une partie essentielle de sa mission, à savoir promouvoir la réintégration sociale des détenus et de ce fait veiller aussi au maintien de la sécurité publique.

L'Administration pénitentiaire souffre dans certains départements d'un manque de personnel, notamment en ce qui concerne les services du SPSE et les ateliers de travail. L'expérience a également fait apparaître un manque de communication et de coordination entre les différents services, préjudiciable à un travail efficace et efficient.

Finalement, on doit se poser la question si la structure hiérarchique actuelle de l'Administration pénitentiaire ne devrait pas être modifiée en certains points ceci dans l'op-

tique d'une facilitation des processus décisionnels qui ne relèvent pas directement des compétences que la loi réserve au Procureur général d'État.

Le Médiateur examinera de près le fonctionnement de l'Administration pénitentiaire et se propose de formuler d'ici quelques mois des recommandations en la matière.

Le Médiateur se félicite que, dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2007, Monsieur le Premier Ministre a souligné l'importance de la mise en place d'un mécanisme de contrôle des lieux privés de liberté qui serait attribué au Médiateur. De nombreuses entrevues en vue de la préparation d'un tel mécanisme ont déjà eu lieu. Le Médiateur prend acte de l'intention de Monsieur le Ministre de la Justice de faire élaborer un projet de loi visant la création d'un tel organe d'ici la fin de l'année.

1.2.5. Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration entre l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le Secrétariat du Médiateur est excellente.

Les réclamations peuvent pour l'essentiel être rangées dans trois rubriques.

1. L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002

L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation reste un domaine qui suscite beaucoup de réclamations.

Certaines réclamations ont trait à la dispense de remboursement du montant du crédit d'impôt. Toute cession d'immeuble avant l'expiration de la durée d'occupation de 5 ans prévue à l'article 11 de la loi susvisée fait perdre au cédant le bénéfice du crédit d'impôt.

L'article 11 de la loi susvisée énumère différents cas précis qui permettent au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines d'accorder une dispense de remboursement. Cette énumération n'est pas exhaustive et n'exclut pas d'autres cas résultant d'une situation de contrainte non imputable aux intéressés et les contraignant à abandonner leur habitation.

Trois dossiers qui concernaient des enfants souffrant de graves problèmes de santé ont pu être réglés. Dans deux cas, ces enfants étaient contraints de fréquenter des établissements scolaires à l'étranger vu les difficultés pour trouver à Luxembourg des institutions pouvant les prendre en charge et offrir des traitements adéquats.

Un de ces dossiers concernait un enfant en bas âge souffrant de considérables retards dans le développement mental et requérant des mesures de rééducation adaptées. Un autre dossier concernait un enfant souffrant de graves troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité (TDAH), de troubles du comportement social et d'une dépression nerveuse. Vu le manque d'écoles spécialisées pour les enfants souffrant de TDAH à Luxembourg, les parents ont dû scolariser leur enfant à l'étranger. Dans ces deux cas, les parents ont été contraints de vendre leur habitation pour s'établir à proximité des institutions par lesquelles leur enfant fut pris en charge. Dans le troisième dossier, des parents étaient obligés de vendre leur habitation, leur enfant tétraplégique ne pouvant se déplacer qu'en chaise roulante électrique avec laquelle il ne pouvait circuler dans leur habitation dont les portes et couloirs étaient trop étroits.

Dans ces trois cas, le Directeur a accordé une dispense de remboursement du crédit d'impôt.

Dans d'autres dossiers, le Médiateur a dû déclarer non fondées des réclamations de parents désireux de vendre leur habitation pour acheter un logement plus spacieux en raison de la naissance d'un second enfant. Un tel événement ne constitue pas un événement imprévisible et ne saurait dès lors être qualifié de force majeure au sens de l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002.

Une autre affaire concernait des parents qui avaient cédé à deux de leurs enfants la nue-propiété d'un appartement tout en continuant à l'habiter. La question était de savoir si la cession de la nue-propiété tombe sous l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002 selon lequel la cession de l'immeuble intervenue dans les cinq années donne lieu au rem-

boursement total de l'abattement accordé.

Certes cet article précise bien que c'est la cession de l'immeuble qui est visée par la loi. On pourrait en déduire qu'il doit s'agir d'une cession de l'immeuble tout entier et non pas seulement d'un démembrement de la propriété. Le Directeur tira cependant argument de l'article 578 du Code civil qui définit l'usufruit comme le droit de jouir d'une chose dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance pour déduire de cette définition que la nue-propiété est à assimiler à la propriété tout court.

Selon la pratique suivie actuellement, l'abattement est accordé tant au nu-propiétaire en cas d'acquisition de la nue-propiété qu'à l'usufruitier en cas d'acquisition de l'usufruit. Le réclamant n'a donc été tenu au remboursement de l'abattement accordé et des intérêts légaux que sur la valeur de la nue-propiété cédée et non pas sur la valeur de la propriété entière.

Un autre dossier dans lequel le Directeur n'a pas suivi le Médiateur concernait le cas d'une personne qui avait acquis avec sa fille et le conjoint de cette dernière une grande maison d'habitation. Suite au divorce du couple, la maison a dû être vendue dans le cadre de la liquidation de la communauté de biens. Conformément à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002 les divorcés ont bénéficié d'une dispense de remboursement, qui a cependant été refusée à la mère bien que le divorce de sa fille la mit dans une situation de contrainte, car ladite maison ne pouvait être vendue que dans son intégralité et elle ne disposait pas des fonds nécessaires pour se porter acquéreur de la maison toute entière.

Dans une affaire soumise au Médiateur se posait la question de l'interprétation de la notion de «dépendance» contenue dans l'article 5. a) de la loi du 30 juillet 2002. Un réclamant ayant fait l'acquisition d'un garage demanda d'être admis au bénéfice de l'abattement fiscal. L'administration lui opposa un refus au motif que le garage, n'étant pas situé à proximité de son habitation, ne pouvait en être une dépendance. Il était en effet situé dans une autre rue à une distance d'environ 800 m du logement du requérant. Le Médiateur plaida pour une interprétation moins restrictive de la notion de dépendance. En l'espèce, le réclamant était en mesure d'atteindre son garage en 12 minutes environ, ce qui serait un laps de temps assez court pour qu'on puisse encore considérer le garage comme dépendance. De plus, les habitations ainsi pourvues de garages pourraient se vendre plus facilement. Une interprétation de la loi favorisant l'acquisition de garages est tout à fait conforme au but poursuivi par la loi du 30 juillet 2002. Le Directeur se ralliant à ces arguments s'est déclaré d'accord pour réformer la décision initiale.

Plusieurs dossiers ont été introduits auprès du Médiateur par des personnes divorcées qui, lors de la liquidation et du partage de leur communauté de biens, se sont vu allouer un immeuble tout en bénéficiant dans cette opération du crédit d'impôt. Ces personnes étaient néanmoins tenues de rembourser celui-ci en cas de revente de leur lot avant l'expiration du délai quinquennal. La période d'habitation du logement avant l'octroi de l'avantage fiscal ne pouvait pas être prise en considération.

2. TVA Logement

Une autre série de réclamations concernait le remboursement de la TVA Logement respectivement l'application du taux réduit de 3%. L'article 6.2. du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 soumet le remboursement de la TVA Logement à la condition qu'à la date des travaux substantiels d'amélioration le logement doit exister depuis vingt ans au moins. La date de départ de ce délai de vingt ans fut l'objet d'une réclamation.

L'administration s'était référée à la date à laquelle le demandeur a fait inscrire sa nouvelle adresse au registre de la population de la commune. Certes, l'avantage de cette pratique est qu'elle se base sur une date officielle et aisément vérifiable, qui, dans la plupart des cas, correspond approximativement à la date à laquelle la construction a été achevée. Rares devraient être les maîtres d'ouvrage qui déménagent après un délai de plusieurs mois après l'achèvement de la construction de leur maison.

Il n'en reste pas moins que l'article 6 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 se réfère à l'âge de la construction et non pas à la durée de l'occupation. Le réclamant, qui avait signalé son changement d'adresse avec un certain retard, a pu établir l'année de construction de sa maison au moyen d'un certificat communal. Le Médiateur a dû néanmoins déclarer non fondée la réclamation, car faute d'une indication précise

quant à la date d'achèvement des travaux, il fallait prendre comme point de départ du délai le 1^{er} janvier de l'année postérieure, ce qui fit que les vingt ans n'étaient pas acquis.

Un dossier plus significatif concernait un réclamant qui avait introduit dans le délai légal une demande en vue du remboursement de la TVA Logement. L'administration refusa le remboursement de la TVA relative à une facture établie par un entrepreneur allemand en lui opposant que cette entreprise n'aurait pas été enregistrée à Luxembourg et n'aurait pas versé la TVA à l'administration luxembourgeoise. Le réclamant fit par la suite des démarches afin que son fournisseur régularise sa situation et introduisit une seconde demande de remboursement. Cette nouvelle demande fut cependant rejetée au motif que le délai de prescription de cinq ans avait expiré.

La question qui se posait était celle de savoir si l'administration était en droit de soulever l'exception de prescription alors qu'une première demande de remboursement de la TVA avait bien été introduite dans les délais. Le Directeur s'est montré finalement d'accord à prendre en compte la première demande de remboursement introduite dans le délai.

Un grand nombre de réclamations en matière de TVA Logement ont dû être déclarées non fondées par le Médiateur. Le Médiateur a ainsi été amené à confirmer la soumission de la prime d'encouragement écologique à la TVA en exécution de l'article 29, d) de la loi TVA et de l'article 11-A § 1 de la sixième directive TVA.

Font toujours l'objet de réclamations les dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 suivant lesquelles toute demande de remboursement doit porter sur des factures d'un montant global dépassant trois mille euros et les factures doivent individuellement porter sur un montant hors TVA dépassant 1.250 euros.

Plusieurs réclamants se sont vu opposer un refus de remboursement de la TVA par l'administration en raison de la prescription quinquennale prévue par l'article 82 de la loi TVA. Le délai de cinq ans endéans lequel une demande de remboursement de TVA Logement est à introduire est assez long. Généralement les réclamants n'ont pas été à même de rapporter la preuve d'un cas de force majeure empêchant l'introduction d'une demande de remboursement pendant ces cinq ans. Ce délai de prescription est un délai de rigueur non susceptible de prorogation. En droit strict, la prescription court même à l'encontre des contribuables qui se trouvent dans l'impossibilité d'agir. Il reste bien entendu que le Médiateur peut en vertu des pouvoirs lui conférés par la loi du 22 août 2003 adresser une recommandation en équité au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement tendant à un relevé de forclusion.

Quelques réclamations ont été introduites ayant pour objet des redressements de la part de l'administration dans des cas où le prix de vente d'immeubles était inférieur à la valeur vénale des biens. Il s'agissait de cas où l'immeuble a fait l'objet d'une revente à un prix nettement plus élevé peu de temps après la première opération. L'administration s'était référée dans les dossiers en question à la valeur de réalisation d'immeubles voisins pour justifier son redressement.

3. L'échelonnement de dettes de TVA

Une série non négligeable de dossiers concernait des réclamants chargés de dettes importantes de TVA auxquels des délais de paiement supplémentaires avaient été refusés. Le Médiateur estime qu'il incombe à l'administration de veiller à ne pas provoquer des faillites qui pourraient être évitées par un échelonnement de la dette fiscale. Les délais de paiement ne devraient en principe être octroyés qu'après une analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices.

L'objectif de la recommandation 26/2007 du Médiateur est de mettre en œuvre une coordination entre les principaux créanciers publics, à savoir l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration des Contributions directes et le Centre commun de Sécurité sociale en matière de re-

Extraits du rapport du Médiateur

couvrement. Cette concertation permettra un échange d'informations au sujet de l'endettement de débiteurs communs et une évaluation commune de la situation financière de ceux-ci.

Dans un des dossiers, l'administration s'était déclarée d'accord à suspendre ses actions de recouvrement forcé vu que le débiteur en question était en possession d'un montant élevé de créances impayées dont le recouvrement judiciaire était en cours.

B. Administration des Contributions directes

La collaboration de l'Administration des Contributions directes avec le Médiateur est excellente. Les prises de position sont transmises dans un délai raisonnable au Médiateur.

Les réclamations à l'encontre de cette administration soulèvent des problèmes très divers qu'il n'est pas facile de ranger en différentes rubriques.

Un des problèmes qui a été signalé dans le rapport d'activité de l'année précédente concerne le fonctionnement des centraux téléphoniques de l'Administration des Contributions. Par une lettre du 29 août 2007, le Directeur des Contributions a informé le Médiateur en détail des mesures prises afin que son administration soit joignable à tout moment par téléphone:

- Émission d'une note de service contenant des instructions au personnel tendant à améliorer l'accueil téléphonique des contribuables;

- Indication du nom et numéro de téléphone du contribuable en charge du dossier dans toute correspondance;

- Nomination d'un responsable des centraux téléphoniques garantissant une meilleure gestion des effectifs;

- Organisation d'un cours de formation continue pour les personnes s'occupant principalement de l'accueil physique et téléphonique des contribuables;

- Accès de ces derniers à un système d'information des absences des agents permettant de rediriger les appels vers d'autres collaborateurs;

- Mise en place d'un enregistrement sonore avertissant le public de l'occupation de toutes les lignes;

- Examen d'un projet de renforcement en moyens humains pendant certaines périodes de certains services particulièrement sollicités;

- Examen de la possibilité d'inviter les contribuables à privilégier d'autres moyens de communications comme le fax, le courriel ou la lettre.

Le Médiateur se félicite des efforts réalisés par l'Administration des Contributions directes pour améliorer l'accueil des contribuables.

Imposition des plus-values

L'imposition des plus-values fait régulièrement l'objet de réclamations. Dans la plupart des cas, l'examen du dossier révèle que l'imposition du bénéfice de cession a été faite conformément à la loi. Ce n'est que dans des dossiers présentant des éléments plus particuliers que le Médiateur est intervenu auprès du Directeur des Contributions.

Dans un de ces dossiers, le bureau d'imposition avait hésité à accepter l'exemption d'impôt applicable aux habitations ayant servi de résidence principale du fait de la grande surface des dépendances. C'est pourquoi le bureau avait imposé la plus-value afférente à une partie non construite du terrain susceptible à première vue de constituer une place à bâtir. Suite à l'intervention du Médiateur et à une demande d'information auprès du service technique de l'Administration communale, le bureau d'imposition modifia sa décision étant donné que le terrain en question n'était pas constructible selon les normes du règlement des bâtisses.

Une autre réclamation concernait une plus-value générée par la cession d'une entreprise documentée par une convention assez complexe contenant en faveur du cessionnaire un certain nombre de garanties contractuelles. De ce fait, à la date de l'im-

position, le prix de cession prévu au contrat n'était pas encore définitif. Il a été convenu que le contribuable introduise une réclamation auprès du Directeur sur la base du § 228 AO et dont le traitement sera suspendu jusqu'à la levée des garanties.

Dans d'autres dossiers des difficultés dans l'imposition des plus-values tenaient aux problèmes auxquels les contribuables étaient confrontés pour établir le coût historique des immeubles en question faute de pièces justificatives concernant ces dépenses. On ne saurait reprocher aux bureaux d'imposition de faire montre de prudence, car souvent les propriétaires avaient dans le passé déduit de leurs revenus de location certains travaux à titre de frais d'entretien et de réparation qu'ils voudraient faire prendre en compte, lors de la cession de l'immeuble, à titre de dépenses d'investissement augmentant le prix de revient de l'immeuble.

Dans un dossier soumis au Médiateur, un contribuable voulait intégrer dans le prix de revient d'une habitation aliénée le coût de construction d'une pièce supplémentaire. Il n'était cependant pas en mesure de fournir les pièces requises de sorte que le bureau d'imposition rejeta l'estimation du coût de cette construction faute de justifications plus précises. Comme le fait même de la construction d'une pièce supplémentaire n'était pas contestable, le Directeur des Contributions se déclara d'accord à taxer le coût des travaux afférents conformément au § 217 AO.

Le transfert des plus-values est un sujet qui revient périodiquement et beaucoup de contribuables méconnaissent les prescriptions du règlement grand-ducal du 17 juin 1992. Dans un dossier en cours de traitement, la question se pose de savoir si l'application stricte des délais n'est pas, dans ce cas précis, constitutive d'une rigueur excessive justifiant une remise gracieuse sur base de l'équité objective.

Dans une autre affaire se posait un problème d'interprétation de l'article 102bis L.I.R. relatif à l'exemption de l'impôt sur la plus-value générée par la vente d'une habitation non occupée par le contribuable mais assimilée à une résidence principale. Est assimilée à une résidence principale, l'habitation non occupée par le contribuable à condition qu'il l'ait occupée à la suite de l'acquisition ou de son achèvement et que l'abandon ait été motivé par des raisons d'ordre familial. La question se posait si le désir de fonder un foyer dans le cadre d'une union libre correspond à une telle raison. Le bureau d'imposition n'était pas de cet avis. Dans sa décision, le Directeur des Contributions a suivi l'argument du Médiateur qui s'est référé au caractère stable de cette union libre assimilable à un mariage invoquant par ailleurs une jurisprudence du Tribunal administratif interprétant d'une façon moins stricte la notion de raisons d'ordre familial et l'évolution des mentalités requérant une interprétation plus extensive de cette notion.

Imposition des non-résidents

Les réclamations les plus nombreuses relevaient de la catégorie des dossiers à caractère transnational. Les contribuables se trouvant dans une telle situation sont souvent dépassés par la complexité des dispositions fiscales applicables. Dans ces cas, le Médiateur est souvent amené à vérifier les impositions et à donner des explications aux réclamants voire à intervenir auprès de l'administration si une correction s'impose.

Ainsi, quelques personnes séparées de fait de leur conjoint, sans qu'une procédure de divorce n'ait été entamée, se sont plaintes d'être rangées dans la classe d'impôt 1 après le transfert de leur domicile à l'étranger. La même solution s'applique aux frontaliers. Cette solution est conforme aux articles 157bis et 157ter L.I.R. selon lesquels l'imposition dans la classe 2 suppose que les époux ne vivent pas en fait séparés. En cas de rupture de la communauté de vie avec leur conjoint sans autorisation de résidence séparée, ces frontaliers perdent le bénéfice de la classe d'impôt 2. Les résidents luxembourgeois par contre restent imposables collectivement dans la classe d'impôt 2 bien que séparés de fait. Ces dispositions sont ressenties comme discriminatoires et leur conformité à l'article 39 CE peut être mise en doute. Cette question, soulevée par un réclamant résidant en France, mérite d'être examinée par le Ministère des Finances.

Un de ces cas qui a donné lieu à une imposition plus sévère en raison d'un transfert du domicile à l'étranger a pu être résolu moyennant une remise gracieuse.

Il s'agissait d'un Luxembourgeois handicapé mental qui, placé en Allemagne, y avait son domicile fiscal. Un problème se

posait en relation avec l'imposition d'une plus-value provenant de la vente d'un immeuble recueilli par succession et situé à Luxembourg. Étant domicilié en Allemagne, il a été fait application de l'article 157, al.5 L.I.R. qui prévoit une imposition minimale à hauteur de 15% de cette plus-value. S'il avait été domicilié à Luxembourg, l'imposition aurait été minime vu l'absence de tout autre revenu. Ce désavantage résultant tout simplement du domicile allemand du contribuable était reconnu par le Directeur des Contributions comme équivalant à une rigueur excessive et donna lieu à une remise gracieuse.

D'autres dossiers impliquaient des couples mariés mais qui, tout en étant restés en communauté de vie, avaient des résidences fiscales séparées établies l'une à Luxembourg, l'autre dans un pays limitrophe. L'article 3d L.I.R. permet à ces époux de demander l'imposition collective à condition que l'époux résident réalise à Luxembourg au moins 90% des revenus professionnels du ménage. Le Médiateur était cependant obligé de rejeter ces réclamations, la condition susvisée n'étant pas remplie.

Un autre dossier soumis au Médiateur et relatif à l'imposition des non-résidents concernait la prise en compte des pertes locatives étrangères dans la fixation du taux d'impôt appliqué à Luxembourg aux revenus de source luxembourgeoise. L'article 98 (1) 5 L.I.R. considère l'avantage tiré par un propriétaire de la jouissance de sa propre habitation située à Luxembourg comme un revenu imposable. Par conséquent, les intérêts débiteurs en relation avec l'habitation constituent des frais déductibles dans la limite d'un plafond. En outre, les résidents luxembourgeois peuvent faire valoir des pertes locatives étrangères dans le calcul du taux d'imposition pour lequel l'ensemble de leurs revenus est pris en considération y compris ceux dont le droit d'imposition revient à d'autres États.

Beaucoup de non-résidents exerçant une activité à Luxembourg d'où ils tirent la quasi-totalité de leurs revenus ne disposent pas dans leur État de résidence de revenus imposables suffisants pour permettre la prise en compte de revenus de location négatifs. Pour le calcul du taux de l'impôt, l'article 157ter L.I.R. permet seulement la prise en compte, à côté des revenus luxembourgeois, des revenus professionnels étrangers, mais non pas d'autres revenus étrangers. Des pertes y relatives comme des revenus locatifs négatifs ne peuvent donc pas être prises en considération.

Aux termes d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes dans une affaire C - 182/06 du 18 juillet 2007, statuant sur une question préjudicielle de la Cour administrative de Luxembourg, l'article 39 du traité CE s'oppose à une réglementation nationale ne permettant pas «la prise en compte, aux fins de la détermination du taux d'imposition applicable des revenus locatifs négatifs relatifs à des immeubles non occupés personnellement et situés dans un autre État membre».

Dans le dossier soumis au Médiateur par un réclamant non-résident, il était question d'intérêts débiteurs, en relation économique avec une habitation située en France, qui, portés en déduction de la valeur locative, constituaient un revenu négatif. Le raisonnement de la Cour européenne de Justice me semble bien devoir être transposé aussi à ce dernier cas de figure. Le Grand-Duché de Luxembourg est obligé de mettre sa législation en conformité à l'arrêt susvisé. Une réforme législative doit permettre la prise en compte de ces pertes dans la détermination du taux applicable aux revenus imposables à Luxembourg. L'arrêt de la Cour a également fait l'objet d'une question parlementaire de l'honorable député Monsieur Ben Fayot.

Charges extraordinaires

Une autre rubrique de dossiers soumis au Médiateur a trait à des problèmes relatifs à des charges extraordinaires. Dans un de ces dossiers, le Directeur des Contributions réforma la décision du bureau d'imposition et accepta la déduction en tant que charges extraordinaires des frais d'assainissement d'une habitation (travaux au parquet et aux meubles) recommandés par le Ministère de la Santé à un contribuable souffrant d'un asthme chronique très grave. Dans un autre dossier, la même décision a été prise en faveur d'un réclamant auquel incombaient des charges importantes en relation avec de multiples allergies très graves. Par contre, les charges déclarées par un réclamant se trouvant elles aussi en relation directe avec une maladie, une phobie, n'ont pas été acceptées à ce titre. Il s'agissait en effet de travaux d'insonorisation, comme la pose de fenêtres isolantes, qui ne correspondaient pas à une véritable perte.

Les objets acquis ont en effet une durée d'utilisation assez longue et une valeur d'utilisation courante indéniable.

À signaler également le cas d'une personne très âgée qui avait engagé une firme de nettoyage et qui souhaitait déduire l'abattement relatif aux frais de domesticité (article 27, al.6 L.I.R.). Aux termes du règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 seul le contribuable ayant déclaré aux institutions de Sécurité sociale les personnes engagées est en droit de faire valoir ledit abattement. Le bureau d'imposition rejeta cette demande au motif que le personnel employé n'avait pas été déclaré par le contribuable elle-même aux institutions de sécurité sociale. Dans ce cas précis, la Direction des Contributions s'était déclarée néanmoins d'accord à appliquer le régime commun des charges extraordinaires qui prévoit cependant une charge normale à supporter par le contribuable.

Le nombre de dossiers ayant trait à la solidarité fiscale des époux imposés collectivement reste important.

Frais déductibles

Une dernière rubrique de dossiers concerne la déductibilité de certains frais. Il s'agit-là de frais de représentation et de frais de route non acceptés par l'administration, de frais de périodiques dont l'administration contestait le caractère professionnel, de frais de remise en état d'une habitation effectuée en vue de la location, de frais de rénovation d'une maison d'habitation. Un dossier plus significatif avait trait à des frais en relation avec la construction d'une maison d'habitation. Le Directeur a décidé que les dépenses en relation avec un litige provoqué par un vice de construction, les dépenses relatives à des mesures de conservation pendant l'interruption des travaux de construction, les frais de déplacement pour inspecter les travaux en cours sont à intégrer au prix de construction et ne sont pas déductibles en tant que frais d'obtention.

1.2.6. Affaires générales relevant de l'État

Environnement

La collaboration entre le Ministère de l'Environnement et le Secrétariat du Médiateur s'est considérablement améliorée. Le Médiateur se félicite de la diligence avec laquelle le Ministre répond aux interventions du Médiateur et de la promptitude avec laquelle il a réagi aux observations contenues dans le dernier rapport annuel du Médiateur.

En ce qui concerne les relations entre le Ministère de l'Environnement et les citoyens, le Médiateur n'a pas été saisi de réclamations ayant mis en lumière une lenteur dans le traitement de dossiers, mis à part les dossiers relatifs aux demandes d'aides financières.

Aides financières

La majorité des réclamations contre le Ministère de l'Environnement concernaient les demandes en obtention d'aides financières, à savoir les aides à l'investissement telles que prévues par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables ainsi que les primes d'encouragement écologiques, telles que prévues par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz.

Concernant le domaine des aides financières, les réclamants se sont adressés principalement au Médiateur alors qu'ils n'étaient pas informés des suites qui étaient réservées à leurs demandes d'aide financière.

Dans ces dossiers, il s'est avéré que les réclamants n'avaient souvent pas complété leurs dossiers, et ce malgré le fait que l'Administration de l'Environnement leur ait envoyé une lettre indiquant les pièces qui étaient à joindre afin que leur demande soit complète.

En effet, en ce qui concerne les installations photovoltaïques collectives, les requérants doivent notamment rapporter la preuve du paiement réel de leur part de cette installation ainsi qu'un titre prouvant qu'ils sont propriétaires respectivement copropriétaires de l'installation.

L'Administration de l'Environnement avait envoyé à tous les requérants, dont les dossiers étaient encore en suspens, une lettre les informant des formalités et conditions à remplir pour bénéficier d'une aide à l'investissement.

En ce qui concerne le titre de propriété, les requérants ont la possibilité de fournir, soit une copie de l'acte de copropriété dûment transcrit au Bureau de la Conservation des Hypothèques compétent, soit une copie de l'acte de copropriété sous seing privé, soit un contrat de location avec le propriétaire de l'immeuble les autorisant à y installer leurs collecteurs.

Quant à la preuve de paiement, les demandeurs ont le choix entre la copie du virement d'un de leurs comptes bancaires à un compte bancaire de l'installateur et une copie de la convention de prêt où ils figurent comme titulaires ou cotitulaires du compte prêt.

Les dossiers des personnes qui ont pu rapporter la preuve qu'elles ont participé effectivement à l'investissement de l'installation photovoltaïque et qu'elles sont réellement copropriétaires ont été clôturés favorablement.

L'Administration de l'Environnement a cependant dû constater que dans certains dossiers figurait un certificat de renonciation à tous droits, par lequel les demandeurs renoncent à tout avantage pouvant découler de l'exploitation de l'installation photovoltaïque collective. Dans ces cas, la demande d'aide financière a été refusée alors qu'il est en effet peu probable que ces demandeurs soient effectivement copropriétaires de l'installation et qu'ils ont réellement participé à son financement.

Approbation de plans d'aménagement particulier et général

N'ayant été saisi d'aucune réclamation ayant trait à une lenteur du Ministère de l'Environnement en matière d'approbation de plans d'aménagement ou à une approbation conditionnelle des projets d'aménagement, le Médiateur tient à relever que le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Intérieur ont édicté une circulaire commune N°2643 en date du 13 juillet 2007 destinée aux administrations communales et relative notamment à l'application de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans le cadre de l'adoption du plan d'aménagement général.

La circulaire N°2643 attire clairement l'attention des administrations communales sur le fait que l'approbation ministérielle d'un acte à caractère réglementaire doit en principe être pure et simple, cette autorité ne pouvant en règle générale ni rien ajouter, ni rien retrancher à la décision soumise à son contrôle. La circulaire rappelle que la concertation éventuelle entre les autorités communales et le Ministère de l'Environnement pendant la phase d'élaboration du plan d'aménagement général est une approche susceptible d'éviter que l'autorité communale ne se voie, en cas de refus de la part du Ministère de l'Environnement, obligée de reprendre la procédure *ab initio*.

Ce recours informel aux services du Ministère de l'Environnement lors de la phase de planification même d'un projet d'aménagement permet aux administrations communales de recueillir la position ministérielle en amont et de modifier, le cas échéant, le projet en vue de respecter utilement cette position dans le souci d'éviter de se voir opposer, en fin de procédure, un refus d'approbation rendant non avenue la délibération communale sur le projet d'aménagement.

Rappelons que l'autorité tutélaire du Ministère de l'Environnement sur les projets d'aménagement modifiant la délimitation de la zone verte est consacrée par l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, dont les alinéas 4 à 6 disposent en ces termes:

« Tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant respectivement des votes provisoires et définitifs du conseil communal au titre de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'approbation du Ministère de l'Environnement qui statue dans les trois mois suivant la réception du dossier qui lui est communiqué par le Ministère de l'Intérieur. »

Les réclamations acceptées par le Ministère de l'Intérieur conformément à l'article 18 de la loi du 19 juillet 2004 sont également soumises au ministre [Ministre de l'Environnement] pour autant qu'elles visent la modification de la délimitation de la zone verte.

Il statue dans les trois mois suivant réception du dossier qui lui est communiqué par le Ministère de l'Intérieur.»

Il résulte de cet article que le Ministère de l'Environnement n'intervient dans le cadre de l'adoption d'un projet d'aménagement général que sur 'saisine' du Ministère de l'Intérieur, lequel n'intervient à son tour que

vers la fin de la procédure, soit après le vote provisoire du Conseil communal en l'absence de réclamations introduites dans le délai légal de 30 jours, soit après le vote définitif du Conseil communal en cas de réclamations dirigées contre le vote provisoire. Dès lors on comprend bien l'utilité pour une administration communale de recourir dès la phase d'élaboration d'un projet d'aménagement au Ministère de l'Environnement pour prévenir un 'veto' ultérieur.

Autorisations de construire en zone verte

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations contre des refus du Ministère de l'Environnement de délivrer des autorisations de construire, qui se sont révélées être non fondées.

Dans le rapport de l'exercice écoulé, le Médiateur avait jugé hautement recommandable pour le Ministère de l'Environnement d'élaborer un guide contenant les renseignements essentiels pour construire en zone verte, détaillant notamment les critères et le processus décisionnel.

En ce qui concerne les critères pour délivrer des autorisations de construire en zone verte, le Médiateur avait, dans le rapport annuel précédent, mis en exergue que certains critères étaient imprécis et mériteraient d'être retravaillés pour garantir le respect de l'égalité de traitement et parer à tout glissement d'un pouvoir discrétionnaire vers un pouvoir arbitraire.

Le Ministère de l'Environnement estime que l'élaboration de critères autrement plus précis que ceux qu'il a soumis au Médiateur ne serait guère réalisable puisqu'une 'généralisation' des critères pour construire en zone verte ne permettrait plus la prise en compte de spécificités particulières régionales et locales, de sorte que seule une appréciation de cas en cas serait possible.

Le Médiateur prend acte de cette position, mais estime néanmoins qu'un guide des critères, tels qu'ils lui ont été portés à sa connaissance, serait utile dans la mesure où il orienterait les citoyens dans leur projet de construction.

Pour ce qui est du reproche du manque de transparence dans le traitement des demandes de permis de construire, le Ministère de l'Environnement a certes raison de préciser qu'il assume seul la responsabilité politique de ses décisions et qu'il lui appartient par conséquent de s'entourer, avant de statuer, des renseignements et avis qui lui paraissent utiles, sans cependant être lié par aucune prise de position dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation.

Le Médiateur n'en reste pas moins d'avis que la complexité de la matière, laquelle au-delà de tous éléments objectifs, n'est pas à l'abri d'une certaine subjectivité, appelle à plus de transparence dans le suivi de la procédure en amont de la décision du Ministère.

Dans ce contexte, le Médiateur se félicite de ce que, dans une lettre lui envoyée le 4 septembre 2007, le Ministère l'ait informé qu'au-delà du garde forestier et du conservateur de la nature, deux, voire trois fonctionnaires du Ministère de l'Environnement, dont le dernier serait diplômé en sciences géographiques, interviennent dans l'instruction de tout dossier de construction en zone verte. Par ailleurs, le Ministère insiste sur quelques principes autour desquels devrait s'articuler le traitement de ces dossiers. Tout d'abord les fonctionnaires doivent, dans le respect de la hiérarchie décisionnelle, se garder de donner des prises de position pour éviter de placer les administrés dans une expectative légitime d'une issue positive de leur demande. Le Ministère insiste sur une meilleure coordination entre les fonctionnaires du Ministère de l'Environnement et de l'Administration de l'Environnement. Enfin le Ministère estime que la qualité des avis soumis au Ministère de l'Environnement doit être améliorée.

Dans le rapport annuel de l'exercice 2005/2006, le Médiateur avait soulevé la question de la mission exacte de l'unique architecte conseil du Ministère de l'Environnement œuvrant tantôt comme architecte de l'administration, tantôt comme architecte des personnes désireuses de construire et de la collision d'intérêts pouvant en résulter.

Il est sous-entendu que l'architecte mandaté par une personne de l'élaboration d'un projet de construction ne saurait intervenir comme architecte conseil du Ministère de l'Environnement pour le même projet.

Le Médiateur prend acte de l'assurance lui donnée par le Ministère de l'Environnement d'élargir le cercle des architectes conseils appelés à le conseiller en portant leur nombre à 3 ou 4.

Droit de chasse

Fin 2006, le Médiateur a été saisi d'une réclamation d'une personne désireuse de soustraire ses propriétés au district de chasse. Elle s'était adressée au président du syndicat de chasse pour l'informer de sa volonté de sortir du syndicat et basait sa demande sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 29 avril 1999 (arrêt Chassagnou c. France). Toutefois, le Service de la Chasse de l'Administration des Eaux et Forêts a rejeté cette requête en déclarant qu'une démission du syndicat de chasse ainsi que la demande visant la soustraction de ses terrains au district de chasse n'étaient pas conformes à la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier (ci-après 'la loi de 1925') et que les considérations de l'arrêt Chassagnou ne pouvaient trouver application en raison de divergences considérables existant entre le système instauré par la loi française relative à la chasse et celui organisé par la loi de 1925.

Pour une bonne compréhension de la problématique, rappelons que dans l'arrêt Chassagnou, la Cour européenne des Droits de l'Homme a conclu que la loi française N°64-696 du 10 juillet 1964 dite loi 'Verdeille' violait l'article 1^{er} du Protocole N°1 relatif à la protection de la propriété, l'article 11 consacrant la liberté de réunion et d'association ainsi que l'article 14 de la Convention portant interdiction de toute discrimination.

Cette réclamation a amené le Médiateur à s'adresser au Ministère de l'Environnement pour lui expliquer que, de son avis, la loi luxembourgeoise contient des dispositions comparables à celle de la loi Verdeille, de sorte qu'il estime urgent une réforme du régime légal de la chasse afin de le mettre en conformité avec la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Il a également rappelé l'avis du Conseil d'État du 6 décembre 2005 qui a souligné la nécessité de réformer en profondeur la législation sur la chasse suite à l'arrêt Chassagnou.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministère de l'Environnement a répondu qu'une affaire était pendante devant la Cour européenne des Droits de l'Homme mettant en cause la législation luxembourgeoise sur la chasse dont il conviendrait d'attendre l'issue.

À la demande du Ministère de l'Environnement, Maître Albert Rodesch a rendu, en date du 25 mai 2007, son avis sur la conformité de la législation luxembourgeoise sur la chasse à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. En substance, cet avis est venu à la conclusion qu'une atteinte tant au droit de propriété qu'à la liberté d'association peut être justifiée pour des raisons d'intérêt général et que la législation actuelle sur le droit de chasse devrait être modifiée pour faire ressortir l'intérêt général de la chasse.

La Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés a organisé un débat d'orientation relatif à une réforme de la législation actuelle sur la chasse. Le projet de rapport de la Commission de l'Environnement tient notamment compte de l'avis de Me Rodesch.

Suite à l'avis de Maître Rodesch du 25 mai 2007, le Médiateur a adressé une lettre complémentaire au Ministère de l'Environnement traitant exclusivement de l'applicabilité et de la conformité de la loi de 1925 avec l'article 11 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales lequel consacre la liberté d'association. Le Médiateur y a relevé, d'une part, que l'article 11 s'applique aux syndicats de chasse alors que ces syndicats ne disposent d'aucune prérogative exorbitante de droit commun. D'autre part, l'atteinte portée à la liberté d'association se concrétisant par une affiliation obligatoire au syndicat de chasse, ne pouvait pas être justifiée par des considérations d'intérêt général alors que l'intérêt général ne figure pas parmi les restrictions susceptibles de justifier une ingérence dans la liberté d'association. Dans l'hypothèse d'une violation constatée par la Cour européenne des Droits de l'Homme de l'article 11 de la Convention, le Médiateur relève que le législateur luxembourgeois aurait, en fait, le choix entre deux options.

La première consisterait à prendre les dispositions requises pour intégrer les syndicats de chasse dans les structures étatiques en les dotant de prérogatives exorbitantes de droit commun.

L'autre option consisterait à s'inspirer de la nouvelle loi française du 26 juillet 2000 relative à la chasse en dispensant les oppo-

sants à la chasse de toute adhésion obligatoire aux syndicats de chasse, étant entendu qu'en cas de violation de l'article 1^{er} du Protocole N°1 s'ajoutant à celle de l'article 11, ce serait là en fait la seule option qui s'offrirait au législateur luxembourgeois indépendamment de toute redéfinition de l'intérêt général de la chasse.

L'arrêt tant attendu de la Cour européenne des Droits de l'Homme dans une affaire Schneider c. Luxembourg a été rendu en date du 10 juillet 2007.

En ce qui concerne la violation alléguée de l'article 1^{er} du Protocole N°1 relatif au droit de propriété, la Cour a jugé que le « *le système de l'appartenance obligatoire à un syndicat de chasse qu'elle prévoit aboutit à placer la requérante dans une situation qui rompt le juste équilibre devant régner entre la sauvegarde du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général: obliger une petite propriétaire à faire apport de son droit de chasse sur son terrain pour que des tiers en fassent un usage totalement contraire à ses convictions se révèle une charge démesurée qui ne se justifie pas sous l'angle du second alinéa de l'article 1^{er} du Protocole N°1. Il y a donc violation de cette disposition.* »

Pour ce qui est de la violation alléguée de l'article 11 de la Convention consacrant la liberté d'association, la Cour a décidé que « *contraindre par la loi un individu à une adhésion profondément contraire à ses convictions et l'obliger, du fait de cette adhésion, à apporter le terrain dont il est propriétaire pour que l'association en question réalise des objectifs qu'il désapprouve va au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un juste équilibre entre des intérêts contradictoires et ne saurait être considéré comme proportionné au but poursuivi.* »

Fonction publique et Réforme administrative

Le nombre de réclamations soumises au Médiateur est insignifiant du fait que la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur exclut de son champ de compétence les différends ayant trait aux rapports de travail entre les administrations et leurs agents.

La collaboration avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est satisfaisante.

Le Médiateur a eu à connaître de quelques réclamations relatives à des pensions de vieillesse et de survie. Ces réclamations avaient principalement pour objet de remédier à des lenteurs dans le paiement des pensions ou de fournir aux citoyens de plus amples explications quant aux modalités de calcul du montant de leur pension.

Tavaux publics

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations dirigées à l'encontre du Ministère des Travaux publics.

Malgré le fait que le nombre des réclamations était peu important, il y a cependant lieu de relever que les délais de réponse aux courriers du Médiateur étaient excessivement longs, de sorte que le Médiateur s'est vu contraint de faire d'itératifs rappels avant d'obtenir une réponse.

Les réclamations soumises au Médiateur concernaient des demandes en indemnisation de dommages causés à l'occasion de l'exécution de travaux publics.

Transports

Le nombre de réclamations contre le Ministère des Transports était peu important. En général, la collaboration entre le Ministère des Transports et le Médiateur est satisfaisante dans la mesure où les délais de réponse fixés par le Médiateur sont généralement respectés.

Le nom des agents en charge du dossier est mentionné sur les courriers adressés aux administrés. Les mêmes agents sont également joignables en cas de demande de renseignements complémentaires de la part des citoyens.

Les réclamations ont eu pour objet des refus de carte de stationnement pour personnes handicapées et des refus d'immatriculation de certains véhicules.

Dans tous les dossiers de refus d'immatriculation, les réclamants n'avaient pas encore effectué de démarches auprès de la

Extraits du rapport du Médiateur

Société nationale de Contrôle technique, de sorte que ces réclamations n'ont pas été examinées suite au fond.

Agriculture, Viticulture et Développement rural

Le Médiateur a été saisi à l'égard du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de quelques réclamations relatives à l'attribution de certaines aides agricoles ainsi que de réclamations en matière de remboursement.

Inspection du Travail et des Mines

Tout comme l'année dernière, toutes les réclamations dirigées contre l'Inspection du Travail et des Mines ont trait à la lenteur respectivement au silence de cette Administration pendant plusieurs mois suite à des requêtes de la part des citoyens.

Éducation nationale et Formation professionnelle

La collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Médiateur est excellente. À signaler un dossier concernant l'application des critères à suivre par le conseil d'orientation dans l'établissement d'un avis d'orientation. Un enfant avait été orienté vers l'enseignement secondaire technique contre l'avis oral de l'institutrice. L'affaire a été classée suite à la réussite de l'enfant à l'examen d'admission.

Un autre dossier introduit par une classe d'élèves du Lycée technique Josy-Barthel avait trait au programme des matières faisant l'objet de leurs études. Le Ministère a proposé une solution tenant compte des desiderata des réclamants.

Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les réponses aux demandes de prise de position sont généralement transmises dans les délais au Médiateur.

Par ailleurs, les courriers du Ministère indiquent le nom de l'agent en charge du dossier ainsi que son numéro de téléphone direct.

Les réclamations ont notamment trait aux demandes d'homologation de diplômes et de grades ainsi qu'aux demandes en obtention d'une aide financière de l'État pour études supérieures.

Concernant les demandes d'homologation, les réclamants se sont adressés au Médiateur alors qu'ils étaient restés sans nouvelles quant à leur demande. Dans ces cas, le Ministère en question n'avait souvent pas encore pris de décision alors qu'il était toujours en attente de l'avis de la Commission d'homologation compétente.

Plusieurs personnes se sont adressées au Médiateur du fait que la prime d'encouragement de 2^e respectivement de 3^e cycle leur avait été refusée.

En effet, deux conditions doivent être remplies pour pouvoir bénéficier de ces primes: le cycle d'études doit avoir été accompli avec succès et dans les délais prévus par le curriculum.

Dans les dossiers dont le Médiateur a été saisi, la condition du délai n'était pas remplie en raison de circonstances exceptionnelles.

Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a insisté sur le caractère exceptionnel des primes d'encouragement. Elles sont destinées à récompenser le parcours sans faute d'un étudiant. La rigueur dans l'attribution des primes est clairement voulue par le législateur et par conséquent, il n'y a pas de possibilité de dérogation aux conditions d'attribution des primes de 2^e ou de 3^e cycle. La gestion du système des primes d'encouragement est basée sur l'application stricte du dispositif législatif en vigueur, et ce pour garantir l'égalité de tous les requérants devant la loi.

Ainsi le Médiateur a dû clôturer ces dossiers alors que sa propre loi organique du 22 août 2003 ne lui permet pas de remettre en cause l'application correcte d'une loi respectivement d'un règlement grand-ducal.

1.3. Affaires relevant des Communes

À l'image de l'exercice écoulé, les relations entre les administrations communales et le Médiateur peuvent globalement être qualifiées de satisfaisantes, les unes répondant plus promptement aux interventions du Médiateur que les autres.

Comme l'année précédente, le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de réclamations dirigées contre les administrations communales.

1.3.1. Urbanisme

A. Autorisation de construire

En matière d'urbanisme et plus précisément en matière d'autorisations de construire, le Médiateur a eu à connaître de réclamations relatives à des lenteurs de traitement des permis de construire ou à des refus de délivrer des autorisations de construire et de réclamations par lesquelles des personnes critiquaient la délivrance d'une autorisation de construire au voisin.

B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Pour ce qui est des plans d'aménagements généraux, le Médiateur a été saisi de quelques réclamations par lesquelles les personnes contestaient le refus des administrations communales de faire droit à leurs demandes d'inclure leurs terrains dans le périmètre d'agglomération. Conformément à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, l'initiative de l'élaboration du plan d'aménagement comme de sa modification appartient exclusivement au collège échevinal, de sorte que le Médiateur a déclaré ces réclamations non fondées.

1.3.2. Affaires communales générales

Outre les réclamations d'ordre urbanistique, le Médiateur eut à connaître de réclamations les plus variées, telles des réclamations relatives à des refus de célébrer des mariages, à des décisions en matière d'organisation scolaire (taxe scolaire), à des lenteurs dans le cadre de procédures de naturalisation, à des refus d'inscription au registre de la population ainsi qu'à des réclamations relatives à l'imposition communale.

1.4. Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

1.4.1. Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM, de la CNPF et du FNS

A. Sécurité sociale

Les relations entre le Secrétariat du Médiateur et les organismes de Sécurité sociale sont bonnes. Les organismes de Sécurité sociale transmettent généralement leurs prises de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Le comportement et l'accueil des agents des services visés n'ont pas été critiqués par les réclamants.

Le Médiateur avait dans son rapport d'activité de l'année 2005-2006 insisté sur une meilleure information de l'assuré social en matière de modalités de remboursement et de prise en charge de frais médicaux lors d'un traitement ou une consultation médicale autorisée ou non (p.ex. en cas d'urgence) à l'étranger.

Accès des assurés à l'information

Le Médiateur avait suggéré aux organismes de Sécurité sociale compétents d'élaborer une brochure d'information en version imprimée et électronique reprenant toutes les hypothèses de traitement médical à l'étranger, les principes et les modalités de prise en charge des frais médicaux afin d'éclairer les assurés sociaux sur leurs droits et obligations.

Le Médiateur salue l'amélioration d'un certain nombre de sites Internet des organismes de sécurité sociale dont notamment le site de la Caisse de maladie des employés privés, de l'Union des Caisses de Maladie et du Ministère de la Sécurité sociale. Néanmoins, les différentes hypothèses de traitement médical à l'étranger, les principes et les modalités de prise en charge des frais médicaux ne sont guère traités en détail sur ces sites Internet. Selon les informations dont le Médiateur dispose, aucune brochure spécifique concernant cette problématique n'a été élaborée.

Aussi, le Médiateur entend-il encourager les organismes concernés à ne pas relâcher leurs efforts en vue d'une meilleure information de l'assuré.

Le Médiateur tient également à évoquer un problème d'accessibilité générale à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale. Il est vrai que des efforts ont été entrepris pour multiplier les publications électroniques dans le domaine de la Sécurité sociale, le site général des organismes de Sécurité sociale www.secu.lu contient une rubrique consacrée à la jurisprudence (base de données «OASIS») qui ne couvre que partiellement les domaines de l'assurance accidents, de l'assurance pension et de la procédure. Le Médiateur se demande aussi selon quels critères des jugements et arrêts sont sélectionnés pour être ajoutés à cette seule base de données accessible au public.

Les publications écrites regroupant les jurisprudences importantes en la matière sont également assez rares (Bulletin des Assurances sociales, Pasicrisie rouge).

Le Médiateur estime que l'accessibilité au droit et notamment aux décisions juridictionnelles en matière de Sécurité sociale au sens large (incluant l'ADEM, la CNPF et la Commission mixte de reclassement) est un préalable essentiel à la garantie des droits de la défense de tous citoyens qui devraient être en mesure de s'informer sur l'état de la jurisprudence et de suivre son évolution.

Le Médiateur entend dès lors insister sur la mise à disposition de la jurisprudence en la matière. À cet effet, la base de données électronique «OASIS» existante devrait être élargie ou un site Internet propre aux juridictions sociales devrait être créé, site qui pourrait par exemple s'inspirer du site des juridictions administratives.

L'élaboration d'une «Pasicrisie sociale» uniquement consacrée à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale serait d'un intérêt certain pour le justiciable.

Au-delà des différentes catégories de réclamations relatives à la procédure d'obtention d'une pension d'invalidité, à la procédure d'incapacité de travail et de réinsertion professionnelle, à l'inscription de certains médicaments sur la liste positive de médicaments, à la prise en charge des transports en taxi par la Caisse de maladie, etc., le Médiateur a aussi été saisi d'un dossier relatif à l'interruption de la prescription en matière de Sécurité sociale. L'article 84 du C.A.S. prévoit que l'action de l'assuré à l'égard de l'Union des Caisses de Maladie et de la Caisse de maladie compétente se prescrit par deux années à compter de la date du paiement du prestataire.

La réclamante avait envoyé dans le délai de prescription de deux ans des factures de dentiste non détaillées à sa Caisse de maladie alors que celle-ci avait exigé des factures détaillées.

Considérant que le non-respect de la prescription constitue une présomption simple en ce que l'assuré peut établir par tous moyens de preuve qu'il a envoyé les documents requis dans le délai de deux ans, le Médiateur a estimé que l'envoi de factures non détaillées endéans les deux ans constitue un commencement de preuve par écrit interrompant la prescription biennale.

Se ralliant aux arguments du Médiateur, la Caisse de maladie a accepté de rembourser les factures de dentiste à la réclamante.

Remboursement de prestations étrangères

Le Médiateur a été amené à traiter différents cas relatifs au remboursement de prestations de soins médicaux délivrés à l'étranger en dehors d'une infrastructure hospitalière et non préalablement autorisés par l'UCM. En application de la jurisprudence Decker/Kohll, les assurés peuvent demander à leur caisse luxembourgeoise le remboursement des frais d'un tel traitement médical selon le barème de l'État d'affiliation.

Ce droit est cependant soumis à un certain nombre de conditions, car les conditions statutaires nationales (délais, titre de prise en charge, devis, ordonnances) s'appliquent également aux prestations sollicitées à l'étranger.

Dans un cas soumis au Médiateur, une Caisse de maladie a motivé son refus de remboursement en se référant d'une part au règlement grand-ducal du 21 décembre 1999 aux termes duquel l'ostéodensitométrie par procédé DXA est seulement remboursée si elle est effectuée par un médecin disposant d'un agrément du Ministre de la Santé et d'autre part à l'article 36 des statuts de l'UCM selon lequel le mémoire d'honoraires concernant l'ostéodensitométrie doit être accompagné de l'ordonnance médicale indiquant obligatoirement le code de la pathologie en cause.

Il est évident que les prestataires étrangers travaillant dans le cadre de leur propre réglementation nationale ne sauraient tenir compte en même temps de ces règles luxembourgeoises. La question se pose dès lors de savoir si les organismes luxembourgeois peuvent opposer ces divergences de réglementation entre pays pour faire obstacle aux principes de la jurisprudence Decker/Kohll.

Dans un autre cas soumis au Médiateur, un assuré s'est vu refuser le remboursement de certaines analyses médicales effectuées par un médecin allemand, et cela tout à fait légalement conformément aux prescriptions allemandes, mais qui ne figuraient pas sur la liste des analyses fixées par le règlement grand-ducal du 30 juin 2004 que les médecins luxembourgeois sont autorisés à effectuer.

L'UCM a maintenu cependant sa position en s'appuyant sur l'article 72 des statuts aux termes duquel les prestations de laboratoire ne sont pas opposables à l'assurance maladie lorsque les prestations sont délivrées par des prestataires non autorisés par les différentes nomenclatures.

La question se pose si une extension de ce genre de prescriptions aux prestataires étrangers est compatible avec le principe de libre circulation des biens et services à l'intérieur de l'U.E. dont bénéficient toutes les prestations et soins délivrés en dehors des établissements hospitaliers.

Les assurés luxembourgeois s'adressant à des prestataires étrangers sans demander une autorisation préalable de l'UCM pourront ainsi avoir des surprises désagréables. D'une part, lesdits prestataires risquent de leur mettre en compte des honoraires supérieurs aux tarifs applicables aux assurés sociaux et en plus, ils risquent de se voir opposer, dans certains cas, les prescriptions luxembourgeoises qui ne cadrent pas toujours avec la réglementation étrangère.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre les services de l'Administration de l'Emploi (ADEM) et le Médiateur est satisfaisante. L'instruction des dossiers dont l'ADEM est saisie est généralement clôturée dans un délai raisonnable.

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de dossiers qui avaient trait à des lenteurs dans le paiement de l'indemnité de réemploi, de l'indemnité d'apprentissage ou de l'indemnité compensatoire.

Les lenteurs dans le paiement de toutes les indemnités précitées ainsi que de l'indemnité de chômage ont souvent des conséquences financières importantes pour un citoyen qui doit faire face à des dépenses mensuelles (ex. paiement d'un prêt, frais courants, etc.). Quelles que soient les raisons de ces retards, le Médiateur se doit d'insister à ce qu'ils se réduisent à un strict minimum.

Le Médiateur salue l'élaboration du nouveau guide du demandeur réadapté aux nouvelles dispositions de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de Sécurité sociale et de politique de l'environnement. Ce nouveau guide a le mérite d'être tout à fait explicite et de rendre plus lisible les droits et obligations des demandeurs d'emploi.

Le Médiateur a aussi été saisi d'une réclamation relative à la notion «d'emploi approprié». L'article 3 du règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prévoit que «lorsque l'administration de l'emploi ne se trouve pas en mesure d'assigner à un demandeur d'emploi qualifié un emploi identique à son emploi antérieur, est réputé approprié l'emploi lui offert dans une profession apparentée à sa profession antérieure, compte tenu de sa formation professionnelle et de son expérience professionnelle.»

Par ailleurs, l'article 5 du même règlement dispose que «l'emploi offert au demandeur

d'emploi doit répondre à ses aptitudes physiques et psychiques».

La question qui se posait dans le cadre de cette réclamation était de savoir si l'emploi d'agent de sécurité proposé à un demandeur d'emploi âgé de 56 ans qui avait exercé pendant 26 ans le métier de libraire (et auparavant le métier de cambiste) et dont la formation consistait dans un diplôme de fin d'études secondaires section économie était un emploi approprié.

L'ADEM n'a pas suivi les observations du Médiateur qui a estimé que l'emploi proposé n'était pas un emploi approprié selon le prédit règlement grand-ducal de 1983 et l'affaire est actuellement pendante devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.

Les décisions de refus, de retrait ou de suspension des indemnités de chômage de la part de la Directrice de l'ADEM peuvent faire l'objet d'une demande de réexamen devant la Commission spéciale de réexamen. La décision de cette commission est susceptible de recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales. Lors de l'instruction de la part du Médiateur d'une réclamation de retrait des indemnités de chômage à un demandeur d'emploi, la prédite Commission avait refusé d'examiner la réclamation qui lui avait été soumise par le Médiateur en invoquant comme unique argument que le réclamant avait formé un recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales et qu'il n'y avait dès lors pas lieu de répondre aux observations du Médiateur.

Le Médiateur s'est efforcé de rappeler une nouvelle fois à la Commission spéciale de réexamen qu'il constitue l'ultime organe de traitement non juridictionnel des différends qui opposent les citoyens à l'administration et que la médiation a comme finalité d'éviter dans toute la mesure du possible les conflits juridictionnels entre l'administré et l'administration.

Par ailleurs, la saisine du Médiateur n'interrompant point les délais de voies de recours, il est du devoir du Médiateur de conseiller à un réclamant, insatisfait d'une décision administrative, d'introduire, à titre conservatoire, un recours devant les juridictions compétentes en vue d'éviter la forclusion.

Cette démarche s'explique par le souci de ne pas le priver d'un recours juridictionnel.

Selon le vœu du législateur, l'administration ne peut opposer au Médiateur l'exercice par le réclamant d'un recours juridictionnel pour refuser de tenir compte de ses arguments.

Les travaux parlementaires relatifs à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur abondent en ce sens. Ainsi le rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle relève à juste titre que «la saisine du Médiateur peut intervenir avant ou conjointement avec un recours juridictionnel».

Le recours devant une juridiction n'a dès lors aucune incidence sur la poursuite de la procédure de médiation prévue par la loi du 22 août 2003 et la Commission spéciale de réexamen ne peut opposer une fin de non recevoir au Médiateur en arguant simplement que le réclamant a déposé un recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.

En dernier lieu, le Médiateur voudrait relever que les délais de réponse à ces courriers de la part du Président de la Commission mixte de reclassement qui est également le Responsable du Fonds pour l'Emploi sont excessivement longs et il espère vivement qu'il y sera remédié lors de futures saisines de sa part.

C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPFF)

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Le Médiateur apprécie l'excellente collaboration qu'il entretient avec le Président de la Caisse nationale des Prestations familiales dont les prises de position lui sont généralement transmises dans les délais impartis.

Comme il a déjà été relevé dans le rapport annuel précédent, bon nombre de réclamants se sont plaints de ce que l'administration n'est pas accessible par téléphone.

Cette analyse a débouché sur la recommandation du Médiateur relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales par laquelle le Médiateur a recommandé au Ministre de la Famille et au Gouvernement de prendre les dispositions requises afin qu'aux jours et heures indiqués, la Caisse soit accessible aux citoyens par voie téléphonique et que les réponses aux demandes écrites leurs soient transmises dans des délais raisonnables.

Les réclamations ont trait essentiellement à des lenteurs dans l'instruction des dossiers respectivement dans le paiement des allocations familiales.

Par ailleurs, les réclamants se sont plaints du fait qu'ils ne reçoivent pas de réponse à leurs demandes écrites et qu'ils ne sont pas informés par écrit de l'évolution de leurs dossiers.

À ce titre, il y a lieu de noter que la Caisse nationale des Prestations familiales est une des seules administrations qui, dans ses courriers, ne mentionne pas l'agent en charge du dossier respectivement son numéro de téléphone direct.

D'autres personnes se sont plaintes du fait que le paiement des allocations familiales a été suspendu ou arrêté, sans avoir été prévenues et sans avoir été informées des motifs de la suspension ou de l'arrêt.

Tous ces dysfonctionnements sont dus essentiellement à l'insuffisance flagrante des effectifs de la Caisse nationale des Prestations familiales. Par ailleurs, le volume et la complexité du travail de la Caisse augmentent sans cesse.

Soucieux de garantir un service de qualité aux citoyens, Monsieur le Président de la Caisse s'est adressé au Ministre de la Famille en vue de lui faire part de cette problématique, et notamment de la nécessité impérieuse d'un renforcement temporaire du service des Prestations familiales pendant l'année en cours. Par ailleurs, un renforcement des effectifs définitif s'impose.

Au vu de cette situation très préoccupante, le Médiateur ne peut que recommander au Ministre de la Famille, ainsi qu'au Gouvernement, de réserver, au plus vite, les suites qui s'imposent à la requête de la Caisse nationale des Prestations familiales.

En ce qui concerne le fond des affaires, les réclamations portent sur tous les domaines de compétence de la Caisse.

Plusieurs réclamants se sont plaints du fait que le paiement des allocations familiales a été arrêté alors que les études suivies par leurs enfants, âgés de plus de dix-huit ans, ne seraient pas clôturées par un diplôme reconnu par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dans quelques affaires, le paiement a pu être repris suite à la preuve rapportée par les réclamants de la reconnaissance des diplômes.

Le Médiateur a également été saisi d'une personne qui contestait que la Caisse refuse d'étendre le groupe familial à un enfant placé.

En principe, il faut un lien de filiation entre le demandeur et l'enfant. Cependant, la Caisse peut étendre le groupe familial au tuteur ou au gardien effectif pour les enfants recueillis par une personne qui exerce la tutelle ou le droit de garde en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou de toute autre mesure légale de garde, dûment certifiée par l'autorité compétente à condition que le placement soit durable et que cette solution soit plus favorable pour le bénéficiaire. Est considéré comme durable tout placement ordonné pour la durée d'une année au moins.

Il en résulte que dans certains cas, des enfants, sans lien de filiation avec l'attributaire des allocations familiales, peuvent être admis par la Caisse comme appartenant au groupe familial de cette personne.

Le comité-directeur a cependant décidé que les placements familiaux qui donnent lieu à indemnisation de la personne assurant la garde et qui, de ce fait, preste un service rémunéré, ne sauraient donner lieu à l'attribution du groupe familial. Ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels que la Caisse attribue le groupe familial à un parent «gardien professionnel».

D'autres affaires concernaient des refus ou des retraits du congé parental, des refus d'allocation d'éducation et de naissance.

Un réclamant s'est adressé au Médiateur alors que le congé parental lui a été refusé au motif qu'il n'a pas été occupé d'une façon continue auprès d'un même employeur depuis au moins une année précédant le début du congé parental. En effet, le réclamant avait pris un congé sans solde de quinze jours de sorte qu'il n'a pas été affilié pendant ces deux semaines.

Or, la nouvelle loi du 22 décembre 2006 sur le congé parental prévoit que la condition d'affiliation obligatoire pendant les douze mois précédant immédiatement le début du congé parental ne vient pas à défaut par une ou plusieurs interruptions ne dépassant pas sept jours au total.

Pour cette raison, le Médiateur n'a pas pu donner d'autres suites à cette réclamation.

D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le nombre de réclamations contre le Fonds national de Solidarité a considérablement diminué par rapport aux années précédentes.

Alors que dans le passé, la grande majorité des réclamations concernaient le forfait d'éducation, il n'y a eu cette année que quatre dossiers y relatifs. Les autres réclamations concernaient des refus respectivement des retraits de l'allocation complémentaire ainsi que des demandes de répétition de l'indu. D'autres dossiers avaient trait au paiement du revenu pour personnes handicapées.

Tout comme les années précédentes, le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec le Fonds national de Solidarité qui répond toujours dans les délais et avec précision aux lettres du Médiateur. Par ailleurs, le fonctionnement de cette administration n'a pas été mis en cause par les réclamants.

Les administrés peuvent facilement joindre par téléphone la personne en charge de leur dossier pour avoir des renseignements quant à l'évolution de leur dossier. Par ailleurs, il est possible de contacter le Fonds national de Solidarité pour avoir des informations d'ordre général.

2.1. Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 27 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 26 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 11 ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Parmi les autres recommandations non encore transposées, le Gouvernement, voire les Ministres compétents, ont pris l'engagement ferme d'en suivre 12 et de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

Recommandation N°18 relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics

Le Médiateur,

- considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour, il a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;

- considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

- considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

- considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

- qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaint de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

- que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affiché par les agents publics à leur égard;

- que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un senti-

ment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

- considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

- considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

- considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

- considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués pré-suppose leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées, les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

- considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique, dans tout courrier adressé aux citoyens, du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

- considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

- considérant le besoin impératif d'améliorer essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;

- considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

- considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

- considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

- considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement des procédures entre les Communes et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

- considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;

Extraits du rapport du Médiateur

- considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de 3 mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

- considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des 3 mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

- considérant que le dépassement du délai de 3 mois par un certain nombre d'administrations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion des affaires ou encore par la complexité des dossiers ou le comportement fautif des citoyens;

- considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

- considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;

- considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

- considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

- considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pratiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

recommande au Gouvernement

- d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;

- de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;

- de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;

- de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;

- d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;

- d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;

- de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;

- de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.

Réponse:

Dans une lettre adressée au Médiateur en date du 3 mai 2007, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique qu'il a pris un certain temps avant de prendre position alors qu'il voulait attendre le lancement et la mise en place de plusieurs projets et, le cas échéant, les premières leçons à en tirer en matière de réforme administrative, avant de répondre au Médiateur.

En annexe à ce courrier le Ministre a transmis au Médiateur copie d'un document retraçant à la fois les activités lancées pendant la première moitié de la présente législature et les actions programmées pour la deuxième période.

Le Médiateur constate que nombre de projets initiés par le Ministre répondent aux préoccupations exprimées dans sa recommandation, notamment au regard de l'accueil du public et de la formation tant initiale que continue ciblée plus particulièrement sur le développement des compétences sociales et relationnelles des agents de l'État.

Après avoir lu et examiné attentivement le plan d'action, tel que présenté par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et approuvé par le Conseil de Gouvernement, le Médiateur regrette cependant que ce plan ne retienne pas comme priorité première l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques administratives alors qu'un tel guide devrait servir de base à la définition d'objectifs clairs et précis en matière de réforme administrative.

Par ailleurs, le Médiateur estime que l'autoévaluation par les différentes administrations, telle que privilégiée par le Gouvernement, ne saurait porter ses fruits à moyenne échéance que si parmi les administrations, qui se prêtent à l'autoévaluation, figurent en priorité celles qui sont le plus sollicitées par les citoyens.

Il serait dès lors indiqué que le Gouvernement prenne ses responsabilités et désigne d'office les administrations devant se soumettre à une autoévaluation.

Dans sa recommandation le Médiateur a également évoqué le besoin impératif d'aménager, essentiellement au sein des administrations et des services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tous les appels et les demandes d'informations externes.

À cet effet et au vu de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes du domaine de la Sécurité sociale, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur s'impose en priorité.

Dans sa prise de position du 2 octobre 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur que ses services sont en train de finaliser une convention-cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre aux différents organismes de Sécurité sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures de sorte à ce qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de Sécurité sociale.

Le Médiateur se félicite d'un tel engagement qui répond parfaitement à sa recommandation.

Si dans le programme gouvernemental de 2004 il est établi un lien direct entre la réforme et la modernisation de l'administration d'une part, et l'informatisation des services publics et la gouvernance électronique d'autre part, le Gouvernement s'est aussi engagé à accorder une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des petites et moyennes entreprises (PME).

Il s'agit là d'un engagement hautement salutaire pour le développement d'une économie dont le fonctionnement est lourdement hypothéqué par des charges administratives trop encombrantes.

Le Médiateur a examiné longuement le plan d'action pour la simplification administrative élaboré par le Comité national pour la simplification administrative (CNSAE) et approuvé par le Conseil de Gouvernement le 30 mars 2007.

Tout en appréciant la qualité du travail accompli par le CNSAE, le Médiateur regrette que le Gouvernement n'ait pas fixé de calendrier contraignant en vue de la transposition des différentes mesures et procédures indiquées dans le plan d'action.

Le Médiateur estime que le travail accompli par le CNSAE devrait dans les années à venir aboutir à des résultats significatifs à condition qu'un certain nombre de préalables soient respectés.

Dans ce contexte le Médiateur se félicite de l'entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2007 de la loi du 27 juillet 2007 portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il faut dire que la nouvelle loi apporte des allègements notables de la charge administrative qui pesait sur les entreprises dans la mesure où cette charge était sans plus-value pour la protection de la vie privée et de la liberté individuelle.

Cependant, aux yeux du Médiateur, la mission attribuée aux différents groupes de travail institués par le Gouvernement ne relève d'une obligation de résultat que dans la mesure où les Ministres concernés en premier lieu, à savoir les Ministres en charge des Classes moyennes, de l'Économie et de la Réforme administrative, s'engagent personnellement à assurer le pilotage des différents groupes de travail tout en veillant à la quantification systématique des coûts standards liés aux charges administratives qui incombent aux entreprises.

Recommandation N°22 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Attendu que depuis son entrée en fonction le Médiateur a été saisi de plus de cent réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Emploi relatives notamment à des lenteurs constatées dans le processus de paiement de certaines prestations de chômage, aux lenteurs dans la procédure de traitement d'indemnités compensatoires en cas de reclassement interne ou externe, au non-renouvellement de contrats d'auxiliaires temporaires (CAT), au retrait de l'indemnité de chômage pour refus de travail, à la perte temporaire de l'indemnité de chômage pour manquement aux obligations à l'égard du placeur;

- attendu qu'en date du 16 mai 2006, le Médiateur a eu une réunion de travail avec Madame le Directeur et les responsables des différents services de l'Administration de l'Emploi;

- que suite à cette réunion, deux collaborateurs du Médiateur ont pris contact avec les responsables de l'Administration de l'Emploi pour se faire sur place une idée plus précise du fonctionnement des différents services,

- que de ces échanges de vues avec les responsables de l'Administration de l'Emploi se dégagent les considérations suivantes:

- considérant que le succès de toute politique volontariste d'intégration ou de réintégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail est essentiellement tributaire du bon fonctionnement et de l'efficacité des services de l'Administration de l'Emploi;

- considérant et reconnaissant les efforts accomplis par les responsables de l'Administration de l'Emploi tant au niveau de la réorganisation interne que de l'informatisation;

- considérant que ces efforts demandent constamment à être évalués tant au regard des expériences acquises, qu'au regard des faiblesses et des insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement de l'Administration;

- considérant que la précarité dans laquelle se trouvent les personnes à la recherche d'un emploi appelle tant de la part de l'Administration et des employeurs un respect et une attention particulière pour les problèmes, les intérêts et les droits des demandeurs d'emploi que de la part de ces derniers une prise de conscience et le respect de leurs obligations;

- considérant que l'évolution des exigences du marché du travail et le nombre relativement restreint de placeurs au service des demandeurs d'emploi sont deux facteurs qui devraient interpeller les pouvoirs publics tant au niveau de la formation qu'au niveau du recrutement des agents du service de placement;

- considérant que l'encadrement personnalisé des demandeurs d'emploi, le suivi régulier de chaque dossier, les conseils pratiques aux demandeurs d'emploi, le traitement rapide et professionnel des offres

d'emploi, de même que l'amélioration des relations entre l'Administration et les employeurs sont autant de charges prioritaires qui incombent aux agents du Service Placement;

- considérant l'inadéquation des placeurs disponibles, au nombre de 25, par rapport aux tâches prédécrites;

- qu'en effet, exiger d'un placeur de faire un suivi permanent et individuel de ses dossiers à raison de plus de 10.000 rendez-vous annuels et plus de 40 contacts par jour avec les demandeurs d'emploi relève d'une mission quasi impossible;

- considérant dès lors que les exigences d'un travail de placement efficace à travers un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi appellent d'urgence un renforcement sensible du nombre des placeurs au service de l'Administration de l'Emploi;

- considérant l'absence de formation spéciale dans le chef des placeurs recrutés soit dans la carrière de l'expéditionnaire soit dans la carrière du rédacteur;

- considérant cependant qu'au-delà d'un engagement personnel, les diverses charges dont ils sont investis requièrent de la part des placeurs des compétences certaines et notamment des connaissances approfondies en matière de la législation sociale et de la pratique administrative et surtout un savoir-faire et un comportement adaptés aux exigences d'une population souvent difficile parce que fragilisée;

- considérant dès lors le besoin de prévoir pour les candidats placeurs une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil qui les attendent;

- considérant que l'importance et la difficulté de la tâche incombant aux placeurs ainsi que le stress auquel ils sont quotidiennement exposés militent en faveur du renouvellement périodique de l'effectif;

- considérant que les bonnes et surtout les mauvaises expériences accumulées par les placeurs au fil des années comportent tant le risque d'usure que le risque d'un jugement empreint de préjugés, autant de phénomènes qui sont hautement préjudiciables à la qualité du travail de placement;

- considérant dès lors la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'Emploi à travers un remplacement périodique des agents du Service Placement par des agents nouvellement formés;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil et de l'encadrement réservés au citoyen;

- considérant que la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur comporte le risque d'un cloisonnement interne peu propice à un traitement efficace des demandes d'emploi;

- considérant que le guide du demandeur d'emploi remis à toute personne dès sa première inscription à l'Administration de l'Emploi, pour utile qu'il soit n'est pas suffisant pour lui faire comprendre le sens et la portée des droits et des obligations qui sont les siennes;

- considérant que par des informations et des explications claires, précises et exhaustives fournies à l'accueil, l'Administration de l'Emploi faciliterait largement les formalités et les démarches ultérieures à accomplir par les demandeurs d'emploi;

- considérant l'utilité de détecter au plus tôt, dès leur inscription, les besoins d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi;

- considérant qu'à cet effet un premier entretien individuel avec les demandeurs d'emploi pourrait donner au personnel du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) des indications pertinentes au regard des exigences d'une assistance personnalisée;

- qu'une prise en charge individuelle à l'accueil notamment pour informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations et pour les aider, le cas échéant, à remplir correctement et soigneusement leur fiche personnelle faciliterait d'autant le travail des placeurs tout en augmentant les chances des demandeurs d'emploi de trouver dans les meilleurs délais un travail correspondant aux aptitudes et aux compétences qui sont les leurs;

- considérant dès lors l'opportunité et l'utilité pour le Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SADPE) d'intervenir en amont

du Service Placement, en l'occurrence déjà au stade de la première inscription des demandeurs d'emploi et non seulement après six mois depuis la première inscription des adultes respectivement après trois mois depuis la première inscription des jeunes demandeurs d'emploi;

- considérant que le retrait de l'indemnité de chômage notamment en cas de refus non justifié d'un poste de travail approprié relève en premier lieu de l'évaluation du placeur;

- considérant que la responsabilité incombant au placeur est d'autant plus lourde qu'il n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation au regard de faits voire d'explications mal articulées ou d'une fausse indication figurant sur la carte d'assignation retournée à l'Administration de l'Emploi par l'employeur;

- considérant que le Directeur à qui incombe la décision finale est appelé en cas de contestation à vérifier et apprécier les explications et les arguments avancés par les demandeurs d'emploi en cause;

- considérant que le Directeur accaparé par ses différentes tâches n'a guère le temps d'instruire à fond les contestations dont il est saisi et qu'il ne peut à cet effet s'appuyer que sur deux contrôleurs pour procéder, le cas échéant, aux investigations requises;

- considérant que la procédure de sanction administrative pourrait être activée et mieux servie par la création d'un Service du Contentieux;

- considérant le contentieux assez volumineux dont le Service des Prestations de Chômage complet est quotidiennement en charge sans pour autant disposer d'un seul juriste;

- considérant dès lors l'utilité voire la nécessité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet;

- considérant que le demandeur d'emploi qui fait valoir son droit à l'octroi aux indemnités de chômage doit présenter une attestation patronale renseignant entre autres sur les périodes d'occupation, les motifs de la cessation de travail, la rémunération brute qu'il a touchée au cours des quatre mois précédant la survenance du chômage;

- considérant qu'il n'est pas rare que, pour quelle que raison que ce soit, l'employeur concerné tarde à transmettre une attestation signée au demandeur d'emploi et que, malgré la pression exercée par l'Administration de l'Emploi, il arrive que plusieurs mois s'écoulent avant que le dossier soit complété et que le demandeur d'emploi puisse bénéficier de l'indemnité de chômage;

- considérant que de tels retards imputables à des employeurs peu diligents viennent s'ajouter à une période minimale de deux mois requise pour le traitement des dossiers, l'ordonnement et la liquidation des indemnités de chômage;

- considérant que la situation précaire et surtout le besoin matériel dans lequel se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi justifient pleinement leur espoir de se voir indemniser aussi rapidement que possible;

- considérant dès lors l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employeurs peu soucieux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- considérant que l'Administration de l'Emploi ne dispose que d'un seul médecin du travail dont l'expertise médicale s'avère indispensable pour un certain nombre de services comme celui des Travailleurs handicapés et celui des Travailleurs à capacité de travail réduite;

- considérant que les multiples tâches incombant au médecin du travail expliquent notamment les retards sensibles dans le traitement des dossiers des demandeurs en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou en obtention d'un revenu pour personnes gravement handicapées;

- considérant dès lors la nécessité d'engager d'urgence un second médecin du travail;

- considérant que la mission assignée au Service de l'Emploi des Jeunes qui consiste précisément à favoriser, à travers les instruments du contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) et du stage d'insertion, l'intégration voire la réintégration sur le marché du travail des jeunes âgés de moins de trente ans;

- considérant qu'un des buts poursuivis par le projet de loi N°5501 modifiant notamment la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes

est d'en modifier les modalités afin précisément d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration des jeunes en question sur le marché du travail;

- considérant qu'à cet effet il serait hautement indiqué d'engager un, voire deux éducateurs gradués afin d'assurer au mieux l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public;

- considérant que par l'assistance d'un personnel qualifié, le Service de l'Emploi des Jeunes serait en mesure d'évaluer l'efficacité de la formation pratique et théorique de jeunes bénéficiant d'un CAT en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi;

Le Médiateur recommande au Gouvernement et plus particulièrement au Ministre du Travail et de l'Emploi:

- de prendre toutes les dispositions requises pour promouvoir l'efficacité du Service Placement notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs;

- de prévoir pour les besoins particuliers du Service Placement dans le cadre de l'Institut National d'Administration Publique une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil des placeurs;

- de favoriser l'efficacité et la qualité de travail de placement par le renouvellement périodique des titulaires aux postes de placeur;

- de faciliter l'accompagnement personnalisé et d'améliorer les attentes d'emploi des personnes inscrites à l'Administration de l'Emploi en recommandant l'intervention du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) à un stade plus avancé dès la première inscription des demandeurs d'emploi;

- d'envisager la création d'un Service du Contentieux rattaché au Service des Prestations de Chômage complet;

- de prévoir des sanctions à l'égard des employeurs non respectueux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- d'envisager d'urgence l'engagement d'un second médecin du travail au service de l'Administration de l'Emploi;

- de proposer le recrutement d'un, voire de deux éducateurs gradués pour mieux assurer l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public.

Réponse:

En date du 2 juillet 2007, le Médiateur s'est adressé au Ministre du Travail et de l'Emploi en le priant de lui faire connaître l'état actuel de transposition de celles des propositions contenues dans sa recommandation qui ont trouvé un accueil favorable de la part du Ministre.

Par courrier du 28 juillet 2007, le Ministre du Travail a transmis au Médiateur la prise de position suivante:

«L'accompagnement personnalisé a été facilité dans le sens où le dispositif de suivi individualisé a pu être complètement réaménagé et ceci de manière systématique depuis juillet 2007 par une activité de collaboration soutenue entre le Service placement, le Service Emploi des Jeunes et le Service d'accompagnement.

En ce qui concerne la précocité des interventions, il faut souligner qu'un premier bilan (sommaire) est dressé dès l'inscription par le placeur, à la fois pour les jeunes (moins de trente ans) et pour les adultes (âgés de plus de trente ans). Ce bilan débouche sur une analyse de l'employabilité du demandeur en question. Le placeur dispose alors de toute une panoplie de mesures applicables en fonction de sa première analyse. De plus, dès l'inscription, le placeur encadre en principe les efforts propres du demandeur l'emploi jeune ou adulte.

Le Sapde (Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi) intervient de manière complémentaire, dès le 2^e mois d'inscription pour les jeunes demandeurs d'emploi (en dessous de 30 ans). Pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans une action complémentaire du Sapde est programmée dès le 5^e mois d'inscription.

Le moment d'intervention de ces procédures d'intervention est organisé selon des raisons bien précises.

En premier lieu, en ce qui concerne les jeunes demandeurs d'emploi, il s'est avéré utile d'attendre le 2^e mois d'inscription pour vérifier la persévérance du jeune dans son inscription auprès de l'ADEM. Lorsque le jeune reste inscrit à l'ADEM, le service d'ac-

compagnement personnalisé des demandeurs d'emploi analyse et traite les obstacles qui se dressent à une première intégration réussie sur le marché du travail. De manière parallèle, le placeur, mais aussi les agents du Service Emploi des Jeunes vérifient individuellement les efforts propres des jeunes.

Ensuite, pour les chômeurs adultes, il s'est avéré que la plupart d'entre eux avaient déjà eu un ou plusieurs emplois avant leur inscription à l'ADEM, et de manière générale, ils savent plutôt comment rechercher du travail et où ils peuvent postuler (ce qui n'est pas forcément le cas chez les jeunes). C'est pourquoi, en ce qui concerne les adultes, ce sont avant tout les efforts propres qui sont importants et qui sont contrôlés et accompagnés (de manière individuelle) en principe par le placeur dès l'inscription du demandeur d'emploi.

De manière complémentaire, un bilan exhaustif sera dressé de la situation (évolutive), par le Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi adultes qui sont toujours inscrits auprès de l'ADEM après cinq mois de chômage. Pour les adultes il y a donc un accompagnement personnalisé qui commence dès l'inscription chez le placeur et qui est intensifié par les actions engagées par le Service Sapde dès le 5^e mois d'inscription.

Par ce qui précède, on peut se rendre compte que l'ADEM ait adapté, depuis juillet 2007, ses services d'accompagnement aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi jeunes et adultes tout en déclinant des actions de suivis et d'encadrement dès leur inscription.»

Le Médiateur se félicite des efforts substantiels accomplis par l'Administration de l'Emploi afin d'intensifier l'accompagnement personnalisé et de le rendre plus conforme aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi. Le Médiateur déplore cependant que malgré un rappel de sa lettre du 2 juillet 2007, il n'a pas encore obtenu d'informations plus précises quant aux suites réservées aux autres propositions formulées dans sa recommandation.

» Recommandation N°24 relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur,

- considérant que bon nombre de réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour ont trait à la quasi-impossibilité de communiquer par voie téléphonique avec les agents de la Caisse nationale des Prestations familiales;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués pré-suppose leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant que tous les citoyens qui résident au Grand-Duché de Luxembourg ou qui y travaillent tout en résidant à l'étranger, désireux et pressés de s'enquérir sur leurs droits à l'allocation de prestations familiales ou sur l'évolution de leur dossier, sont obligés de se déplacer à Luxembourg-ville et de se présenter à l'un des guichets de la Caisse ouverts du lundi au vendredi de 8h00-11h30 et de 14h00-15h30;

- considérant dès lors il n'est pas rare que des citoyens doivent parcourir un long trajet pour arriver sur place et souvent patienter encore pendant une ou plusieurs heures supplémentaires ou même, en cas de forte affluence, être invités à revenir le lendemain avant de recevoir des renseignements qu'ils auraient pu recueillir facilement, et sans la moindre perte de temps, par voie téléphonique;

- reconnaissant les efforts entrepris tout récemment afin de mieux répondre aux attentes des citoyens, notamment par le démenagement d'un certain nombre de bureaux aux fins de l'aménagement d'une structure d'accueil plus moderne et plus fonctionnelle;

- considérant cependant que cette amélioration au niveau de l'infrastructure et de l'organisation interne n'a pas été accompagnée d'un renforcement des effectifs du personnel;

- considérant qu'il n'est de toute évidence pas compatible avec le principe d'un bon fonctionnement du service public que des citoyens en quête du moindre renseignement personnel doivent soit se déplacer à Luxembourg-ville et à cet effet prendre souvent congé pour une demi-journée au moins, soit s'adresser par écrit à la Caisse nationale des Prestations familiales au risque d'attendre de longues semaines avant d'obtenir une réponse;

- recommande au Ministre de la Famille et au Gouvernement de prendre les dispositions requises afin qu'aux jours et heures in-

diqués la Caisse nationale des Prestations familiales soit accessible aux citoyens par voie téléphonique et que les réponses aux demandes écrites leurs soient transmises dans des délais raisonnables.

Réponse:

Dans sa réponse du 19 avril 2007, Madame le Ministre de la Famille informe le Médiateur qu'elle va transmettre sa recommandation au Ministre d'État qui est en charge de la mise en place du renforcement des administrations et services de l'État en personnel à charge du numerus clausus 2008.

Madame le Ministre fait observer que le service téléphonique n'est qu'un des services les plus apparents et les plus visibles ou révélateurs des besoins de la Caisse nationale des Prestations familiales mais ne serait pas révélateur en tant que tel des besoins réels importants en personnel de celle-ci.

D'après les explications de Madame le Ministre la Caisse nationale des Prestations familiales a un besoin urgent indéniable et incompressible de vingt postes à durée déterminée dont certains devront être transformés en postes définitifs.

Tout en partageant l'avis de Madame le Ministre quant au besoin d'un renforcement sensible du personnel de la Caisse nationale des Prestations familiales, le Médiateur suivra de près les suites qui seront réservées à sa recommandation et plus particulièrement celle que le Conseil de Gouvernement lui donnera dans le cadre du numerus clausus pour l'exercice 2008.

B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des Droits de l'Homme

» Recommandation N°8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelles relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestres et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

- relevant qu'en 1969, Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix, la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

- soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

- vu la décision de radiation du Collège des bourgmestres et échevins du 1^{er} mai 2003;

- constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; [...]»;

- notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

- considérant que les articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

- que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

Extraits du rapport du Médiateur

- que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononcée contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

- que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

- que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

- relevant que dans un arrêt N°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour européenne des Droits de l'Homme;

- devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

- que dans l'arrêt HIRST, plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnés;

- qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour européenne des Droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole N°1;

- que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

- que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus» de voter;

- qu'il fut notamment jugé que:

«l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au cœur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

- tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de Grande-Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg, l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine pri-

vative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande aux autorités concernées de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelles à la lumière de l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations précédentes et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

En vue de la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec la Convention européenne des Droits de l'Homme le Ministre de la Justice s'est adressé en date du 22 août 2007 à Madame la Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement en la priant de soumettre à la Chambre des Députés la question de l'opportunité d'une modification de l'article 53 de la Constitution avant toute modification législative du Code pénal et de la loi électorale.

Le Médiateur n'a pas encore été informé des suites réservées à cette lettre.

C.

Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation N°2 relative à une proposition de réforme du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) consistant à préciser les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal

Un juge d'instruction, voulant mettre la main sur les déclarations fiscales du contribuable qui fut l'objet de cette information, s'est vu opposer par la Direction des Contributions Directes le principe de l'inviolabilité du secret fiscal (§ 22 AO).

Selon l'interprétation de la Direction des Contributions Directes, seuls l'ordre de la loi et une raison impérieuse d'intérêt général autorisent une entorse audit principe et il est très discuté si l'instruction d'une infraction de droit commun telle qu'une escroquerie ou un abus de confiance puisse justifier une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Le législateur allemand a été rendu sensible aux nombreux problèmes pratiques d'interprétation du texte légal formulé d'une façon très générale et a fini par préciser clairement les infractions dont la poursuite permet de justifier une entorse au secret fiscal.

Le droit luxembourgeois ne précisant pas ces cas, des frictions entre autorités judiciaires et autorités fiscales risquent de réapparaître.

Vu les opinions divergentes du juge d'instruction et de la Direction des Contributions Directes quant à l'étendue du secret fiscal, il est absolument nécessaire que les limites du secret fiscal soient enfin clairement fixées par le législateur.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de préparer un projet de loi portant réforme du § 22 de la loi générale des impôts (AO) indiquant de façon précise les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Réponse:

Le Médiateur prend acte, qu'en date du 24 juillet 2007 le Ministre des Finances a déposé à la Chambre des Députés un projet de loi ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises (projet 5757).

Il se félicite que dans ce projet de loi, il a été inséré le chapitre 4 portant sur la coopération entre l'Administration des Contributions directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et les autorités judiciaires.

L'article 15 (1) du texte de projet de loi tient compte de la recommandation du Médiateur en ce sens que dans le cadre d'une action pénale engagée en matière correctionnelle ou criminelle, le secret fiscal ne pourra plus être opposé aux autorités judiciaires.

Recommandation N°14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

- considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

- qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

- attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

- considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1^{er} décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

- considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

- considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère respectueuse de la procédure contradictoire;

- considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

- attendu que six membres de la prédict Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

- que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

- considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédict Commission spéciale, rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

- considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi

dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédict Commission spéciale;

- considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.

Réponse:

Dans sa prise de position du 28 août 2007, le Ministre du Travail et de l'Emploi informe le Médiateur que par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de Sécurité sociale et de politique de l'environnement, le législateur a tenu compte des préoccupations exprimées dans sa recommandation.

Ainsi l'article 21 de la prédict loi ne réserve plus au directeur de l'Administration de l'Emploi le droit de se pourvoir en justice contre les décisions de la Commission spéciale de réexamen.

Pour ce qui est du respect des droits des demandeurs d'emploi, l'article 15 de la loi précitée consacre bien le principe du contradictoire en prévoyant que «le refus par le chômeur indemnisé d'un emploi approprié et des mesures actives en faveur de l'emploi proposées par les services de l'administration de l'emploi avant de pouvoir faire l'objet d'un refus ou d'un retrait des indemnités de chômage complet, tel que prévu par l'article L.527-1 paragraphe 1, donne lieu à un débat contradictoire entre le placeur et le demandeur d'emploi».

En vertu de l'article L.521-9 du Code du Travail et de son règlement d'exécution, les droits et obligations respectifs du demandeur d'emploi et de l'ADEM sont fixés dans une convention d'activation qui sera proposée aux demandeurs d'emploi âgés de moins de trente ans au plus tard avant la fin de leur troisième mois d'inscription et aux demandeurs d'emploi de plus de trente ans au plus tard avant la fin de leur sixième mois d'inscription.

Les services de l'ADEM ont par ailleurs élaboré un nouveau guide remis à chaque demandeur d'emploi inscrit qui précise à la fois ses droits et obligations et les procédures en place auprès des différents services de l'administration.

Tout en se félicitant des suites réservées à sa recommandation, le Médiateur continue à se poser des questions sur le respect du principe de l'égalité des armes dans la procédure de l'instruction devant la Commission spéciale de réexamen.

Le Médiateur estime en effet que devant la Commission spéciale de réexamen l'Administration de l'Emploi ne devrait être entendue en ses explications qu'en présence du requérant.

Recommandation N°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Le Médiateur a été saisi de la part d'un certain nombre de réclamants par l'intermédiaire du Syndicat national du Logement social asbl.

Il résulte des dossiers versés que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 a suscité une insatisfaction certaine auprès des locataires du Fonds pour le développement du Logement et de l'habitat. Les principales critiques formulées à l'encontre du règlement grand-ducal en question concernent surtout le mode de calcul du loyer tel qu'il résulte de la formule indiquée à l'article 18 du règlement grand-ducal, les autres tiennent à l'établissement des décomptes de loyers, aux obligations des locataires et aux conditions d'application des loyers de faveur en cas de location de logements pour personnes âgées et personnes handicapées.

La réforme entreprise par la loi du 20 avril 1998 et le règlement grand-ducal susvisé a

eu pour objectif une fixation du loyer en fonction de l'évolution du revenu disponible du ménage afin de sanctionner les locataires ayant les possibilités de se loger sur le marché locatif. Il semble bien que cette réforme est allée trop loin.

Par ailleurs, il a été porté à ma connaissance que d'autres promoteurs au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement n'appliquent plus le règlement susvisé dans toute sa rigueur et y ont apporté en fait un certain nombre d'aménagements non prévus par le texte.

C'est la raison pour laquelle le Médiateur a par lettre du 13 janvier 2006 recommandé de réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui ne semble plus répondre ni aux objectifs sociaux ni aux attentes des promoteurs.

Réponse:

Lors d'une entrevue que le Médiateur a eue avec Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Logement et du Tourisme en présence du Président du Fonds du Logement, le Ministre s'est engagé à réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 à la lumière des observations formulées dans la recommandation du Médiateur.

Le Ministre s'est notamment dit disposé à examiner la possibilité de modifier le prédit règlement dans le sens que les premiers revenus des jeunes entrant dans la vie professionnelle ne soient que partiellement pris en compte au cours des premières années.

Le Ministre s'est également engagé à réfléchir tant sur la valeur de l'unité de consommation allouée aux jeunes que sur la procédure de fixation rétroactive des loyers et son impact sur l'endettement des ménages locataires du Fonds du Logement.

Enfin, le Ministre a accepté de soumettre à l'appréciation du Comité directeur du Fonds la question de la redéfinition de la notion de personne handicapée.

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de cette entrevue qui lui a été adressé par le Médiateur en date du 28 juin 2007, le Ministre a informé ce dernier que le dossier se trouve entre les mains du Président du Fonds du Logement.

Par lettre du 17 septembre 2007, le Médiateur a relancé le Président du Fonds du Logement en le priant de bien vouloir l'informer sur l'état d'avancement de ses réflexions.

En date du 18 septembre 2007, le Président du Fonds a informé le Médiateur qu'il transmettra sous peu une proposition de modification du texte à son Ministre de tutelle.

»»» Recommandation N°25 relative à une révision: 1. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes 2. de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds National de Solidarité

Considérant que le Médiateur a été saisi par un nombre important de demandes d'information et de réclamations écrites relevant du domaine de l'application de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, voire du domaine de l'application de la loi modifiante du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes;

- conscient de ce que toutes les réclamations en la matière échappent à la compétence directe du Médiateur pour défaut de compétence;

- considérant cependant que, tant les demandes d'information adressées au Médiateur que les réclamations dont il a été saisi en la matière dénotent l'existence de certains problèmes dont la gravité diffère selon les circonstances, appelant une analyse approfondie et une révision de la législation précitée.

1. Les saisies et cessions pour des créances autres que les pensions alimentaires et les cessions relatives aux créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

En ce qui concerne le recouvrement de ces créances par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire ou de cession, force est de constater que l'application de la législation existante peut conduire, dans certains cas, à une disproportion entre les droits du créancier au recouvrement de sa créance et les droits du débiteur au maintien des ressources financières absolument nécessaires pour lui permettre de suffire à ses besoins élémentaires.

En effet, faute de prendre en considération un certain nombre de paramètres sociaux, la législation en vigueur impose une charge excessive au débiteur. Ainsi, la loi prévoit comme seul critère de détermination des quotités saisissables et cessibles le revenu net du débiteur. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une créance donnant lieu à l'application des taux maxima saisissables et cessibles, il reste au débiteur (cédant et/ou saisi), en cas d'une saisie ou d'une cession, un minimum de 1.505 euros par mois pour subvenir à ses propres besoins. Si le débiteur est confronté à une saisie et à une cession, le restant mensuel qui lui est garanti par la loi est ramené à 1.260 euros.

La situation ainsi créée ne tient aucunement compte de la situation familiale du débiteur. Or, s'il est vrai qu'une personne célibataire peut subvenir à ses besoins avec de tels montants minima garantis, il en est autrement pour un couple et surtout pour une famille avec un ou plusieurs enfants, à revenu unique, qui, avec de tels revenus mensuels minima, même augmentés des allocations familiales, sont souvent confrontés à des problèmes existentiels.

Force est de constater que le manque de prise en considération de la situation familiale du débiteur a été souligné et désapprouvé par la Commission des Affaires sociales de la Chambre des Députés, qui dans son rapport du 10 février 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes a fait le commentaire suivant: «Est-ce admissible? Ici, l'on doit se rendre compte combien imparfait est le critère choisi par la loi pour déterminer les portions cessible et saisissable. C'est le montant du salaire net. Cette donnée est cependant bien insuffisante pour refléter la situation économique d'une famille. Elle ne tient pas compte des charges de la famille, comme le loyer, ni du nombre de personnes devant vivre sur un salaire ni de l'existence éventuelle d'autres sources de revenus.»

2. Les saisies et/ou la cession sur les traitements et les pensions d'agents jouissant du statut public pour des créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

Par les dispositions de l'article premier de la loi du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes, le législateur a augmenté les pourcentages cessibles sur les traitements, salaires, pensions et rentes dans l'hypothèse d'une créance née d'un contrat d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'une propriété immobilière. Ce faisant, il a introduit une distinction suivant que les débiteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé. En effet, pour des raisons non précisées dans les travaux préparatoires, la législation existante assure à un débiteur issu du secteur privé un montant minimum incessible et insaisissable supérieur à celui d'un agent issu du secteur public.

Par ce fait, il a désavantagé les débiteurs issus du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. Si la législation existante garantit à un débiteur non issu du secteur public un montant minimum restant de 1.365 euros en cas de cession «immobilière» et de 1.120 euros en cas d'une cession «immobilière» et d'une ou de plusieurs saisies, ce montant est ramené pour les agents du secteur public à 1.245 euros en cas d'une cession et à 1.000 euros en cas d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies.

Cette discrimination, qui paraît dénuée de tout fondement, a déjà fait l'objet d'une critique de la part du Conseil d'État qui, dans son avis du 6 juin 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes s'est exprimé en ces termes: «Le Conseil d'État se prononce contre le taux de cessibilité plus élevé adopté par la Chambre des Députés (...). En effet, la loi du 11 novembre 1970 a pour but de protéger le salarié contre des cessions et saisies-arrêts excessives qui le priveraient des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins de sa famille.»

3. Les saisies-arrêts spéciales sur salaires aux fins de recouvrement de créances issues d'obligations alimentaires

En vertu des dispositions de l'article 8 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le terme courant non honoré d'une pension alimentaire est prélevé sur la portion insaisissable et incessible du revenu.

Deux cas de figure doivent être distingués, celui, très peu fréquent, du débiteur du terme courant d'une pension alimentaire sans autres arriérés et qui ne fait pas l'objet d'une cession ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire. A priori, les dispositions du prédit article 8 sont ici de nature plutôt théorique alors qu'en tout état de cause, le débiteur n'est pas exposé au danger de précarité financière.

Le deuxième cas de figure, celui beaucoup plus fréquent, du débiteur de pension alimentaire ayant accumulé des arriérés de pension alimentaire et faisant l'objet d'autres recouvrements par voie de cession et/ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire, est extrêmement délicat. Si l'on admet l'hypothèse d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies au taux légal maximum et l'existence d'une obligation alimentaire mensuelle, le terme courant de cette obligation sera prélevé chaque mois sur la portion insaisissable et incessible, donc en principe garantie, du revenu.

En application de la disposition légale précitée et, dans l'hypothèse d'une pension alimentaire de 500 euros par mois, il resterait au débiteur pour subvenir mensuellement à ses propres besoins:

Saisie(s), cession («immobilière»),

agent public: 500 euros

Saisie(s), cession («immobilière»),

agent privé: 620 euros

Saisie(s), cession normale: 760 euros

Saisie (s): 1.005 euros

On constate donc une variation allant du simple au double du montant restant après avoir opéré les déductions légales, selon le profil spécifique du débiteur quant à ses dettes et quant à son statut.

Une telle situation est intenable alors surtout que dans les trois premières hypothèses les moyens absolument nécessaires au débiteur pour assurer sa subsistance ne sont plus garantis.

En ce qui concerne les pensions alimentaires, il y a lieu de considérer également un autre problème qui ne concerne pas directement les cessions ou les saisies-arrêts spéciales sur salaire, mais dont il importe de tenir compte pour protéger certains créanciers de pensions alimentaires.

En effet, en vertu de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité et par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de Solidarité avance le terme courant d'une pension alimentaire et, le cas échéant, également d'éventuels arriérés au créancier, sous réserve cependant que ce dernier ait tenté par toutes les voies légalement prévues d'obtenir lui-même le paiement des obligations alimentaires qui lui sont dues.

Il convient à cet endroit de distinguer trois cas de figure différents. Le premier est celui du débiteur de pension alimentaire qui touche lui-même le revenu minimum garanti (RMG). Comme ce dernier n'est pas saisissable ou cessible, le Fonds national de Solidarité fait l'avance des obligations alimentaires dues tout en étant de ce fait subrogé dans les droits du créancier qu'il pourra faire valoir si ce débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Le deuxième cas est celui d'un débiteur d'obligations alimentaires à revenus très modestes ou, du moins, très proche du salaire social minimum. Si ce débiteur se voit également exposé à des voies de recouvrement de créances par saisie-arrêt spéciale sur salaire ou par voie de cession, on revient au cas de figure décrit plus haut, à savoir que ce débiteur ne disposera plus des moyens financiers nécessaires à sa propre subsistance.

Le troisième cas concerne les débiteurs de pensions alimentaires qui ont les capacités financières pour suffire à leurs obligations, mais qui tentent de s'y soustraire et pour lesquels une procédure de recouvrement par voie de saisie-arrêt sur salaire ou par voie de cession est inopérante alors qu'ils dissimulent une partie de leurs revenus ou qu'ils exercent une activité non salariée.

En pareil cas, il est également possible au créancier d'une pension alimentaire de solliciter l'avance de cette pension par le Fonds national de Solidarité. Cependant, il est fréquent que l'obligation alimentaire est entérinée par une convention de divorce et non par un titre judiciaire, ce qui exclut selon la législation actuelle toute avance par le Fonds national de Solidarité. Or, pour les créanciers de pensions alimentaires à revenus modestes, et ce cas est très fréquent, il n'est souvent pas possible d'entamer les voies de recouvrement légalement prévues

ou de se procurer un titre judiciaire, faute de moyens financiers suffisants. Il est d'ailleurs à noter dans ce contexte que les critères d'attribution de l'assistance judiciaire ne vont pas au-delà du RMG.

4. Le conflit entre le recouvrement par voie de saisie-arrêt spéciale et le revenu minimum garanti

La législation régissant le droit au revenu minimum garanti ainsi que d'autres dispositions législatives ont consacré le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité du revenu minimum garanti.

Or, par l'application de ce principe, le législateur consacre une inégalité de traitement entre les débiteurs salariés à revenus modestes frappés d'une ou de plusieurs saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou d'une cession et les bénéficiaires du revenu minimum garanti.

4.1. Le débiteur célibataire sans enfants

Actuellement, le salaire social minimum pour un adulte non qualifié est fixé à 1.570,28 euros brut, soit à 1.312,67 euros net.

Le revenu minimum garanti est fixé actuellement au montant de 1.097,68 euros brut, soit à 1.028,48 euros net pour un adulte.

Si l'on se place dans le cas de figure d'un salarié touchant le salaire social minimum et frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies concernant par leur quantum l'intégralité de la portion saisissable et cessible, on arrive aux montants restant au débiteur suivants:

Saisie(s) seulement: 1.177,01 euros

Saisie(s) et cession: 1.041,35 euros

Dans ce cas de figure, le salarié débiteur ne gagnant que le salaire social minimum dispose d'un solde de salaire qui est de 148,53 euros à 12,87 euros supérieur au RMG.

4.2. Le débiteur bénéficiant de la classe d'impôt 2 avec ou sans enfants

Il est important d'apporter cette distinction alors que dans cette hypothèse, ni le débiteur bénéficiant du salaire social minimum, ni celui bénéficiant du RMG ne sont soumis à l'imposition sur le revenu.

Les montants restant au débiteur bénéficiaire du salaire social minimum saisi et/ou cédé s'établissent dès lors comme suit:

Saisie(s) seulement: 1.204,16 euros

Saisie(s) et cession: 1.059,45 euros

Si l'on admet l'hypothèse, assez fréquente, d'un bénéficiaire du salaire social minimum dont le conjoint ne travaille pas et, si l'on procède à une comparaison du revenu de ce ménage avec celui d'un ménage à deux adultes bénéficiant du RMG, qui est dans ce cas de 1.646,56 euros brut, soit de 1.545,86 euros net, force est de constater que la situation financière d'un ménage bénéficiaire du RMG est nettement plus favorable que celle d'un ménage disposant du salaire social minimum si ce ménage est frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies, la différence se situant dès lors entre 341,70 euros et 486,41 euros en défaveur du débiteur qui exerce une fonction salariée.

Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, bénéficiant d'un seul salaire social minimum, le fossé se creuse encore davantage. En effet, la législation sur le RMG prévoit un supplément de 99,87 euros brut par enfant pour un ménage. Il en découle qu'un ménage avec deux enfants et disposant du RMG a un revenu mensuel net de 1.732,72 euros. En pareil cas, la différence se situera entre 528,56 euros et 673,27 euros en défaveur du débiteur salarié, suivant qu'il est frappé d'une ou de plusieurs saisies avec ou sans cession.

Il est dès lors établi que la législation en vigueur est nettement défavorable au débiteur qui touche le salaire social minimum du fait de son travail, sauf s'il s'agit d'un débiteur célibataire.

5. Considérations d'ordre procédural

S'il est vrai que la procédure régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire ainsi que les actes de cession volontaire ont été révisés par le législateur à bon droit afin de permettre aux créanciers de recouvrer leurs créances par le biais d'une procédure

Extraits du rapport du Médiateur

simple et largement gratuite, sans avoir besoin de recourir aux services d'un avocat, il reste cependant que la simplification à l'outrance peut mener à des situations compromettant la situation de travail des débiteurs ou des présumés débiteurs.

Si l'on compare la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire avec une autre procédure de recouvrement, assez analogue de par sa simplicité et sa quasi-gratuité, à savoir celle de l'ordonnance conditionnelle de paiement, on est amené à constater que la procédure des saisies-arrêts spéciales fait intervenir dès le début de la procédure une tierce partie, à savoir l'employeur du débiteur ou du présumé débiteur, la partie tierce saisie.

En matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, le présumé débiteur se voit notifier à titre personnel une ordonnance conditionnelle de paiement lui enjoignant de s'acquitter auprès de la partie créancière du montant réclamé, sinon de former contredit dans un délai de 15 jours à partir de la notification au greffe de la Justice de Paix territorialement compétente. Si le présumé débiteur estime ne pas redevoir le montant réclamé, s'il conteste la créance dans son quantum ou dans son principe, ou les deux à la fois, il dispose d'une voie de recours efficace qui interrompt la procédure entamée. Le seul moyen pour le créancier de prospérer dans son instance consiste à solliciter la convocation des parties à une audience. Il appartient dès lors au juge de décider sur le bien-fondé de la demande après avoir contradictoirement entendu les parties en leurs moyens et explications. Le même droit de solliciter la convocation est d'ailleurs accordé au débiteur. Si le juge estime la demande fondée, il émettra un titre judiciaire, susceptible d'appel si le montant de la condamnation dépasse le seuil non appellable. Il appartiendra à la partie créancière de faire opposer ce titre soit au débiteur lui-même, soit à une tierce partie quelconque ou à l'employeur du débiteur aux fins de saisie-arrêt spéciale sur salaire.

En matière de saisie-arrêt spéciale sur salaire, la procédure est différente alors que l'ordonnance de procéder à des retenues sur le salaire du salarié, qui n'est toujours qu'une ordonnance conditionnelle, est dès le début notifiée à la partie tierce saisie. Dès la réception de cette ordonnance, ce dernier est tenu de déposer une déclaration affirmative au greffe et d'opérer les retenues légales.

L'expérience a clairement montré que bon nombre d'employeurs et surtout ceux qui n'emploient que très peu de personnel considèrent la notification d'une saisie comme preuve d'une faute plus ou moins grave de leur employé. Bien que toute action visant la résiliation du contrat de travail suite à la notification d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire ou toute autre action répressive interne soit formellement interdite par le Code du Travail, il n'en reste pas moins que la relation de confiance entre l'employeur et son salarié est souvent sérieusement compromise. Il est à noter que la notification d'un acte de cession produit souvent des effets similaires, même s'il ne s'agit pas d'un acte émanant des autorités judiciaires. Comme la cession est cependant un acte volontaire du débiteur, il n'appartient pas au législateur d'en délimiter les conséquences en ce qui concerne ses possibles répercussions sur les relations de travail.

* * *

Considérant dès lors que des modifications à la législation régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire s'imposent afin de garantir un traitement plus équitable et plus proportionné à la situation familiale du débiteur;

- considérant que la distinction entre salariés issus du secteur public et salariés du secteur privé est dénuée de tout fondement;

- considérant que les retenues actuellement applicables en matière de pension alimentaire, si elles se trouvent combinées à d'autres saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou à une cession, exposent le débiteur saisi à une situation financière hautement précaire;

- considérant que la législation interdisant toute saisie ou cession sur le revenu mini-

mum garanti pénalise fortement le travailleur à revenu modeste par rapport au bénéficiaire du revenu minimum garanti;

- considérant que les règles de procédure actuelles en matière de saisies-arrêts spéciales sur salaire ou de cessions sont susceptibles, dans certaines circonstances, de porter préjudice à la relation de travail du débiteur saisi.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir:

1. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes et

2. la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité, notamment afin

- de prendre les dispositions nécessaires à ce que le revenu restant à un débiteur salarié frappé d'une ou de plusieurs saisies et/ou d'une cession ne pourra en aucun cas être inférieur à celui auquel peut prétendre un débiteur bénéficiaire du RMG suivant sa situation familiale;

- d'abolir la fixation différente des retenues à opérer en cas d'une cession qui trouve son origine dans un contrat de prêt ou d'épargne signé à des fins de financement d'une acquisition immobilière selon que le cédant est issu du secteur public ou non;

- de modifier les dispositions légales pertinentes relatives aux modalités de retenue du terme courant des obligations alimentaires en garantissant au débiteur saisi un revenu minimal insaisissable lui permettant de disposer de moyens de subsistance personnels suffisants qui ne sauraient être inférieurs au revenu minimum garanti;

- d'adapter la législation concernant le RMG dans le sens que l'avance d'une pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité soit également envisageable dans l'hypothèse d'un divorce par consentement mutuel;

- d'encourager dans la même optique le Ministère public à faire plus systématiquement usage des prérogatives qui lui sont accordées en vertu des articles 391 bis et 391 ter du code pénal;

- de modifier les règles de procédure dans le sens de l'introduction d'une ordonnance conditionnelle de saisie-arrêt spéciale sur salaire contre laquelle le débiteur saisi pourrait former contredit dans un délai imparti avant toute notification à l'employeur; en cas de contestation de la créance par le débiteur, l'employeur n'obtiendrait connaissance de la saisie qu'en cas de jugement de validation pris après débat contradictoire, sans préjudice du droit du débiteur de former à tout moment opposition contre une saisie-arrêt spéciale sur salaire.

Réponse:

Le Médiateur espère que, suite à sa recommandation, le projet de loi N°4955 déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2002 et les règlements grand-ducaux afférents visant une refonte majeure de la législation sur les saisies-arrêts spéciales sur salaire et les cessions seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

Le Médiateur se félicite de ce que ce projet se recoupe largement avec ses recommandations, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la situation familiale du débiteur, l'abolition d'un traitement différent suivant que le débiteur relève du régime public ou du secteur privé, la limitation des effets du principe de cumul des saisies et cessions ainsi qu'en ce qui concerne la modification des taux applicables aux tranches saisissables et cessibles.

Le Médiateur tient cependant à soulever la question si ce projet de loi qui autorise dans une mesure certes réduite la saisie ou la cession du Revenu Minimum Garanti ne va pas à l'encontre du principe que ce revenu devrait constituer le minimum que l'État garantit, sous certaines conditions, à chaque résidant afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus élémentaires et participer d'une manière minimale aux actes de la vie sociale.

Le Médiateur se félicite également du fait que le projet de loi N°5155 portant réforme du divorce et déposé en date du 20 mai 2003 se propose de modifier l'article 230 du code civil en ce qui concerne la convention de divorce. Par l'homologation du tribunal, toutes les mesures contenues dans une telle convention, donc également celles relatives au secours alimentaire, seront exécutoires et ce au même titre que la décision ayant prononcé le divorce. Par conséquent

le paiement d'une avance de pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité pourrait désormais se faire sans aucun problème, ainsi qu'il a été proposé par le Médiateur.

Recommandation N°26 relative à la mise en place d'un échange d'informations et d'une concertation dans le recouvrement des créances entre le Centre commun de la Sécurité sociale, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Contributions directes

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de dossiers de la part d'entreprises débitrices du Centre commun de la Sécurité sociale, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Contributions directes, qui en raison de leurs difficultés de paiement se sont trouvées sous la menace de voies d'exécution forcée;

- considérant que, dans la plupart des cas, il s'agissait de débiteurs considérablement endettés à l'égard des trois administrations susvisées;

- considérant que les actions en recouvrement de créances émanant d'une de ces administrations conduisent souvent, sinon régulièrement, à accroître l'endettement des entreprises concernées auprès des deux autres administrations;

- considérant en effet que, pour parer au risque imminent d'une exécution forcée, il arrive fréquemment que les entreprises en cause s'empressent de satisfaire l'administration demanderesse au détriment des autres créanciers publics ou privés;

- considérant, d'une part, qu'une approche trop rigoureuse des administrations, procédant sans délai et sans différenciation au recouvrement forcé de ces créances, risquerait de précipiter la faillite des entreprises en difficulté de paiement alors que celles-ci, au regard de leur situation financière passagèrement précaire, pourraient s'en sortir au moyen d'un échelonnement de leur dette ou par l'octroi de délais de paiements;

- considérant, d'autre part, qu'à défaut d'une vue globale de la situation financière des débiteurs, les administrations encourrent le reproche d'avoir, par l'octroi de délais de paiements prolongés, maintenu artificiellement en vie des entreprises financièrement malsaines dont le passif n'aura fait que s'alourdir tant au détriment de la collectivité qu'au détriment des créanciers privés;

- considérant que s'il n'entre pas dans les attributions des administrations de jouer le rôle de banquier, elles sont aussi tenues de veiller à ne pas provoquer des faillites qui, avec plus de compréhension de leur part, pourraient être évitées;

- considérant qu'il n'existe actuellement aucun échange d'informations entre les administrations en matière de recouvrement de créances;

- considérant qu'à défaut d'un tel échange d'informations et donc d'une vue plus globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices, les créanciers publics ne disposent pas de toutes les informations requises pour prendre leurs décisions en connaissance de cause;

- considérant qu'un échange d'informations, voire une concertation étroite entre les administrations concernées, est un préalable nécessaire à toute gestion efficace et équitable en matière de recouvrement de créances;

- considérant en effet que ce n'est que sur la base d'une évaluation globale de la situation économique et financière du débiteur que les administrations sont en mesure d'apprécier si un échelonnement de la dette pourra aider l'entreprise concernée à s'en sortir ou si, au contraire, dès lors que celle-ci n'arrive plus à honorer les termes courants, un tel échelonnement n'aurait d'autre effet que de prolonger une situation définitivement compromise;

- considérant que, face au nombre croissant de faillites, une pratique de recouvrement coordonnée, voire un service de recouvrement commun aux trois administrations, permettrait de déclencher, en temps voulu, les clignotants d'alerte et d'obliger les entreprises en difficulté de paiement à prendre, sans autre délai, les mesures de restructuration et d'assainissement qui s'imposent, tout en évitant de maintenir artificiellement en vie des entreprises malsaines;

- considérant en effet qu'un règlement rapide de certaines situations réduira d'autant le risque de voir d'autres entreprises privées devenir les victimes de débiteurs financièrement malsains et partant diminuera le risque de faillites en cascades;

- considérant dès lors l'opportunité, voire la nécessité, d'instituer un organe commun aux trois administrations avec pour tâche de procéder, à partir d'un échange d'informations, à l'évaluation de la situation économique et financière des débiteurs communs et de prendre, à la lumière des données recueillies, des décisions éclairées en matière de recouvrement des créances;

- considérant que la mise en commun de telles attributions requiert une réforme législative portant sur l'adaptation des prescriptions en matière de secret fiscal et qui tiennent également compte des dispositions de l'article 16 «Interconnexion des données» de la loi du 22 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Le Médiateur recommande

- la mise en œuvre d'un échange d'information entre les trois administrations susvisées,

- la mise en place d'un organe commun dont la tâche consistera

- à analyser la situation économique et financière des débiteurs communs et à prendre au nom et pour le compte des trois administrations les décisions en matière de recouvrement des créances.

Réponse:

Dans sa prise de position adressée au Médiateur le 10 septembre 2007, le Ministre des Finances fait état de la coopération renforcée entre les administrations fiscales telle que prévue par le projet de loi N°5757 ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises.

Dans cette lettre le Ministre des Finances attire l'attention du Médiateur sur la décision prise par le directeur de l'Administration des Contributions directes d'encadrer à l'avenir une éventuelle assignation en faillite par certaines mesures également développées dans la recommandation:

- échelonnement de la dette fiscale par l'octroi d'un délai de paiement;

- analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices;

- échanges avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le cas échéant avec le Centre commun de la Sécurité sociale.

Ces critères pris dans leur ensemble devraient permettre d'écartier un éventuel reproche d'une approche trop rigoureuse.

Quant à la seconde partie de la recommandation, le Ministre des Finances se pose la question quant à l'utilité d'un organe commun dont la tâche consisterait à analyser la situation économique et financière des débiteurs communs et à prendre au nom et pour le compte des trois administrations des décisions en matière de recouvrement de créances.

Concernant l'échange d'information le Ministre estime qu'un tel échange pourrait se faire aisément au travers des nouvelles technologies sans devoir recourir à un nouveau service tel qu'un organe commun.

Quant à la proposition d'attribuer à un tel organe un pouvoir décisionnel en matière de recouvrement des créances le Ministre des Finances est d'avis que la spécificité des différents impôts et taxes s'oppose à un traitement uniforme en matière de recouvrement de créances.

Dans sa lettre de réponse adressée au Ministre des Finances en date du 19 septembre 2007, le Médiateur fait observer que le texte proposé de loi ne répond que partiellement aux objectifs de sa recommandation.

S'il est vrai que le projet de loi permet une coopération plus étroite entre les administrations fiscales en matière de recouvrement, il n'en reste pas moins que le projet laisse le Centre commun de la Sécurité sociale en dehors de cette coopération prévue au chapitre 1 du projet de loi.

La raison en est que le projet de loi vise avant tout à mettre en œuvre une coopération en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, son premier objectif n'étant pas d'optimiser le recouvrement d'impôts et de cotisations auprès des entreprises en difficulté.

Le Centre commun de la Sécurité sociale se trouve certes mentionné au chapitre 3 du projet de loi, aux articles 7-10, mais les dispositions y prévues ne permettent pas l'or-

ganisation ni la coordination en matière de recouvrement de créances entre les administrations fiscales d'une part, et le Centre commun de la Sécurité sociale d'autre part.

Ainsi le projet prévoit une transmission de certaines données par le Centre commun de la Sécurité sociale aux deux administrations fiscales à savoir:

- les coordonnées de l'employeur du débiteur de créances ou de la caisse de pension du pensionné;

- le relevé des travailleurs indépendants affiliés;

- les coordonnées des salariés, leurs emplois, lieu du travail et rémunération;

- les coordonnées des pensionnés, l'indication sur la pension et l'organisme de pension.

Il n'y est nullement question d'une communication de données relatives à l'endettement des entreprises auprès du Centre commun de la Sécurité Sociale.

À titre de transmission de données de l'Administration des Contributions directes au Centre commun, l'article 10 (e) prévoit seulement à des fins statistiques la transmission d'une matricule du salarié de l'employeur, du lieu de travail, des dates de début et de fin de ce dernier.

Les administrations fiscales ne transmettent pas au Centre commun des informations sur les dettes fiscales des contribuables.

Les dispositions du projet de loi n'autorisent donc pas une transmission réciproque de ces données entre le Centre commun de la Sécurité sociale d'une part et les administrations fiscales d'autre part, ni un échange d'information au sujet de la situation financière générale des administrés en difficulté de paiement.

L'objectif de la recommandation est de mettre en œuvre une coordination dans toutes les actions en matière de recouvrement, ce qui suppose d'abord un échange d'information au sujet de l'endettement des administrés envers les administrations respectives.

Le Médiateur se félicite des mesures dont le Directeur de l'Administration des Contributions directes entend entourer une éventuelle assignation en faillite des entreprises débitrices, mesures qui reflètent largement les considérations développées dans la recommandation.

Ces mesures prévoient un échange tant avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines qu'avec le Centre commun de la Sécurité sociale. Le Directeur de l'Administration des Contributions directes reconnaît donc la nécessité de faire intervenir le Centre commun dans le cadre de l'échange d'information entre les administrations fiscales.

Parmi les mesures citées par le Directeur de l'Administration des Contributions directes figure également l'analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices.

La recommandation insiste tout particulièrement sur la nécessité d'une telle analyse avant l'octroi d'un échelonnement de la dette ou d'un délai de paiement à une entreprise en difficulté ou le lancement d'une assignation en faillite. Il n'y a pas de raison de laisser les administrations concernées faire ce travail chacune pour soi.

Le Médiateur estime plus rationnel et préférable que l'élaboration d'une telle analyse soit prise en charge par un organe dans lequel devrait figurer au moins un économiste et qui pourrait par ailleurs être rattaché à l'une des administrations concernées.

Loin d'empêcher une administration de prendre des actions urgentes en cas de nécessité, elle garantira que les actions en matière de recouvrement seraient prises en connaissance de cause et sans retard.

Aux yeux du Médiateur, il est impératif que l'échange d'information et la concertation entre les administrations fiscales doivent être étendus au Centre commun de la Sécurité sociale. Il échète par conséquent de compléter le projet de loi sur ce point.

Dans sa lettre adressée au Ministre des Finances le Médiateur conclut que les expériences futures en matière de recouvrement forcé des créances montreront s'il serait avantageux d'organiser une concertation entre les administrations concernées dans le cadre d'un organisme spécifique investi de pouvoir de décisions propres.

Le Médiateur attend la prise de position du Ministre des Finances.

Recommandation N°23 relative au droit de tout enfant de connaître dans la mesure du possible ses parents biologiques

Le Médiateur et la Présidente de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand saisis par un certain nombre de requérants de problèmes auxquels ils se trouvent confrontés dans leurs multiples démarches en vue de connaître l'identité de leur mère biologique et pour accéder à leurs origines;

- constatant que le résultat d'une étude de droit comparé fait apparaître que l'accouchement anonyme est peu connu des législations internes européennes et que seuls l'Italie et le Luxembourg continuent à connaître la maternité secrète sans que les personnes abandonnées à la naissance ne disposent d'un quelconque moyen légal pour connaître l'identité de leur mère et/ou de leur père biologique;

- considérant que les enfants adoptés ressentent souvent comme une forme de devoir la recherche de leur parent d'origine et que les enfants ou les adultes qui ne peuvent accéder à leurs origines familiales, sous quelque forme que se soit, sont placés dans une situation de souffrance dont ils risquent de conserver des séquelles;

- considérant que dans son avis concernant les problèmes éthiques et juridiques soulevés par la reconnaissance d'un droit de l'enfant à connaître ses parents biologiques, la Commission nationale d'éthique propose des solutions alternatives à la législation en vigueur dont celle permettant la communication des données concernant la mère biologique et, en cas de consentement de la mère, la divulgation ultérieure de ces données à l'enfant;

- considérant qu'en vertu de l'article 7 de la Convention internationale des droits de l'enfant celui-ci a, dès sa naissance, droit à un nom et à une nationalité de même qu'il a, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux;

- considérant que dans ses observations formulées en mars 2005 sur le deuxième rapport périodique du Luxembourg, le Comité des droits de l'enfant de Genève se dit préoccupé par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les enfants nés par accouchement anonyme de connaître l'identité de leurs parents biologiques;

- que dans ce même rapport, le Comité des droits de l'enfant prie instamment l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer la pratique de l'accouchement anonyme sinon de prendre pour le moins les dispositions requises pour que les enfants concernés puissent, autant que possible et au moment opportun, connaître l'identité de leur mère et/ou de leur père;

- considérant le droit au respect de la vie privée et familiale tel que consacré par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- considérant qu'en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, l'article 8 précité protège un droit à l'identité et à l'épanouissement personnel et celui de nouer et de développer des relations avec ses semblables et le monde extérieur (arrêt Odièvre c/ France du 13 février 2003 N°42326/98 paragraphe 29);

- considérant d'une part le droit de l'enfant à connaître ses origines et d'autre part l'intérêt de la mère à conserver l'anonymat, notamment pour sauvegarder sa santé en accouchant dans des conditions médicales appropriées;

- considérant que l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme s'applique tant à l'enfant qu'à la mère et que dès lors, en présence de deux intérêts difficilement conciliables, il y a lieu de veiller au juste équilibre à ménager entre des intérêts concurrents;

- considérant la marge d'appréciation laissée aux États contractants dans le choix des mesures propres à garantir l'observation de l'article 8 de la CEDH dans les rapports interindividuels;

- considérant que dans l'affaire Odièvre c/ France précitée, la Cour a estimé que la France n'avait pas excédé sa marge d'appréciation du fait notamment que, nonobstant le maintien du droit à l'accouchement sous X, la loi française du 22 janvier 2002 renforce la possibilité de lever le secret de l'identité en facilitant la recherche des origines biologiques grâce à la mise en place d'un Conseil national pour l'accès aux origines personnelles;

- considérant cependant que la maternité secrète telle que consacrée par la législation luxembourgeoise continue de priver l'enfant abandonné à sa naissance de toute possibilité de connaître l'identité de ses parents biologiques;

- considérant qu'il peut y avoir des situations, notamment en cas d'inceste, qui justifient le maintien de l'accouchement anonyme;

- considérant cependant la non-conformité de la législation nationale avec le niveau de protection minimum tel que garanti par la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- recommandent au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour offrir aux enfants nés de mère inconnue la possibilité de connaître l'identité de celle-ci et/ou de leur père tout en veillant au juste équilibre qu'il convient de ménager entre les intérêts concurrents de la mère et de l'enfant.

Réponse:

Par lettre du 21 mars 2007 le Ministre a informé le Médiateur que sa recommandation était à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement du 7 mars 2007.

Au vu de la non-conformité de la législation luxembourgeoise à l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, le Ministre de la Justice a été chargé d'analyser plus en avant la législation française, ceci dans l'optique d'une modification de la loi luxembourgeoise.

Le Médiateur se félicite d'un tel engagement de la part du Gouvernement tout en souhaitant que cette réforme soit entamée dans les meilleurs délais.

D. Recommandation visant l'institution d'un nouvel organe constitutionnel

Recommandation N°21 relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice

1. MOTIVATION

Depuis son entrée en fonction, le Médiateur a été saisi de quelque 72 réclamations dirigées contre l'administration judiciaire. Ces réclamations ont essentiellement pour objet des lenteurs de procédure et un manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable ou de son mandataire.

Force est de constater qu'il n'est pas rare que l'administration de la Justice se voit exposée en public à certaines critiques se rapportant à des problèmes identiques à ceux constatés par le Médiateur.

Le Médiateur s'investit auprès des autorités judiciaires concernées pour remédier au cas par cas, et pour autant qu'ils sont fondés, aux griefs portés à sa connaissance par les citoyens.

Une partie non négligeable des réponses fournies au Médiateur dans le cadre des dossiers dont il a été saisi ne sauraient lui donner satisfaction alors que les autorités judiciaires semblent, dans certains dossiers, ou plutôt dans certaines matières, vouloir se dérober à leur obligation de collaboration en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice ou encore derrière le principe du secret de l'instruction. Ces considérations valent essentiellement pour les dossiers pénaux dont le cabinet d'instruction est saisi.

Or, une telle attitude, peu transparente et non conforme aux droits réservés au Médiateur par sa propre loi organique, n'est évidemment pas de nature à répondre aux attentes légitimes du justiciable vis-à-vis du troisième pouvoir.

Le constat que, en 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière, n'est pas non plus de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice.

Après avoir entamé un dialogue avec les autorités judiciaires à ce sujet et, au vu des expériences accumulées lors du traitement des 72 réclamations précitées, le Médiateur a été amené à entamer une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

2. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2.1. Considérations quant à l'évolution du nombre d'affaires

Les statistiques établies par les différentes juridictions luxembourgeoises démontrent clairement qu'un nombre toujours croissant de personnes, physiques et morales, ont tendance à porter leurs différends devant les juridictions compétentes, augmentant ainsi considérablement le nombre d'affaires enrôlées par année, notamment en matière

civile, commerciale, de bail à loyer et de droit du travail.

Cette tendance est largement favorisée par les possibilités offertes aux citoyens de recourir aux assurances d'assistance juridique aux fins de bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat en cas de besoin. Certaines compagnies d'assurances offrent même automatiquement la protection juridique avec le contrat d'assurance responsabilité civile pour véhicules.

Parallèlement, on assiste depuis des années à une augmentation importante du nombre d'affaires pénales traitées par les Parquets, dont beaucoup sont fixées à une audience de police, correctionnelle ou criminelle. Au vu des rapports annuels des Procureurs d'État à Luxembourg et à Diekirch, soumis chaque année à Monsieur le Ministre de la Justice, il semble que cette augmentation de dossiers en matière répressive reflète un phénomène sociétal au niveau de la criminalité générale d'une part, tout comme elle serait due à une hausse sensible des crimes et délits en matière économique et financière. Il appert également que l'augmentation des effectifs de la Police grand-ducale contribue à ce phénomène, surtout en ce qui concerne les affaires de la compétence des Tribunaux de Police et des Tribunaux correctionnels à formation de type «juge unique» (infractions et délits commis en violation du Code de la Route).

Le législateur a de plus en plus tendance à utiliser le droit pénal pour régler un nombre croissant de conflits sociétaux (racisme, xénophobie, harcèlement sexuel, etc.) et offre surtout en matière pénale et sociale, notamment à la magistrature debout, de nouvelles possibilités de règlement et de prévention de conflits (médiation pénale, travaux dans l'intérêt de la collectivité, prévention de crimes et délits, etc.).

2.2. Considérations quant à l'évolution de la fonction du magistrat

La tâche des magistrats devient de plus en plus difficile, notamment de par la pluralité des sources du droit, nationales, internationales et privées auxquelles ils doivent se référer. Ces sources enchevêtrées ont, dans le meilleur des cas, un rapport de complémentarité entre elles, mais elles peuvent aussi se contredire en totalité ou en partie. En bref, les magistrats doivent intervenir souvent sur différents tableaux à la fois qui se dessinent et se redessinent.

À cela s'ajoute l'intervention de plus en plus fréquente du droit dans des domaines techniques qui exigent des connaissances particulières. Il suffit de citer le monde des finances, la bioéthique ou encore les technologies de l'information.

Par ailleurs, la complexité des affaires soumises aux juridictions devient de plus en plus grande. Ceci semble être surtout le cas en matière de criminalité économique et financière, en matière commerciale ainsi qu'en matière civile. Ce phénomène est un reflet direct de la complexification croissante de la vie sociale.

Il n'est pas exagéré de prétendre qu'on assiste actuellement à une «judiciarisation» croissante de la vie politique, économique et sociale, de sorte que la montée en puissance de la figure du magistrat paraît aujourd'hui inexorable dans le monde occidental.

On constate donc un juge davantage sollicité par le législateur et par le justiciable et un procureur davantage engagé dans les affaires de la cité. Ces magistrats, en se voyant confiés des missions et responsabilités grandissantes, deviennent logiquement dépositaires d'une attente accrue de la part des justiciables.

Dans ce contexte, il ne faut pas négliger le rôle des médias qui contribuent très largement à une «vulgarisation» de la justice.

Conscient de la charge sans cesse croissante pesant sur le troisième pouvoir, le législateur a approuvé des dispositions visant un renforcement sensible du nombre de magistrats et de greffiers. Ainsi, les effectifs de la magistrature de l'ordre judiciaire ordinaire sont passés de 137 magistrats en 1994 à 202 magistrats au 1^{er} janvier 2006. D'autres dispositions légales ont apporté des améliorations notables au niveau des

Extraits du rapport du Médiateur

procédures, telles que la mise en état, les compositions correctionnelles à juge unique, la possibilité de former opposition contre un jugement par défaut par déclaration au greffe, etc. Le but de ces changements était de diminuer les délais auprès des juridictions et de faciliter aux justiciables l'accès à la justice.

Face à l'évolution de la fonction de magistrat, le pouvoir judiciaire doit lui-même évoluer s'il veut rester un pouvoir au service des citoyens.

2.3. Premières conclusions

À la lumière des considérations qui précèdent, on mesure toute l'importance du troisième pouvoir dont l'indépendance reste la clé de voûte d'un État de droit. Seul un pouvoir judiciaire à l'abri de toute pression ou prise d'influence peut accomplir sereinement sa mission qui est celle de dire le droit.

L'indépendance est à la fois un privilège et une obligation. L'indépendance oblige les magistrats à veiller à la transparence et au bon fonctionnement de la justice. La confiance des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire.

Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corollaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.

Seule une autorité indépendante externe appelée à assurer un tel contrôle serait de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice et à amener la justice, comme toute autre institution, à rendre compte de son fonctionnement dans sa globalité.

3. SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La situation des autorités judiciaires et partant l'exercice et l'administration de la justice revêt certaines caractéristiques spécifiques par rapport à la situation existante dans d'autres pays.

3.1. La proximité

En premier lieu, il faut mentionner le nombre relativement restreint de magistrats de l'ordre judiciaire ordinaire qui se chiffre actuellement à quelque 202 personnes.

L'exercice de la justice se concentre exclusivement sur trois endroits différents, à savoir Luxembourg-ville, Diekirch et Esch/Alzette, les trois quarts de l'effectif de la magistrature se concentrant à Luxembourg-ville, les trois sièges de juridiction étant de surcroît géographiquement très rapprochés.

Deux barreaux existent au Grand-Duché, celui de Luxembourg-ville, intégrant à lui seul environ un millier d'avocats, et celui de Diekirch, affichant une vingtaine de membres.

Ces trois facteurs font qu'il existe une certaine proximité entre les magistrats et même entre magistrats et le barreau. Cette proximité se crée tout naturellement à travers les relations de travail quotidiennes, à travers des liens familiaux ou amicaux qui peuvent se tisser.

Si l'indépendance subjective de la magistrature se présume jusqu'à preuve du contraire, il en va ici de son indépendance objective. En matière d'impartialité, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance, surtout au pénal.

3.2. La formation et le recrutement

Au Grand-Duché, il n'existe pas d'établissement dispensant une formation spécifique aux futurs magistrats. La magistrature recrute ses nouveaux membres en règle générale exclusivement parmi les membres actifs des barreaux. Le choix des nouveaux magistrats, bien que nommés par le Chef d'État, se fait en pratique sur base d'une proposition établie par le Procureur Général d'État, les différents Chefs de Corps de la magistrature et le Ministère de la Justice entendus en leur avis. Au-delà de la condition de réussite à l'examen d'avoué, le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain quorum de points à cet examen, encore que cette condition ne soit entérinée nulle part. Force est également de constater que les avocats ayant réussi à l'examen de fin de stage n'obtiennent jamais connaissance des

notes obtenues aux épreuves. Les résultats obtenus à l'examen d'avoué sont en effet seulement connus de la magistrature et du Ministère de la Justice, seuls la réussite et le classement à l'épreuve étant communiqués aux candidats.

À partir de ces considérations, on peut aisément comprendre que l'administration judiciaire peut s'exposer au reproche d'afficher un manque de transparence et de s'autogérer à l'abri de tout contrôle extérieur.

De telles particularités ne sont pas de nature à servir la cause du troisième pouvoir et à justifier la confiance que le justiciable doit avoir dans les autorités judiciaires. À défaut de confiance et de respect, l'exercice de la justice ne saurait évoluer dans un cadre de stricte indépendance et de sérénité qui pourtant doit obligatoirement être le sien.

À travers toutes ces considérations, une réflexion à plusieurs niveaux s'impose.

Afin de préserver le climat de sérénité et le statut d'indépendance qui doit présider obligatoirement à l'exercice du troisième pouvoir, il est indiqué de procéder à une analyse approfondie sur les modalités et les critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats.

À la lumière de l'expérience acquise, le Médiateur ne semble pas être l'institution la mieux adaptée à recevoir des plaintes par toute personne concernée directement et personnellement par un dysfonctionnement de l'administration judiciaire. Ce droit, théoriquement garanti par les articles pertinents de la loi organique modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, doit pouvoir être exercé dans la pratique suivant une procédure claire et transparente.

Les justiciables doivent notamment disposer du droit de formuler des plaintes relatives aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. Aujourd'hui, ces plaintes se dispersent entre les juridictions, l'exécutif et le législatif ainsi que d'autres instances, comme le Médiateur du Grand-Duché par exemple. Cette dispersion entrave une approche cohérente et efficace du problème. Il est dès lors indispensable que les plaintes formulées contre l'administration de la Justice puissent être canalisées explicitement vers une institution externe ayant compétence pour connaître de ce genre de plaintes.

Finalement, une réflexion sur la modification de l'exercice du droit disciplinaire des magistrats s'impose. En effet, il est difficilement acceptable que la magistrature, contrairement à toute autre administration étatique ou communale, dispose de son propre pouvoir disciplinaire.

La plupart des problèmes soulevés ci-avant se sont également manifestés à l'étranger, ce qui au cours du XX^e siècle a conduit pas moins de 6 pays de l'Union européenne à créer un organisme externe appelé à garantir l'indépendance du magistrat, assumant ainsi une fonction de légitimation et de participation de la magistrature dans le bon fonctionnement de la justice et préservant, à travers la sanction d'éventuels débordements, les droits des justiciables et la sérénité de la fonction de juger (source: Les Conseils Supérieurs de la Magistrature en Europe, Thierry S. RENOUX et al., avant propos, éd. La documentation française).

4. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Un tel organisme, dénommé ci-après Conseil Supérieur de la Justice (Conseil Supérieur de la Justice) devrait de toute évidence être un organe constitutionnel *sui generis*, totalement indépendant des trois pouvoirs constitutionnels, mais qui, par le fait de sa composition et de ses missions, devrait être en contact permanent avec chacun d'eux. Les travaux parlementaires belges relatifs à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice remarquent à juste titre qu': « (...) il ne devrait pas s'agir d'une instance repliée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devrait être soumise à l'autorité d'une quelconque hiérarchie. Disposant d'une légitimité propre, le Conseil Supérieur de la Justice devrait assurer le lien entre les citoyens, la Chambre des Députés, l'exécutif et le judiciaire. (...) Il devrait se trouver au-dessus de la mêlée tout en étant à l'écoute de la société. Il lui appartiendrait également d'être le relais des différentes sensibilités et d'en faire le tri et la synthèse. » (Sénat de Belgique, annales parlementaires, séance du jeudi, 19 novembre 1998, N°6403).

Il semble préférable d'adopter la dénomination belge de Conseil Supérieur de la Justice, plus vaste, plutôt que celle de Conseil Supérieur de la Magistrature, utilisée en France, alors que l'organe visé aurait comme objectif primaire de veiller au contrôle d'une bonne administration de la Justice dans un référentiel de ressources

humaines adapté à ses devoirs et à ses responsabilités. Le champ de compétences d'un tel organe englobe logiquement toutes les fonctions de l'administration judiciaire (magistrature assise et debout, greffe et fonctionnaires des Parquets).

5. QUELLES SERAIENT LES COMPÉTENCES D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LUXEMBOURGEOIS

Les trois missions principales d'un Conseil Supérieur de la Justice devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Quant à la mission de contrôle externe de l'administration judiciaire, il est rappelé que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les décisions judiciaires proprement dites.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi d'une plainte individuelle par toute personne physique ou morale ou par un avocat inscrit à un barreau luxembourgeois. S'il s'avère, après examen du dossier, que la plainte est fondée, le Conseil Supérieur de la Justice formulerait une recommandation qui serait adressée directement aux instances concernées et au Ministre de la Justice. La recommandation serait également communiquée au plaignant.

À la demande de la Chambre des Députés ou du Ministre de la Justice, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi de toute demande d'avis en vue de l'amélioration du fonctionnement général de l'administration judiciaire. Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également se saisir d'office de toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire. Dans les deux cas, le Conseil Supérieur de la Justice émettrait un avis qui serait communiqué à l'autorité demanderesse, ou, en cas d'autosaisine, aux autorités concernées.

Quant à ses compétences en matière de recrutement et de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice devrait garantir, par l'intermédiaire d'un avis conforme, le recrutement et la nomination des personnes les mieux qualifiées pour exercer les fonctions de magistrat ou de magistrat Chef de Corps. Pour ce faire, le Conseil Supérieur de la Justice devrait se référer à des critères préalablement établis et publiés, de sorte que ses choix se feront sur une base objective. En s'inspirant de la législation belge, il semble utile que le(s) Chef(s) de Corps concerné(s) soi(en)t entendu(s) en son (leur) avis avant que le Conseil Supérieur de la Justice ne se prononce sur la promotion d'un magistrat membre de ce corps ou sur le recrutement d'un candidat à la magistrature.

Quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire, il paraît peu opportun de maintenir les dispositions des articles 67 et 155 à 173 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire aux termes desquels le pouvoir disciplinaire interne est confié à la magistrature. Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, il semble logique que le pouvoir décisionnel en matière de discipline des magistrats, du greffe et des fonctionnaires du Parquet soit attribué au Conseil Supérieur de la Justice.

Il est entendu que le Conseil Supérieur de la Justice devrait être doté de moyens budgétaires suffisants pour assurer au mieux et en toute indépendance le bon fonctionnement de l'institution.

6. LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Eu égard à la taille de l'administration judiciaire luxembourgeoise, un Conseil Supérieur de la Justice composé de dix membres devrait suffire pour répondre aux missions qui lui sont imparties.

Afin de garantir les intérêts de la magistrature et de respecter son indépendance, la moitié des membres du Conseil Supérieur

de la Justice serait recrutée parmi les magistrats des juridictions ordinaires, l'autre moitié serait composée de non-magistrats. Dans l'intérêt d'une composition équilibrée, deux des magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être recrutés parmi la magistrature assise et deux parmi la magistrature debout, le cinquième membre serait à élire parmi les magistrats d'un de ces deux corps. La désignation des membres du Conseil Supérieur de la Justice issus de la magistrature devrait se faire par des élections directes et secrètes, séparées pour les deux corps de la magistrature. Le cinquième magistrat appelé à siéger au Conseil Supérieur de la Justice pourrait être membre de la magistrature assise ou debout suivant décision prise conjointement et préalablement aux opérations de vote par le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice.

Afin d'élargir le cercle des candidats potentiels pour un siège au Conseil Supérieur de la Justice, des membres retraités de la magistrature seraient également éligibles, sous les conditions de désignation précitées. En pareil cas, une limite d'âge de 70 ans accomplis au moment de l'entrée en fonction paraît s'imposer.

L'idéal serait évidemment d'accorder un congé spécial aux magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pendant la durée de leur mandat, mais une décision en ce sens devrait être prise en fonction de l'évolution de la charge de travail incombant à cette institution.

En s'inspirant de la législation belge, les non-magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pourraient être recrutés suivant la clé de répartition suivante: deux membres actifs des barreaux luxembourgeois, à élire moyennant scrutin direct et secret conjointement par les deux barreaux, un membre à désigner par la Chambre des Députés, un membre à désigner par le Conseil de Gouvernement, un membre à désigner par le Conseil d'État. Il semble évident que les membres proposés par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne peuvent être membres de ces corps.

Afin de permettre au Conseil Supérieur de la Justice de disposer d'une vue plus globale de sa mission, il serait souhaitable que les trois membres à désigner par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne soient pas nécessairement titulaires d'un diplôme universitaire en droit, sous condition cependant de disposer des qualifications professionnelles ou sur titres jugées nécessaires par les institutions concernées.

Le Conseil Supérieur de la Justice serait doté d'un nombre de membres suppléants égal à celui des membres effectifs, les membres suppléants étant choisis selon les mêmes critères que les membres effectifs.

Tout membre du Conseil Supérieur de la Justice, qui estime qu'une affaire, dont l'institution est saisie, pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts dans son chef, est tenu de se récuser. Il sera remplacé dans cette affaire par un membre suppléant issu de la même institution ou du même corps.

Sauf ce qui est stipulé au paragraphe précédent, les membres suppléants ne pourraient siéger qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif désigné ou élu par la même autorité qu'eux-mêmes. Le membre effectif, dont le mandat deviendrait vacant prématurément, est remplacé par un suppléant issu de la même institution ou du même corps pour le reste de ce mandat.

Tous les membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être de nationalité luxembourgeoise et disposer des garanties et capacités imposées à l'accès à la fonction publique.

Le mandat de membre du Conseil Supérieur de la Justice serait incompatible avec tout autre mandat public électif, il serait également incompatible avec la fonction de juge auprès des juridictions administratives ou sociales ainsi qu'avec celle de greffier ou de fonctionnaire auprès de l'ordre judiciaire ordinaire, administratif ou social.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice ne pourraient être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil Supérieur de la Justice sont tenus par le secret professionnel.

La composition du Conseil Supérieur de la Justice suggérée serait équilibrée dans la mesure où la parité entre magistrats représentant les deux corps de la magistrature ordinaire et personnalités extérieures serait assurée.

Extraits du rapport du Médiateur

7. LA DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat serait de 4 ans. La non-reconductibilité immédiate du mandat paraît être une garantie supplémentaire de l'indépendance des membres du Conseil Supérieur de la Justice.

8. NOMINATION ET PRIVILÈGES

Le contrôle de la procédure de nomination et d'élection serait assuré par le Conseil Supérieur de la Justice sortant, et, pour la première fois par la Chambre des Députés, le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice entendus en leurs avis.

La nomination et l'assermentation seraient faites par le Chef d'État.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice jouiraient, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges que ceux accordés par la loi aux magistrats, y compris, pour les membres non-magistrats, du privilège de juridiction.

9. SAISINE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Sous réserve de sa capacité d'autosaisine en ce qui concerne toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi:

9.1. D'une plainte:

- par tout justiciable, personne physique ou morale, qui s'estime personnellement et directement lésée par le fonctionnement de l'administration judiciaire ou par le comportement d'un magistrat, d'un greffier ou d'un fonctionnaire d'un Parquet dans une affaire pendante devant une juridiction ordinaire ou en cours d'enquête ou d'instruction;

- par tout membre du barreau dans le cadre d'un différend qui l'oppose personnellement et directement aux autorités judiciaires ordinaires dans l'exercice de ses fonctions.

9.2. D'une demande d'avis:

- par la Chambre des Députés, si celle-ci en décide ainsi par vote à la majorité simple;

- par le Ministre de la Justice.

9.3. D'une plainte disciplinaire:

- par le Procureur Général d'État, par le Président de la Cour Supérieure de Justice, par les Présidents des Tribunaux d'Arrondissement, par les Procureurs d'État, par les Juges de Paix directeurs;

- par le Ministre de la Justice.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Justice peut lui-même décider d'engager une action disciplinaire à la suite d'une saisine conformément aux dispositions du paragraphe 9.1.

Le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait être saisi de:

- dossiers relevant de la compétence pénale d'autres instances;

- plaintes dont l'objet peut ou pouvait être atteint par l'application de voies de recours ordinaires ou extraordinaires;

- plaintes portant sur le fond de décisions judiciaires;

- plaintes déjà traitées et ne contenant aucun nouvel élément.

La décision de ne pas traiter la plainte devrait être motivée et serait sans recours. Le cas échéant, le plaignant serait renvoyé devant les instances compétentes.

10. LES DÉCISIONS, AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Les décisions du Conseil Supérieur de la Justice seraient prises en formation collégiale complète, à la majorité absolue des suffrages. En cas de parité des voix, celle du président serait prépondérante.

La présidence du Conseil Supérieur de la Justice serait assurée par un membre effectif, élu pour la durée d'une année par ses pairs. La fonction de président ne pourrait être reconduite et devrait être assurée à tour de rôle par un membre issu de la magistrature et un membre non magistrat.

Hormis ses compétences en matière de nomination ou de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice rendrait des avis sur l'amélioration du fonctionnement de l'administration judiciaire, de même qu'il formulerait des recommandations dès lors qu'il estime qu'une plainte individuelle est fondée. Il soumettrait également un rapport annuel sur l'ensemble de ses activités, englobant les avis et les recommandations. Ce rapport serait adressé à la Chambre des Députés, au Ministre de la Justice et aux Chefs de Corps de l'administration judiciaire.

Sauf les décisions rendues en matière disciplinaire et les avis rendus en matière de nomination et de promotion, les avis et recommandations du Conseil Supérieur de la Justice ne seraient pas contraignants.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également rendre publics ses avis, recommandations ou rapports sous la forme qu'il jugerait opportune.

Recommandation

À la lumière des considérations contenues dans ce document, le Médiateur recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice, appelé à:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Réponse:

Par courrier du 30 avril 2007 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le Gouvernement continue sa réflexion sur l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Le Médiateur prend acte que dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 9 mai 2007, le Premier Ministre a confirmé que le Ministre de la Justice veut, dans le dialogue avec tous les acteurs de la justice, promouvoir l'idée d'un Conseil supérieur de la Magistrature qui pourrait examiner les plaintes concernant le fonctionnement de la justice ainsi que certaines questions en rapport avec la nomination des juges.

Enfin dans le rapport relatif au débat d'orientation sur la sécurité à Luxembourg, qui a eu lieu à la Chambre des Députés en date du 4 juillet 2007, la Commission juridique a accueilli favorablement l'idée de l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Voilà autant de prises de position qui, aux yeux du Médiateur, augurent bien des chances de voir se concrétiser l'idée d'un Conseil supérieur de la Justice.

E. Nouvelle recommandation

Recommandation N°27 relative à la lenteur de l'instruction de l'accident du Fokker 50 de la compagnie aérienne Luxair survenu le 6 novembre 2002

Le Médiateur saisi par les époux K. et Monsieur F. de deux réclamations relatives tant au manque d'information qu'à la lenteur de l'instruction de l'accident du Fokker 50 immatriculé LX-LGB survenu le 6 novembre 2002;

- considérant que le fils des époux K. et l'épouse de Monsieur F. ont trouvé la mort dans cet accident dans lequel 20 personnes ont succombé;

- considérant que depuis lors l'instruction de cette affaire est toujours en cours;

- considérant qu'au cours des dernières années tant les époux K. que Monsieur F. se sont adressés à d'itératives reprises au Juge d'instruction en charge du dossier afin d'être informés sur l'état d'instruction de cette affaire;

- considérant que ces demandes d'informations ont jusqu'à une date récente régulièrement connu la même réponse stéréotypée, à savoir que l'instruction serait toujours en cours;

- considérant que pour répondre aux réclamations dont il a été saisi, le Médiateur s'est adressé en date du 7 mars 2007 au Procureur Général d'État, pour obtenir des informations sur le délai approximatif dans lequel le Juge d'instruction compte pouvoir clôturer son instruction;

- considérant que le Médiateur s'est vu répondre par le Procureur d'État en lieu et place du Juge d'instruction que ce dernier traiterait le dossier en question prioritairement mais qu'il serait «impossible voir aventureux de répondre à la question quand un Juge d'instruction compte pouvoir clôturer son instruction»;

- considérant qu'une telle réponse n'est pas satisfaisante alors qu'elle ne permet pas au Médiateur de donner aux réclamants les explications requises quant à la diligence avec laquelle cette affaire a été traitée tout

au long de plus de quatre années écoulées depuis la survenance de l'accident en question;

- considérant qu'en vertu de l'article 6 paragraphe 1 première phrase de la Convention des Droits de l'Homme, «toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle»;

- considérant que d'après la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, le caractère raisonnable de la durée d'une procédure doit s'apprécier suivant des critères tenant tant à la nature du litige qu'au comportement des parties à la procédure et des autorités compétentes;

- considérant que pour ce qui est de la nature du litige il y a lieu de tenir compte à la fois de son degré de complexité et de l'enjeu de la procédure pour les requérants;

- considérant que depuis le dépôt de deux expertises techniques datant de janvier respectivement de décembre 2003 et surtout depuis les deux inculpations auxquelles il a été procédé en juin et en décembre 2004, le doute est pour le moins permis quant au degré de complexité particulière que contiendrait à revêtir cette affaire;

- considérant que depuis lors deux ans et demi se sont écoulés avant de voir le Juge en charge de l'instruction procéder à deux nouvelles inculpations au mois de juin 2007;

- considérant que l'enjeu de la procédure pour les parties civiles et donc pour les personnes dont les proches parents ont été les victimes d'un accident d'avion, requiert de la part des autorités judiciaires une diligence spéciale en vue de l'élucidation des circonstances et des causes de l'accident;

- considérant que pour ce qui est du comportement des autorités compétentes l'avocat de Monsieur F. a reçu en date du 30 avril 2007 l'information de la part du Juge d'instruction que celui-ci aurait chargé en date du 25 janvier 2006 le service de la police judiciaire de l'exécution de 17 devoirs différenciés;

- considérant qu'il y a lieu de déduire de cette information que depuis la deuxième inculpation à laquelle il a été procédé en date 16 décembre 2004 jusqu'au 25 janvier 2006 il ne semble pas y avoir eu d'activité de la part de l'autorité compétente;

- considérant qu'au regard de la gravité et de l'enjeu de cette affaire une période d'inactivité de plus d'un an n'est guère compatible avec les exigences de l'article 6 paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande à l'autorité compétente d'activer l'instruction de cette affaire en vue d'en clôturer l'instruction dans les tous meilleurs délais.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Beetebuerg um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1937	M. Aly Jaerling	Financement et inscription dans la Constitution luxembourgeoise des syndicats
1940	M. Aly Jaerling	Création d'un «Service national des Retraités»
1952	M. Aly Jaerling	Adhésion de la Turquie à l'UE
1978	M. Marco Schank	Ligne ferroviaire du Nord
1989	M. Marcel Oberweis	Programme Comenius
1990	M. Laurent Mosar	Déclaration du Ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner au sujet de l'Iran
1991	M. Aly Jaerling	Nuisances sonores causées par le passage des trains
2002	M. Carlo Wagner	Nombre de policiers affectés au centre d'intervention principal à Grevenmacher
2003	M. Marc Angel	Rotondes de Bonnevoie
2007	M. Ben Fayot	Communications ferroviaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg
2008	Mme Nancy Arendt	Protection des personnes bénéficiant de l'aide humanitaire luxembourgeoise contre des abus des laboratoires pharmaceutiques
2012	M. Carlo Wagner	Dépêche d'un expert français auprès du service de neurochirurgie au Centre hospitalier
2013	M. Jean-Pierre Koepf	Versement tardif des rémunérations aux étudiants
2014	M. Jean-Pierre Koepf	Retard des trains
2016	M. Marcel Oberweis	Prise en charge des frais médicaux et hospitaliers des étrangers en situation irrégulière
2018	Mme Anne Brasseur	Introduction de cours du Coran dans les programmes de l'école publique
2019	M. Laurent Mosar	Exécution d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale
2020	M. Félix Braz	Transposition de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres
2021	M. Félix Braz	Avis des partenaires sociaux et des ONG sur l'avant-projet de loi sur la libre circulation et sur l'immigration
2022	M. Félix Braz	Avis sur la modification de la législation sur la nationalité
2023	M. Félix Braz	Initiatives du Gouvernement visant la participation politique des étrangers
2024	M. Félix Braz	Résultats de la réunion de concertation sur la refonte de la réglementation des commissions consultatives communales pour étrangers
2034	M. Xavier Bettel	Réglementation de la circulation sur les voies publiques - Examen de la sueur ou de la salive afin de détecter la consommation de substances stupéfiantes
2036	M. Gast Gibéryen	Émission de nouveaux bulletins d'impôts pour les véhicules automobiles
2038	M. Gast Gibéryen	Forfaits remboursés par les caisses de maladie luxembourgeoises aux caisses de maladie allemandes
2039	M. Patrick Santer	Manifeste «Maintenant, il faut un vrai espace judiciaire européen»
2044	M. Camille Gira	Nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes
2045	M. Xavier Bettel	Expulsion d'un demandeur d'asile d'origine biélorusse

Question 1937 (21.8.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **financement et l'inscription dans la Constitution luxembourgeoise des syndicats**:

D'Regierung huet gréng Luucht gi fir eng Gesetzpropositioun zur Partiefinanzéierung an d'Verankeerung vun de Parteien an eiser Verfassung, fir datt d'Parteien kënnen onafhängeg vun allem Afloss hir politesch Missioun erfëllen.

D'Gewerkschafte sinn och e wichtige Pfeiler an eiser Demokratie an duerch hiren dagdeeglechen Asaz am Interesse vum Salarat an hir wichteg Missioun am Sozialdialog zum Erhale vum soziale Fridden, kann ee se op de gläichen demokrateschen wichtege Niveau wéi d'Parteien setzen.

Zudeem d'Gewerkschaften hir Delegierten och duerch gesetzlech festgeschriwwen fräi Wahle musse konfirméiere loossen. D'Gewerkschaftsdelegierte ginn zudeem nach vun alle Salariaéen, also och vun Netzbebuenger an Netrésidente gewielt. D'Sozialwahle si fir d'Gewerkschaften, grad sou wéi fir

d'Parteien, mat engem enorm héije Käschtepunkt verbonnen, well se dës eleng iwwert d'Beitrag vun hire Membere finanzéiere mussen a keng Spende kréien.

Des Weidere sinn d'Gewerkschaften duerch hiren dagdeeglechen Asaz am Interesse vum Salarat an duerch hir wichteg Informationspublikatiounen iwwert d'Rechter vum Salarat e besonnesch wichtige Pfeiler an der Kommunikatioun mam Salarat. Och dës Kommunikatiounen mussen d'Gewerkschafte mat de Beitrag vun hire Membere finanzéieren.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

- 1) Sinn d'Gewerkschaften net grad esou e wichtige Pfeiler vun eiser Demokratie wéi d'Parteien, a missten se net och an eiser Verfassung verankert ginn?
- 2) Misst de Gewerkschaften opgrond vun hirer wichtiger sozialer an informativer Missioun net och staatlech Ënnerstëtzung zougestane ginn, zum Bespill och opgrond vun hire Wahlresultater bei de Sozialwahlen?
- 3) Gedenkt d'Regierung och Virschléi ze ënnerbreede fir d'Gewerkschafte finanziell ze ënnerstëtzen a se och an eiser Verfassung ze verankeren?

Réponse (6.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Am Zesammenhang mat der Fro ob d'Gewerkschaften net missten, grad wéi dat am Ablack fir d'politesch Parteien geplangt ass, an eiser Konstitutioun verankert ginn an doriwier eraus och eng staatlech Ënnerstëtzung zougestane kréien, gesäit d'Regierung zurzäit keen Handlungsbedarf.

Den Text vun eiser Konstitutioun, sou wéi en aus der rezenter Revisioun vum 29. Mäerz 2007 vum Artikel 11 ervirgeet, ernimmt d'Sozialpartner, dorënner d'Gewerkschaften, net wuertwärtlech, ma grad wéi och an de Konstitutiounen vun eisen Nopeschlänner, sinn d'gewerkschaftlech Fräiheet an d'Streikrecht garantéiert.

Dësen Text gouf vun der Chamber, no zwoelf Joer Viraarbechten an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun, mat 45 Jo-Stimmen - dorënner déi vun honorablen Députierten -, kenger Neestimm a kenger Enthaltung, de 14. Mäerz 2007 am second vote constitutionnel uegheoll a gëtt e politeschen Konsens erëm, deen och d'Zoustëmmung vum Statsrot kritt huet. D'Regierung ass net gewillt acht Méint no der Ofännerung vun der Konstitutioun nees un dës wichtige Text ze goen.

D'Regierung verkennt net, datt d'Sozialpartner, deen ee sou gutt wéi deen aneren, eng wichtige Roll spillen. Als feste Bestanddeel vum oft bewährte Lëtzebuenger Modell a sengem Erfolleg, suerge si duerch e strukturéierte Sozialdialog, fir déi neideg Stabilitéit a fir d'Erhale vum sozialen Zesammenhalt an dem soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg.

Et läit awer an der Natur vun der Saach, datt déi verschidde Sozialpartner an hirem respektive Wirkungsberäich, d'Interesse vun hire Leit, d'Salariaéen oder d'Patronen, vertrieeden.

Am Géigesaz zu de politesche Parteien, déi zur Bildung vum Vollekswille bäidroen, dat allgemengt Wahlrecht zum Ausdrock bréngen an den demokrateschen Pluralismus expriméieren am Hibleck op d'Erhale vum Intérêt général, setzen d'Sozialpartner sech esou éischer dofir an, sektoriell Interessen ze verteidegen, déi dann och nach héiansdo am Widdersproch sti mam Intérêt général. Dorfir kann a soll een d'Roll vun deenen engen an deenen aneren net op deesewechte Niveau setzen.

Question 1940 (22.8.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **création d'un «Service national des Retraités»**:

Am Kader vun der Aféierung vum Eenheitsstatut soll och eng eenzeg Berufskummer fir Aarbechter a Beamte geschafe ginn. An deem Zesammenhang solle bei de Sozialwahle vun der Berufskummer och d'Rentner mat wile goen, fir d'Membere vum Plenum ze bestëmmen. Dëst kënn zu enger Verfälschung vun der Situatioun féieren, wa sech haaptsächlech Rentner géifen un de Wahle bedeelegen, wat net auszuschléissen ass, wann een déi lescht Partizipationsquoten analyséiert.

Dës Vermeschung schéngt mer net gesond, an duerfir plädéieren ech éischer fir eng Kummer fir d'Rentner, déi sech ëm déi spezifesch Bedürfnisser vun de Rentner kéint këmmen, an och Avisen zu Gesetzprojete kéint aus der Siicht vun der drëtter Generatioun verfaassen. Gradesou wéi et och noutwendeg wier, genau wéi bei deene Jonken, déi e «Service national de la Jeunesse» hunn, och e «Service national des Retraités» ze kreéieren.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wier et net un der Zäit, well eis Populatioun ëmmer méi al gëtt, de Rentner och endlech eng eegen Institutioun ze schafen, an där se sech ëm hir spezifesch Bedürfnisser kéinte këmmen?
2. Gedenkt d'Regierung Iwwerleeungen unzestriewen, fir eventuell eng Rentnerkummer an e «Service national des Retraités» anzeféieren?

Réponse (6.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

A senger parlamentarescher Ufro weist den Deputierten dorop hin, datt d'Aféierung vum Eenheitsstatut mat sech bréngt, datt eng eenzeg Berufskummer fir d'Aarbechter an d'Employéé geschafe wäert ginn. Bei de Sozialwahle fir dës Berufskummer sollen och d'Rentner mat wile goen.

Den Deputierte mengt, datt eng eege Berufskummer fir d'Rentner soll geschafe ginn, respektiv e «Service national des Retraités» soll op d'Bee gestallt ginn, fir déi spezifesch Interesse vun där eelerer Populatioun ze vertrieeden.

Dorops wëll ech folgend Äntwerte ginn:

Schafe vun enger eegener Berufskummer

Am Kontext vum Eenheitsstatut hunn eis déi zwou grouss Gewerk-

schafte aus dem Privatsecteur de Virschlag gemaach, fir nëmme méi d'Membere vun de Berufskummere vun alle schaffende Leit wile ze loossen an duerno dës gewielte Membere d'Delegatiounen vun de Krankekeese wile ze loossen.

Well awer bei de Wahle fir d'Berufskummeren déi pensionéiert Leit net mat gewielt hunn (am Géigesaz zu de Wahle fir d'Krankekeese) hunn d'Vertrieeder vun den zwou grouse Gewerkschaften aus dem Privatsecteur virgeschloen, fir de Rentner d'Wahlrecht fir d'Berufskummeren ze ginn, ee spezielle Grupp fir si ze schafen a si dann hir Vertrieeder selwer wile ze loossen.

Dëse Virschlag huet d'Regierung uegheoll, an et ass elo un deene verschidde Institutiounen, déi am gesetzberesche Prozess implizéiert sinn, hir Meinung derzou ze soen.

Schafe vun engem Service national des Retraités

Et besteet zënter 1976 e Conseil supérieur des Personnes âgées. Dësen ass e konsultatiivt Organ vun der Regierung a beschäftegt sech mat de Problemer vun eisen eelere Matbierger.

De Conseil setzt sech, nieft engem Vertrieeder vum Familljeministère, aus Vertrieeder vun de folgende representativen Organisatiounen zesammen:

- d'Amicale des Personnes retraitées, âgées ou solitaires (AMIPE-RAS)
- d'Association Luxembourgeoise de Gérontologie/Gériatrie (ALGG)
- d'Confédération Caritas Luxembourg
- d'Confédération générale de la Fonction publique
- d'Confédération générale du Travail du Luxembourg
- d'Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de la prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes (COPAS)
- d'Confédération luxembourgeoise des Syndicats chrétiens
- d'Conférence nationale des Religieuses du Luxembourg
- d'Croix-Rouge luxembourgeoise
- d'Entente des Gestionnaires des Institutions pour Personnes Âgées (EGIPA)
- de Lëtzebuenger Rentner- an Invalidenverband (LRIV)
- de Service RBS.

Dernieft goufe siwe Persoune wéinst hirem spezifesch Wëssen an de Beräicher vun der Geriatrie an der Gerontologie als cooptéiert Membere genannt.

Am Familljeministère gëtt sech an der Divisioun II ënner anerem och ëm d'Uleies vun den eelere Leit gekëmmert an ähnlech Initiativen ënnerstëtzt wéi déi, déi e Service national de la Jeunesse Jonken ubidd. Am Kader vun der Kompetenzpolitik vum Ministère sinn et all déi Moosnamen a Servicer, déi et den iwwer 50-jähregen erlabe sech weiderzebilden, an hei besonnesch och wat nei Technologien ueget, an Neies ze léieren. Si bidden och eng Hällewull vu kulturellen, sportlechen a Fräizäitaktivitéiten un an droen zu der aktiver Bedeelegung vun de Senioren an der Gesellschaft bäi.

Zesumme mat deem Departement sinn et haaptsächlech de Service RBS an déi 16 Club-Senioren, déi dës Politik national, regional a lokal am Alldag ëmsetzen.

Dernieft ënnerstëtzt de Ministère och Organisatiounen vun eelere Leit wéi d'AMIPERAS, de Lëtzebuenger Rentner- an Invalidenverband, d'Heinzelmännchen an de Contact humain.

Ech verweisen och op den Internetsite luxsenior.lu - de Lëtzebuenger Internetsite, dee konkret Informatiounen fir eelere Leit ubidd - oder op Projete wéi Babuschka (hei gëtt

versicht, eeler Leit ze sensibiliséieren, fir datt si bei sech doheem e Student vun der Uni Lëtzebuerg ophuelen) an de Senioresécherheetsberoder (dëst si Senioren, déi no enger vun der Polizei duerchgefëierter Formatioun fäeg sinn, als Multiplicateur, anere Senioren op bénévoler Basis Tippen an Erfahrung fir déi eege Sécherheet weiderzeginn).

Dem honorablen Deputéierte seng Suerg, datt d'Interesse vun den eelere Matbierger net géife genuch vertruede ginn, ass also net berechtigt.

Question 1952 (31.8.2007) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE:

Aus den Dageszeitunge war gewuer ze ginn, datt den Här Statsminister am Kontext mat der Presidentschaftswahl an der Tierkei, dem neien tierkesche President matgedeelt hätt, Lëtzebuerg vir voll a ganz fir e Bättréit vun der Tierkei an d'EU.

Et kann een net dermat d'accord sinn, datt den Här Statsminister d'Lëtzebuerg Vollek mat esou enger formeller Ausso engagéiert zu eppes, wouriwwer et ni konsultéiert gouf.

Datt war sécherlech just dem Här Statsminister seng eege Meinung respektiv säi Wonschdenken, dat en do ausgedréckt huet.

Well ech ka mech net erënneren, datt d'Lëtzebuerg Vollek respektiv d'Parlament d'Méiglechkeet hatten, fir sech zu engem Bättréit vun der Tierkei an d'EU ze äusseren.

Et huet sech bei den Diskussionen iwwer de Verfassungsvertrag vun der EU éischer herausgeschéit, datt d'Lëtzebuerg net esou begeeschtert ware fir e Bättréit vun der Tierkei an d'EU, och wann de Bättréit vun der Tierkei an d'EU näischt mam Verfassungsvertrag ze dinn hat. Et ass awer souguer e Referendum gefuerdert ginn iwwer déi Fro.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

- Opgrond vu wat fir engen Dispositione kann den Här Statsminister der Tierkei offiziell Zousoe vu Lëtzebuerg zu engem Bättréit an d'EU maachen, ouni datt d'Lëtzebuerg Parlament respektiv d'Lëtzebuerg Vollek d'Méiglechkeet kruten, sech dozou ze äusseren?

Réponse (9.11.2007) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

Ech wëll mech fir d'éischt mol beim honorablen Här Deputéierten Aly Jaerling fir de Retard entschëllegen, deem d'Äntwert op seng Fro kritt huet.

A mengem Gléckwonschschreiwes vum 28. August 2007 un deem neigewielten tierkesche President Abdullah Gül hunn ech zum Ausdrück bruecht, datt d'Lëtzebuerg Regierung no wéi vir zu allen Elementer vun de Konklusioun steet, déi den Europäesche Rot vum Dezember 2004 am Zesammenhang mat dem Lancéiere vun de Verhandlungen mat der Tierkei geholl huet.

Zu deene Konklusioun gehéiert och d'Prézioun, datt dës Verhandlungen ee Prozess duerstellen deem säin Ausgang net ka vu vira festgeluecht ginn.

Question 1978 (14.9.2007) de M. Marco Schank (CSV) concernant la ligne ferroviaire du Nord:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1167 du 12 juillet 2006 (cf. *compte rendu N°16/2005-2006*), Monsieur le Ministre des Transports m'a informé qu'au vu

de la situation financière précaire de l'État, la mise à double voie de la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau, initialement prévue pour les années 2008 et 2009, a dû être reportée aux années 2011 et 2012.

Or, des travaux de réhabilitation sont en train d'être réalisés sur le tronçon Ettelbruck-Michelau, notamment sur le pont ferroviaire au P.K. 54,174. Selon mes informations, il est prévu de remplacer ce dernier par une nouvelle construction à voie unique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la construction d'un nouveau pont ferroviaire à voie unique au P.K. 54,174?

- Dans l'affirmative, cette nouvelle construction ne va-t-elle pas hypothéquer la mise à double voie de la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau?

- Pourquoi n'est-il pas prévu d'y installer directement un pont à double voie?

Réponse (5.11.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Dans sa question parlementaire N°1978 du 24 septembre 2007 Monsieur l'honorable Député Marco Schank se renseigne quant au pont rivière situé à Michelau au point kilométrique 54,147 de la Ligne du Nord qui sera remplacé par un ouvrage d'art à voie unique.

Au début de l'année 2007 d'importants travaux ont été entamés en vue du remplacement dudit pont ferroviaire qui se trouvait dans un mauvais état et présentait des défauts (déformations de maçonnerie, affouillements de parties en contact avec le cours d'eau...) nécessitant une réparation urgente. Le projet actuellement en cours prévoit la mise en place d'une nouvelle isolation d'étanchéité sur un nouveau support en béton ainsi que des travaux de confortement et de sécurisation des parties maçonnées de l'ouvrage.

La mise à double voie dudit pont n'est pas préconisée au vu de sa situation géographique particulière. Celui-ci est situé à 200 mètres du tunnel de Bourscheid qui au vu de son faible gabarit avait été mis à voie unique lors de l'électrification de la Ligne du Nord. Une mise à double voie du pont ainsi que du tunnel exigerait des moyens financiers très importants; l'augmentation de l'ouvrage libre du tunnel nécessitant pratiquement sa reconstruction, voire l'adjonction d'un deuxième tube.

Il est à relever que le fait de limiter le pont en question à une seule voie n'empêchera pas l'aménagement d'une voie d'évitement en gare de Michelau qui est prévue entre les points kilométriques 52,600 et 53,750 et n'englobe pas le point kilométrique 54,147 où se trouve l'ouvrage d'art en question.

Question 1989 (17.9.2007) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le programme Comenius:

Depuis 1995, le programme Comenius vise à renforcer la dimension européenne dans le domaine de l'éducation, en promouvant notamment la mobilité et la coopération entre établissements scolaires.

Les partenariats scolaires Comenius donnent l'opportunité aux élèves et aux enseignants de travailler ensemble pendant deux années sur des thèmes qu'ils définissent conjointement.

Comenius permet d'accueillir un futur enseignant de l'un des trente autres pays participant au programme; celui-ci enseigne une discipline dans une langue étudiée par les élèves mais fait également bénéficier ces élèves d'une initia-

tion à la langue et à la culture de son pays.

En Europe, chaque année, Comenius met en synergie 11.000 écoles et permet à 100.000 enseignants et à 750.000 élèves de s'impliquer dans une démarche européenne. Environ 7.000 enseignants suivent une activité de formation continue en Europe et 1.100 futurs professeurs vivent un assistantat dans une école d'accueil.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Madame la Ministre de la Famille et de l'intégration:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles un futur enseignant participant au programme Comenius ne peut plus profiter des allocations familiales?

Réponse commune (5.11.2007) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

La participation au programme européen Comenius n'est pas un critère d'octroi des allocations familiales au Luxembourg. En l'absence d'autres données relatives aux conditions d'octroi des allocations familiales d'un étudiant poursuivant un stage dans le cadre de ce programme, il n'est pas possible de fournir une réponse précise.

Conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales, les allocations familiales sont octroyées notamment jusqu'à 18 ans. Elle peuvent encore être maintenues jusqu'à 27 ans si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études secondaires, secondaires techniques, professionnelles, supérieures ou universitaires ainsi qu'aux activités de volontariat au sens de la loi du 28 janvier 1999 sur le service volontaire et que les études ou la formation professionnelle conduisent à une qualification officiellement reconnue par les autorités luxembourgeoises, sinon par celles de l'État sur le territoire duquel les études ou la formation professionnelle sont effectuées ou que le service volontaire effectué à l'étranger corresponde aux activités définies par la loi du 28 janvier 1999.

Par ailleurs, l'article 6 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1985 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales, en faveur des étudiants dépassant l'âge de 18 ans précise que «l'exercice simultané, au cours des études, d'une activité professionnelle fait toujours perdre le bénéfice aux allocations familiales si les revenus de cette activité professionnelle de l'enfant sont égaux ou supérieurs au salaire social minimum de référence ou si la durée de l'activité professionnelle excède quatre mois.

La présente disposition s'applique aux apprentis et stagiaires qui touchent des indemnités égales ou supérieures au salaire social minimum de référence...».

Le programme Comenius n'est donc a priori pas assimilable à des études supérieures mais est probablement à assimiler à un stage professionnel. En l'absence de règles précises prévues dans la législation relative aux allocations familiales quant à la définition d'un stage, le comité-directeur de la Caisse nationale des Prestations familiales a décidé d'assimiler un stage professionnel à des études uniquement au cas où ce stage est prescrit obligatoirement pour parfaire les études et obtenir un diplôme reconnu. S'il s'agit d'un enseignant étranger participant au programme européen Comenius et qui vient accomplir son stage au

Luxembourg, il peut avoir droit aux allocations familiales conformément à la législation de son pays d'origine, sauf s'il était déjà affilié antérieurement au Luxembourg au titre d'une activité professionnelle et qu'il a ensuite repris ses études. Je me permets de rappeler que dans nos pays voisins, les allocations sont limitées à l'âge de 21 ans pour la France, et de 25 ans pour la Belgique et l'Allemagne.

Question 1990 (18.9.2007) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la déclaration du Ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, au sujet de l'Iran:

Le Ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner a suscité la surprise avec une déclaration-choc sur l'Iran, appelant à se «préparer au pire» c'est-à-dire à une possible «guerre» avec l'Iran et en réclamant des sanctions européennes contre Téhéran en dehors du cadre de l'ONU.

Cette déclaration intempestive a suscité de nombreuses irritations de la part des partenaires au sein de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA).

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration:

- Est-ce que le Gouvernement entend réagir officiellement à une déclaration du chef de diplomatie française?

- Est-ce que cette déclaration fera l'objet d'une discussion lors d'un prochain Conseil des Ministres européens?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'accord qui vient d'être conclu entre le Secrétaire de l'AIEA et la République islamique d'Iran?

Réponse (31.10.2007) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

Le Gouvernement a pris note des déclarations du Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République française au sujet de l'Iran, ainsi que des clarifications et précisions apportées par Monsieur Bernard Kouchner à la suite des interprétations qui en furent faites dans la presse. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à la tribune de la 51^e session de la Conférence générale de l'AIEA, il me semble «politiquement inopportun d'évoquer la possibilité d'une guerre avec l'Iran et de dire que le monde devrait 'se préparer au pire'. Au contraire, il s'agit d'éviter à tout prix une intervention militaire, donc d'explorer toutes les voies de l'arsenal diplomatique avec intelligence et patience».

Lors du Conseil «Affaires générales et relations extérieures» le 15 octobre dernier à Luxembourg, les Ministres européens ont évoqué, une nouvelle fois, longuement le dossier nucléaire iranien. Ils ont réaffirmé à cette occasion leur soutien aux efforts déployés pour trouver une solution négociée et durable à la question nucléaire iranienne et leur appui sans réserve aux efforts consentis par le Haut Représentant Solana au nom de l'Union européenne et de la communauté internationale afin d'encourager l'Iran à reprendre les pourparlers sur des arrangements à long terme. Ils ont dû constater toutefois qu'à ce stade l'Iran n'a pas répondu à l'appel unanime lancé par la communauté internationale pour qu'il suspende ses activités liées à l'enrichissement, et qu'il a décliné l'offre de négociation. C'est pourquoi le Conseil est convenu que l'UE examinerait quelles nouvelles mesures elle pourrait prendre à l'appui du processus conduit par les Nations Unies et des objectifs partagés par

toute la communauté internationale.

S'agissant de l'accord conclu entre le Secrétaire de l'AIEA et la République islamique d'Iran pour résoudre toutes les questions concernant les activités nucléaires que l'Iran a menées dans le passé, il s'agit là d'un pas dans la bonne direction que le Conseil des Ministres de l'UE a également salué. Comme l'indique le directeur général de l'AIEA dans son rapport, pour instaurer la confiance dans le caractère pacifique du programme nucléaire iranien, l'Agence doit pouvoir fournir l'assurance qu'il n'y a pas de matières et d'activités nucléaires non déclarées, par la mise en œuvre du protocole additionnel et des mesures de transparence requises. Le Conseil a engagé l'Iran à fournir à l'AIEA toutes les informations requises et à faire preuve de coopération. Il reste que l'Iran n'a toujours pas pris les dispositions nécessaires pour se mettre en conformité avec les trois résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies: d'où, la demande des Ministres européens aux instances compétentes du Conseil de formuler un avis quant à d'éventuelles nouvelles mesures à prendre.

Question 1991 (19.9.2007) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les nuisances sonores causées par le passage des trains:

D'Nuetsrou an e gesonde Schlof si fir d'Mënschen, besonnesch déi, déi musse schaffe goen, eminent wichtig fir de Biorhythmus; duerfir sinn zum Beispill um Flughafen d'Nuetsflug verbueden.

Leider ass et awer esou, datt d'Nuetsrou bei der Eisebunn net esou wichtig erschénkt, well iwwer d'Nuecht duerch de Giddertransport zirkuléiert. Dat zum Beispill um Trajet zu Esch op der Bunn laanscht de Kennedy-Boulevard, de Prënzeréng a laanscht d'Ootherstrooss, wou et nuets ëmmer méi onméiglech gëtt, duerchgeschlofen.

Et gëtt sech ëmmer opgereegt iwwer de Kaméidi, deem duerch Diskothéiken an der Ootherstrooss zu Esch nuets entsteet, de Kaméidi, deem duerch d'Giddertransporter entsteet, ass zéngmol méi schlëmm.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1) Ass dem Här Minister bekannt, datt iwwer d'Bunn zu Esch nuets Giddertransport duerchgeet an duerfir d'Leit do net kënnen schloufen?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt zumindest nuets keng Giddertransporter méi gefuer ginn?

3) Wier et net ze iwwerleeën, fir laanscht déi Eisebunnstrecken, déi duerch Wunngebied ginn, Antikaméidipanneauen ze installéieren?

Réponse (5.11.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Mat senger parlamentarescher Ufro mécht den Här Deputéierten Aly Jaerling op de Kaméidi opmierksam, deem nuets duerch Gidderzich zu Esch/Uelzecht verursaacht gëtt.

En Deel vun de Gidderzich mussen nuets fueren, well am Dag op dëser Streck vill Persouneverkéier gefuer gëtt an domat net genuch Capacitéit op der Streck ass, fir all d'Gidderzich iwwer Dag fueren ze loossen.

Nuets fuere virun allem internationaler Gidderzich vun der Relatioun Antwerpen-Basel, déi Lëtzebuerg als Transitland benotzen.

D'Zich iwwer aner Strecke fueren ze loossen, verursaacht nëmmen eng Verlagerung vum Problem. Deelweis misst een dann op zwou Lokomotiven pro Zuch zréckgräifen, wat dann nach méi Kaméidi verursaache géif. D'Verleeë vun deesen Transporter op d'Strooss géif heeschen, datt 760 Camionen pro Dag méi op eise Stroossen ënnerwee wieren, wat zu ontolérabele Mëssstänn op eise Stroosse géif féieren. Dobäi ass ze bemierken, datt en Deel vun de Wueren, déi mam Zuch gefouert ginn, schwieereg iwwert d'Strooss ze transportéieren wieren.

Verschiede Mesurë goufen awer elo rezent geholl, fir de Kaméidi op dëser Plaz ze reduzéieren.

Sou goufen déi eeler Lokomotive vun de Serien 800 an 900 duerch nei modern Lokomotive vum Typ G1206 ersat, déi manner Kaméidi maachen an déi manner Nuisancë généréieren.

D'Schinne goufen all an Tëschenzäit uneneegeschweesst, wat de Kaméidi däitlech reduzéiert.

D'CFL Cargo huet des Weidere 540 nei Wagone bestallt, déi mat extrae Bremsuelen ausgerüst sinn, fir datt se manner Kaméidi maache sollen.

Question 2002 (24.9.2007) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant le nombre de policiers affectés au centre d'intervention principal à Grevenmacher:

Récemment une quarantaine de nouveaux policiers ont été assermentés en présence de Monsieur le Ministre de la Justice dans la cour de l'abbaye Neumünster. Selon la presse quotidienne, plusieurs des nouveaux policiers seraient destinés à renforcer le personnel du centre d'intervention principal d'Est à Grevenmacher.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si parmi ces nouvelles recrues il y en a qui sont destinées à renforcer le centre d'intervention principal d'Est?

- Dans l'affirmative, quel est le nombre exact de policiers destinés à renforcer le personnel du centre d'intervention en question?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre exact de policiers affectés actuellement au sein du centre d'intervention principal à Grevenmacher? Comment a évolué ce chiffre depuis 2002?

- Monsieur le Ministre peut-il m'également informer sur l'évolution du personnel au sein des commissariats de proximité dans l'Est de notre pays depuis 2002?

Réponse (9.11.2007) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Afin d'assurer la sécurité des citoyens, les effectifs des différents services de police de la circonscription régionale de Grevenmacher ont été constamment renforcés depuis la création du corps de la Police grand-ducale il y a sept ans. Ainsi, 33 fonctionnaires de police supplémentaires y ont été affectés depuis l'an 2000, ce qui correspond au renforcement régional le plus important du pays. Parmi ces 33 fonctionnaires, 17 policiers ont été affectés aux centres d'intervention et aux commissariats de

proximité, 14 policiers aux services régionaux, notamment au service de recherche et d'enquête criminelle, et deux à la direction régionale. Depuis l'an 2002, 26 fonctionnaires sont affectés au centre d'intervention régional de Grevenmacher.

Comme déjà annoncé, j'ai demandé à la direction générale de la police de doter au cours des trois prochaines années tous les centres d'intervention et de proximité de personnel supplémentaire. Ce renforcement se fera naturellement par étapes, en tenant compte des renforcements des dernières années, de l'évolution de la délinquance et de la population résidente.

Question 2003 (25.9.2007) de **M. Marc Angel (LSAP)** concernant les rotondes de Bonnevoie:

Actuellement, les deux rotondes de Bonnevoie accueillent dans le cadre de l'année culturelle européenne 2007 aussi bien des créations internationales pointues que des projets innovateurs réalisés par les acteurs locaux, ainsi qu'un programme ambitieux dédié au jeune public. Tandis que la rotonde inférieure a été rénovée entièrement, la rotonde supérieure n'a été rénovée, faute de temps, que provisoirement.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche les questions suivantes:

- Dans quel état se trouve actuellement la rotonde supérieure? Pour quand sont prévus les travaux finaux de rénovation? S'agira-t-il d'une rénovation de fond en comble ou de travaux ponctuels et complémentaires? Quel sera le coût financier de ces travaux?

- Est-ce que le site, et plus particulièrement la rotonde inférieure, pourra continuer à accueillir des manifestations pendant les travaux de rénovation de la rotonde supérieure?

Avec le déclenchement de la phase finale de l'année culturelle 2007 se pose la question de l'affectation future des deux rotondes.

- Existe-t-il déjà un concept d'exploitation global pour les deux rotondes pour l'après 2007?

- Sinon, est-il prévu d'organiser un concours d'idées, afin d'aboutir à un tel concept? Est-ce que Madame la Secrétaire d'État compte convoquer un groupe de travail Gouvernement et Ville de Luxembourg qui se prononcera sur le futur des rotondes?

Réponse (25.10.2007) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

Monsieur le Député Marc Angel rappelle dans sa question parlementaire que les deux rotondes de Bonnevoie accueillent pendant l'année culturelle des créations internationales, des projets innovateurs réalisés par les acteurs locaux ainsi qu'un programme ambitieux dédié au jeune public.

À ses questions concernant l'état des rotondes et l'échéancier autour de leur assainissement et de l'affectation future de ces lieux, je voudrais tout d'abord rappeler que l'année 2007 de la Capitale européenne de la culture est toujours en plein cours et que les Rotondes sont encore utilisées dans le cadre de la programmation de cette année culturelle. En toute logique, ce n'est qu'après la désaffectation des deux Rotondes au service de l'année de la Capitale européenne de la culture que les réponses à certaines questions trouveront une réalisation concrète.

Propriété de l'État sous la responsabilité du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et restaurés sous l'égide du Service des Sites et Monuments nationaux au moyen des fonds financiers du Fonds pour les monuments historiques, les deux Rotondes sont destinées à être sauvegardées et à servir des fins culturelles voire le cas échéant socioculturelles.

Ayant fait figure d'épicentre de l'année culturelle, l'espace des deux Rotondes avec le bâtiment administratif est actuellement utilisé par la Coordination générale de «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture, 2007» pour les affectations suivantes:

Rotonde 1: expositions d'art contemporain, cérémonie d'ouverture du 9 décembre 2006. Restaurant «La Serre Bleue».

Rotonde 2: programme jeune public multidisciplinaire avec une programmation de la Coordination (Traffo, ABC, ...) et avec des hôtes socioculturels.

Dans l'ancien hangar a été installé le bistro «Exit07».

Le bâtiment administratif accueille actuellement les bureaux de la coordination générale avec salle de réunion.

La Place de la Rotonde ayant jadis servi de parking, elle est, courant 2007, devenue une place fermée entourée de conteneurs (cuisine, bureaux presse et technique, loges d'artistes, toilettes) ainsi que des deux terrasses de la Serre Bleue respectivement de l'Exit07.

D'ici le 9 décembre 2007, l'état des lieux sera le suivant:

- la période d'autorisation temporaire des lieux en concordance avec la législation commodoincommodo (accordée pour deux fois six mois) sera révolue.

- La Rotonde 1 sera en principe rapidement réutilisable, sous réserve d'aménagements au niveau du plancher installé provisoirement, d'un système de chauffage/climatisation, de l'isolation acoustique. À ces fins, la structure restaurant et accueil, réutilisable, devra être démantelée.

Ces travaux s'étendront sur une période de six mois environ.

- La Rotonde 2 devra être complètement fermée pour des travaux d'assainissement et de réhabilitation comprenant les aspects suivants:

- assainissement du sol (enlèvement de la chape provisoire et du sous-sol sur une profondeur de plus d'un mètre, fermeture)
- réparation en profondeur de la toiture et du vitrage
- mesures d'isolation
- installations techniques
- installations de chauffage et de climatisation pérennes.

À cela s'ajoute l'assainissement d'une partie de la place des Rotondes. Il s'agit surtout des travaux d'assainissement définitifs des surfaces les plus polluées, de mise en conformité des circuits d'eau, de canalisation et d'électricité ainsi que d'adaptation de toutes les mesures de sécurité nécessaires.

Dans le meilleur scénario (début des études de suite, procédures d'autorisation courtes, peu de mauvaises surprises), les délais à prévoir se situeraient début 2009 pour l'achèvement des travaux d'assainissement et début 2010 pour une réouverture du site au public.

Rien que pour l'assainissement, les coûts sont actuellement estimés par un bureau spécialisé à 1 million d'euros. Les coûts pour une rénovation respectant la texture originale de la Rotonde 2 ne diffèrent pas considérablement de ceux de la Rotonde 1, même avec une restauration quelque peu différente du premier bâtiment.

La question de savoir si la Rotonde 1 pourra être utilisée pendant les travaux d'assainissement et de réhabilitation des autres parties du site n'est pas encore tout à fait claire, mais compte tenu de la dispersion des foyers de pollution, il serait assurément préférable et plus facile au niveau du déroulement des travaux de laisser la Rotonde 1 fermée jusqu'à l'achèvement complet des travaux d'assainissement.

Pour ce qui est de l'affectation future des Rotondes, les responsables ont vu dans l'année 2007 une phase test pour l'exploitation du site. Au vu des expériences de 2007, la Coordination générale de «Luxembourg 2007» propose, dans un dossier soumis aux responsables du Gouvernement et de la Ville de Luxembourg, les affectations suivantes:

«- Le site devrait être utilisé dans son intégralité comme une sorte de centre culturel (de création et de rencontre) avec un positionnement très précis par rapport aux lieux existants dans la Ville de Luxembourg et dans le pays.

- La philosophie du centre devra se distinguer de celle du Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, ceci pour éviter des doubles emplois. La différenciation devrait surtout se faire au niveau des publics cibles (grand public avec mission de centre de conférences pour Neumünster, jeune public et public urbain d'amateurs de la culture pour les Rotondes). Le lieu des Rotondes répondrait donc à une nouvelle image plus jeune et plus cosmopolite pour le Luxembourg et surtout de sa capitale.

- L'image de marque du site serait donc la Création et l'Innovation. À côté du programme jeune public de la Rotonde 2, la Rotonde 1 attirerait plutôt un public de jeunes urbains, de frontaliers et de touristes culturels (débarquant du TGV), de professionnels du futur site réaménagé de la Gare, et bien sûr d'un grand public qui se sent encore jeune d'esprit et d'âme.

- La pérennisation de la Serre bleue, de l'Exit07 et de la place des Rotondes comme lieux publics devra permettre d'éviter la perception d'un lieu cloisonné au milieu de quartiers populaires.»

Je partage les vues et conclusions ainsi exposées au vu des expériences que l'on peut tirer du déroulement de l'année culturelle. Ainsi, les propositions ci-dessus sont actuellement étudiées avec les responsables de la Ville de Luxembourg, des réunions ayant lieu dans les prochains jours. D'ici la clôture de l'année de la Capitale européenne de la Culture 2007, une orientation plus précise devrait se dégager alors qu'il est établi que les Rotondes devront être temporairement fermées pour des travaux de restauration et de mise à niveau.

Question 2007 (26.9.2007) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant les communications ferroviaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg:

Le 19 septembre 2007, lors d'une audition au Sénat français devant la délégation pour l'Union européenne, Monsieur Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, a pris position en matière de siège du Parlement européen pour affirmer que la France tient évidemment à Strasbourg comme ville européenne. Il a ajouté: «Pour Strasbourg, il faut d'abord obtenir de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF) un bon contournement de Paris pour disposer de relations avec Bruxelles par les trains à grande vitesse.»

Ce que d'aucuns ont prévu de longue date, à savoir le court-

circuitage de Luxembourg et de la ligne Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles par le TGV entre Strasbourg, Paris et Bruxelles semble donc être devenu un élément important de la politique du siège du Gouvernement français.

Or, Luxembourg a un intérêt capital d'avoir une liaison rapide et confortable avec Strasbourg d'une part, avec Bruxelles, d'autre part, et entre les trois capitales, pour assurer à long terme le siège européen.

Il ne faut certes pas ignorer les efforts entrepris ces dernières années pour améliorer le service ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles. Mais il est un fait que la tendance générale est à démanteler les lignes internationales qui ne sont pas à grande vitesse, ce dont la communication ferroviaire entre Bruxelles et Strasbourg a pâti ces dernières années.

- Étant donné cette évolution, Monsieur le Ministre peut-il me dire comment le Gouvernement entend se positionner à moyen terme en matière de communications ferroviaires internationales et particulièrement sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg.

Réponse (5.11.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Par sa question parlementaire N°2007 du 26 septembre 2007 Monsieur l'honorable Député Ben Fayot se pose des questions au sujet de la desserte du Luxembourg en sachant que le Secrétaire d'État français chargé des affaires européennes a déclaré qu'il amènera la SNCF à réaliser un bon contournement de Paris pour disposer de bonnes relations ferroviaires à grande vitesse entre Strasbourg et Bruxelles.

La SNCF envisage effectivement la prolongation des trois TGV quotidiens circulant actuellement entre Strasbourg et Lille jusqu'à Bruxelles pour le deuxième semestre de l'année 2008.

En effet, la relation Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles utilisant des lignes classiques n'étant pas rentable ni pour la SNCF, ni pour la SNCB, ceux-ci essaient d'intégrer les trains circulant sur cette ligne dans les services publiques afin qu'ils soient financés respectivement par les régions concernées et l'État.

Le projet EuroCap-Rail reste quand même d'actualité afin d'augmenter l'attractivité du transport ferroviaire entre les trois capitales européennes.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante. Cette réalisation se fera, dans la mesure du possible sous forme d'une prolongation de la branche Strasbourg-Luxembourg du TGV est-européen vers Bruxelles. Ce projet s'inscrit comme simple prolongation du TGV est-européen, qui a son tour a déjà été retenu comme projet N°2 sur la liste des projets prioritaires adoptée par le Sommet d'Essen en décembre 1994.

Le Luxembourg se félicite de la volonté commune prioritaire et concrète de réaliser le projet EuroCap-Rail en procédant à des travaux de modernisation importants de l'infrastructure existante tout en réduisant les temps de parcours.

Les premiers travaux ont été entamés en Belgique en décembre 2006.

Afin de préserver la qualité des circulations pendant toute la durée des chantiers, ceux-ci devront être harmonieusement répartis sur l'ensemble de la ligne et soigneusement coordonnés avec les travaux RER qui seront réalisés pendant la même période entre Ottignies et Bruxelles. L'ensemble de la planification des travaux telle qu'elle se

présente actuellement s'étirera de 2006 à 2014 et comportera notamment la réélectrification de la ligne, des améliorations à Gembloux, Ciney et Jemelle, la rectification de dix courbes et l'adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h.

L'ensemble des travaux marquants à réaliser se présente comme suit:

- réélectrification de la ligne: 2007 - 2013
- amélioration à Gembloux: 2007 - 2010
- amélioration à Ciney: 2007 - 2011
- amélioration à Jemelle: 2012 - 2014
- rectification de dix courbes: 2008 - 2014
- adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h 2006 - 2014

Les travaux de modernisation à réaliser sur le territoire luxembourgeois concernent le renouvellement des infrastructures de la ligne de Luxembourg à la frontière belge, le redressement des courbes en vue du relèvement de la vitesse sur la même ligne et la construction d'une gare nouvelle à Cessange.

Du côté luxembourgeois, une étude de marché est en train d'être réalisée afin d'évaluer le potentiel de la clientèle (luxembourgeoise ou résidente au Luxembourg) sur l'axe Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Suisse. Les résultats de cette étude devraient être disponibles au début de l'année prochaine.

Le protocole d'accord relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV est-européen signé entre la République française et le Grand-Duché de Luxembourg le 28 janvier 2002 à Remilly prévoit qu'après la réalisation de la deuxième phase de la ligne à grande vitesse est-européenne quatre TGV quotidiens circuleront entre Luxembourg et Strasbourg. Pour éviter que la clientèle luxembourgeoise soit privée de toute connexion avec la Suisse, des pourparlers sont en cours pour prolonger ces TGV au moins jusqu'à Bâle.

Question 2008 (26.9.2007) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **protection des personnes bénéficiant de l'aide humanitaire luxembourgeoise contre des abus des laboratoires pharmaceutiques**:

Un grand laboratoire pharmaceutique américain a annoncé en date du samedi 22 septembre avoir mis fin aux essais d'un vaccin contre le sida après qu'une étude a montré qu'il n'était pas efficace. L'Institut national américain des Allergies et des Maladies infectieuses (NIAID), qui cofinancé ce vaste essai clinique, avait déjà annoncé vendredi 21 septembre la décision d'un comité indépendant d'y mettre fin. Depuis le mois de février, le prototype était testé sur 700 personnes non contaminées dans cinq hôpitaux sud-africains, ce qui en faisait le premier essai de cette ampleur jamais mené en Afrique.

Il s'avère que certains géants pharmaceutiques profitent des populations pauvres des pays en voie de développement en les traitant sans les informer avec des nouveaux médicaments encore jamais testés sur l'homme.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Gouvernement estime-t-il que des laboratoires pharmaceutiques pourraient abuser des programmes de l'aide humanitaire afin

de tester de nouveaux médicaments?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement, peut-il me renseigner si des personnes profitant de l'aide humanitaire luxembourgeoise ont été victimes d'essais pharmaceutiques illégaux?

- Dans le cadre des programmes de coopération, existent-ils des mécanismes de contrôle afin de protéger contre des abus des laboratoires pharmaceutiques les personnes bénéficiant de l'aide humanitaire luxembourgeoise?

Réponse (9.11.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

1. L'honorable Députée fait référence à d'éventuels abus dans le cadre de l'exécution de programmes humanitaires. À cet égard, il convient d'observer que l'accompagnement étatique des programmes humanitaires a précisément pour objectif d'encadrer l'exécution de ces programmes et de contribuer à éviter des abus.

2. Le Gouvernement n'a aucune connaissance d'illégalités du type de celles mises en avant par l'honorable Députée et qui seraient liées à l'exécution de programmes humanitaires dits «luxembourgeois».

3. La réponse à cette question est affirmative. On peut notamment citer dans ce contexte les procédures suivantes: identification et formulation des projets, suivi de leur exécution, obligation de faire rapport, évaluation et contrôle, procédure d'agrément des ONG, etc. Pour le surplus, il est renvoyé à la réponse à la première question.

Question 2012 (27.9.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **dépêche d'un expert français auprès du service de neurochirurgie au Centre hospitalier**:

Suite aux plaintes relatives au service de neurochirurgie émises par la «Patientevertriedung», le Ministre de la Santé a dépêché un expert français auprès du service concerné afin d'analyser la situation et de procéder à un audit.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi le choix s'est-il porté précisément sur cet expert?

- Est-ce que des critères ont été établis avant la désignation de l'expert en question?

- Dans l'affirmative, quels sont ces critères?

- Monsieur le Ministre juge-t-il que les conclusions d'un seul expert sont susceptibles d'être suffisamment objectives?

- N'aurait-il pas fallu demander l'avis d'au moins un expert supplémentaire?

Réponse (22.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

D'après l'honorable Parlementaire j'aurais confié à un expert étranger une mission d'évaluation du service de neurochirurgie du CHL «suite aux plaintes relatives au service de neurochirurgie émises par la 'Patientevertriedung'».

En fait je n'ai pas attendu l'intervention de la «Patientevertriedung» pour prendre la prédictive initiative. C'est par une lettre remontant au 10 mai 2007 que j'ai invité le directeur général du CHL à me renseigner sur les plaintes dont le prédict service a pu faire l'objet. Sur le vu de la réponse qui m'est parvenue le 31 mai, j'ai dépêché sur place un médecin de la Direction de la Santé pour faire une enquête sommaire, à la suite de laquelle j'ai finalement décidé de faire procéder

à une évaluation externe du service. C'est en date du 20 juillet que le professeur George a été chargé de cette mission.

Ce n'est que par lettre du 6 août, donc nettement postérieure à la désignation de l'expert étranger, que la «Patientevertriedung» est intervenue auprès du soussigné dans ce dossier. La conférence de presse de la «Patientevertriedung», qui a porté ce dossier sur la place publique, est encore postérieure de quelques jours à la précitée lettre.

Pour ce qui est maintenant du choix de l'expert étranger, je me suis adressé en premier lieu au professeur Jacques Brotchi de Bruxelles, président de la «World Federation of Neurological Societies». Estimant ne pas pouvoir accepter lui-même la mission d'évaluation, le professeur Brotchi m'a cependant fourni une liste comprenant les noms de trois experts de réputation internationale, susceptibles de procéder à l'évaluation.

Mon choix s'est porté sur le premier nom figurant sur cette liste, à savoir le professeur Bernard George, chef du service de neurochirurgie à l'Hôpital Lariboisière à Paris.

La compétence du professeur George est à l'abri de toute discussion. Le professeur George s'est par ailleurs montré disposé à accepter la mission et disponible pour l'effectuer. Finalement, et c'était le troisième critère à la base de mon choix, le professeur George, en tant que francophone, n'avait pas de barrière linguistique à franchir pour l'examen des dossiers médicaux, la lecture de documents tels que règlement interne du CHL, notes de services etc., ou encore des lettres et autres pièces lui adressées par la «Patientevertriedung» et l'ancien chef du service de neurochirurgie du CHL.

Question 2013 (27.9.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant le **versement tardif des rémunérations aux étudiants**:

Laut der Aarbeitsgesetzgebung ass all Patron verpflichtet zum Enn vum jeeweilege Mount senge Salariéen hir Pai ausbezuuelen. Studenten, déi fir de Stat (d'Allgemengheet) a speziell am Tourismusbereich schaffen, müssen allerdéngs, wéi mir zougedroe gouf, iwwer ee Mount op hir Entschiedung waarden. Dëst féiert leider derzou, datt vill Studenten an Zukunft net méi gewëllt si während hirer Vakanz an dësem Bereich ze schaffen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat ass de Grond fir d'Verzögerung bäim Ausbezuuele vun den Entschiedungen?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir hei eng Verbesserung anzeféieren an domadder dem Gesetz gerecht ze ginn?

Réponse (19.10.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

1) D'Prozedur beim Ausbezuuele vun de Paie fir d'Studenten ass déi folgend: Wann d'Studenten opgehale hu mat schaffen, sammelt de Ministère d'Donnéen, déi him vun de verschiddene regionalen «Coordinateurs d'animation touristique» geliewert ginn. Op Grond vun deenen Donnéeën ginn d'Paieziedelen ausgefëllt an esou séier wéi méiglech un d'Personalverwaltung vum Stat geschéckt, déi da fir d'Liquidatioun zoustänneg ass.

2) Wéi aus der Beschreibung vun der Prozedur ervirgeet, huet de Ministère «en amont» an «en aval» ganz weénege Afloss op déi verschidden Etappen an op d'Rapideitéit vum Ausbezuuele. D'Dauer vun der Béaarbechtung vun den Dos-

sieren am Ministère ass op den absolute Minimum beschränkt.

Dem Ministère ass och net bekannt, dass d'Ausbezuuele vun de Paie am Tourismus méi laang soll sinn, wéi dat an aneren Departementen de Fall ass.

Question 2014 (27.9.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant le **retard des trains**:

D'Zil vun der Regierung ass et jo, fir nach méi Leit ze beweegen op den öffentliche Transport zréckzegraifen, an den Zuch spillt an dësem System eng wichteg Roll. Pünktlechkeet respektiv Verlässlechkeet si fir d'Leit am hautege Berufsliewen e ganz wichtige Faktor a laut Joresbericht vum Transportministère vum Joer 2006 erreicht den Zuchverkéier eng Pünktlechkeetsquot vum 92,9%.

Vill Leit beschwéiere sech awer, datt et duerchschnëttlech bal all Dag virkënn, datt eenzel Zuchlinne Verspéidung hunn. Dës Onpünktlechkeet ass dann och de Grond dofir, datt vereenzelt Leit net méi mam Zuch, mä mat dem Auto op d'Aarbecht fueren, och well si do méi flexibel sinn.

D'Aarbechten an der Stater Gare si mat Sécherheet e Grond fir d'Verspéidungen, mä et kann een net alles domadder begrënnen. Och technesch Feeler oder Problemer komme mat Sécherheet net all Dag vir.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ginn et genee Statistiken, wéi vill a wat fir eng Zuchlinne Verspéidungen hunn?

Wa jo, wéi gesäit dëst an deene leschte zwee Joer aus?

2) Wat sinn déi meeschte Grënn, firwat eenzel Zuchlinnen onpünktlech sinn a wéi ass hei déi prozentual Opdeelung?

3) Wat fir Virschléi hat déi Kommission gemaach, déi sech am Joer 2006 mat der Verbesserung vun der Pünktlechkeet beschäftegt huet?

4) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen fir hei eng Verbesserung anzeféieren?

Réponse (5.11.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

A senger parlamentarëscher Ufro N°2014 vum 27. September 2007 beschwéiert sech den Här Députéierten Jemp Koepp iwwer d'Verspéidungen am Eisbunnverkéier a wëll wëssen wat ënnerholl gëtt, fir dës Verspéidungen an Zukunft ze vermeiden.

Zënter 1996 gi Statistiken opgestallt wat d'Verspéidungen vun den Zich hei am Land ueegt. Zënter 2001 ginn d'Zich a verschidde Kategorien agedeelt:

- nationale Verkéier;

- grenziwwerschreitende Verkéier an

- internationale Verkéier.

D'Statistiken ënnerscheiden och nach ënner Verspéidungen ënner dräi, fënnf respektiv zéng Minuten. Et gëtt dobäi keng Differenz gemaach, ob en Zuch an de Spëtzenzäiten oder zu aneren Zäite Verspéidung kritt.

Wéi dat praktesch an all europäeschem Land de Fall ass, gëtt en Zuch als pünktlech considéiert, wann en net méi wéi fënnf Minutte Verspéidung huet. Wann een elo dës Statistik op déi verschidde Linnen opdeelt, gesäit - a Prozenter ausgedréckt - d'Situatioun folgendermoossen aus:

Linn	2005	2006
Linn 1: Lëtzebuerg-Ëlwen	96,4 %	93,7 %
Linn 3: Lëtzebuerg-Waasserbëlleg	94,7 %	93,5 %
Linn 5: Lëtzebuerg-Klengbetten	97,3 %	95,0 %
Linn 6: Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht-Athus	94,3 %	91,5 %
Linn 7: Lëtzebuerg-Rodange	96,2 %	93,1 %

Et gi verschidden Ursachen, déi zu Verspéidungen vun den Zich féieren. Ausser e puer punktuell Saachen, sinn d'Ursaache gewéinlech folgend:

- limitéiert Infrastruktur (eegleiseg Strecken);

- Fiabilitéit vum Matériel;

- héich Taktfolleg vun den Zich während de Spëtzenzäiten;

- Roulemente mat kuerzen Openthalter;

- Interferenz tëschent internationalen, grenziwwerschreitenden an den nationalen Zich.

Et kënn nach derbäi, datt de Moment zwee gréisser Schantejer an der Gare Lëtzebuerg amgaange sinn an trotzdeem den Zuchverkéier net ageschränkt gëtt. Zu Verspéidungen kënn et dann, wann net genuch Gleiser an der Gare zur Verfügung sti fir dese ganzen Trafik pünktlech ofzewëckelen.

Verschidden Tëscheffäll kënnen zu Verspéidungen féieren. Hei gëtt et keng Statistik pro Linn. Hei ass elo d'Lëscht vun deene verschiddenen Tëscheffäll, déi virkomme kënnen:

- Problemer mam Matériel vun den CFL;

- Problemer mam Matériel vun der DB;

- Problemer mam Matériel vun der SNCB;

- Problemer mam Matériel vun der SNCF;

- Dérangement vun de Sécherheitsinstallatiounen;

- Dérangement vun enger Barrière;

- Problemer a Verbindung mat de Gleiser;

- Problemer a Verbindung mat de Caténaires;

- Iwwerschreitung vun der Dauer vun engem Schantjen;

- Problemer bei der Exploitatioun;

- verspéit Bereetstellen vun engem Zuch wéinst Mangtum u Personal;

- Waarden op de Billjeeskontroller;

- aner Ursachen, déi net vun den CFL verursaacht goufen;

- Problemer bei der Exploitatioun um CFL-Réseau;

- Problemer bei der Exploitatioun um SNCB-Réseau;

- Problemer bei der Exploitatioun um SNCF-Réseau;

- Problemer bei der Exploitatioun um DB-Réseau.

Zënter 1998 gëtt et den Aarbechtsgrupp «Ponctualité du trafic national», deen déi verschidden Ursachen, déi zu Verspéidungen vun Zich gefouert hunn, analyséiert an dann un déi verschidden Servicer Propositione mécht fir an Zukunft sou Verspéidungen ze vermeiden.

Question 2016 (28.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **prise en charge des frais médicaux et hospitaliers des étrangers en situation irrégulière**:

L'immigration clandestine est un problème auquel tous les pays de l'Union européenne sont confrontés et qui comporte plusieurs volets dont celui de la prise en charge des frais médicaux et hospitaliers des personnes concernées.

Selon une étude récente de l'organisation «Médecins du Monde»

(MDM), seulement un quart des sans-papiers dans l'Union européenne bénéficient aujourd'hui d'une couverture médicale. Pour cette raison, MDM a demandé aux États membres de l'UE de garantir à toutes les personnes résidant en Europe, quel que soit leur statut, un accès égal aux soins, et gratuit pour les plus vulnérables. Afin d'inciter les États membres de l'Union européenne à changer leur législation et pratiques en la matière, MDM cite le cas de l'Espagne où la loi traite de la même manière tous les résidents, sans que cela ait ruiné la sécurité sociale.

Sauf erreur de ma part, les personnes en situation irrégulière au Luxembourg ne disposent d'aucune couverture médicale.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition de l'organisation MDM de garantir à toutes les personnes en situation irrégulière une couverture médicale gratuite?

- Peut-on envisager de mettre en place un système similaire à celui qui existe en Espagne?

Réponse (22.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration, le Gouvernement a estimé que la gratuité médicale pour les «sans-papiers» ne pourrait être admise. Toutefois, les conditions d'accès à une assurance facultative seraient allégées au profit des personnes en situation irrégulière.

Le Gouvernement est arrivé à la conclusion qu'il y a lieu d'autoriser la prise en charge par l'assurance maladie des personnes se trouvant sur le territoire national depuis un certain temps, tout en définissant les modalités pour assurer la communication des données par les organismes de sécurité sociale au service de la police des étrangers.

Pour approcher les personnes en situation irrégulière, il existe à mon avis deux options. La première consiste à appliquer les règles de manière stricte, ce qui conduit à refuser à ces personnes le droit à des soins en cas d'impossibilité de produire un certificat de résidence. La seconde option consiste à permettre à l'assurance maladie d'accepter les personnes qui peuvent prouver, par quelque moyen que ce soit, qu'elles résident depuis plusieurs mois au Grand-Duché de Luxembourg. La prise en charge des soins prodigués à ces personnes pourrait être assurée, sous condition qu'elles acceptent de payer une cotisation.

L'affiliation des personnes en situation irrégulière à la sécurité sociale luxembourgeoise est possible moyennant l'assurance volontaire. Aux termes de l'article 2, alinéa 2 du Code des assurances sociales, les personnes résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie ont la faculté de s'assurer volontairement. Le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au Centre commun de la Sécurité sociale.

Le Centre commun de la Sécurité sociale applique actuellement cette disposition en admettant à l'assurance facultative tout demandeur séjournant au Luxembourg, sous réserve de la production d'un certificat de résidence dans le délai de trois mois. À défaut de transmission de ce certificat dans le dé-

lai prescrit, un rappel recommandé est adressé au demandeur et l'assurance facultative est annulée rétroactivement, s'il n'y donne pas suite.

Or, il est évident que les ressortissants d'États tiers en situation irrégulière (ne disposant pas d'une autorisation de séjour ni d'un permis de travail) sont dans l'impossibilité de produire le certificat demandé, étant donné que les bureaux de la population des administrations communales refusent leur inscription.

Le changement de cette pratique administrative dans le sens préconisé par le Gouvernement, qui propose d'admettre à l'assurance maladie des personnes se trouvant sur le territoire national depuis un certain temps, est envisageable. En effet, la résidence semble être une notion de fait qui ne peut pas être assimilée à celle de domicile que le Code civil définit comme étant le lieu où l'intéressé a son principal établissement (art. 102). Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement (art. 103). La preuve de l'intention résulte d'une déclaration expresse faite tant à la municipalité que l'on quitte qu'à celle où on a transféré son domicile (art. 104). Dans la conception du règlement CE 1408/71 dont l'article 1^{er} définit la résidence comme séjour habituel, la résidence reflète aussi la situation de fait abstraction faite de l'accomplissement de toute formalité.

Rappelons encore dans ce contexte que le Ministère de la Santé dispose de crédits budgétaires pour faire face à des situations d'urgence où des soins sont ou ont été accordés à des personnes qui ne bénéficient pas d'une couverture en matière de sécurité sociale.

Question 2018 (28.9.2007) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant **l'introduction de cours du Coran dans les programmes de l'école publique**:

Dans son émission d'informations «De Mëttesjournal» du 28 septembre 2007, RTL Radio a repris des propos de Madame Hennicot-Schoepges concernant l'introduction de l'enseignement du Coran dans l'école luxembourgeoise, publiés dans la dernière édition de l'hebdomadaire «Le Jeudi»: «Et l'exemple de la Basse-Saxe ne devrait-il pas inciter les autorités qui s'approprient à conventionner l'islam, à introduire obligatoirement l'enseignement du Coran à l'école publique?»

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Les membres du Gouvernement partagent-ils les propos de Madame Hennicot-Schoepges?

- Si oui, quand et comment pensent-ils introduire les cours du Coran dans les programmes de l'école publique luxembourgeoise?

Réponse commune (22.10.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

Dans l'intervention de Madame Hennicot-Schoepges évoquée par l'honorable Députée, il est fait mention d'un projet pilote réalisé en 2002 en Basse-Saxe qui vise à offrir un enseignement de doctrine musulmane dans 21 écoles primaires (en 2006). Jusqu'à ce jour l'expérience n'a pas été généralisée dans ce Land lequel est confronté au défi d'intégrer 48.000

élèves de confession musulmane, alors que l'introduction obligatoire de l'enseignement du Coran n'est pas prévue.

Elle l'est d'autant moins au Luxembourg où la convention que le Gouvernement entend conclure avec la communauté musulmane vise à régler les relations entre cette communauté religieuse et l'État dans le seul cadre de l'article 22 de la Constitution et s'abstient dès lors à faire mention de l'enseignement religieux. Cette question ne figure par conséquent pas à l'ordre du jour.

Question 2019 (28.9.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l'exécution d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale**:

Le Conseil de Sécurité de l'ONU vient d'adopter à l'unanimité la résolution 1778 autorisant le déploiement dans l'Est du Tchad et dans le Nord-est de la République centrafricaine d'une force internationale fournie par les Nations Unies et l'Union européenne.

Il y a lieu d'espérer que l'aide aux victimes du conflit au Darfour connaîtra enfin une accélération.

Reste cependant posée la question de l'impunité dont jouissent les coupables des crimes horribles commis au Darfour ces dernières années.

Plus précisément le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale du chef de guerre ougandais Joseph Kony n'est toujours pas exécuté.

Plusieurs personnalités politiques comme le Premier Ministre belge Verhofstadt ont dénoncé cette situation inacceptable pour la crédibilité de cette institution.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la situation décrite ci-dessus?

- Est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès des autorités soudanaises respectivement tchadiennes?

Réponse (25.10.2007) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le Luxembourg soutient résolument les efforts déployés actuellement par les Nations Unies et l'Union africaine pour résoudre le conflit au Darfour dans le cadre d'une approche globale et régionale. Dans la mesure où il prend en compte la dimension régionale de la crise du Darfour, le déploiement de l'opération EUFOR Tchad/République centrafricaine, que vient de décider le Conseil de l'Union européenne, parallèlement à celui de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), constitue une étape essentielle pour contribuer à trouver une solution durable au conflit qui sévit au Darfour. Le déploiement de l'opération européenne témoigne également de la volonté de l'UE d'oeuvrer activement en faveur de l'amélioration de la situation en matière de sécurité dans l'est du Tchad et dans le nord-est de la République centrafricaine, en concourant à la protection des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, en facilitant l'acheminement de l'aide humanitaire et en aidant à créer les conditions propices au retour volontaire des populations déplacées vers leur lieu d'origine ainsi qu'en contribuant à assurer la sécurité et la liberté d'action de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT).

Le Gouvernement luxembourgeois, tout comme l'Union européenne dans son ensemble, considère que ceux qui violent les droits des populations civiles doivent être mis face à leurs responsabilités. Il a ainsi réaffirmé à maintes reprises son soutien à la Cour pénale internationale et aux efforts que celle-ci déploie pour que cesse l'impunité face aux atrocités commises entre autres au Darfour. En collaboration avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg a œuvré et continue à œuvrer afin de mettre un terme aux exactions commises au Darfour et à faire en sorte que les autorités soudanaises se conforment aux demandes d'extradition à l'encontre d'Ahmed Muhammed Haroun, ancien Ministre de l'Intérieur en charge de la région du Darfour de 2003 à 2004, et d'Ali Kushayb, un des leaders des milices impliqués dans le conflit au Darfour, tous les deux accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Concernant le Tchad, le Gouvernement luxembourgeois ne possède en revanche pas d'informations qu'il hébergerait des personnes recherchées par la Cour pénale internationale.

Question 2020 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant **la transposition de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres**:

La directive 2004/38/CE a comme principaux objectifs:

- de remplacer toutes les lois communautaires précédentes relatives à ce domaine par un texte unique au lieu du Règlement (CEE) N°1612/68 et des directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE;

- d'accorder le droit de circuler et de résider à tous les citoyens de l'UE en leur qualité de citoyen, et non plus à certaines catégories de personnes tels que salariés, étudiants, indépendants etc.;

- de simplifier les conditions et les formalités administratives associées à l'exercice du droit de libre circulation et de séjour dans les États membres. Pour les séjours de moins de trois mois, la seule condition sera d'être en possession d'une pièce d'identité en cours de validité. Pour un séjour de plus de trois mois, l'obligation de détenir une carte de séjour est supprimée pour les citoyens de l'Union et remplacée, si la législation nationale le prévoit, par une inscription dans les registres de la population du lieu de résidence. L'inscription sera validée par une attestation qui sera délivrée immédiatement sur présentation de la preuve que les conditions auxquelles est soumis le droit de séjour sont respectées. Les citoyens de l'Union doivent être employés ou indépendants ou bien disposer de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour l'assistance sociale de l'État membre d'accueil et d'une assurance maladie complète. Les membres de la famille doivent prouver leur identité et le lien familial avec le citoyen de l'Union;

- d'introduire le droit de séjour permanent pour les citoyens de l'UE au bout de cinq années de résidence ininterrompue. Le droit de séjour ne sera plus soumis, pour ces citoyens, à aucune condition, et ils seront pratiquement traités de la même façon que les ressortissants nationaux;

- de faciliter la circulation des membres de la famille, qu'il s'agisse ou non de ressortissants de l'UE. La définition de «membres

de la famille» recouvre pour la première fois les partenaires enregistrés reconnus par la législation d'un État membre, si la législation de l'État membre d'accueil traite les partenaires enregistrés comme s'ils étaient mariés. D'autres partenaires des citoyens de l'UE ne bénéficieront pas automatiquement du droit d'entrée et de séjour dans l'État membre d'accueil. Toutefois, l'État membre d'accueil se verra dans l'obligation de «faciliter» l'entrée et le séjour des partenaires avec lesquels il est «dûment établi que le citoyen de l'UE entretient une relation durable», prenant ainsi en considération leur relation avec le citoyen de l'UE. Les membres de la famille provenant de pays tiers bénéficieront également d'une meilleure protection juridique, par exemple en cas de décès du citoyen de l'UE dont ils dépendent, ou, dans certaines conditions, en cas de dissolution du mariage;

- de clarifier les limitations du droit de séjour fondées sur des motifs d'ordre public, de sécurité ou de santé publique, de manière à ce que les citoyens de l'Union européenne bénéficient d'une meilleure protection administrative et juridique au cas où leur droit de séjour ferait l'objet de mesures de restriction, ainsi que d'offrir une protection forte contre l'expulsion de mineurs et de personnes qui ont séjourné dans l'État membre d'accueil pendant une longue période.

Cette directive qui a une incidence directe sur tous les ressortissants des États membres de l'UE et ceux de l'EEE aurait dû être transposée pour le 30 avril 2006.

Dès lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Sous quelle forme le Gouvernement entend-il transposer la directive? Dans quels délais?

- Dans la mesure où la directive est applicable dès à présent, comment le Gouvernement entend-il informer les communes?

- Des sanctions pour non-transposition sont-elles dans l'air?

- Ne faudrait-il pas agir avec une certaine urgence, sans attendre que l'avant-projet de loi présenté en juin ne prenne force de loi?

Réponse (22.10.2007) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

La directive 2004/38/CE sera transposée en droit national avant la fin de l'année moyennant modification du règlement grand-ducal modifié du 28 mars 1972 relatif aux conditions d'entrée et de séjour de certaines catégories d'étrangers faisant l'objet de conventions internationales.

Avant l'adoption du règlement grand-ducal en question, une réunion avec les communes dans le cadre du Syvicol sera organisée. Par ailleurs le Ministère diffusera une note explicative sur les nouvelles modalités.

Le Luxembourg est en retard de transposition de cette directive et la Commission en a saisi la Cour de Justice, d'où la nécessité de transposer par voie réglementaire sans attendre le vote de la nouvelle loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Question 2021 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant **l'avis des partenaires sociaux et des ONG sur l'avant-projet de loi sur la libre circulation et sur l'immigration**:

Vous avez expliqué votre avant-projet de loi sur la libre circulation et sur l'immigration aux partenaires sociaux et à des ONG. Vous leur aviez demandé des réactions écrites pour la mi-septembre.

- J'aimerais savoir quels organismes vous ont fait part de leurs remarques et commentaires?

- Comme cette démarche semble procéder de la volonté d'un large débat en société, je voudrais savoir ce qu'il adviendra de ces remarques et réflexions?

- Envisagez-vous le cas échéant de les publier sur le site Internet de votre Ministère? Quelle autre forme de diffusion est prévue?

Réponse (22.10.2007) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Les organisations suivantes ont été consultées lors de la phase de finalisation du projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration: la Chambre de l'Agriculture, l'UEL, l'ABBL, l'OGB-L, le LCGB, l'archevêché, la Commission consultative des droits de l'Homme, la Croix-Rouge, le CLAE, l'ASTI, la Caritas et le Sesopi.

Un certain nombre de suggestions ont été prises en compte lors de la mise au point du projet de loi. Les différentes organisations ont pour certaines fait connaître leurs positions par écrit. Il leur appartient, si elles le souhaitent, de les faire connaître et les diffuser.

Question 2022 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRENG*) concernant l'**avis sur la modification de la législation sur la nationalité**:

Le Gouvernement a souhaité un large débat sur la modification de la législation sur la nationalité. Les Chambres professionnelles ont rédigé leurs avis.

- Je voudrais savoir quels autres avis ou réactions sont parvenus au Gouvernement?

- Le Gouvernement entend-il les mettre à la disposition de la Chambre des Députés?

Réponse (25.10.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Outre les avis sollicités des Chambres professionnelles par le Gouvernement, celui-ci a encore reçu des avis d'un certain nombre de syndicats et d'ONG. Ces avis, qui ont déjà été publiés et présentés par ces organisations au public, seront évidemment distribués aux membres de la Commission juridique de la Chambre des Députés.

Question 2023 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRENG*) concernant les **initiatives du Gouvernement visant la participation politique des étrangers**:

Lors de la présentation du carnet de bienvenue, livret édité par l'ASTI, le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol pour faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux résidents dans les communes du pays, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a mentionné que le Gouvernement comptait prendre différentes initiatives visant la participation politique des étrangers.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles améliorations sont prévues pour faciliter l'accès au droit de vote aux étrangers tant pour les élections communales, que pour les européennes?

- Qu'en est-il du raccourcissement de la période entre le délai d'inscription sur les listes électorales et les élections?

- Un changement en cette matière ne devrait-il pas se faire avant mars 2008, date d'échéance pour s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections européennes de juin 2009?

- Où en est le projet de campagne d'information et de sensibilisation pour inciter les étrangers à s'inscrire sur les listes électorales sachant que la Chambre a unanimement accepté notre motion du 13 mars 2007 invitant le Gouvernement à en organiser une dans les meilleurs délais?

- Le Gouvernement entend-il conduire cette campagne avant ou après les modifications des modalités d'inscription?

Réponse (5.11.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

La question parlementaire porte sur différents aspects de la participation des étrangers aux élections.

- Pour faciliter aux étrangers l'accès au droit de vote, le Gouvernement a marqué son accord pour réduire à deux ans la durée de résidence pour participer aux élections européennes.

- En ce qui concerne le raccourcissement de la période se situant entre la date limite pour l'inscription sur les listes électorales et la date des élections, le Gouvernement est en principe d'accord à réduire cette période. Son souci est toutefois de maintenir en l'état les possibilités de réclamation et de recours du citoyen contre les décisions prises au sujet des demandes d'inscription par l'autorité communale. Un groupe de travail est en train d'élaborer une proposition de modification de la loi électorale allant dans ce sens.

- Un projet de loi portant modification de différentes dispositions de la loi électorale sera engagé dans la procédure législative avant la fin de l'année en cours.

- Les campagnes d'information et de sensibilisation pour inciter les étrangers à s'inscrire sur les listes électorales sont organisées par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en collaboration avec les autres départements ministériels concernés et les associations qui défendent les intérêts des étrangers. Une réunion dans ce contexte a eu lieu le 9 mai 2007. Dès que les modifications des modalités d'inscription sur les listes électorales seront achevées, les campagnes d'incitation à l'intention des étrangers seront lancées.

Question 2024 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRENG*) concernant les **résultats de la réunion de concertation sur la refonte de la réglementation des commissions consultatives communales pour étrangers**:

Une refonte de la réglementation des commissions consultatives communales pour étrangers est demandée par les Conférences nationales pour Étrangers depuis 1994. En réponse à ma question parlementaire N°1702 du 24 avril de cette année (*cf. compte rendu N°15/2006-2007*), vous avez annoncé qu'une dernière réunion de concertation entre les deux ministères compétents devrait permettre de se fixer sur un texte à soumettre dans les semaines à venir au Conseil de Gouvernement.

- Est-ce que des changements sont survenus suite à cette réunion quant à la composition des commissions consultatives pour étrangers, quant à la diffusion de leurs travaux, quant à d'autres points? Quels sont-ils?

- Dans quels délais ces réflexions vont-ils aboutir à un nouveau règlement grand ducal?

Réponse (5.11.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

L'avant-projet de règlement élaboré par les services compétents

du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a été examiné avec le Syvicol lors d'une réunion qui a eu lieu le 19 septembre 2007. À cette occasion il a été retenu d'apporter encore quelques modifications et précisions aux textes proposés.

L'avant-projet de règlement grand-ducal prévoit d'introduire à l'avenir des commissions consultatives communales de l'intégration dans toutes les communes du pays. Comme la loi de base actuelle ne prévoit la création de commissions consultatives communales chargées des intérêts des résidents de nationalité étrangère que dans les communes dont la population comprend plus de 20% d'étrangers, il y a lieu de modifier d'abord la loi de base.

Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration va introduire sous peu dans la procédure législative le projet de loi modifiant la législation relative à l'intégration des étrangers dans notre société. Le règlement grand-ducal relatif aux commissions consultatives communales de l'intégration sera pris en exécution de la nouvelle loi, donc dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

Question 2034 (4.10.2007) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **réglementation de la circulation sur les voies publiques - l'examen de la sueur ou de la salive afin de détecter la consommation de substances stupéfiantes**:

Par la loi du 18 septembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules, qui est entrée en vigueur en date du 1^{er} octobre 2007, est entre autres introduit la possibilité pour le parquet de requérir les membres de la Police grand-ducale de soumettre, aux dates et heures et sur les voies publiques déterminées par le parquet, tout conducteur d'un véhicule à un examen de la sueur ou de la salive afin de détecter la consommation de substances stupéfiantes.

Or, il me revient que la mise en application pratique de ces examens, et plus particulièrement la définition des résultats de l'examen, requiert une certaine période de temps (à peu près 15 minutes).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu de ces circonstances la mise en application de ces examens pourra s'avérer à la fois incommode pour les conducteurs de véhicules et laborieuse pour les membres de la Police grand-ducale?

Réponse (9.11.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

La loi du 18 septembre 2007 prévoit deux types de tests à effectuer par la police en matière de contrôle de consommation de drogues par les automobilistes.

En premier lieu, la Police grand-ducale est amenée à soumettre tout conducteur ou piéton à un test de la sueur ou de la salive, soit en cas d'accident, soit lorsqu'il existe un indice grave faisant présumer qu'une personne se trouve sous l'influence de drogues. La durée

d'évaluation du résultat de ce type de test varie entre trois et cinq minutes.

Par ailleurs, hormis les situations visées ci-dessus, le procureur d'État peut requérir la Police grand-ducale de soumettre, aux dates et heures et sur les voies publiques qu'il déterminera, tout conducteur à l'examen de la sueur ou de la salive. À cet effet, la Police grand-ducale va se doter d'un appareil fixe permettant de faire des contrôles durant environ une minute.

Au cas où le test est concluant, la personne concernée est soumise à une prise de sang dont le résultat fait foi.

Avant leur utilisation, les appareils devront encore être homologués par les autorités techniques compétentes.

Les nouvelles dispositions législatives relatives au dépistage en matière de drogues des automobilistes trouveront application dès que les mesures d'exécution appropriées auront été prises.

Question 2036 (4.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant l'**émission de nouveaux bulletins d'impôts pour les véhicules automobiles**:

Duerch d'Gesetz vum 22. Dezember 2006 «promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant...» sinn ënner anerem d'Autostaxe gehéicht ginn.

Well domadder d'Besteuerungsbasis ännert, misst all Propriétaire vun engem Auto eigentlech en neie Steuerbescheid zougestallt kréien, wou Besteuerungsgrundlagen erkläert a festgeluecht ginn an de Bierger och iwwer seng Recoursmëglichkeeten informéiert gëtt.

Elo schéngt et awer, datt keng nei Steuerbescheeder ausgestallt goufen, mä d'Autosproprietären direkt en «avis d'échéance» krute mat der Opfuerderung hir Steieren an engem gewëssenen Délai ze bezuelen.

An dësem Zesammenhang géif ech dem Här Finanzminister gäre folgend Froen stellen:

1. Ass et richtig, datt keng nei Steuerbescheeder ausgestallt goufen, a wa jo, wat ass de Grond dofir?

2. Sinn an dësem Fall déi zougestallt «avis d'échéance» am Prinzip net hifäleg, a bräicht de Bierger eigentlech dowéinst net drop ze reagieren?

3. Misst d'Regierung net all betreffen Bierger, wéi d'Gesetz et virgesäit, esou e Steuerbescheid (bulletin d'impôt) zoukomme loosnen.

Réponse (5.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

L'article 3 (5) du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 portant exécution des mesures d'application de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement prévoit que le receveur de l'Administration des Douanes et Accises fixe sur base des données enregistrées par les autorités d'immatriculation et conformément aux taux en vigueur, la taxe à payer. Cette décision de fixation de la taxe est portée à la connaissance du débiteur de la taxe par un bulletin de fixation qui renseigne des bases de taxation, des montants dus pour les diverses périodes de paiement admises, des indications sur les modalités de paiement ainsi que du délai ultime pour le paiement ainsi qu'une instruction sur les voies de recours.

Il est d'autre part incontestable que des problèmes sont apparus lors de la mise en production des nouveaux programmes informatiques (échanges des données entre la SNCT, le Centre informatique de l'État ainsi que le consultant externe de l'Administration).

Il était prévu d'envoyer un bulletin de fixation à tous les propriétaires au début de l'année. Toutefois, les retards dans le développement ainsi que les problèmes de démarrage ont amené l'Administration, dans l'intérêt des débiteurs de la taxe, à arrêter toute impression de vignettes, avis d'échéance et bulletins de fixation de la taxe jusqu'à résolution des problèmes.

Ce n'est que le 11 septembre 2007 que l'impression a pu être redémarrée. Tous les propriétaires de voitures immatriculées pour la première fois ou transcrites au nom d'un nouveau propriétaire ont entre-temps reçu leurs bulletins de fixation (nouvelle taxe) ou vont les recevoir dans les jours à venir.

Quant aux bulletins de fixation concernant les autres véhicules (+/- 350.000), ils seront envoyés avec le recalcul pour la régularisation de la taxe due depuis le 1^{er} janvier 2007 aux propriétaires des véhicules concernés. Étant donné que l'impression des bulletins fixant la nouvelle taxe (à partir du 4 juin 2007) était l'un des problèmes majeurs qui ont nécessité un arrêt complet au 3 juillet 2007 de toute impression, l'Administration a cru utile de ne plus envoyer quelque 350.000 bulletins de fixation mais de profiter du recalcul (qui se fera pour 450.000 véhicules vers le 15 novembre) pour faire parvenir aux débiteurs, en même temps, les informations prévues par les dispositions légales.

Les débiteurs de la taxe seront à ce moment également informés sur les moyens de recours qui peuvent être invoqués contre la décision de fixation de la taxe.

Il s'entend que l'impression ainsi que le postage du recalcul et des bulletins s'étendra sur plusieurs semaines, le Centre informatique de l'État nécessitant ce temps pour l'impression des quelque 450.000 imprimés supplémentaires.

À toutes fins utiles, je vous signale encore que les forces de l'ordre avaient été mises au courant des pannes de démarrage et que les agents ont jusqu'ici fait preuve de compréhension lors du contrôle des papiers de bord.

Question 2038 (5.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant les **forfaits remboursés par les caisses de maladie luxembourgeoises aux caisses de maladie allemandes**:

E Lëtzebuurger Bierger, deen eng Rent bezitt a säi Wunnsätz an Däitschland huet, bezitt weider hei am Land seng Cotisatioun fir d'Krankekeess. E muss sech awer och an Däitschland an enger Krankekeess umellen, wéi zum Beispill d'DAK. Déi Lëtzebuurger Krankekeess iwwerweist eng Pauschal pro Persoun un déi däitsch Krankekeess, déi all Consultatioun bei engem däitschen Dokter ofdeckt. Geet dës Persoun bei e Lëtzebuurger Dokter, da gëtt dës Consultatioun weder vun der däitscher nach vun der Lëtzebuurger Krankekeess rembourséiert. Eng Persoun, déi an Däitschland wunnt an zu Lëtzebuerg berufstäteg ass, ka bei en Dokter vu sengem Vertraue goen a kritt dës Consultatioun vun der Lëtzebuurger Krankekeess zu engem festgeluechten Taux rembourséiert.

Kann den Här Sozialminister mer

1. confirméieren ob déi uewege-
nannte Prozedur esou ofleeft,

2. soen, wéi héich dës Pauschal
pro Persoun ass, déi vun der Lët-
zebuerger Krankekeess un déi
däitsch Krankekeess iwwerwise
gëtt,

3. matdeele fir wéi vill pensionéiert
Lëtzebuerger an Däitscher, déi eng
Lëtzebuerger Pensioun bezéien,
am Joer 2006 eng Pauschal un eng
däitsch Krankekeess iwwerwise
ginn ass,

4. soen, ob e sech virstellen ka wéi
een dës Prozedur ännere kann, fir
datt keng Zwouklassegesellschaft
tëschent de Pensionéierten an de
Beruffstätegen entsteet?

Réponse (5.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Vu la complexité de la probléma-
tique évoquée dans sa question
parlementaire, j'ose espérer que
l'honorable Député acceptera une
réponse en langue française.

Quant au volet 1) de la question, je
confirme que la procédure décrite
par Monsieur le Député est
conforme à la procédure du règle-
ment communautaire CE 1408/71
relatif à l'application des régimes
de sécurité sociale aux travailleurs
(...) qui se déplacent à l'intérieur
de la Communauté.

En application de l'article 28 du règle-
ment communautaire 1408/71
un pensionné luxembourgeois qui
réside en Allemagne est inscrit à
son lieu de résidence moyennant
le formulaire E121 émis par la
Caisse de pension luxembour-
geoise et a donc droit aux presta-
tions en nature par l'institution du
lieu de résidence pour le compte
de l'institution luxembourgeoise.
Les frais générés par l'obtention de
soins de santé en Allemagne sont
pris en charge d'après la législa-
tion allemande par l'institution alle-
mande, qui décompte mensuelle-
ment pour chaque pensionné ins-
crit un montant forfaitaire mensuel
avec l'Union des Caisses de Mala-
die.

Si cette personne séjourne au
Luxembourg ce déplacement est
considéré comme un séjour tem-
poraire au sens de l'article 31 du
règlement précité. En application
de cette disposition, cette per-
sonne obtient une carte euro-
péenne (EHIC) par l'institution du
lieu de résidence, carte qui lui
donne droit à la prise en charge
des soins médicalement néces-
saires en fonction de la durée du
séjour lors de son séjour à l'étran-
ger. Ces soins de santé sont pris
en charge par l'institution du lieu
de séjour d'après sa législation à
charge de l'institution du lieu de ré-
sidence, en l'espèce l'institution alle-
mande.

Si cette personne sollicite au
Luxembourg des prestations de
soins de santé qui ne sont pas cou-
vertes par l'application de la carte
européenne, le remboursement
des dépenses afférentes peut être
sollicité auprès de l'institution d'as-
surance maladie du lieu de rési-
dence, en l'espèce la Caisse de
maladie allemande, qui doit déci-
der du remboursement en applica-
tion des principes résultant des ju-
risprudences de la Cour de Justice
européenne dans les dossiers
ayant trait à la libre circulation des
patients. (Decker et Kohl)

En application des articles 19 et 20
du règlement communautaire
1408/71, le travailleur frontalier ac-
tif inscrit moyennant E106 dans
son pays de résidence a le droit de
faire traiter tant dans son pays de
résidence que dans l'État compé-
tent.

2. Pour l'année 2005, le forfait men-
suel par personne s'élevait à
285,85 euros.

3. En 2005, l'Union des Caisses de
Maladie a enregistré 958 inscrip-
tions en Allemagne moyennant le
formulaire E121. Au total 9.931 for-
faits mensuels ont été payés pour
un montant global de 2.838.776,35
euros.

Pour 2006, les chiffres ne sont pas
encore disponibles, du fait que le
montant forfaitaire à rembourser
n'est pas encore fixé.

En ce qui concerne le volet 4), j'in-
forme l'honorable Député que les
institutions européennes viennent
de mettre en place un nouveau règle-
ment communautaire CE 883/
2004 portant sur la coordination
des systèmes de sécurité sociale.
Or, jusqu'à l'adoption d'un règle-
ment d'application prévoyant les
modalités pratiques des disposi-
tions contenues dans le nouveau
texte, celui-ci ne sortira pas ses ef-
fets et le règlement 1408/71 reste
d'application. Lors des négocia-
tions pour le nouveau règlement
d'application, qui sont en cours ac-
tuellement, le Luxembourg a opté
pour un remboursement sur base
des frais réels non seulement pour
les travailleurs actifs, mais égale-
ment pour les pensionnés. À partir
de l'entrée en vigueur de cette
nouvelle réglementation, le traite-
ment des pensionnés et des tra-
vailleurs frontaliers actifs sera éga-
litaire.

Question 2039 (9.10.2007) de
M. Patrick Santer (CSV) con-
cernant le **Manifeste «Mainte-
nant, il faut un vrai espace
judiciaire européen»**:

Dans un article paru le 15 sep-
tembre 2007 dans «Le Figaro», les
Ministres de la Justice de France,
du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de
Slovénie et d'Allemagne ont ré-
clamé un renforcement de la co-
opération dans le domaine de la
justice et des affaires intérieures.
Dans ce manifeste intitulé «Mainte-
nant, il faut un vrai espace judi-
ciaire européen», les Ministres des
pays précités entendent poursui-
vre, entre autres, le renforce-
ment Eurojust, la mise en œuvre
rapide des règles prévues par
l'Union européenne destinées à la
reconnaissance mutuelle des déci-
sions de confiscation, l'accès des
citoyens et des entreprises aux ou-
tils de la justice électronique, ainsi
que l'interconnexion des casiers ju-
diciaires et l'étude de l'adoption
des dispositifs communs, tel
«Alerte Enlèvement», par tous les
États de l'Union.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre
de la Justice peut me préciser s'il
partage les objectifs précités?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre
de la Justice peut m'indiquer l'état
d'avancement des différents pro-
jets présentés par les Ministres de
la Justice dans leur manifeste?

3) La publication d'un tel manifeste
par les Ministres de la Justice de
certains États membres de l'Union
européenne ne cache-t-elle pas
l'existence de blocages ou de réti-
cences à la création d'un espace
judiciaire européen?

Réponse (22.10.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Jus-
tice*:

Je partage entièrement les objec-
tifs de cet article signé par
quelques collègues européens.

Hormis le projet relatif à l'intercon-
nexion des casiers, auquel partici-
pe le Luxembourg, les autres su-
jets évoqués sont à un stade de
discussions assez peu avancé.
Ainsi, il n'existe pas encore de pro-
position de texte relatif à un renfor-
cement des pouvoirs d'Eurojust ou
du mécanisme «alerte enlève-
ment». Le Luxembourg soutient la
Commission et les présidences ac-
tuelles et futures du Conseil qui
souhaitent avancer dans ces do-
maines. Actuellement, l'unanimité
requis au Conseil en matière de
coopération judiciaire pénale rend
toute avancée substantielle diffi-
cile.

Question 2044 (11.10.2007) de
M. Camille Gira (DÉI GRENG)
concernant les **nouveaux sites
pour décharges pour déchets
inertes**:

Dans un article paru le 15 sep-
tembre 2007 dans «Le Figaro», les
Ministres de la Justice de France,
du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de
Slovénie et d'Allemagne ont ré-
clamé un renforcement de la co-
opération dans le domaine de la
justice et des affaires intérieures.
Dans ce manifeste intitulé «Mainte-
nant, il faut un vrai espace judi-
ciaire européen», les Ministres des
pays précités entendent poursui-
vre, entre autres, le renforce-
ment Eurojust, la mise en œuvre
rapide des règles prévues par
l'Union européenne destinées à la
reconnaissance mutuelle des déci-
sions de confiscation, l'accès des
citoyens et des entreprises aux ou-
tils de la justice électronique, ainsi
que l'interconnexion des casiers ju-
diciaires et l'étude de l'adoption
des dispositifs communs, tel
«Alerte Enlèvement», par tous les
États de l'Union.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre
de la Justice peut me préciser s'il
partage les objectifs précités?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre
de la Justice peut m'indiquer l'état
d'avancement des différents pro-
jets présentés par les Ministres de
la Justice dans leur manifeste?

3) La publication d'un tel manifeste
par les Ministres de la Justice de
certains États membres de l'Union
européenne ne cache-t-elle pas
l'existence de blocages ou de réti-
cences à la création d'un espace
judiciaire européen?

Réponse (29.10.2007) de **M. Lu-
cien Lux**, *Ministre de l'Environne-
ment*:

La mise en œuvre du plan direc-
teur sectoriel «décharges pour dé-
chets inertes» incombe à la com-
mission de suivi qui a été instaurée
à cet effet par le règlement grand-
ducal du 9 janvier 2006 déclarant
obligatoire ce plan. Selon les dis-
positions de l'article de ce règle-
ment, la commission a notamment
la mission d'assurer la continuité
de la disponibilité des capacités
de mise en décharge dans les dif-
férentes régions. En ce sens, la
commission doit évaluer les be-
soins dans les différentes régions
et déterminer celles où il existe un
besoin concret de rechercher de
nouveaux sites.

Compte tenu des capacités encore
disponibles, des projets en cours,
de l'envergure de ces projets et
des délais nécessaires pour mettre
en service une nouvelle décharge,
la commission a déterminé la ré-
gion centre-sud-ouest et la partie
est du Luxembourg comme étant
les régions où il existe un besoin
immédiat pour entamer la procé-

ture de recherche de nouveaux
sites.

Il est évidemment que la procédure
de recherche de nouveaux sites
sera engagée dans les autres ré-
gions au fur et à mesure que des
besoins de nouvelles décharges y
apparaissent.

Il est rappelé que la procédure de
recherche de nouveaux sites est
arrêtée par l'article 5 du règlement
grand-ducal du 9 janvier 2006.
Ainsi, dans les régions qui ont été
retenues par la commission de
suivi les étapes suivantes ont été
effectuées par ordre chronolo-
gique:

1. exclusion des zones non priori-
taires telles que définies à l'annexe
IV du règlement grand-ducal du 9
janvier 2006;

2. exclusion des zones se trouvant
dans un périmètre de moins de
500 m autour des agglomérations;

3. analyse des surfaces restantes
quant à des contraintes qui pour-
raient y exister (pentes trop raides,
fermes agricoles, chemin de fer ou
route traversant le site, présence
de sources ou de cours d'eau,
etc.) et abstraction des surfaces où
les contraintes étaient telles que
l'installation éventuelle d'une dé-
charge est devenue impossible;

4. détermination sur les surfaces
ainsi restantes des sites où compte
tenu de la topographie et des vo-
lumes la mise en place éventuelle
d'une décharge pour déchets
inertes est envisageable;

5. évaluation de ces sites par rap-
port aux critères tels qu'ils figurent
à l'annexe IV du règlement grand-
ducal du 9 janvier 2006;

6. communication en date du 3
septembre 2007 aux communes
respectives des rapports des éva-
luations pour les sites qui les
concernent avec demande d'avis à
remettre dans un délai de trois
mois.

L'ensemble des sites répertoriés
dans les régions mentionnées ci-
dessus se trouve à titre égal à ce
stade de la procédure.

En ce qui concerne la liste des
sites retenus par la commission de
suivi, il apparaît que certains
conseils des bourgmestre et éche-
vins de communes concernées en-
visagent de présenter la proposi-
tion dans un avenir proche alors
que la proposition n'a pas encore
été rendue publique par les res-
ponsables communaux.

Dans le respect de la façon de pro-
céder des différentes communes, il
est à ce stade fait abstraction à
cette occasion de la liste des sites
retenus.

En ce qui concerne l'élaboration
de plan général de gestion des dé-
chets, il est vrai que l'échéancier
initial prévoyait la présentation
d'une première version vers la fin
du premier semestre 2007. Di-
verses raisons ont fait que ce plan-

ning ne peut pas être respecté.
Parmi ces raisons figurent notam-
ment le fait qu'il s'agissait d'at-
tendre les orientations qui sont re-
tenues dans la nouvelle directive
cadre sur la gestion des déchets.
L'accord politique concernant
cette proposition de directive n'a
été pris qu'en date du 28 juin 2007.
Un autre élément qui aura un im-
pact sur l'élaboration du plan gé-
néral des déchets est le résultat
des travaux de la commission spé-
ciale «Réorganisation territoriale
du Luxembourg» de la Chambre
des Députés.

Les agents de l'Administration de
l'Environnement sont en train de
travailler sur le document. Une pre-
mière version pourra dès lors être
probablement présentée en début
de l'année 2008.

Question 2045 (11.10.2007) de
M. Xavier Bettel (DP) con-
cernant l'**expulsion d'un deman-
deur d'asile d'origine biélo-
russe**:

Il me revient qu'en date du 10 oc-
tobre 2007 un demandeur d'asile
d'origine biélorusse a été expulsé
par les autorités luxembour-
geoises. Ce retour forcé aurait été
effectué sans la présence d'obser-
vateurs indépendants.

- Monsieur le Ministre peut-il me
confirmer ces faits? Dans l'affirma-
tive, Monsieur le Ministre estime-t-il
que cette façon de procéder est
conforme à la motion adoptée par
la Chambre des Députés en sa
séance publique du 3 juillet 2007
qui invitait le Gouvernement à au-
toriser la présence d'observateurs
des droits de l'Homme ou de mé-
decins indépendants à l'occasion
de tous les éloignements forcés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Mi-
nistre pourrait-il m'informer sur les
motivations qui ont amené le Gou-
vernement à négliger les recom-
mandations de la Chambre des
Députés?

Réponse (25.10.2007) de **M. Ni-
colas Schmit**, *Ministre délégué
aux Affaires étrangères et à l'Immi-
gration*:

Tout en confirmant à l'honorable
Député qu'en date du 10 octobre
2007 un demandeur d'asile dé-
bouté de nationalité biélorusse a
été retourné dans son pays d'ori-
gine, j'aimerais l'informer que ce
retour s'est effectué par vol com-
mercial, sans escorte policière.

J'estime que dans ce cas la pré-
sence d'observateurs neutres et in-
dépendants ou d'un médecin n'est
point nécessaire.

Par contre, j'aimerais informer l'ho-
norable Député que sur mon invita-
tion, faite dans le respect de la mo-
tion adoptée par la Chambre des
Députés en sa séance publique du
3 juillet 2007, la Croix-Rouge
luxembourgeoise a depuis assuré
deux missions d'observation
neutre et indépendante lors de re-
tours accompagnés de personnes
en situation irrégulière.

Ainsi, la Croix-Rouge était pré-
sente, le 9 et 10 août 2007 lors du
retour par vol charter de deux fa-
milles avec enfants ainsi que de
trois hommes seuls depuis l'inter-
pellation des familles jusqu'à leur
arrivée à respectivement Sarajewo
et Pristina, y compris pendant leur
rétention de moins de 48 heures
dans un lieu approprié.

Elle a d'autre part accompagné la
police judiciaire lors du rapatriement
d'un homme célibataire vers
Haïti, et ce depuis sa sortie du
centre de séjour provisoire pour
étrangers en situation irrégulière
jusqu'à l'embarquement pour le re-
tour par vol commercial.

Les rapports sur ces deux mis-
sions d'observation ne signalent
aucun problème concernant no-
tamment le respect de la dignité
des personnes qui ont été rapa-
triées.

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose

tous les vendredis entre 20.00 heures et

22.00 heures un résumé de l'activité

parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée du lundi au jeudi

de 20.00 à 22.00 heures,

à l'exception des jours de séance.